



République du Bénin



Union européenne

# Etude sur les risques et les facteurs potentiels de radicalisation et d'extrémisme violent en République du Bénin

## Rapport final

Cette étude a été formulée dans le cadre du

## Programme de Prévention de l'Extrémisme Violent en Afrique de l'Ouest et dans le Bassin du Lac Tchad

### PPREV-UE II

**Pays : République du Bénin**

VERSION FINALE

Octobre 2018

Auteur principal :

Aziz Mossi



*Avec le soutien de l'Union européenne,  
sur un financement de l'Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix (IcSP)*

#### *Clause de non-responsabilité*

*La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de son auteur et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.*

## TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES .....	2
SIGLES ET ACRONYMES.....	3
REMERCIEMENTS.....	4
RÉSUMÉ .....	5
INTRODUCTION .....	6
I. OBJECTIFS DE LA MISSION .....	8
II. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE.....	8
III. CLARIFICATION DE QUELQUES CONCEPTS EN LIEN AVEC LA PROBLÉMATIQUE.....	13
a) La radicalisation .....	13
b) L'extrémisme violent .....	13
c) La radicalisation pouvant conduire à l'action extrémisme violente.....	14
d) Preventing and Countering violent extremism (P/CVE) .....	14
IV. LA RADICALISATION, UN PHÉNOMÈNE IMPLIQUANT UNE PLURALITÉ D'ACTEURS RELEVANT DE DIFFÉRENTS RÉGIMES DE LÉGITIMITÉ .....	17
a) L'État et ses administrations déconcentrées et décentralisées : entre sécurisation et surveillance des frontières .....	17
b) La société civile plurielle et éclatée .....	23
c) Les acteurs communautaires.....	26
V. LES MULTIPLES FACTEURS D'UNE MENACE POTENTIELLE DE RADICALISATION DANS LES ESPACES FRONTALIERS.....	29
a) Les facteurs liés à la religion .....	30
b) Les facteurs d'ordre socio-économique .....	35
c) Les facteurs politiques et stratégiques.....	40
d) Les facteurs liés à la défaillance de l'Etat dans ses missions régaliennes .....	44
VI. LES FOYERS DE RADICALISATION : LES PORTEURS ET LES FACTEURS D'AGGRAVATION.....	47
a) Les communes sous menaces extérieures .....	48
b) Les communes sous menaces intérieures .....	50
VII. PROPOSITIONS DE PISTES D'ACTIONS POSSIBLES .....	57
a) Proposition de communes d'intervention prioritaires.....	57
b) Proposition de pistes d'action dans le domaine de la religion.....	59
c) Proposition d'actions dans le domaine du développement socioéconomique et l'appui à l'autonomisation des communautés.....	60
d) Proposition d'actions dans le domaine politique et stratégique .....	62
e) Proposition d'actions pour réduire la défaillance de l'État.....	63
f) Proposition d'acteurs potentiels susceptibles d'assurer les formes locales de résilience.....	65
CONCLUSION .....	71
BIBLIOGRAPHIE .....	73
ANNEXE 1 – RÉALISATIONS DE L'ABeGIEF .....	74
ANNEXE 2 : RAPPORTS PAR ZONES D'ÉTUDE .....	103
RAPPORT DE ZONE 1.....	103
RAPPORT DE ZONE 2.....	120
RAPPORT DE ZONE 3.....	139

## SIGLES ET ACRONYMES

---

ABDH : Association de Bienfaisance pour le Développement Humain  
ABeGIEF : Agence Béninoise de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers  
ACED : Association Charitable pour l'Education et le Développement social  
AMA : Association des Musulmans d'Afrique  
ASS : Association pour la Solidarité Sociale  
AVIGREF : Association Villageoise de Gestion des Réserves de Faune  
CCCSC : Cadres Communaux de concertations de la Société Civile  
CDI : Creuset de Dialogue Interreligieux  
CENAGREF : Centre National de Gestion des Réserves de Faune  
CENTIF : Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières  
CPC : Cellule de Participation Citoyenne  
CT : Contre-terrorisme  
CVA : Conducteurs de Véhicules Administratifs  
CVE: *Counter Violent Extremism*  
DA: *Direct Aid*  
ECRIS : Enquête Collective Rapide d'Identification des conflits et des groupes Stratégiques  
EPT : Education Pour Tous  
FC-G5S : Force Conjointe du Groupe des Cinq pays du Sahel  
FDS : Forces de Défense et de Sécurité  
FED : Fonds Européen de Développement  
LFA : Les frères *Ahmadiyya*  
LFM : Les Frères Musulmans  
INSAE : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique  
MISPC : Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et des Cultes  
MNJTF : *Multi-National Joint Task Force*  
OBB : Organisation pour le Bien-être du Bénin  
ODD : Objectifs de Développement Durable  
ONG : Organisation Non-Gouvernementale  
ONG EPADEL : Organisation Non-Gouvernementale pour l'Education, l'Environnement, la Paix et le Développement Local  
OSC : Organisation de la Société Civile  
PAP : Programme d'Actions Prioritaires  
PASCIB : Plateforme de la Société Civile Béninoise  
P/CVE: *Preventing and Countering Violent Extremism*  
PEV : Prévention de l'Extrémisme Violent  
PPREV : Programme de Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme Violent  
PNDEF : Politique Nationale de Développement des Espaces Frontaliers  
QC : *Qatar Charity*  
RCA : Radios Communautaires et Assimilées  
RCL : Radios Communautaires Laïques  
RGPH4 : quatrième Recensement général de la Population et de l'Habitation  
SCRP : Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté  
UAOID : Union des Associations et des Organisations Islamiques de la Donga  
UE : Union Européenne  
UIB : Union Islamique du Bénin  
UNESCO : Organisation des Nations-Unies pour l'Education, la Science et la Culture  
USSF : Unités Spéciales de Surveillance des Frontières

## REMERCIEMENTS

---

Nous présentons nos sincères remerciements à l'Union Européenne qui a financé la présente étude à travers l'ICSP.

Nous remercions aussi la Société CIVI.POL qui est chargée de mettre en œuvre le projet PPREV-UE II et qui a bien voulu nous faire confiance en nous permettant de conduire la présente étude sur le terrain.

Nos reconnaissances vont également à l'endroit de tous les interlocuteurs que nous avons rencontrés sur le terrain et qui ont accepté volontiers de nous consacrer leur précieux temps pour nous informer.

Nous n'oublions pas non plus toutes les personnes qui ont lu ce rapport et y ont apporté des contributions de très grande importance. Ceci est le résultat de vos différents apports.

Merci également à tous les conducteurs de véhicules administratifs (CVA) qui nous ont permis de réaliser en toute sécurité la présente étude.

Enfin, nous disons un sincère merci à toute l'équipe du Programme de Prévention de l'Extrémisme Violent pour leur soutien moral, technique, scientifique, logistique, etc.

## RÉSUMÉ

---

La présente mission est une étude qualitative exploratoire sur **les risques et facteurs potentiels de radicalisation et d'extrémisme violent**. Elle a été conduite par une équipe d'experts nationaux dans huit (8) communes des quatre départements de la partie septentrionale du Bénin. Il s'agit des communes de Kandi et Malanville (dans l'Alibori), Matéri, Natitingou et Tanguiéta (dans l'Atacora), Nikki et Parakou (dans le Borgou) et Djougou (dans la Donga). Deux objectifs majeurs sont poursuivis. Il s'agit d'une part de produire des données offrant une compréhension des phénomènes d'extrémisme violent et des facteurs qui les sous-tendent, plus particulièrement dans le nord du pays incluant une cartographie de ces phénomènes ; d'autre part de fournir des éléments empiriques d'aide à la décision proposant des options d'intervention en vue de la formulation de stratégies ou programmes de prévention de l'extrémisme violent (PEV), tant au bénéfice des personnels de la Délégation Européenne en République du Bénin qu'aux autorités publiques concernées.

La démarche méthodologique adoptée dans le cadre de cette recherche est centrée sur une description fine des perceptions/représentations et des comportements des acteurs en rapport avec la radicalisation et le phénomène de l'extrémisme violent. Elle s'inspire essentiellement de l'approche d'Enquête Collective Rapide d'Identification des conflits et des groupes Stratégiques (ECRIS) utilisée en anthropologie du développement.

Elle a permis de détecter les divisions et les clivages qui traversent les sociétés locales, de confronter les enjeux autour desquels se positionnent les acteurs sociaux relativement à la question de la radicalisation des différents groupes, notamment des jeunes.

Il ressort de cette étude que les notions de radicalisation et d'extrémisme violent sont très dynamiques et non stabilisées, que ce soit dans la littérature consacrée à la question que dans les perceptions des acteurs sur le terrain. Ce sont des notions plurielles à forte connotation subjective et qui mobilisent plusieurs facteurs.

La complexité de ces phénomènes de radicalisation menant à l'extrémisme violent provient probablement de la divergence des perceptions des acteurs et de la diversité des contextes (politique, économique, culturel, social, etc.). Pour certains acteurs institutionnels, il s'agit d'un phénomène multiforme, qui échappe à toute définition claire. Bien qu'il ne soit ni nouveau ni propre à une région, une nationalité ou un système de croyance précis. Pour d'autres acteurs communautaires, la radicalisation menant à l'extrémisme a un lien avec le complexe lié à l'appartenance ethnique et une certaine prise de position face aux dogmes religieux. Pour d'autres encore, elle est en rapport avec des stigmatisations d'ordre ethnique.

Toutefois, cette fluidité notionnelle n'enlève rien à leur existence réelle. La menace existe bel et bien dans les zones étudiées et les populations locales en sont conscientes et vivent dans leur grande majorité avec le sentiment de la peur des représailles provenant de groupes radicaux. Les sources de la radicalisation sont multiples. Elle est déterminée par des facteurs religieux, des facteurs d'ordre socio-économique, politique, des facteurs liés à la défaillance de l'Etat dans ses missions régaliennes ou au sentiment d'injustice né des difficultés liées aux réformes exclusives de l'Etat, à la mauvaise gouvernance et à la mauvaise répartition des ressources nationales. On peut évoquer aussi la corruption rampante et les rackets dans lesquels s'illustrent certains agents de l'Etat qui constituent une des sources nourricières de la radicalisation. La violence issue d'un processus de radicalisation naît des comportements qui enfreignent le principe d'égalité des chances et a pour référence les conditions d'existence inacceptables. Elle n'est pas spontanée mais émerge des diverses formes d'injustice contre lesquelles la religion apparaît comme un « refuge ». La radicalisation est donc un comportement réactionnaire face au sentiment d'abandon, de discrimination, d'exclusion.

## INTRODUCTION

---

La République du **Bénin** compte 77 communes dont 36 ont une ouverture sur quatre pays voisins. Au total, le Bénin partage 1989 km de frontières terrestres avec les pays voisins. Il est frontalier - du **Burkina Faso** au Nord-ouest sur 306 km (dont 243 km sur la rivière Pendjari et une trentaine de kilomètres de ligne de crête de l'Atacora), - du Niger à l'extrême Nord sur 266 km (entièrement fluvial, Mékrou et Niger), - du Nigeria à l'Est sur 773 km (dont 178 km de section fluviale) et - du Togo à l'Ouest sur 644 km (avec 100 km sur le fleuve Mono). La part des limites naturelles (cours d'eau et limites de crêtes) sur l'ensemble des lignes de démarcation du Bénin est de l'ordre de 41% soit environ 817 km. Concernant la ligne frontière avec le Nigéria, 18 communes sont concernées soit la moitié des communes frontalières du pays. La porosité des frontières reste une constante déterminante de tous les segments frontaliers, ce qui se traduit par de nombreuses portes d'entrées et de sorties non contrôlées ou à surveillance limitée. L'essentiel du potentiel économique notamment des ressources naturelles du Bénin est concentrée dans ces 36 communes. Celles-ci abritent d'importantes réserves de ressources minérales et de pétrole. C'est également dans cette zone que l'on enregistre la plus grande proportion de la production cotonnière et de tubercules (igname notamment) du pays. Par ailleurs, les 36 communes frontalières constituent la zone de prédilection de toutes sortes de trafics de produits prohibés (trafic de drogues diverses, de produits vétérinaires, de produits de santé humaine, de plantes, des trafics d'enfants et d'organes humains).

Aussi, selon le document de Politique nationale de développement des espaces frontaliers (PNDEF) du Bénin réalisé en 2012, note-t-on que *« comparativement au reste du pays, le niveau d'accès des populations frontalières aux services socio-collectifs de base est très faible. Le niveau d'enclavement est tel, que les populations ont plus facilement accès aux marchés des pays limitrophes qu'aux marchés des grands centres de consommation au Bénin pour l'écoulement de leurs productions. La circulation monétaire dans ces milieux n'est pas à la hauteur des enjeux, preuve d'un niveau marginal de bancarisation alors que dans les segments frontaliers de l'Est, la domination de la monnaie nigériane est manifeste »* (MISPC, 2012, p. 8). En outre, les territoires frontaliers du Bénin subissent fréquemment des incursions de la part de ressortissants en provenance de pays voisins qui proposent des offres de services sociaux de base à des conditions attractives pour les populations béninoises. Celles-ci se sentent délaissées et couvent des frustrations tendant à remettre en cause la légitimité de l'Etat et à dénier leur citoyenneté béninoise. Le ressenti des populations de Sègbana (Samia), de Matéri (Korou/Koualou) et de Malanville (Madécali) sont assez illustratifs à cet égard.

Malgré cette prédisposition géographique et les facteurs de risque y afférents, la République du Bénin n'a pas été jusqu'à présent concernée par le développement d'un extrémisme violent endogène quoique les facteurs favorisant son éclosion et la réalité de la menace sont prégnants. Les menaces extérieures ne sont pas à exclure, en raison des frontières communes avec des pays déjà touchés. De plus, son engagement dans la lutte contre *Boko Haram* dans le cadre de la FC-G5S et de la MNJTF<sup>1</sup>, l'expose à des représailles comme l'illustre un message posté sur *YouTube* en 2015. De potentielles attaques terroristes ciblées sur le territoire restent une menace plausible. Toutefois, la présente recherche s'est attelée à déceler des situations susceptibles de rendre attractive l'offre

---

<sup>1</sup> Force Conjointe – G5 Sahel et *Multi-National Joint Task Force*.

jihadiste de *Boko Haram* auprès des musulmans béninois ou tout autre citoyen des zones frontalières.

Plusieurs questionnements ont aiguillé la collecte de données pour cette étude. Le Nord Bénin majoritairement musulman constitue-t-il un terreau fertile pour les groupes et organisations jihadistes ? La menace terroriste existe-t-elle vraiment et comment peut-on empiriquement révéler cette existence ? La dynamique religieuse à l'œuvre menace-t-elle le vivre ensemble dans cette partie du Bénin et la cohésion nationale fondée sur la tolérance et le respect de la diversité religieuse ? Comment les populations locales perçoivent-elles et vivent-elles les éventuelles représailles terroristes ? Les autorités publiques et religieuses ainsi que les organisations de la société civile sont-elles en mesure de prévenir les manifestations de violence liées à l'extrémisme ? Quelles sont les actions en cours dans la perspective de la prévention ?

Les recherches menées dans les huit (8) communes des quatre (4) départements du Bénin permettent d'apporter un éclairage empirique à ces questionnements. Les résultats recueillis révèlent que la question de la radicalisation et de l'extrémisme violent est intégrée dans les débats publics. Mais ils révèlent aussi le caractère ambivalent et paradoxal du sujet : pendant que les autorités, les corps de sécurité et quelques citoyens montrent une grande préoccupation, la majorité des responsables musulmans locaux, toutes tendances confondues, semblent être sereins et rassurés, comptant sur la « bonne conscience » des uns et des autres. Bien que conscients de la menace, ils affirment qu'elle ne peut germer de l'intérieur.

« (...) Moi personnellement je n'ai jamais eu peur [de *Boko Haram*]. Au fait *Alhamdu Lilahi* [Dieu merci !], ici à Parakou, même au cours de nos sensibilisations, on n'a même pas ces tensions-là. Avant que les gens ne viennent, peut-être qu'ils vont d'abord...soupçonner ce que vous faites aussi dans la localité. Si à travers vos prêches vous êtes bouillants, les gens peuvent profiter de là pour faire quelque chose. Mais aujourd'hui, même quand les gens vont venir, ils vont dire "ah, de la manière dont nous connaissons les musulmans à Parakou, ils sont pacifiques. Ils sont aussi des gens qui sont ouverts et ainsi de suite". Il y a un adage qui dit que (...) "avant que le cafard ne trouve là où rentrer, ou bien le lézard, il faut que le mur se fende d'abord". Si le mur ne se fend pas, il ne peut pas rentrer. Si vous êtes soudés, vous vous comprenez, (...). Ce serait difficile qu'un corps étranger puisse venir pour faire de n'importe quoi. (...). Même si ces différents courants existent, ici ce n'est pas avec cette ampleur dont les gens parlent. Moi j'ai l'habitude de dire quelque chose, que ça soit *salafiste* ou quoi, nous sommes tous musulmans. Et ça, c'est les divergences. Chacun a sa manière de comprendre les textes (...). Mais ce qui nous réunit, dépasse ce qui peut nous diviser (...). Donc nous tous, on n'a qu'un seul Dieu que nous vénérons (...). Vous allez voir que si un *salafiste* arrive et constate que l'imam qui est là n'est pas quelqu'un qui est de son bord, il va prier derrière lui. Ça c'est la moindre des choses. Ou bien si un décès survient, vous allez vous rencontrer là-bas, c'est quelqu'un qui va diriger la prière. Quel que soit ce qu'il y a entre vous, ça va se dissiper en même temps. Donc ça veut dire qu'il n'y a pas de problème. Alors que si vous n'étiez pas de la même religion, ça serait difficile. Au fond, c'est des choses que les gens doivent éviter pour aller au but même qui est l'unité... » (Un Imam de Parakou, le 28/05/18).

Selon "*Ladan*" d'une mosquée centrale de Matéri « l'extrémisme religieux comme il se manifeste dans les pays limitrophes n'est pas encore arrivé à Nambouli, et il n'arrivera peut-être jamais ». Il pense que l'éducation et la tolérance religieuses qui caractérisent cette première génération de fidèles musulmans convertis ne permettra pas de verser dans l'extrémisme. Chaque musulman pratiquant se retrouve au milieu de beaucoup de parents non pratiquants. « Et dans l'impossibilité de remplacer sa famille biologique par une famille artificielle religieuse chacun de nous a le devoir de tolérance tel que l'a recommandé le St Coran. C'est l'intolérance et la discrimination qui conduisent à l'extrémisme violent en général et religieux en particulier » disait-il (Entretien du 06/06/18)

Les communes investiguées sont caractérisées par des situations qui les exposent aux effets de la radicalisation pouvant conduire à l'extrémisme violent. On peut évoquer la violence des prêches, les dénigrements réciproques et les attaques directes lors des prêches, les conflits de *leaderships* dans les dynamiques de captage et de redistribution de la manne financière en provenance des pays du



Golfe arabe, la proximité et la complicité avec les courants radicaux des pays voisins (Niger, Nigéria), la prégnance des conflits d'autochtonie versus allochtonie, les frustrations liées à l'absence de services publics de base où l'exclusion du fait des réformes de l'Etat, le rejet de l'Etat et de ces principes, les conflits liés à l'accès à la terre et aux ressources, etc. Tout ceci constitue un terreau fertile pour un greffage de radicalisation pouvant conduire à l'extrémisme violent.

## I. OBJECTIFS DE LA MISSION

---

Deux objectifs majeurs sont poursuivis par la présente mission. Il s'agit d'une part de produire des données offrant une compréhension des phénomènes d'extrémisme violent et des facteurs qui les sous-tendraient, plus particulièrement dans le nord du pays incluant une cartographie de ces phénomènes ; d'autre part de fournir des éléments empiriques d'aide à la décision proposant des options d'intervention en vue de la formulation de stratégies ou programmes de prévention de l'extrémisme violent (PEV), tant au bénéfice des personnels de la Délégation européenne en République du Bénin qu'aux autorités publiques concernées.

## II. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

---

La démarche méthodologique adoptée dans le cadre de cette recherche s'inspire de l'anthropologie du développement. Elle est centrée sur une description fine des perceptions/représentations et des comportements des acteurs en rapport avec l'extrémisme violent. Elle s'inspire essentiellement de l'approche d'Enquête Collective Rapide d'Identification des conflits et des groupes Stratégiques (ECRIS)<sup>2</sup>. C'est une démarche de collecte de données qualitatives utilisée en socio-anthropologie du développement qui considère les sociétés, aussi petites soient-elles, comme des arènes traversées par des divisions et des clivages entretenus par des "coutumes", c'est-à-dire des normes, des règles morales, des conventions (on pourrait aussi dire des codes culturels). Les conflits expriment donc des intérêts différents liés à des positions sociales différentes et sont culturellement structurés. Et la démarche ECRIS permet d'identifier rapidement clivages, les acteurs, les enjeux et les types de conflits dans une arène. Elle se sert de techniques de collectes d'informations telles que les entretiens, les observations participantes, les procédés de recensions, les biographies et les études de cas (Bierschenk & Olivier de Sardan, 2003). Cette démarche est modifiée pour être adaptée au cas de la présente recherche qui est une enquête exploratoire avec une ambition opérationnelle. En effet, vu le temps dont nous disposons nous ne l'avons utilisée que dans sa dimension collective multi-site.

---

<sup>2</sup> ECRIS est une méthode de travail complémentaire du "terrain" anthropologique classique, lequel reste indispensable et réclame une investigation individuelle relativement intensive et donc prolongée. La méthode ECRIS utilisée en anthropologie du développement est simplement conçue pour précéder, impulser, et coordonner des enquêtes classiques ultérieures de chercheurs individuels dans le cadre d'une recherche comparative menée sur plusieurs sites. Nous avons recouru à cette démarche en raison du nature exploratoire de la présente étude qui vise à appréhender en un temps record les facteurs de risque de radicalisation susceptible de conduire vers l'extrémisme violent. Cette démarche apparaît adaptée à la présente thématique de la recherche tant nous considérons les sociétés locales objet de cette étude comme des arènes traversées par des conflits où tentent de se positionner des groupes stratégiques (Bierschenk & Olivier de Sardan, 1994). En raison de la courte durée consacrée à la présente enquête exploratoire, nous nous sommes limitées à la dimension collective de la démarche ECRIS.

Elle a permis de confronter les enjeux autour de la question de l'extrémisme violent et de la radicalisation des différents groupes, notamment des jeunes. Les discours de ces derniers, leurs stratégies, leurs perceptions, représentations et logiques qui sous-tendent les pratiques, comportements et attitudes ainsi que leurs aspirations sont aussi interrogées et analysées. Tout ceci donne à l'étude une dimension subjective non-négligeable à prendre en compte dans l'appréciation des résultats. Il s'agit d'un recueil du vécu quotidien et des ressentis des acteurs sur les questions de radicalisation pouvant conduire à l'extrémisme violent. Dans cette perspective, nous avons effectué un balayage large des phénomènes et des actes ayant trait à la thématique. Ceci nous a permis d'établir un large spectre de phénomènes relatifs ou connexes allant des frustrations aux diverses formes de violences (verbales, symboliques, physiques) en passant par les radicalisations, les soulèvements de masse, les enlèvements, les rejets de l'autorité de l'Etat, etc. Nous sommes partis du présupposé que la question de la radicalisation naît des clivages sociaux et met face à face une pluralité d'acteurs et des enjeux débouchant sur des divergences de points de vue, d'idéologies, de perceptions et de frustrations. Ces multiples acteurs rencontrés sont identifiés parmi les sous-groupes ci-après :

- L'Etat et ses administrations centrales, déconcentrées et les autorités décentralisées. Il s'agit précisément des forces de défense et de sécurité (l'armée, la police républicaine, la douane, les agents des eaux et forêts, les services de renseignements, les Unités Spéciales de Surveillance des Frontières (USSF), etc.), les préfets et leurs agents techniques, les élus locaux et leurs agents techniques ;
- Les acteurs communautaires : les autorités religieuses et coutumières (imams, prédicateurs, chefs traditionnels, etc.) ; l'encadrement éducatif et religieux (mosquées et écoles coraniques) ; les transhumants et autres pasteurs ; les chasseurs et *Dambanga* ou *Odè* ; les transporteurs, notamment les mototaxis ; les grands commerçants
- Les organisations de la société civile (notamment impliquant des jeunes et des femmes) ;
- Les journalistes et les responsables des radios locales et communautaires ;
- Les chancelleries et leurs représentations diplomatiques ;

Les entretiens ont été réalisés avec certains acteurs membres de ces groupes stratégiques qui constituent de ce fait l'échantillon de l'étude. La représentativité de cet échantillon a été assurée par l'atteinte du seuil de saturation. Au total **quatre-vingt-dix-neuf (99) entretiens** pour l'ensemble des huit (08) communes parcourues ont été réalisés. Douze (12) de ces entretiens ont été faits en groupe de deux (2) à six (6) interlocuteurs<sup>3</sup>.

Quoique l'étude soit exploratoire, les entretiens ont été conduits de sorte à amener les interlocuteurs à exprimer leurs perceptions et celles de la communauté sur l'existence et le potentiel de radicalisation susceptible de conduire vers l'extrémisme violent.

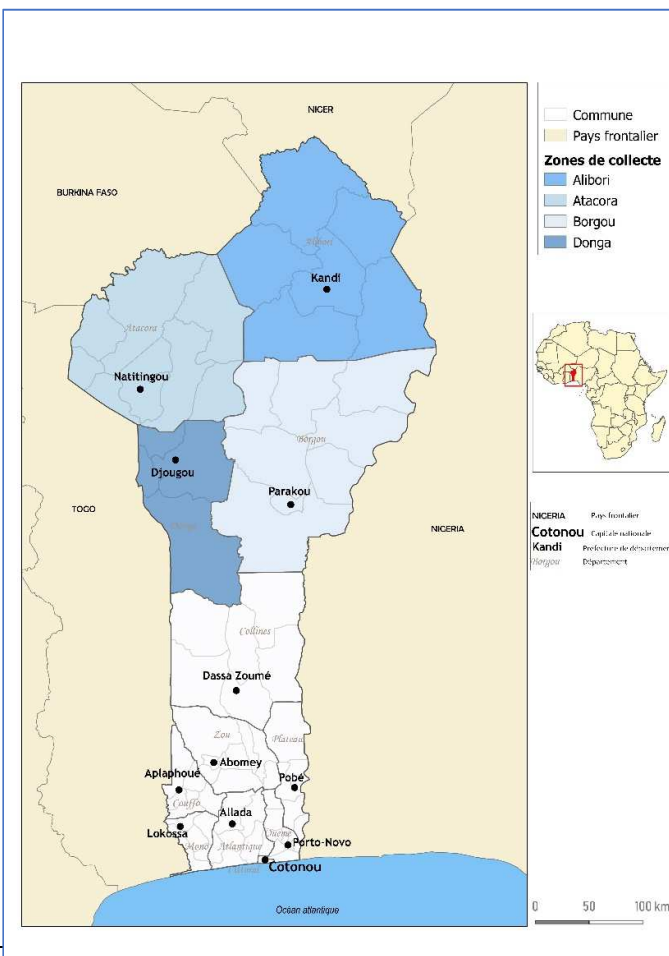
Elle a permis de comprendre à partir des observations et des entretiens libres proches de la conversation ordinaire et semi-directifs, les pratiques et attitudes des acteurs sociaux, de décrypter les logiques de ces derniers, leurs représentations et perceptions autour de la radicalisation et des risques de l'extrémisme violent. Certains entretiens, ont pu prendre la forme de récits de vie. Ceux-ci ont permis de recueillir les perceptions des acteurs sur les mécanismes par lesquels le phénomène de radicalisation se développe, ainsi que les facteurs qui poussent les acteurs à s'y livrer. Au regard

<sup>3</sup> Ces entretiens de groupe se sont imposés à nous. En effet, l'étude se déroulait entre la deuxième et la troisième décennie du mois de Ramadan. Au cours de cette période du mois de Ramadan, plusieurs fidèles effectuent une retraite spirituelle dans les grandes mosquées. Pour les prendre en entretien, nous avons dû nous rendre dans les mosquées. Ainsi, de façon autonome (parfois sans nous consulter), certains acteurs sont invités dans les débats par notre interlocuteur principal. Quelques fois, ce sont ces personnes non sollicitées qui s'invitent spontanément dans le débat.

du caractère sensible du sujet en question, les observations nous ont permis surtout de nous rendre compte de la réalité des comportements et des pratiques des enfants (talibés) hostiles aux discussions avec des inconnus, les attitudes de certains agents de renseignement ou de leurs collaborateurs<sup>4</sup> et de suivre quelques séances de prêches.

Nous nous sommes également intéressés aux mécanismes de diffusion de la radicalisation dans les arènes, aux organes porteurs et à la manière dont ils sont appropriés par les acteurs. La démarche est inductive. Elle a permis de décrire à partir des perceptions des acteurs les propriétés de la radicalisation et son évolution potentielle vers l'extrémisme violent. Nous avons prêté une attention aux mécanismes de causalité, en dehors des interactions complexes et imprévisibles qu'entretiennent les acteurs situés à divers niveaux de la sphère sociale. La démarche est centrée à la fois sur les institutions et sur l'action sociale dans une perspective d'institutionnalisme sociologique. Elle rattache l'action sociale non seulement aux règles, procédures ou normes formelles mais aussi aux systèmes de symboles, les modèles moraux et les schémas cognitifs qui fournissent les « cadres de signification » à l'action humaine (Scott, 1983). Il s'agit d'une démarche essentiellement qualitative qui considère les acteurs locaux, leurs intérêts, leurs interactions, les relations de pouvoir qui les caractérisent ainsi que les influences mutuelles qu'ils ont avec les institutions sociales qui encadrent leur vécu quotidien.

Dans cette perspective, la démarche s'est accrochée fortement aux discours de type idéologique, aux perceptions et aux représentations des acteurs qui vivent la question.

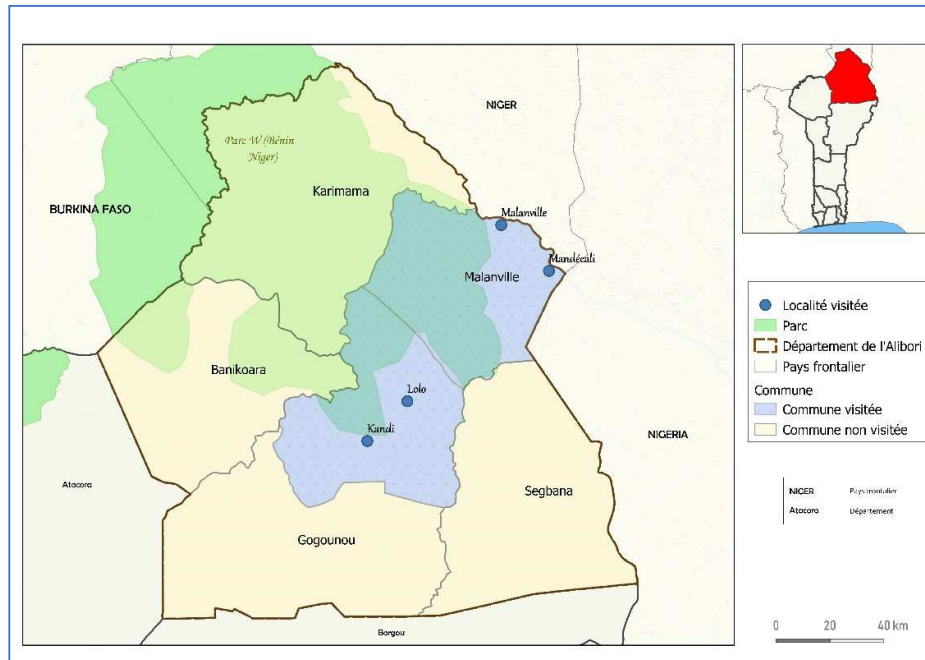


La collecte des données empiriques s'est effectuée du 30 mai au 12 juin 2018, soit deux (2) semaines de séjour sur le terrain. Elle s'est déroulée dans huit (8) communes des quatre (4) départements de la partie septentrionale du Bénin. Il s'agit des communes de Parakou, de Nikki, de Kandi et de Malanville dans la partie Nord-Est du pays ; puis des communes de Djougou, de Natitingou, de Tanguiéta et de Matéri dans le Nord-Ouest. Toutes ces communes investiguées sont des territoires multiculturels caractérisés par un face à face entre une pluralité d'acteurs mus par de nombreuses logiques et de dynamiques.

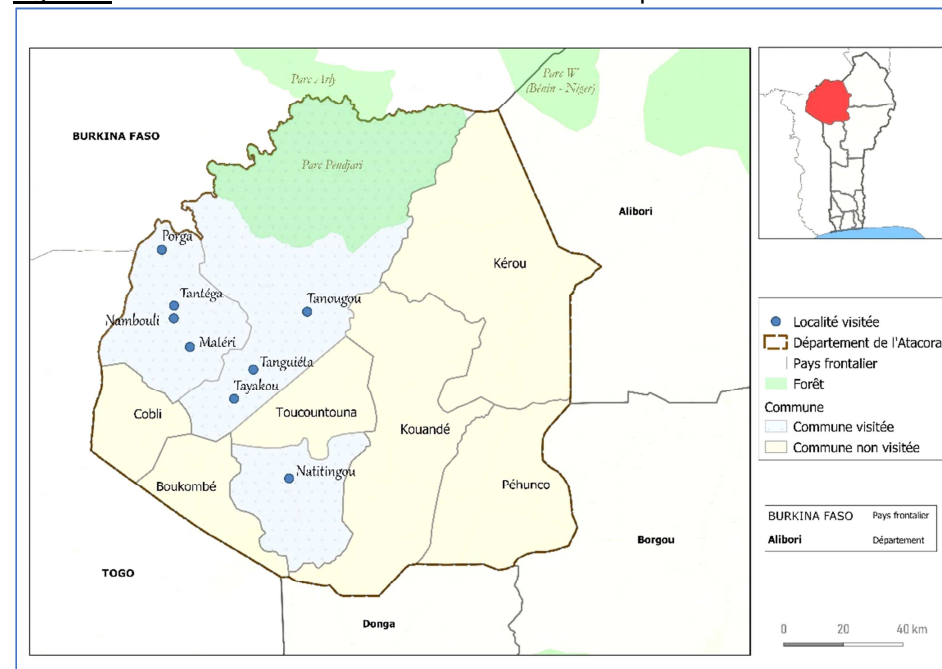
<sup>4</sup> La plupart des agents de renseignements ont refusé de s'entretenir avec les membres de notre équipe. Ce refus est fondé notamment sur la non détention d'autorisation de recherche que nous n'avions eu qu'une semaine après le démarrage de la mission.

**Figure 1** : Départements dans lesquels la collecte s'est déroulée

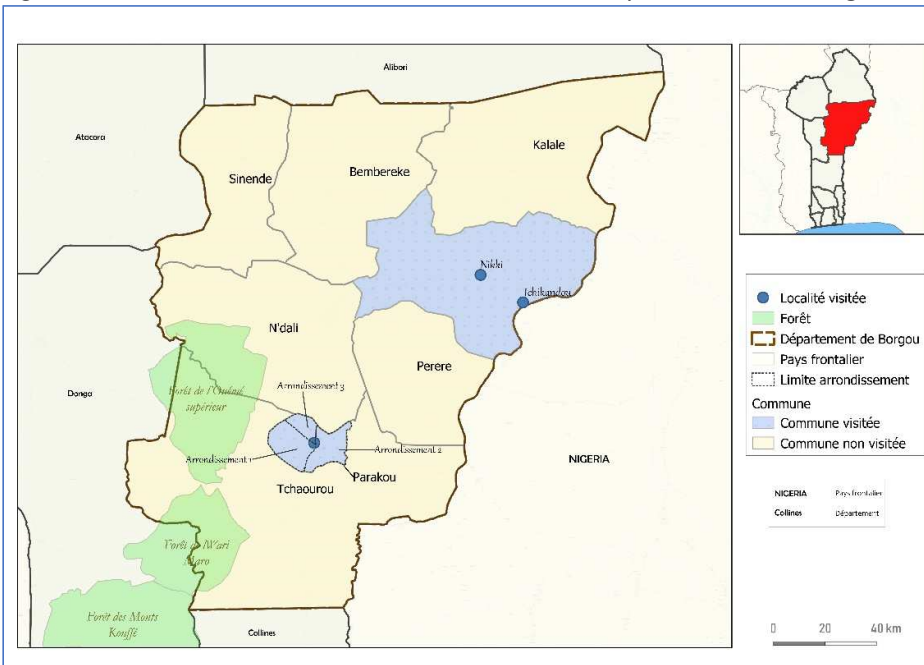
**Figure 2** : Communes et localités visitées dans le département de l'Alibori



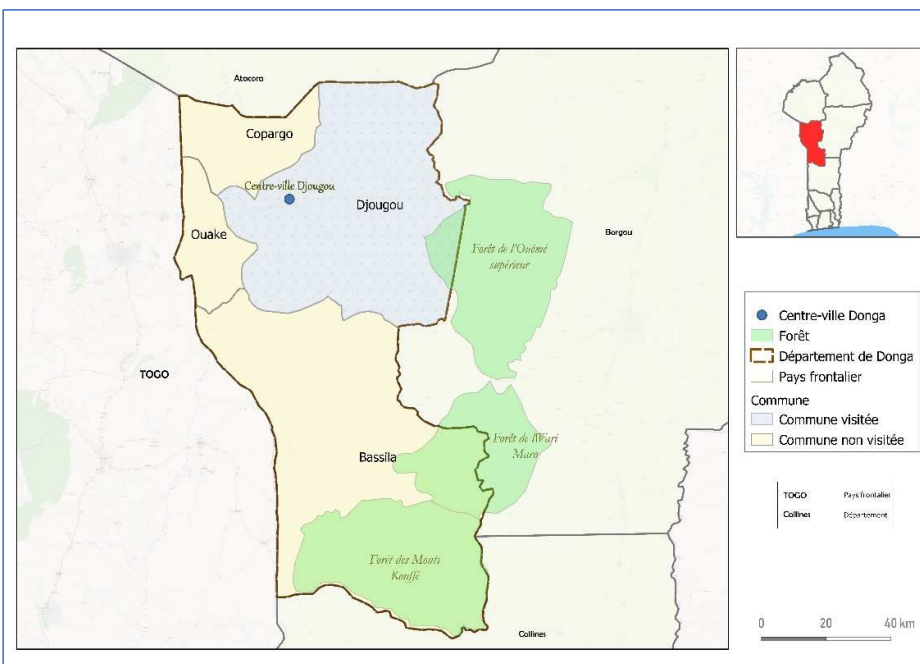
**Figure 3** : Communes et localités visitées dans le département de l'Atacora



**Figure 4 : Communes et localités visitées dans le département du Borgou**



**Figure 4 : Communes et localités visitées dans le département de Donga**



### III. CLARIFICATION DE QUELQUES CONCEPTS EN LIEN AVEC LA PROBLÉMATIQUE

---

#### a) La radicalisation

Alors que le terrorisme est le résultat d'une intention délibérée de tuer des civils, la radicalisation est le processus complexe qui peut permettre ou non de déboucher sur l'action terroriste. C'est un processus qui renvoie selon Xaviez Crettiez « à trois phénomènes concomitants : l'adoption d'une idéologie radicale, d'origine religieuse ou politique, qui structure l'ensemble des comportements ; une pratique violente pour faire entendre au reste du monde sa croyance ; une lecture binaire du monde qui amplifie son cadre cognitif ». Ces phénomènes opèrent dans un contexte global (économique, politique, social etc.) et particuliers (familial, professionnel). La notion de radicalisation permet de travailler en amont, d'agir sur des leviers susceptibles de produire de la violence terroriste. L'accent est mis sur l'individu, en cherchant à comprendre ce qui le conduit à basculer dans l'action violente.

Dans les sociétés locales étudiées, les acteurs considérés comme radicaux sont des personnes qui s'illustrent dans des discours acerbes, violents, intolérants. Au plan de la religion, il s'agit notamment des responsables ou jeunes fidèles dont les prêches sont qualifiés de virulents, intolérants et qui rejettent les règles étatiques et les normes sociales. Mais les radicaux sont aussi des personnes qui s'illustrent dans les crimes de sangs, les coups et blessures, les enlèvements de personnes, etc.

Au plan global, avec la radicalisation, le contre-terrorisme « ne se limite plus à la détection et à la prévention des actes de "terrorisme", mais intervient dans les processus par lesquels certains individus deviennent des terroristes » (Ragazzi, 2014, p. 4). Ce changement de paradigme présuppose et justifie de nouveaux champs d'intervention. Notamment la production ou la mobilisation de nouveaux savoirs universitaires, policiers ou juridiques permettant d'identifier, de prévenir et de légiférer sur les processus qui font qu'une personne « normale » devienne "terroriste".

#### b) L'extrémisme violent

Progressivement, la notion de radicalisation est détachée de celle de terrorisme « et est remplacée par celle d'extrémisme violent qui renvoie à l'idée d'un groupe, d'une milice, d'une organisation, radicalisés et porteurs de violence. Cette notion est définie par le Secrétaire Général des Nations Unies comme : « un phénomène multiforme, qui échappe à toute définition claire. Bien qu'il ne soit ni nouveau ni propre à une région, une nationalité ou un système de croyance précis. L'extrémisme violent tendant à conduire au terrorisme, le présent Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent a pour objectif de lutter contre ce fléau » (Nations Unies, 2015, p. 1).

L'Unesco, dans son document publié en 2017, « La prévention de l'extrémisme violent par l'éducation. Guide à l'intention des décideurs politiques », précise que : « la terminologie qui se rapporte à l'extrémisme violent est complexe et encore largement sujette à controverse et ce pour diverses raisons, la principale étant que nombre de termes employés dans ce domaine n'ont pas de



définition universellement acceptée. Comme le souligne le Plan d'action du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent, les phénomènes de « terrorisme » et « d'extrémisme violent » échappent à toute définition claire » (Unesco, 2017, p. 18). Dès lors selon l'Unesco, on peut dire que « l'extrémisme violent ne fait l'objet d'aucune définition convenue au plan international » (op. cit. p.19). Selon son acception la plus courante, qui est d'ailleurs celle que l'Unesco utilise dans son Guide, « ce terme renvoie aux opinions et actions de ceux qui approuvent la violence ou y ont recours au nom d'objectifs idéologiques, religieux ou politiques. Cette définition inclut le terrorisme et d'autres formes de violences sectaire et motivée par des raisons politiques. Généralement, l'extrémisme violent désigne également un ou des ennemis qu'il prend pour cible de sa haine et de sa violence. Le recours à la violence motivée par des raisons idéologiques, et généralement étayé par des théories du complot, est au cœur du concept d'extrémisme violent » (idem).

Cette définition a le mérite de souligner le fait que l'extrémisme violent concerne ceux qui, individus, groupes, communautés, approuvent la violence (sectaire, politique ou terroriste), sont considérés comme radicalisés et susceptibles de rejoindre ou soutenir des groupes ou organisations terroristes. Cette notion est plus opératoire que la notion de radicalisation qui cherche à décrire un processus dont le résultat ne débouche pas nécessairement sur de la violence. Un radicalisme politique, syndical, religieux peut déboucher sur des interprétations extrêmes du système politique, du système capitaliste sans pour autant approuver la violence politique, l'assassinat des dirigeants etc.

#### c) La radicalisation pouvant conduire à l'action extrémisme violente

En 2016, l'UE a arrêté cette terminologie pour appréhender de façon cohérente la relation entre le processus de radicalisation et le basculement dans l'action violente. Contre ce phénomène sont développés d'autres actions telles que :

**Contre-terrorisme (CT) :** il s'agit des mesures incluses sous le qualificatif de « sécuritaire » pour lutter contre le terrorisme. Selon la stratégie UE, elle est décomposée en quatre piliers : « protéger », « poursuivre », « répondre » et « prévenir ». Seul le dernier pilier CT incorpore des actions dans le domaine P/CVE.

#### d) Preventing and Countering violent extremism (P/CVE)

A l'origine la prévention de la radicalisation est une demande du contre-terrorisme. Elle est pensée comme un volet « doux » complémentaire des actions armées engagées contre les terroristes.

De nombreuses critiques dans la littérature scientifique montrent la nécessité d'autonomiser la prévention de la radicalisation du contre-terrorisme. En effet, la prévention de la radicalisation renvoie à la capacité à identifier et à comprendre le processus de transformation d'individus suite à la réception de messages cognitifs radicaux (récits, idéologie, narration) dans un contexte donné (économique, social, politique, religieux) entraînant un soutien ou une participation à des actions violentes de type terroristes. La compréhension de ce processus demeure encore très largement méconnue et les recherches en la matière commencent à peine à fournir des résultats incertains. La prévention vise à stopper cette transformation par des contre-discours et des actions sociales, politiques et économiques capables de répondre aux attentes profondes des individus (de

l'humiliation à la valorisation ; du mépris à la reconnaissance ; du sentiment d'abandon au sentiment de protection ; de la désintégration sociale à la participation etc.). Le postulat est que les acteurs concernés sont des victimes d'un environnement cognitif, social et politique et qu'il faudrait leur porter assistance avant que certains ne passent à l'action violente. De nombreux rapports soulignent la nécessité d'intégrer dans les politiques de prévention de la radicalisation des programmes de lutte contre la pauvreté et l'injustice. Le contre-terrorisme peut en amont bénéficier de la prévention de la radicalisation mais ce dernier agit sur des groupes ou individus considérés comme des ennemis, des dangers, des menaces car radicalisés et porteurs de projets d'actes de terrorisme.

La distinction entre **CVE (Counter Violent Extremism)** et **PVE (Preventing Violent Extremism)** n'est pas chose aisée. Le tableau ci-dessous rappelle que les lignes de démarcations ne sont pas évidentes entre CT, CVE et PVE.

**Tableau N° I : Objectifs et actions par champs d'intervention CT, CVE et PVE**

	Objectif général	Objectifs spécifiques des interventions dans ce domaine	Bénéficiaires directs des interventions
<b>Interventions en contreterrorisme (CT)</b>	Réduire et prévenir les actes terroristes Entraver les réseaux terroristes et judiciariser les terroristes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer l'efficacité des autorités judiciaires et policières dans la conduite de leurs investigations en matière de CT</li> <li>- Améliorer les capacités des autorités judiciaires et policières à conduire des investigations criminelles, à juger ceux qui sont suspectés de crime et à les condamner pénalement</li> <li>- Améliorer la relation de confiance entre les populations et les autorités en charge du contre-terrorisme</li> </ul>	Police judiciaire Autorités militaires, services de renseignements, services de justice criminelle, parlements et assemblées  Médias et organisations de la société civile
<b>Interventions en matière de lutte contre l'extrémisme violent (CEV)</b>	Renforcer les capacités de résilience des individus notamment ceux considérés comme les plus à risque en matière de recrutement et de basculement dans L'action violente  Atténuer l'attractivité de l'offre idéologique extrémiste violente auprès des populations à risque ou vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir une meilleure compréhension des facteurs explicatifs du basculement dans l'action violente susceptibles d'alimenter des interventions pertinentes en matière de CEV</li> <li>- Développer des actions visant à restaurer la confiance entre populations, FSD et autorités</li> <li>- Développement de programmes de développement socioéconomique en direction des populations à risque</li> <li>- Développement de programmes de sensibilisation en direction des populations à risque et formulation de contre-récits et de discours alternatifs aux idéologies extrémistes violentes</li> <li>- Mettre en œuvre des stratégies de veille et de détection des comportements à risque dans certains environnements donnés (milieu</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupes d'individus considérés à risque ou jugés vulnérables à l'extrémisme violent</li> <li>- Communautés locales, OSC et ONG</li> <li>- Médias</li> <li>- Institutions et centres de recherche</li> <li>- Autorités en charge de la sécurité intérieure</li> </ul>



		<p>scolaire et universitaire, milieu sportif, réseaux sociaux, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer l'efficacité des mesures de détection et de lutte contre la radicalisation en milieu carcéral</li> <li>- Mettre en place des politiques de déradicalisation / désengagement dans le secteur pénitentiaire</li> <li>- Mettre sur pied des politiques de réinsertion et d'accompagnement social et professionnel des individus ayant purgé une peine de prison et ceux suspectés de comportements à risque.</li> </ul>	
<b>Interventions en matière de prévention à l'extrémisme violent (PEV)</b>	<p>Identifier et à comprendre le processus de transformation des individus qui explique leur soutien et leur participation à des actions extrémistes violentes</p> <p>Prévenir cette transformation en améliorant les conditions qui rendent un environnement propice à la résilience face à l'EV (réforme sectorielle et communication sociale)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir une meilleure compréhension des facteurs explicatifs du basculement dans l'action violente susceptibles d'alimenter des interventions pertinentes en matière de PEV</li> <li>- Développer des actions visant à restaurer la confiance entre populations, FSD et autorités</li> <li>- Développement de programmes d'éducation, de développement socioéconomique et d'amélioration de la gouvernance participative</li> <li>- Développement de programmes de renforcement de la résilience des populations aux thèses extrémistes violentes, incorporant la capacitation à développer du contre-discours et des contre-récits</li> <li>- Développement de stratégies sectorielles en matière de prévention (en milieu scolaire et universitaire, en milieu privatif de liberté, dans l'environnement associatif, culturel et sportif...)</li> <li>- Mise en convergence des interventions sectorielles autour d'approche « peace building », « analyse de risque » et « équité de genre ».</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupes d'individus considérés comme clés (qu'ils soient considérés comme vulnérables à l'EV ou qu'ils soient considérés comme incontournables pour mettre en œuvre des politiques de PEV).</li> <li>Communautés locales, OSC et ONG</li> <li>Médias</li> <li>Institutions et centres de recherche</li> </ul>

Le **CVE** porte plutôt sur des stratégies de communication à travers les médias, la culture, l'éducation, afin de véhiculer des contres discours et des récits autour de valeurs communes censées contrer la propagation d'idéologies extrémistes. C'est un outil qui s'inscrit historiquement dans la guerre psychologique et qui vise à contre carrer des messages de propagande. Le **PVE** est complémentaire mais se focalise sur les risques de contagion : il s'agit d'élaborer des stratégies

permettant d'assécher les terreaux fertiles à l'implantation et à la circulation des acteurs pratiquants la violence extrême. Les stratégies PVE se concentrent sur la capacitation des jeunes et des femmes, la promotion du dialogue inclusif au sein des communautés et le renforcement de la résilience des acteurs locaux. Les champs d'intervention s'orientent vers le développement socioéconomique, la gouvernance démocratique, l'éducation la promotion d'un traitement équilibré et professionnel de l'information par les médias.

Selon les conclusions de la réunion des chefs d'Etat européens en 2016 synthétisée dans un document intitulé « *Supporting the prevention of radicalisation leading to violent extremism* », la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent doit se concentrer sur les 7 domaines que sont :

- Soutenir la recherche, le suivi-évaluation et la mise en réseau des acteurs investis sur cette problématique ;
- Contrer la propagande terroriste et la diffusion de discours de haine sur internet ;
- Prendre en charge la radicalisation en prison ;
- Promouvoir l'éducation inclusive autour de valeurs universelles communes ;
- Promouvoir une société ouverte, résiliente et inclusive tournée vers la jeunesse ;
- Prendre en compte la dimension sécuritaire des actions visant à combattre la radicalisation ;
- Prendre en considération les dimensions internationales de l'extrémisme violent et de la radicalisation.

#### IV. LA RADICALISATION, UN PHÉNOMÈNE IMPLIQUANT UNE PLURALITÉ D'ACTEURS RELEVANT DE DIFFÉRENTS RÉGIMES DE LÉGITIMITÉ

---

La question de la radicalisation est un terrain de résonance des divergences des points de vue et d'idéologie. C'est une arène qui met face à face une pluralité d'acteurs jouant des rôles spécifiques et guidés par des enjeux multiples de pouvoirs, de position/positionnement, de statuts et de rôles sociaux. Parmi ces acteurs, les plus remarquables sont :

##### a) L'État et ses administrations déconcentrées et décentralisées : entre sécurisation et surveillance des frontières

Les forces de défense et de sécurité à travers leurs différents corps (police républicaine, douanes, armée, services de renseignement, Unités Spéciales de Surveillance des Frontières, cantonnements forestiers), les préfets, les élus locaux et leurs agents techniques contribuent à assurer la veille, la surveillance et le contrôle des frontières. Toutefois, malgré les efforts de l'Etat pour améliorer les conditions de travail de ses agents de terrain, certains se plaignent de l'insuffisance des moyens mis à leur disposition. Ils disent travailler dans la « débrouillardise ».

Pourtant, après près d'une cinquantaine d'années de léthargie et de fortes instabilités institutionnelles du dispositif de gestion des frontières, l'Etat béninois a commencé depuis 2007 par mener des actions visibles et déterminantes dans le développement des espaces frontaliers. En effet depuis 2007, l'Etat a commencé par manifester un regain d'intérêt pour la gestion des frontières. Cette question est élevée au rang des priorités nationales. Plusieurs documents de politiques de développement ont réaffirmé cette ambition de l'Etat (cf. le document de la stratégie

de croissance et de réduction de la pauvreté-SCRIP, le Programme d'Actions Prioritaires-PAP). Dans cette dynamique, l'Etat s'est doté d'une vision qui est de « **faire des zones frontalières de véritables espaces de développement durable et de bon voisinage avec les pays limitrophes, espaces où les conditions de vie des populations sont nettement améliorées** »<sup>5</sup>. En 2012 l'Etat s'est doté d'une Agence Béninoise de Gestion des Espaces Frontaliers (ABeGIEF) par décret n°2012-503 du 10 décembre 2012. Sa création a permis de pallier à l'absence criarde de l'Etat dans la plupart des espaces frontaliers. Elle a la charge de mettre en œuvre la Politique Nationale de Développement des Espaces Frontaliers (PNDEF). Elle décline les ambitions et les stratégies de l'Etat en vue d'un développement des régions frontalières du pays. Dans cette perspective, l'ABeGIEF participe au renforcement de la souveraineté nationale dans les zones frontalières. Elle permet de sécuriser le territoire national et contribue à offrir aux populations des zones frontalières de meilleures conditions d'existence.

L'ABeGIEF a permis de donner vie à plusieurs espaces frontaliers du pays par la mise en place des infrastructures et équipements de sécurité, sociocommunautaires et économique d'importance capitale pour les communautés frontalières (Postes de police<sup>6</sup>, écoles, centres de santé, électricité, eau potable, hangars et latrines pour les communautés, la formation et l'équipement de groupements de femmes dans les localités frontalières, mise à disposition de femmes maraîchères des motopompes, etc.). Une des actions phares de l'Agence est la mise en place d'une Unité Spéciale de Surveillance des Frontières (USSF) conjointement avec la Direction Générale de la Police Républicaine. Il s'agit d'une unité d'élite de la police républicaine qui constitue le support paramilitaire pour la mise en œuvre institutionnelle de la PNDEF. Elle est déjà créée autour de douze (12) secteurs frontaliers du Bénin et assure une mission de surveillance continue du territoire, des bornes frontières et de la police de proximité dont les populations frontalières ont besoin pour vivre dans la quiétude et vaquer à leurs activités économiques.

Grâce aux actions de l'ABeGIEF, de nombreux territoires frontaliers du Bénin autrefois sous le contrôle des pays limitrophes ont été récupérés et les Forces de Défense et de Sécurité. Elles y marquent désormais leur présence symbolisant l'appartenance du Bénin. Les cas d'Ogamoin dans la commune de Pèrèrè, et de Sinangourou à Nikki sont assez illustratifs de ce dynamisme et de la diplomatie silencieuse dont fait montre l'Agence et qui sont fortement appréciées par les populations et les autorités des zones frontalières.

Le tableau ci-après présente l'état des investissements de l'ABeGIEF dans la mise en place des infrastructures et des dispositifs de sécurisation des frontières.

<sup>5</sup> Cf. Rapport national sur l'état des frontières et des espaces frontaliers en République du Bénin. Gestion 2015 : p.15

<sup>6</sup> Depuis sa création en 2012, l'ABeGIEF a créé ou réhabilité 21 commissariats frontaliers.

**Tableau N° II :** Commissariats de localité et commissariats frontaliers

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE								
AGENCE BÉNINOISE DE GESTION INTÉGRÉE DES ESPACES FRONTALIERS								
RÉALISATIONS DES INFRASTRUCTURES PAR COMMUNES FRONTALIÈRES (COMMISSARIATS DE LOCALITÉ ET COMMISSARIATS FRONTALIERS)							UNITÉS SPÉCIALES DE SURVEILLANCE DES FONTRIÈRES	
COMMUNES	ARRONDISSEMENTS	VILLAGES / QUARTIERS DE VILLE	TYPE D'INFRASTRUCTURES	ANNÉE DE CONSTRUCTION	NOMBRE	ÉTAT ACTUEL DE RÉALISATION	LOCALITÉS	NOMBRE
MATERI	Dassari	Porga	Construction de la résidence commissaire du	2010	1	Travaux achevés	DASSARI	1
			Réhabilitation du Commissariat	2011	1	Travaux achevés		
<b>TOTAL MATERI</b>					2			
KEROU	Kérou	Kérou	Construction et du équipement commissariat de localité	2014	1	Travaux achevés		
<b>Total KEROU</b>					1			
MALANVILLE	Madécali	Illoua	Construction du poste avancé de Police	2012	1	Travaux achevés	MADECALI	1
			Construction et du équipement logement des agents de Police	2013	1	Travaux achevés		
			Extension poste avancé de police	2016	1	Travaux achevés		
<b>TOTAL MALANVILLE</b>					3			
SEGBANA	Ségbana	Ségbana	Construction et du équipement commissariat de localité	2015	1	Travaux achevés	SEGBANA	1
<b>TOTAL SEGBANA</b>					1			
TCHAOUROU	Kika	Kabo	Construction du Commissariat frontalier	2012	1	Travaux achevés	KIKA	1
<b>TOTAL TCHAOUROU</b>					1			

BANIKOARA	Banikoara	Banikoara	Construction du commissariat localité	2016	1	Travaux achevés		
<b>Toatal Banikoara</b>					1			
SAVALOU	Doumè	Doumè	Construction et équipement du Commissariat frontalier	2016	1	Travaux achevés	DOUME	1
	Savalou	Savalou	Réhabilitation et extension du commissariat	2015	1	Travaux achevés		
<b>TOTAL SAVALOU</b>					2			
SAVE	Monka	Monka	Commissariat et équipement frontalier	2016	1	Travaux achevés	MONKA	1
<b>TOTAL SAVE</b>					1			
OUESSE	Kilibo	Kilibo	Construction et d'un équipement commissariat frontalier	2015	1	Travaux achevés	KILIBO	1
<b>TOTAL OUESSE</b>					1			
BANTE	Pira	Pira	Construction commissariat frontalier	2016	1	Travaux achevés	PIRA	1
<b>TOTAL BANTE</b>					1			
APLAHOUE	Hounsahoué	Hounsahoué	Construction et équipement Commissariat frontalier	2013	1	Travaux achevés	APLAHOUE	1
<b>TOTAL APLAHOUE</b>					1			
ATHIEME	Athiémé	Athiémé	Construction de la brigade de la police fluviale	2015	1	Travaux achevés	ATHIEME	1
<b>TOTAL ATHIEME</b>					1			
GRAND-POPO	Grand-popo	Grand-popo	Construction et du équipement commissariat localité	2015	1	Travaux achevés	GRAND-POPO	1
<b>TOTAL GRAND-POPO</b>					1			
IFANGNI	Ifangni	Igolo	Construction et du équipement commissariat frontalier et d'un poste avancé de Police	2014	2	Travaux achevés	IFANGNI	1
<b>TOTAL IFANGNI</b>					2			
<b>TOTAL INFRASTRUCTURES</b>					19			12

Les interventions de l'ABeGIEF sont accompagnées par l'Etat central mais aussi par les chancelleries étrangères et les partenaires techniques et financiers. Au titre des accompagnateurs extérieurs de l'ABeGIEF, on peut citer l'Ambassade des Etats-Unis, celle de la France ou encore la Coopération Allemande à travers la GiZ qui sont fréquemment cités sur le terrain. Ces acteurs institutionnels extérieurs interviennent dans la veille, le recueil périodique de l'information pour mettre leurs ressortissants à l'abri d'éventuelles menaces et la sécurisation des frontières et la mise à disposition de moyens d'action aux services publics (notamment aux USSF). Ainsi, la GiZ par exemple accompagne le renforcement des capacités des éléments de l'USSF et les équipe.

Grâce à ces partenaires techniques et financiers et aux efforts propres de l'Etat central, l'ABeGIEF met également plusieurs infrastructures sociocommunitaires à la disposition des populations des localités frontalières du pays. Ces infrastructures de divers ordres et comptent des écoles primaires et secondaires, des points d'eau potables, des équipements marchands, des centres de loisirs et parfois de façon très exceptionnelle des lieux de cultes. Le tableau N°III ci-après fait état des réalisations de l'institution en matière d'infrastructures sociocommunitaires.

**Tableau N° III : Infrastructures sociocommunitaires réalisées par l'ABeGIEF**

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE						
AGENCE BÉNINOISE DE GESTION INTÉGRÉE DES ESPACES FRONTALIERS						
RÉALISATIONS DES INFRASTRUCTURES PAR COMMUNES FRONTIÈRES (HANGARS DE MARCHÉ, FORAGES FOURN CHOCKORS, ETC)						
COMMUNE	ARRONDISSEMENT	VILLAGE/QUARTIER DE VILLE	TYPE D'INFRASTRUCTURES	ANNÉE DE CONSTRUCTION	NOMBRE	ÉTAT DES TRAVAUX
	Madjatoum	Madjatoum	Réalisation d'un forage	2017	1	Travaux achevés
<b>TOTAL OUAKE</b>					<b>1</b>	
<b>MALANVILLE</b>	Maécali	Iloua	Construction et équipement d'un centre de loisir	2016	1	Travaux achevés
			Construction d'un centre de prière	2016	1	Travaux achevés
			Réalisation d'un forage à motricité humaine	2018	1	Travaux achevés
	Garou	Djindé Gabi Tounga	Construction de fours chockors améliorés + hangar	2017	1	Travaux achevés
	TOMBOUTOU		Réalisation d'un forage à motricité humaine	2018	1	Travaux achevés
<b>TOTAL MALANVILLE</b>					<b>5</b>	
KARIMAMA	KARIMAMA	Béllou Tounga	Construction de fours chockors améliorés + hangar	2017	1	Travaux achevés
		Fandou	Réalisation d'un forage à motricité humaine	2018	1	Travaux achevés
<b>TOTAL KARIMAMA</b>					<b>1</b>	

SEGBANA	SEGBANA	Mafouta, Tounga-Messadjé, Wassaré	Réalisation de trois forages	2016	3	Travaux achevés
COMMUNE	ARRONDISSEMENT	VILLAGE/QUARTIER DE VILLE	TYPE D'INFRASTRUCTURES	ANNEE DE CONSTRUCTION	NOMBRE	ETAT DES TRAVAUX
<b>TOTAL SEGBANA</b>					<b>3</b>	
KALALE	BASSO	BASSO	Construction de six équipements marchands + batterie de six latrines plus quatre douches	2012	7	Travaux achevés
<b>TOTAL KALALE</b>					<b>7</b>	
NIKKI	TCHIKANDOU	TCHIKANDOU	Construction d'un centre de loisirs	2017	1	Travaux en cours
<b>TOTAL NIKKI</b>					<b>1</b>	
APLAHOUE	Atomey	Atomey	Construction d'un Hangars marché + une batterie de latrines et douches	2012	5	Travaux achevés
<b>TOTAL APLAHOUE</b>					<b>5</b>	
ATHIEME	Athiémé	Athiémé	Construction de cinq (05) hangars de marché + d'une batterie de latrines + douches	2012	5	Travaux achevés
<b>TOTAL ATHIEME</b>					<b>5</b>	
SAKETE	Sakété	Yoko	Construction de 05 hangars de type M2, 02 modules de latrines, 04 cabines, une guérite et 04 douches dans le marché	2012	16	Travaux achevés
	Aguidi	Monogan	Travaux de construction de huit 08 hangars dans le marché	2010		Travaux achevés
<b>TOTAL SAKETE</b>					<b>16</b>	
<b>TOTAL INFRASTRUCTURES</b>					<b>44</b>	

Au-delà des infrastructures, les interventions de l'ABeGIEF sont aussi enregistrées dans la prévention et la sensibilisation. Elle organise des dialogues politiques, la formation, les séminaires et autres fora de réflexion stratégique au niveau national comme au niveau international. Par ailleurs, elle met en place des plateformes frontalières pour favoriser les échanges périodiques avec les pays voisins afin de prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent.

Si l'ABeGIEF est dédiée à la mise en œuvre de la Politique Nationale de Développement des Espaces Frontaliers, elle n'est que l'une des diverses interventions du Bénin dans le processus de lutte contre le phénomène de radicalisation et d'extrémisme violent. En effet, le Bénin n'est pas resté inactif dans les dynamiques internationales et sous régionales de luttes contre ces phénomènes. Son engagement au côté du groupe de pays formant le G5-Sahel est une belle illustration de cette volonté déterminante pour prévenir l'extrémisme violent. En outre au-delà de son adhésion au G5-Sahel, l'engagement du Bénin se traduit par plusieurs autres actes concrets parmi lesquels on peut évoquer l'aménagement de son arsenal juridique à travers le vote de la Loi n°2018-17 du 11 juin 2018 portant lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme en République du Bénin. Cette loi fait suite à l'adoption d'un nouveau code de procédure pénale qui criminalise et interdit certains actes comme le commerce informel des produits pétroliers. On peut

évoquer également la création de la Commission Nationale de Lutte contre la radicalisation et l'Extrémisme Violent. Cette commission est aussi suivie de la mise en place de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET). Les membres de cette Cour ont officiellement pris fonction le 25 août 2018<sup>7</sup>.

#### b) La société civile plurielle et éclatée

Plusieurs Organisations de la Société Civile s'illustrent sur le terrain dans divers secteurs d'activités. Elles sont constituées d'associations diverses, d'ONG, de chefferies locales, de groupements de jeunes, de femmes, de mécènes et des courtiers en développement. Elles sont très sollicitées et présentes aux côtés des citoyens. Leurs membres occupent surtout les domaines laissés en friche par l'Etat et ses démembrements locaux. Toutefois, cette société civile plurielle est éclatée, globalement non organisée et surtout mue, pour l'essentiel, par des logiques de captage de rentes liées à l'aide au développement. Elle est globalement inscrite dans une tendance opportuniste : absence d'identité propre et recherche d'adaptation sans cesse aux mots d'ordres et centres d'intérêt des bailleurs qui assurent leur financement.

Elle regroupe deux catégories de structures : celle composée d'ONGs et d'associations confessionnelles et celle des organisations laïques. Les plus structurées sont les structures non confessionnelles (laïques). On y note les Cadres Communaux de concertations de la Société Civile (CCCSC), les Cellules de participation citoyenne (CPC) et quelques groupes thématiques constitués de réseaux d'organisation de la Société Civile (par exemple la Plateforme de la société civile béninoise (PASCIB), les Organisations paysannes (OP) dans leur généralité, les ONGs du domaine de l'offre de la gouvernance et de la délivrance des services publics de base, etc.). Mais ces groupes thématiques sont moins présents dans le champ de la lutte contre la radicalisation pouvant conduire à l'extrémisme violent. Ils sont davantage impliqués dans la gouvernance quotidienne, dans les actions de développement communautaire. Les acteurs de la société civile les plus actifs dans le domaine de prévention de la radicalisation et qui sont paradoxalement susceptibles de l'alimenter<sup>8</sup> également, sont les Associations, les ONGs ou simplement les mécènes proches des confessions religieuses, notamment de l'Islam. Celles-ci mènent des campagnes de sensibilisation au cours des missions de prêches où cette thématique est abordée. Elles sont constituées pour la plupart d'ONG œuvrant dans l'humanitaire (dons de vivres, organisation de consultations médicales foraines, assistance aux sinistrés des inondations et victimes de catastrophes naturelles) et dans la construction des mosquées et des infrastructures sociocommunautaires (centres de santé, écoles, instituts, puits, forages, orphelinats, etc.). On retrouve aussi ces ONG dans les actions de prévention telles que l'organisation de prêches, de causeries éducatives (notamment les groupes de femmes et de jeunes) et des sensibilisations.

« On sensibilise les jeunes. Quand vous prenez même ce que nous leur enseignons, nous leur enseignons l'amour de soi-même, l'amour du prochain, [nous leur disons que] le musulman qui est un bon musulman ne peut pas avoir une pensée négative vis-à-vis de l'autre. Donc on leur donne ces enseignements-là. Le Prophète [paix et salut de Dieu sur lui] a dit : "quiconque a son voisin qui n'est pas à l'abri de ses maux n'est pas un croyant". Donc ça veut dire que son voisin n'est pas en paix avec lui. Il peut sentir qu'à tout moment un mal peut venir de lui, alors que ça devait être le contraire. Il [le voisin] doit être rassuré de savoir que si un mal venait, son voisin peut lui porter assistance » (Un Imam à Parakou, le 28/05/18).

<sup>7</sup> L'installation de cette Cour fait suite à la promulgation de la loi 2018-13 du 2 juillet 2018 modifiant et complétant la loi n° 2001-37 du 27 août 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin et création de la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (Criet).

<sup>8</sup> La perfusion financière dans laquelle elles s'illustrent constitue un moyen d'attraction d'une jeunesse désœuvrée et désespérée, de développement du prosélytisme dont les jeunes sont les cibles privilégiées. Ceci pourrait contribuer à développer le fanatisme et l'intolérance puis conduire à la radicalisation.



Ces ONGs et mécènes confessionnels sont pour la plupart rattachés à des réseaux internationaux et connectés aux pays d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et des Etats du Golfe. Les pays les plus cités dans le cas d'espèce sont : le Koweït, le Qatar, l'Arabie Saoudite, la Syrie, la Turquie, l'Iran (pas des pays arabes), les Emirats Arabes Unis, la Lybie, l'Egypte, l'Algérie). D'autres ont aussi des liens avec des pays d'Afrique tels que le Nigéria, l'Ethiopie ou le Ghana. Ces structures sont l'œuvre de *leaders* locaux ayant étudié dans ces pays et constituent un moyen de leur insertion professionnelle, de soutien aux proches et membres de leurs familles. Grâce à cette connexion aux Etats pétroliers, ils parviennent à mobiliser d'importantes sommes d'argent<sup>9</sup> sous forme d'aides humanitaires ou de bourses d'études avec des conditions attractives au profit des jeunes ayant évolué dans les circuits des *Medersa* et des différentes écoles coraniques. Mais une bonne part de ces apports financiers<sup>10</sup> sert aux besoins personnels de ces courtiers du développement confrontés à une situation de non reconnaissance de leurs diplômes par l'Etat béninois. D'ailleurs, le niveau de vie curieusement élevé de certains d'entre eux, dans un environnement de pauvreté remarquable, fait dire à quelques observateurs qu'ils sont impliqués dans des pratiques de blanchiment de capitaux<sup>11</sup>.

Au titre des organisations de la société civile identifiées sur le terrain et ayant un lien proche de la thématique de recherche, on peut énumérer celles qui suivent dans le tableau N°I ci-après.

**Tableau N°IV** : OSC ayant un lien proche de la thématique de recherche

Sigles	Nom	Domaine d'intervention	Siège Social	Etendue
<b>Organisations de la société civile internationale / Partenaires techniques et financiers (PTF)</b>				
AMA	Association des Musulmans d'Afrique	Cœuvres sociales (construction d'infrastructures sociocommunitaires, offres de services sociaux de base, octroi de bourses, etc.)	Cotonou	Africaine
		et d'équipements, aides humanitaires, dons de sang, octroi de bourses, etc.)		
LFM	Les Frères Musulmans	Construction d'instituts universitaires, renforcement de capacités, voyage d'échanges, bourses d'études.	Allada	Mondiale
DA	Direct Aid	Constructions d'orphelinat, parrainage d'enfants orphelins et vulnérables, construction de centre d'accueil et		Mondiale

<sup>9</sup> Les interlocuteurs bénéficiaires de ces aides parlent de plusieurs milliards sans en apporter les preuves tangibles. Certains se plaignent même des banques qui rejettent les sommes d'argent qu'ils sont censés recevoir, sous le prétexte qu'ils n'en auraient pas justifié clairement la source. Ils s'en désolent frustrés et estiment qu'il s'agit d'importantes pertes pour le pays et pour sa jeunesse.

<sup>10</sup> La plupart des interlocuteurs affirment que cet argent reçu provient des aumônes annuelles payées par les plus riches des monarchies pétrolières et qui sont récupérées par des structures caritatives et les gouvernements de ces pays puis redistribuées sous formes d'aide aux pays pauvres.

<sup>11</sup> L'Etat a mis en place la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF) pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Celle-ci a réalisé une récente étude avec l'appui financier de la Banque Mondiale qui a révélé des circuits de blanchiment d'argent à travers ces réseaux.

Sigles	Nom	Domaine d'intervention	Siège Social	Etendue
		d'éducation, etc.		
QC	Qatar Charity	Constructions d'orphelinat, parrainage d'enfants orphelins et vulnérables, construction de centre d'accueil et d'éducation, etc.		Mondiale
<b>Organisations de la société civile nationales relevant du domaine de la gouvernance locale</b>				
AVIGREF	Association Villageoise de Gestion des Réserves de Faune	Gestion des réserves de faunes, appui au développement communautaire	Communes	Communale
CENAGREF	Centre National de Gestion des Réserves de Faune	Gestion des réserves de faunes, coordination des AVIGREF	Cotonou	Nationale
CPC	Cellules de Participation Citoyenne	Amélioration de la gouvernance locale, de la qualité des services publics, promotion de la redevabilité, contrôle citoyen de l'action publique, etc.	Communes	Communale
ONG EPADEL	Organisation Non-gouvernementale pour l'Education, l'Environnement, la paix et le Développement Local	Gouvernance inclusive, promotion de la redevabilité, sensibilisation des jeunes contre les comportements à risques, renforcement des capacités des jeunes, etc.	Malanville	Alibori
ONG Potalmen	Potalmen	Prévention des conflits agriculteurs éleveurs, alphabétisation fonctionnelle des communautés peules	Natitingou	Nationale
RCA	Radios Communautaires et Assimilées	Elles sont regroupées au sein de la Fédération des Radios communautaires et Assimilées du Bénin (FeRCAB) et développent des informations au profit des citoyens sur divers sujets de la vie sociale, politique, économique, promotion de la culture locale	Communes	
<b>Organisations de la société civile nationales confessionnelles</b>				
ABDH	Association de Bienfaisance pour le Développement Humain	Missions de prédication, formation de la jeunesse, construction d'écoles, de points d'eau, prise en charge des OEV, recrutement d'enseignants pour les écoles confessionnelles	Parakou	Nationale

Sigles	Nom	Domaine d'intervention	Siège Social	Etendue
ACED	Association Charitable pour l'Education et le Développement Social	Formation de la jeunesse, construction d'écoles, de points d'eau, prise en charge des OEV, recrutement d'enseignants pour les écoles confessionnelles, prise en charge des familles démunies, etc.	Parakou	Borgou / Alibori
UAOID	Union des Associations et des Organisations Islamiques de la Donga	Construction des mosquées, rôle de représentation des musulmans et de coordination des actions liées à l'islam dans la Donga	Djougou	Donga
ASS	Association pour la Solidarité Sociale	Aide Humanitaire, construction de mosquées et de salles de classes	Nikki	Borgou
CDI	Creuset de Dialogue Interreligieux (Catholiques, musulmans, cultes endogènes)	Dialogue interreligieux, prévention des conflits	Natitingou	Atacora-Donga
OBB	Organisation Bien-être du Bénin	Aides humanitaires, construction des mosquées et infrastructures sociocommunautaires, achat de motos, de pirogues, distribution de vivres, création des écoles coraniques	Malanville	Alibori
UIB	Union Islamique du Bénin	Représentation de la communauté islamique, dialogue avec l'Etat, médiation en cas de conflits	Cotonou	Nationale
RC	Radios confessionnelles (Radios Islamiques et autres)	Promotion de la religion, prêches, informations	Communes	Locale

### c) Les acteurs communautaires

- **Responsables religieux à divers niveaux et de différentes confessions** (Imams, prédicateurs, encadreurs éducatifs et religieux)

Leurs domaines d'interventions sont l'éducation, le dialogue interreligieux (avec une entente exemplaire entre les *leaders* des différentes confessions religieuses à Natitingou pouvant constituer un cas d'école), la prédication, la formation. Ils sont aussi régulièrement sollicités pour faire de la médiation en cas de conflits entre différentes confréries.

- **La chefferie traditionnelle entre médiatrice et protagoniste des conflits et des actes de radicalisation**

La chefferie traditionnelle dans les zones de l'étude joue un rôle assez important dans le règlement et la prévention des conflits susceptible de conduire à la radicalisation. Ainsi, dans ce rôle de prévention, certaines autorités coutumières à savoir les rois et les dignitaires religieux recourent à la consultation des divinités, à la prière, aux sacrifices et offrandes aux cérémonies de libation pour conjurer les mauvais sorts et implorer les bénédictions des dieux sur leur territoire et les citoyens.

« Moi en tant que roi de Djougou j'implique les alphas [les marabouts du culte musulman] pour des prières afin que ce qui se passe dans les autres pays qui nous entourent ne nous arrive pas ici » (Roi, Djougou, 09/06/2018)

« Dans le cadre de la sécurisation de la commune, nous avons des consultations traditionnelles qui nous permettent d'anticiper sur le futur. En effet, je suis le chef de toutes les religions endogènes du village et j'ai installé dans chaque village des représentants qui ont des fétiches et qu'ils entretiennent à travers des cérémonies périodiques. Tous me rendent compte et nous prions ensemble pour notre pays, nos dirigeants et notre village. Nous offrons des cérémonies pour implorer des bénédictions divines » (Roi, Tanguiéta, 02/05/2018).

Ces responsables de cultes traditionnelles et rois interviennent également dans la résolution des crises sociétales. Les communautés sollicitent leurs médiations pour résoudre des conflits interreligieux, intra-religieux, interethniques ou des conflits liés à l'accès aux ressources de production. Toutefois ces mécanismes de régulation traditionnelle des rapports sociaux connaissent des échecs qui justifient quelques fois l'implication des autorités administratives et judiciaires.

« Nombreux sont ces personnes d'origine Natimba qui viennent chaque fois se plaindre auprès de moi contre les peuhls. Dans certaines zones les deux communautés ne se parlent même plus. Quand les gens viennent se plaindre auprès de moi, je les convoque et j'essaie de les réconcilier. Quand ça marche c'est bon, au cas contraire, je les renvoie à la gendarmerie.

Partout où il y a des peuhls, c'est comme ça que les choses se passent. C'est vrai, il y en a parmi eux qui sont conscients, mais la plupart sont des hommes à histoire. Ainsi, nous avons décidé de renvoyer tous les peuhls qui nous créent chaque fois des problèmes. Quand vous ne respectez pas ce qu'on vous dit, on vous renvoie du village et on vous interdit d'y mettre pied encore dans la nuit. Tu peux revenir en journée faire quelque chose, mais quand on te surprend dans la nuit, tu es considéré comme un voleur et traité comme tel. Quand on t'arrête, tu es présenté au roi qui te livre à la gendarmerie » (Roi, Tanguiéta, 02/06/2018.)

Si ces acteurs relevant du champ des traditions jouent un rôle significatif dans la prévention et les différentes médiations ou intercession, ils peuvent être aussi impliqués dans des conflits de succession engendrant parfois la radicalisation des positions. Ils sont également instrumentalisés quelques fois par les acteurs politiques parties prenantes de certains conflits.

« Dans le département de la Donga, la question de la chefferie traditionnelle pose de sérieux problèmes. Des gens se proclament Rois sans avoir de Royaume ; les différentes composantes ethniques veulent chacune avoir un roi. Ils intronisent quelqu'un, quelques jours après, des contestations surgissent de part et d'autre. Même pour l'intronisation de l'actuel roi de Djougou, ça n'a pas été facile. Il y a eu assez de contestations liées à la politique, mais la médiation a fini par prendre le dessus. Certains n'attendent pas leur tour de règne mais veulent profiter d'un appui politique pour s'imposer. Ce phénomène s'est accentué sous le gouvernement du Président Boni YAYI où tout le monde veut être bien vu pour entrer dans les bonnes grâces de l'autorité. Par rapport à ce cas, il y a des actes de violences, mais qui sont encadrés grâce à la pro-activité des forces de l'ordre, ce qui a permis d'éviter le pire.

De même la question de l'imamat n'est pas à exclure. Lorsqu'un imam meurt, il y a assez de prétendants au point où les familles en viennent à des affrontements. Le dernier en date est le cas de la succession de l'imam central de Sèmèrè ayant entraîné 5 pertes en vies humaines » (Une responsable de la préfecture de la Donga, Djougou 06/06/2018)

- ***Journalistes des radios locales et communautaires***

Ils facilitent l'accès aux médias des différents acteurs. Ils diffusent les prêches et les autres messages d'éducation, de promotion du dialogue interreligieux. Ils régulent également les interventions des différents responsables sur les médias. Ils jouent aussi un rôle prépondérant dans la prévention par la diffusion de message des ONG agissant dans le domaine.

- ***Transhumants et autres pasteurs***<sup>12</sup>

Ils sont stigmatisés comme des porteurs de violence et de diverses formes de radicalités. Ils sont généralement protagonistes des conflits entre agriculteurs et éleveurs et sont connus pour le non-respect de la franchise des parcs et autres zones cynégétiques. Ils sont également soupçonnés d'être auteurs de nombreux trafics dans les parcs. L'ONG *Potalmen* travaille sur ces conflits pour les résoudre et promouvoir une cohabitation pacifique entre les Peuhls et les autres communautés.

- ***Transporteurs (terrestres et fluviaux)***

Ils assurent le déplacement des individus et des marchandises et assurent les trafics de tous genres. Ils ont souvent des rapports conflictuels avec les corps de contrôle en raison du non-respect des règles de la circulation. Généralement ils ne sont pas à jour des pièces de véhicules et ils sont victimes de nombreux actes de racket de la part des agents de sécurité.

- ***Commerçants (de produits vivriers, de marchandises manufacturées, de bétail, et les trafiquants de stupéfiants, etc.)***

Ils alimentent et animent les différents marchés frontaliers. Ils sont généralement les cibles des braqueurs. Beaucoup d'entre eux expriment des inquiétudes quant à la sécurisation de leur personne et de leurs biens. En effet, la multiplication des actes de braquages autour des frontières et sur les chemins des marchés instaure la peur chez les opérateurs économiques et les populations locales. Elle occasionne le mauvais fonctionnement des marchés transfrontaliers (Malanville, Lolo, Samia, Derassi, Tantéga, etc.). Il est utile de rappeler à ce sujet que la plupart des braqueurs arrêtés sont des ressortissants nigériens qui pourraient avoir des liens avec les groupes terroristes en proie à une asphyxie financière. Ceux-ci pourraient utiliser le braquage comme moyen de financement de leurs mouvements.

Toutefois, il faut signaler que grâce aux USSF installées autour des zones frontalières, beaucoup d'efforts sont visibles et ont permis de noter une accalmie considérable des actes de braquages. En effet, ces Unités Spéciales assurent un maillage sécuritaire qui consiste à mettre des patrouilles régulières à la fois diurnes et nocturnes sur les axes routiers et dans les arrondissements frontaliers. Grâce à ces patrouilles, elles tiennent les lignes frontalières pour sécuriser les populations et leur permettre d'aller dans les marchés en toute quiétude.

Cependant, dans certaines localités leurs actions sont limitées par l'inaccessibilité des voies et l'absence de réseaux de communication GSM. Les difficultés de communication retardent la circulation de l'information devant parvenir aux éléments des USSF. C'est le cas dans l'arrondissement de Madécali (Malanville) où faute de réseaux de communications, les populations sont obligées de se déplacer de leurs villages lointains à motos pour donner les informations aux agents de la police.

---

<sup>12</sup> Concernant cette problématique, voir également les commentaires du point 5.2.1 ci-après.

- **Membres des différents comités locaux de vigilance et de surveillance (les chasseurs Dambanga ou Odè, AVIGREF, etc.)**

Ils relèvent généralement de la catégorie socioprofessionnelle des chasseurs. Ils vivaient des ressources des parcs et autres forêts environnantes dont ils ont une parfaite connaissance. Beaucoup d'entre eux ont été reconvertis en pisteurs dans les parcs (rangers) ou en agents de sécurité civile le long des principaux axes routiers devenus les théâtres de fréquents braquages. Ils participent donc à la lutte contre les malfrats (les braconniers dans les parcs et les braqueurs sur les axes routiers). Mais aujourd'hui ils ruminent une double frustration : d'abord une frustration née de l'impossibilité pour eux d'exercer leur profession de chasseur en raison de l'interdiction de chasse dans les parcs et les forêts ; ensuite une frustration engendrée par leur déclassement dans le maintien de la sécurisation sur les axes routiers. En effet, la réforme de la police républicaine a permis de redéployer des professionnels de la sécurité le long des axes routiers. Ceci a réduit leur utilité. Or, cette position sur la route leur permettait de bénéficier de la générosité des usagers de la route qui leur reconnaissent leurs efforts. Ils vivent aujourd'hui dans une précarité et un dénuement important qui les rendent vulnérables à toute proposition « attirante ». Certains parmi eux et dans des localités de l'Atacora semblent être hostiles aux travaux agricoles qu'ils disent ne pas relever de leur culture. Ceux-là sont des candidats faciles pour le braconnage.

« Si vous venez dans un milieu où les gens ne vivaient que de la chasse, il faut savoir les aborder par rapport à ça ; sinon vous n'allez jamais pouvoir arrêter le braconnage. Autrement ils vont se radicaliser et ils ne vont jamais vous écouter. Ils trouveront que vous êtes les méchants et que vous êtes venus leur faire perdre leurs cultures. (...). Au niveau de l'ethnie biali c'est les femmes qui vont au champ et l'homme est par tradition un braconnier. Il va chasser pour tuer les animaux et avec la viande il complète ce que la femme a ramené du champ. Pour le reste, il est dans ses cabarets pour faire du "tchoukoutou" (bière locale) "et dès que ça finit-il dit à la dame écrase moi la farine je vais retourner à la chasse. Si aujourd'hui on leur demande de devenir des agriculteurs ou autres choses il y aura quelques gens qui vont toujours penser que ce que vous leur faites faire n'est pas conforme à leur tradition et ils vont toujours se radicaliser » (Un agent AVIGREF, Tanguiéta 01/06/2018).

## V. LES MULTIPLES FACTEURS D'UNE MENACE POTENTIELLE DE RADICALISATION DANS LES ESPACES FRONTALIERS

---

La radicalisation et la probabilité de la survenue d'un extrémisme violent dans la partie septentrionale du Bénin sont sous-tendues par plusieurs facteurs quel que soit le milieu considéré. Les perceptions des acteurs révèlent qu'il s'agit d'un phénomène multifactoriel. Aussi, faut-il souligner que la radicalisation est uniformément décrite comme un processus qui croît graduellement. Nous y avons enregistré, à partir du discours des interlocuteurs, des causes transversales à tous les sites, mais nous avons aussi noté, en fonction de chaque site, des causes spécifiques. Globalement, on retient que la radicalisation émerge des diverses formes d'injustices que les acteurs sociaux ont le sentiment de subir et qui aboutissent à leur marginalisation/exclusion des débats, espaces et services publics, à la discrimination réelle ou ressentie dont ils font objet, des conditions de précarité qui constituent leur quotidien. Elle se manifesterait à partir de l'adoption d'un autre cadre d'interprétation de la société. Celui-ci consiste généralement à rejeter le modèle sociétal en cours et à mettre en évidence l'impureté et l'injustice du monde, vécues par soi-même ou parfois vécues par procuration en observant la souffrance des autres, et il offre comme seule réponse la violence. C'est ce que tente d'explicitier à travers cet extrait un des interlocuteurs rencontrés à Parakou :

« Si par exemple je suis offensé et je me plains, lorsque le droit n'est pas dit, cela peut amener le terrorisme. Il y a trop d'injustices dans le pays. C'est d'ailleurs cela qui est source de frustration et d'extrémisme. Lorsque les lois sont taillées sur mesure et ciblent les intérêts des uns au détriment des autres, cela est source de frustration, de révolte et d'extrémisme » (Dr. A. G. spécialiste des études islamiques et des cultes, Parakou, 07/06/2018)

Les violences qui constituent la manifestation concrète de la radicalisation s'expriment de diverses manières et sont nourries par plusieurs facteurs. Elles diffèrent d'une localité à une autre et s'inscrivent dans les aspirations et les intérêts que chaque groupe tente de défendre. Sans exhaustivité, nous pouvons citer entre autres des facteurs d'ordre religieux, socio-économique, politique, liés à l'accès aux services publics et aux ressources, liés à la défaillance de l'Etat et sa déliquescence dans certains domaines.

Pour mieux aborder ces différents aspects, dans la démarche de collecte des données, la question de la radicalisation a été abordée de manière plus large. Elle n'est pas abordée seulement sous l'angle de la religion mais englobe aussi d'autres facteurs relatifs aux différents acteurs et à leurs comportements. Dès lors, les facteurs considérés ici comme des terreaux susceptibles de faire germer la radicalisation vont avec les types de radicalisation mis en exergue. Ils sont évoqués en fonction des catégories d'acteurs rencontrées sur le terrain.

#### a) Les facteurs liés à la religion

##### La multiplicité des confréries : un soubassement de l'intolérance et de la radicalisation

Les enquêtes ont concerné les quatre (4) départements du Nord du pays composés majoritairement de populations musulmanes. Le choix des territoires investigués est basé sur plusieurs critères. Il s'agit du niveau élevé d'urbanisation, du taux élevé d'islamisation, de leur proximité avec les frontières partagées avec des pays confrontés aux actes terroristes, de leur accessibilité et le potentiel économique qui s'y concentre.

L'ensemble de ces territoires, à l'exception de Matéri et de Natitingou où semble régner une certaine uniformité confessionnelle, est caractérisé par une diversité de courants islamiques. Les plus évoqués sont ceux appelés localement : les *Tidjaniyya*, les *Sounantche*, les *Tab'lik*, les *Chiyya*, les *Izala*, les *Ahmadiyya*, les *Gaoussou*. Ces divers courants peuvent être classés en deux grands<sup>13</sup> groupes de musulmans à savoir les *Salafistes* minoritaires (issu de l'école hanbalite et constitué d'adeptes puristes dont les deux références sont le Coran et la pratique du prophète. Ils prônent une pratique rigoriste de l'islam) et les *Soufistes* majoritaires (adeptes d'un islam plus traditionnel issu de l'école *malikite*, tolérant, avec un certain degré d'africanisation).

Chacun de ces deux groupes est traversé par des divergences internes liées aux interprétations du Coran et de la Sounna (les actes du prophète). Mais la principale opposition entre eux réside dans l'absence d'intermédiation entre les fidèles et le prophète Mahomet chez les premiers et la référence à un guide spirituel faisant office d'intermédiaire entre le prophète et les fidèles pour les seconds. Certains sous-courants qualifient d'ailleurs cet intermédiaire de « dernier prophète annoncé par Mahomet ». C'est le cas des adeptes du *Gaoussou* et de *Ahmadiyya*.

Selon certains interlocuteurs, les acteurs radicaux se recruteraient parmi les *Salafistes* qui procèderaient généralement par la délégitimation et la négation des autres courants. Ceci se traduit

<sup>13</sup> En l'absence de chiffre sur les fidèles, on peut tout au moins dire, de façon approximative, que ces deux groupes renferment plus de 95% des fidèles musulmans dans chacune des communes étudiées. Le *leader* de la confrérie des *Gaoussou* nous avait déclaré que le nombre de ses fidèles tourne autour des 5000 au plan national.



par des réformes introduites dans les pratiques culturelles (les heures de prières, l'interdiction des cérémonies funéraires, le rejet de l'usage du chapelet, etc.). Ce dénigrement de l'islam ancien génère des conflits multiples revêtant la forme de violences verbales et des agressions physiques. Ces conflits sont fréquents mais il semble que leurs effets soient parfois atténués dans certaines communes (Kandi, Malanville et Djougou) grâce à des mécanismes internes de médiation conduits par des dignitaires des camps protagonistes. Ces médiateurs sociaux (Imams centraux, rois, ou dignitaires coutumiers, etc.) initient souvent espaces de dialogue entre les protagonistes pour les sensibiliser sur la base des comportements du Prophète et de ses paroles.

Quelques-uns des interlocuteurs reconnaissent l'efficacité de ces mécanismes internes de médiation. Ils évoquent la rareté des affrontements et estiment que les débordements sont généralement verbaux. C'est pourquoi ils développent l'argument d'un impossible risque d'extrémisme violent sous l'impulsion interne de courants religieux locaux. Cette posture des interlocuteurs a tendance du même coup à minimiser la part du facteur exogène. Selon eux, l'influence extérieure ne pourrait prospérer que si elle rencontrait un terreau fertile à l'intérieur.

« L'extrémisme violent ne peut prospérer ici, qu'il soit religieux islamique ou non tel que connu dans les pays de la sous-région. Ce sont la discrimination et l'intolérance religieuses, ainsi que les sentiments de frustration exacerbée qui peuvent être des déterminants déclencheurs d'extrémisme violent. Pour le moment, il n'existe pas de ses facteurs identifiés qui soient non maîtrisés localement » (Un Imam à Matéri, le 05/06/18).

Toutefois, qu'il y ait affrontement ou non, on note la difficile cohabitation entre courants religieux. Les divergences internes entre différents courants religieux sont fréquentes et pourraient conduire certains acteurs à se radicaliser et à rejeter systématiquement toutes propositions venant des autres courants. Cela pourrait avoir sa source dans la forte tendance à la délégitimation réciproque que l'on observe sur le terrain.

« Au niveau de certains fidèles de la religion musulmane, on observe un certain fanatisme ou un radicalisme. Soit vous êtes avec eux soit vous n'êtes pas avec eux. Et ceux qui ne sont pas avec eux sont des païens, ils les considèrent comme ceux qui ne croient pas en Dieu et qui sont appelés à aller en enfer. Dans un tel contexte on comprend qu'on ne puisse hésiter à faire usage de la force dans certaines conditions » (Propos d'un responsable religieux à Djougou, le 07/06/18)

« L'extrémisme violent est né des controverses entre les différents courants Islamiques qui se sont créés après la mort du Prophète. Partant de cette définition, à Djougou certes nous n'avons pas encore connu un cas d'extrémisme violent mais comme indice de sa présence nous avons les *tidjaniyya*, les *salafistes*, les *soufis* qui ne partagent pas les mêmes points de vue en ce qui concerne l'interprétation de certains textes religieux surtout la "*Sunna*" » (Un responsable administratif à Djougou, le 08/06/18).

Les craintes d'une radicalisation dans ces milieux sont d'autant fondées que les mécanismes traditionnels de médiation ne sont pas efficaces partout. Ils apparaissent de plus en plus inopérants d'ailleurs face à la montée des oppositions radicales. Les raisons sont la disparition de médiateurs charismatiques (Imam Sanni de Natitingou par exemple) et la perte de légitimité de certaines autorités traditionnelles (rois, imams centraux, évêques, etc.). Ceci amène les autorités administratives étatiques (préfets, maires, procureurs de la République, commissaires de police, etc.) à s'impliquer (plutôt à intervenir par force !) dans la médiation alors même qu'elles sont moins légitimées dans cet espace parce que fondant leur jugement sur des normes républicaines non reconnues par les protagonistes.

Par ailleurs, l'interrelation étroite entre les courants islamiques du Bénin et leurs homologues des pays voisins déjà touchés par des actes terroristes constitue un facteur de risque de radicalisation



des différentes confréries. Le partage de la même aire culturelle et des mêmes langues locales, le brassage culturel et cultuel (les mêmes peuples vivent de part et d'autre des frontières) favorisent les échanges de prêcheurs entre béninois et nigériens ainsi qu'entre béninois et nigériens. Cela se traduit par l'organisation tournante de prêches de part et d'autre des frontières. Ces prêches regroupent des milliers de fidèles et la sécurité de pareils événements n'est pas maîtrisée par les agents locaux de la police républicaine, sans moyens adéquats et peu formés à la maîtrise des foules. En conséquence, malgré la veille et les dispositifs de prévention mis en place dans certaines communes comme Malanville, Kandi et Nikki, le contrôle des prêcheurs étrangers et des mouvements de fidèles à travers les frontières reste inefficace. Ces acteurs vivant de part et d'autre des frontières ont des rapports de parenté étroits et développent des complicités difficiles à pénétrer par les agents des FDS

### Le fanatisme et la tendance à la radicalisation

On assiste à un endoctrinement inquiétant de la jeunesse, notamment des talibés et autres élèves coraniques par des gourous de nouvelle génération à l'image des *Gaoussou* dans la commune de Kandi dont le *leader* se fait vouer un culte révérenciel extraordinaire : son crachat et son eau d'ablution sont considérés comme bénis et sacrés. En général, les chefs religieux encouragent et promeuvent la tolérance, mais il existe bien de cas de dénigrement, d'envoies verbales, d'incitation à la violence et des conflits entre différents clans religieux ou entre leaders de mêmes clans.

« Il y a une mosquée à Kandi ici où l'imam a fait montre d'une certaine radicalisation dans les prêches, contre l'islam traditionnel » (Un responsable administratif à Kandi, le 30/05/2018)

« A la mosquée de Alfa A. [quartier Ganon], il n'y a aucun respect des fidèles. L'imam tient des propos très virulents qui incitent à la haine et à la violence. Il en est de même à la markaz, la base des *Dan Izala* à Parakou » (Un membre de la société civile à Parakou, le 06/06/2018)

« Les discours virulents sont enregistrés dans la mosquée de A. W., chez Alfa I., à Aladji Kparou. Ils invitent les populations à la révolte contre les [musulmans] traditionnels. Ils invitent les populations à se soulever contre les autorités » (une autorité coutumière à Nikki, le 09/06/2018)

« En 2017 nous avons identifié au niveau de certaines mosquées des prêcheurs dont les messages tendent vers le radicalisme et l'extrémisme et l'autorité communale a interdit toutes les prêches au niveau de ces mosquées ». (Responsable radio Islamique, Djougou, 07/06/2018)

Au plan national, pour prévenir la radicalisation religieuse, quelques initiatives de dialogue interreligieux sont entreprises par le biais de l'Etat<sup>14</sup> ou de certaines personnes ressources<sup>15</sup> ou organisations de la société civile<sup>16</sup> et promeuvent la tolérance et la coexistence pacifique entre les différentes confessions religieuses. Toutefois, au regard des discours et des attitudes des acteurs, on s'aperçoit que la radicalisation et les attitudes d'intolérance sont, à l'exception de quelques cas marginaux, orientées non pas contre les autres religions mais contre les sous-courants à l'intérieur d'une même religion et contre l'Etat et ses règles. Les informations empiriques révèlent qu'il y a une grande tolérance entre les principales confessions religieuses existantes dans l'ensemble des sites investigués (à savoir l'islam, le christianisme et les religions endogènes) et que les tensions sont plus

<sup>14</sup> Cf. Le Matinal n°5353 du 18/06/18 (Gayet, 2018)

<sup>15</sup> Cf. par exemple les actions de La Fondation Cardinal Bernadin Gantin pour la Paix ; de la Fondation Œcuménique pour la Paix en Afrique ; de l'église « Bethesda » (cf. La Nouvelle Tribune n°3419 du 22/12/16) (Ahouansè, 2016), etc.

<sup>16</sup> Cf. Matin Libre n°0631 du 06/01/17 (S., 2017) ; (Mahouna, 2017)

fréquemment intra-religieuses qu'interconfessionnelles. Elles émergent généralement au sein de la même confession et opposent les différentes confréries les unes aux autres.

« La cohabitation est pacifique entre toutes les religions à Kandi. Aucune altercation n'a jamais été enregistrée à ma connaissance. Lorsqu'il y a une manifestation, les autres religions sont invitées où se fréquentent » (Un cadre à la tutelle de l'Alibori, 30/05/2018)

#### La forte islamisation du pays et des zones étudiées

Selon les statistiques de l'Institut National de la Statistique de l'Analyse Economique (INSAE, 2013) concernant le Recensement Général de la Population et de l'Habitation, l'Islam est la première religion au Bénin avec 27,7% de la population, suivi du catholicisme pratiqué par 25,5% de la population. Les départements concernés par l'étude ont une forte proportion de musulman avec l'Alibori qui est le plus islamisé du Bénin et comptant 81,3% de musulmans. Il s'agit-là des chiffres officiels des plus récents.

« La forte islamisation et l'opposition d'idéologie entre les différents courants islamiques au niveau de la commune est un grand facteur de risque parce que la nouvelle génération d'islamologues formés dans les pays du Golfe ne tolère pas l'ancienne génération dans ses pratiques (...). Cette islamisation se traduit par la prolifération des mosquées dont le nombre est estimé à 526 pour la commune de Djougou et 312 à Djougou centre avec 153 écoles arabes » (Propos d'un responsable de médias, à Djougou le 06/06/18).

La construction tous azimuts de mosquées et d'écoles coraniques ou franco-arabes apparaît comme une stratégie de marquage de territoire et la volonté d'exprimer, dans un élan de délégitimation de l'Etat, une identité culturelle distincte de celle que l'Etat souhaite insuffler.

« Aujourd'hui dans certains milieux, on construit les mosquées en face des églises chrétiennes pour marquer le territoire. Ils ne veulent laisser aucune autre religion se développer. Ils sont présents partout » (Propos d'une autorité judiciaire de Djougou, le 07/06/18).

Il est difficile aux pouvoirs publics d'intervenir sur ces questions généralement considérées comme sensibles. Du coup, le débat autour de la laïcité est exploité comme un tremplin par les communautés religieuses pour remettre en cause l'ordre républicain. Certains citoyens expriment leur inquiétude quant à la capacité de l'Etat à exercer un contrôle approprié sur les groupes religieux. Puisque bien souvent, l'Etat semble adopter des postures de prudence pour ne pas heurter les sensibilités des *leaders* religieux, y compris dans des cas où la liberté de pratique religieuse va à l'encontre des droits d'autres citoyens. Le cas de Parfaite de Banamè<sup>17</sup> avec des affrontements sanglants et des décès et les cas de déguerpissements et d'interdiction faites aux musulmans de prier dans les rues sont illustratifs à cet égard. Selon le principe de laïcité, l'Etat observe une attitude de tolérance et de non intervention dans les affaires religieuses. En effet, l'intervention des forces de l'ordre, l'usage de la force ou l'immixtion des pouvoirs publics (par exemple, la fermeture d'édifices religieux) peuvent entraîner des réactions violentes.

Ce principe de laïcité de l'Etat semble être aussi à la base du désintérêt de l'administration publique vis-à-vis des écoles confessionnelles, notamment islamiques dont la croissance exponentielle dans de nombreuses communes du pays ne devrait laisser indifférent. En effet, un nombre considérable de lieux d'apprentissages islamiques a été observé dans les communes investiguées. Ces centres d'apprentissage représentent généralement le multiple du nombre d'écoles formelles de type occidental présentes dans ces communes. Ils sont généralement informels puisque seuls quelques-

<sup>17</sup> Une ancienne fidèle catholique qui s'est proclamée Dieu en créant une secte qui dénonce le catholicisme de type romain. La base de son église se situe à Banamè dans la Commune de Zagnanado.

uns bénéficient d'une autorisation de l'Etat. Toutefois, leur prolifération est à la fois le signe de l'adhésion de la communauté à cette initiative qui semble répondre à leurs besoins en matière d'éducation des enfants, mais aussi elle est la marque d'une déliquescence de l'Etat et de son école. Le nombre de ces écoles n'est pas connu et il est tout aussi difficile de préciser le nombre d'enfants qui y sont enrôlés. Pourtant ce sont des centres qui participent à la réalisation des objectifs de l'Education pour Tous (EPT) et des Objectifs de Développement Durable (ODD)

L'on distingue globalement trois types d'écoles islamiques à savoir les écoles coraniques de type traditionnel, les écoles arabes et les écoles franco-arabes qui constituent la forme la plus modernisée. Les deux derniers types d'écoles sont appelés *Madarsa* localement (ou *Médersa*<sup>18</sup>). Leur typologie est fonction de l'évolution qu'elles ont connue dans le temps. Les écoles coraniques enseignent les enfants à partir des langues locales (souvent le Haoussa et quelques fois le Peul) et l'Arabe. Tandis que les écoles arabes enseignent exclusivement en Arabe et les écoles franco-arabes à partir du Français et de l'Arabe. Le contenu pédagogique des enseignements au niveau des écoles franco-arabes est celui en vigueur dans les écoles publiques auquel il est ajoutés d'autres contenus de type religieux et ceux relevant de la morale universelle. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il arrive quelques fois que l'Etat inspecte les enseignements dans ces écoles franco-arabes à travers ses agents compétents. Toutefois, on ne peut pas en dire autant pour les écoles coraniques (de type traditionnel) dont les contenus sont essentiellement fondés sur le Coran et la *Sounna* du prophète. Ils comprennent des matières comme la morale, l'histoire, la grammaire et la conjugaison arabes. L'organisation interne des *Médersa* est semblable à celle du formel. Mais les curricula et les contenus pédagogiques répondent à une dynamique et à une rigueur différente du formel, y compris pour les écoles franco-arabes. Tout comme le révèle l'étude du Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education (ROCARE) réalisée en 2009 sur la contribution de l'école islamique aux défis de l'éducation pour tous, ces écoles Islamiques confèrent des aptitudes aux apprenants, mais ne leur permettent pas de s'insérer professionnellement<sup>19</sup>, sauf dans une moindre mesure les écoles franco-arabes. Globalement, les diplômes qu'elles délivrent ne sont pas reconnus par les autorités en charge de l'éducation au Bénin. L'expatriation dans un pays arabe ou le réinvestissement dans le même domaine par une stratégie d'autopromotion interne dans le circuit islamique deviennent alors les portes de sortie les plus accessibles pour les diplômés de ces écoles.

Les parents et les membres de la communauté semblent être conscients de ces réalités. Certains dans le but d'offrir une plus grande chance de réussite socioprofessionnelle à leurs enfants optent pour un système dual. Les enfants fréquentent à la fois l'école coranique ou arabe et l'école formelle. Dans la perspective d'élargissement des horizons de formation et des possibilités d'insertion socioprofessionnelle, tout en marquant leur propre identité islamique, les promoteurs créent parfois les écoles franco-arabes dont le niveau varie en fonction des communes et des moyens disponibles. Mais globalement, la reconnaissance des diplômes des apprenants pose toujours un problème puisque les autorités en charge de l'éducation ont rarement un regard sur ces écoles. Pourtant, la création de ces écoles constitue un choix réaliste des parents et le fait qu'il y ait des écoles franco-arabes est aussi un choix pertinent répondant non seulement à une demande locale mais aussi à l'ouverture sur le monde, notamment le commerce international.

<sup>18</sup> Médersa est le terme arabe désignant une école, qu'elle soit laïque ou religieuse, quelle que soit la confession. Le terme peut aussi désigner spécifiquement une université théologique musulmane, ou plus rarement une université scientifique.

<sup>19</sup> Même si la question de l'insertion professionnelle des produits de ces écoles fait objet de débats en leur sein, pour le moment, il n'existe pas de stratégie visant à agir sur le contenu de curricula pour les adapter au marché national de l'emploi.

C'est pour cela que ROCARE conclut que « cette situation handicape les efforts en matière d'atteinte des objectifs de l'EPT. Tous les apprenants des écoles Islamiques sont alphabétisés en arabe et dans la langue du milieu. Une grande partie l'est aussi dans la langue française. Ces apprenants ont des compétences de base nécessaires pour vivre dans leur milieu et être autonomes. Les autorités en charge de l'éducation ont intérêt à prendre en compte ces institutions éducatives. Ce sont bel et bien des béninois qui fréquentent les écoles Islamiques et l'Etat sous prétexte de laïcité ne devrait pas fuir ses responsabilités mais garantir le droit à l'éducation inscrit dans la constitution béninoise du 11 décembre 1990. Pour cela, un recensement des écoles Islamiques pourrait être engagé. Des statistiques sur les écoles Islamiques devraient être disponibles. Un appui pourrait être aussi apporté pour l'amélioration des curricula et de la pédagogie dans ces écoles afin de prendre en compte les besoins de formation des apprenants et les objectifs de la politique éducative du Bénin. Ces quelques actions qui ne sont pas exhaustives permettraient de sortir les écoles Islamiques de leur isolement et d'améliorer le système éducatif national » (Agbodandé, Dakpo, & Diallo, 2009, p. vi).

La pertinence de cette observation de ROCARE se situe surtout dans la forte adhésion des communautés à ces écoles islamiques. Celle-ci se traduit par les effectifs importants des apprenants et le nombre de plus en plus croissant de ces écoles dans les localités concernées en particulier et au Bénin en général.

#### b) Les facteurs d'ordre socio-économique

##### La multiplicité des ethnies et des conflits ethniques

Les localités investiguées sont des territoires multiculturels où s'opposent et s'affrontent les ressortissants de différents groupes manipulés souvent par des acteurs politiques. Certains groupes socioculturels tels que les Peuhls sont en effet fortement stigmatisés dans la plupart des communes investiguées. Ils sont traités de violents, de braqueurs ou de complice de braqueurs, d'enlèvements de personnes. Ils sont presque toujours accusés d'être à la base des conflits agro-pastoraux, des conflits fonciers, d'un islam radical, des actes d'enlèvements réels ou imaginaires attribués presque toujours aux Peuhls.

« Les populations sont fatiguées des Peuhls. Non seulement ils détruisent les champs des agriculteurs, commettent des vols à mains armées, mais aussi ils procèdent à des enlèvements des gens riches qu'ils vont cacher, torturer et réclament des millions avant de les libérer et ils se servent de nos forêts classées comme refuges où ils vivent avec des milliers de têtes de bœufs ». (Propos d'un responsable de culte à Natitingou)

« L'exclusion ou le rejet des Peuhls de la Commune de Tanguiéta qui, en majorité sont des musulmans d'origine béninoise ou burkinabè, pourrait constituer un terreau fertile pour l'installation de l'extrémisme violent. Les Peuhls ici sont stigmatisés et marginalisés, c'est même remarquable » (entretien avec un commissaire de Police à Tanguiéta, le 01/06/18).

Plusieurs raisons sont évoquées comme étant à la base de cette attitude hostile vis-à-vis des Peuhls. Il s'agit du manque de terres cultivables dans les villages, de la paupérisation progressive des terres cultivables caractérisée par leur perte de fertilité et la pression démographique agressive sur ces terres, les récoltes insuffisantes au regard des besoins des familles, la destruction massive des cultures par les transhumants, les vols à mains armées récurrents perpétrés par des étrangers ou des peuhls venant des pays voisins.

Mais il faut souligner qu'au-delà de ces causes sous-jacentes, on peut déplorer le développement d'un sentiment général « anti-peul ». Les propos des acteurs, leurs perceptions sur la communauté peule et leurs actes tendent à entretenir l'idée d'un « terrorisme ethnique » dont les Peuhls sont à la fois victimes mais aussi acteurs. Mais au-delà des Peuhls, il existe une opposition forte entre autochtones et allochtones qui structure les rapports entre citoyens vivant dans un même espace depuis plusieurs décennies ou générations. Ces conflits se manifestent autour de l'accès à la ressource foncière, aux services sociaux de base et dans les luttes de positionnement dans les arènes publiques locales (accession à l'imamat, à la tête d'une organisation religieuse, luttes pour le positionnement sur les listes électorales, etc.). Ceci engendre une frustration de la part de ces communautés marginalisées et des formes primaires de protestations susceptibles de constituer un terreau exploitable par les groupes radicaux.

On peut évoquer par exemple la situation des Bétamaribè qui seraient marginalisés et méprisés lorsqu'il s'agit des avantages politiques dans le département de l'Atacora. Ces conflits interethniques sont pour la plupart du temps entretenus et aggravés par les acteurs politiques en quête d'électorat.

« Il y a affrontement entre les *bétamaribè* qui se considèrent comme des autochtones de Natitingou et les Waabas qu'ils considèrent comme des étrangers venus de Tanguiéta et autres communes environnantes de Natitingou. Il s'agit d'un conflit ethnique de vieille date aggravé par la politique chaque fois qu'il s'agit d'un positionnement sur la liste électorale de la commune de Natitingou ou d'un intérêt au niveau communal » (Autorité locale, Natitingou, 05/06/2018).

#### Le faible niveau d'alphabétisation

Les communes étudiées présentent de très faibles taux d'alphabétisation toutes langues confondues. Selon les données du quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitation réalisée en 2013 par l'INSAE, ce taux varie de 18% à Malanville à 56% à Parakou. Il est de 30% à Djougou, 21% à Kandi et 22% à Nikki.

« Djougou a souvent battu le record pour les faibles taux d'admissions aux différents examens. La population majoritairement analphabète préfère envoyer les enfants à l'école coranique que dans les écoles occidentales. Cette situation fait qu'aujourd'hui la plupart des jeunes et des vieux dans la ville n'ont pas un niveau supérieur au CEP. Or il est très facile de manipuler une personne qui a un niveau intellectuel faible. Les cadres à Djougou ici, on en trouve très peu » (Agent de FDS, Djougou, 07/06/2018).

#### La pauvreté et les formes d'exclusion dans l'accès aux ressources et services publics

Les jeunes et les femmes sont les deux catégories les plus vulnérables et les plus exposées à la radicalisation. Ils sont les plus démunis et leur pauvreté se traduit par le manque ou l'absence d'opportunités d'emplois pour les jeunes et l'exclusion des femmes à l'accès aux ressources de production. Ils sont globalement exclus du système d'accès aux ressources locales.

- ***L'insuffisant accès aux ressources foncières comme facteur potentiel de radicalisation***

L'accès à la terre est une question préoccupante qui oppose les communautés les unes aux autres dans les communes parcourues. Dans ces communes principalement agricoles, la terre reste la principale source de revenu dont l'accès est menacé par la pression démographique, l'empiètement des parcs et autres réserves fauniques, la paupérisation du fait de la surexploitation et de l'utilisation des engrais chimiques et autres pesticides toxiques. Ceci se traduit par des dynamiques d'exclusion de personnes installées ou exploitant des superficies depuis des décennies.

« Nikki est une commune rurale où l'agriculture domine. Il est difficile de dénigrer quelqu'un qui travaille sur un domaine depuis longtemps. Car grâce à cette activité, il arrive à nourrir toute une famille » (Un journaliste de la radio communautaire de Nikki, 10/06/2018)

« Au niveau du foncier, il y a encore beaucoup de problème. Tout un quartier (Kpawolou au centre-ville) n'est toujours pas loti pour des raisons politiques. C'est vrai qu'il y a eu des morcellements » (Membre de la Cellule de Participation Citoyenne (CPC) de Nikki, 11/06/2018)

La pression foncière et les conflits qu'elle engendre se soldent par des affrontements parfois sanglants. Ils opposent aussi bien les autochtones entre eux, dans des conflits intrafamiliaux et intergénérationnels à propos de la gestion de la terre, que les autochtones et les étrangers (allochtones et allogènes).

« Deux problèmes majeurs peuvent être sources de tension à Nikki. Le premier est celui lié au foncier. Dans une même famille, la terre divise les frères » (M. W. T. Rédacteur en Chef Radio Su Tii Dera de Nikki, 10/06/2018)

« Il y a un village [Deeman] où les présumés propriétaires sont allés déterrer tout un domaine de trois (03) ha de champ d'anacarde, produit par un ressortissant de l'Atacora sous prétexte que le champ ne lui appartient, alors que ce dernier y a totalisé plusieurs décennies d'occupation » (Membre la Cellule de Participation Citoyenne (CPC) de Nikki, 11/06/2018)

Ce comportement des présumés autochtones s'explique par le fait que la question foncière est mal régulée et où le code domanial et foncier entre parfois en contradictions avec les pratiques et les traditions de transactions foncières dans les localités. Dans ces conditions, les tensions émergent dans un contexte de mécanisation embryonnaire de l'agriculture et de migrations inter-régions tendant à prendre de plus en plus une direction Sud-Nord (les populations de la partie méridionale viennent vers le septentrion du pays), et une direction Nord-Ouest-Nord-est/Centre (où les colons agricoles de l'Atacora/Donga émigrent vers le Borgou/Alibori et aussi vers les Collines à la recherche de terres fertiles).

La question de la régulation foncière, dans les contextes actuels marqués par la réforme de la décentralisation, apparaît comme une problématique à enjeux multiples. De nouveaux acteurs y émergent avec de nouvelles dynamiques et pratiques gestionnaires. Ceci complexifie le mode de régulation foncière avec une forte tendance à la bureaucratisation et à la marchandisation des transactions. L'accès à la terre est désormais contrôlé au moyen de l'introduction de nouvelles règles remettant en cause les normes anciennes : au résultat, plusieurs transactions foncières effectuées depuis des générations sont remises en cause. Des terres cédées symboliquement ou données à des tiers sont retirées et parfois revendues à plusieurs acquéreurs à la fois.

« Même les domaines vendus par la mairie sont remis en cause par les propriétaires terriens. Le foncier est un domaine très sensible à Nikki ici. J'avais inséré la question liée à la gestion foncière dans les thématiques de la reddition de comptes, mais cela n'a pas prospéré » (Membre de la Cellule de Participation Citoyenne (CPC) de Nikki, 11/06/2018)

Toutes ces pratiques contribuent à faire du domaine foncier dans les communes un domaine de grande insécurité et de radicalisation des positions. Face à une telle situation d'incertitude foncière, l'autorité communale même prend du recul par rapport aux questions liées au foncier.

Dans certaines localités riveraines des réserves fauniques, l'accès à la terre oppose les communautés aux institutions étatiques ou non étatiques. En effet, dans des localités comme Tanguiéta, Matéri, Kandi la cession de l'essentiel des terres (2/3 du territoire de la commune de Tanguiéta à l'UNESCO) par l'Etat dans le cadre de la création des parcs suscite des contestations et est considérée par les communautés comme une expropriation.



« Le fait que nos aïeux aient vendu la terre [le parc Pendjari] à l'UNESCO pose de sérieux problème dans la mesure où nous ne disposons plus de terre. Parce que lorsque tu veux parler on te dit c'est l'UNESCO. Mais qui est l'UNESCO ? On ne le connaît même pas. Normalement aujourd'hui nous devons demander à l'UNESCO de nous dédommager parce qu'on a la terre mais nous n'y avons pas accès. Là ou moi ça me fait mal, lorsqu'ils sont venus classer ce parc nos parents étaient dedans mais ils n'ont pas tenu compte de leur développement. Ils sont allés couper en laissant nos parents dedans. Une manière de leur dire quitter. C'est ce qui s'est passé (...). Moi je me demande ce que l'Etat est en train de faire pour la population de Tanguiéta. La fois passée nous nous sommes retrouvés à Parakou dans le cadre d'un atelier de 3 jours sur le foncier. Au cours des deux premiers jours de l'atelier les participants ont suggéré que tous les occupants des parcs soient déguerpis. Le troisième jour, j'ai pris la parole et je me suis présenté comme élu local de Tanougou et je leurs ai dit qu'il faut reconnaître qu'il y a les parcs artificiels que les gens ont créés et qui sont détruits par les communautés. Mais chez nous à Tanougou, c'est un parc naturel et nous, nous sommes nés dedans et l'UNESCO est venue nous trouver. Mais s'il faut déguerpir les communautés, nous nous sommes d'accord. Mais il faut que l'Etat nous trouve une autre superficie au niveau du Bénin que nous allons habiter et le problème sera réglé. Autrement nous on préfère mourir sur le site du parc et personne ne pourra venir nous déguerpir. Quelques soit la puissance de la munition qui sera utilisée nous on ne bouge pas on va vous affronter c'est moi qui vous le dis. L'Unesco n'a pas tenu compte de la volonté de la communauté avant de faire ce qui l'arrange et aujourd'hui on vient nous dire de quitter pourquoi ? » (Un élu local, Tanougou, 03/06/2018).

Dans la perspective d'une gestion rationnelle des restes de terres encore accessible aux communautés, et pour éviter les conflits fonciers ayant des conséquences destructrices sur les rapports et la cohésion sociaux, dans certaines communes la question foncière est mise en veilleuse par les autorités communales et celles coutumières, avec interdiction de vente des terres.

A Parakou et à Kandi, les chefs coutumiers luttent pour empêcher leurs « sujets » de vendre les terres, en invoquant leur autorité coutumière sur le foncier. A Parakou par exemple, le roi fit annuler plusieurs transactions foncières entre ses sujets et des ressortissants du Sud. Les enjeux du foncier s'ajoutent désormais à ceux du pouvoir politique et deviennent des sources potentielles de radicalisation et de violence xénophobe.

Dans ces dynamiques de difficile accès au foncier, ce sont les jeunes et les femmes qui apparaissent les plus touchés. Ceci pousse des centaines de jeunes valides à se lancer dans la recherche d'autres alternatives comme la migration vers les pays du Golfe et de l'Afrique du Nord (le Koweït, le Liban, l'Arabie Saoudite, le Qatar, l'Algérie, la Lybie) ou de l'Afrique de l'ouest (le Ghana, le Nigeria). Cette migration massive des jeunes se justifie aussi, en plus du difficile accès à la ressource terre, du fait de l'absence d'opportunités de formation socioprofessionnelle pour les déscolarisés ou non scolarisés, du manque d'opportunités d'insertion socioprofessionnelle dans ces milieux avec comme conséquence la multiplication d'actes délictueux.

« Il est aisé de constater que Djougou est une ville carrefour et l'activité principale est le transport et les quelques riches ont des camions qui vont dans les pays de l'hinterland. C'est également une ville agricole. Mais le paradoxe est qu'il n'existe aucune industrie de transformation et les administrations sont naissantes. Or il s'agit de la 3ème ville la plus peuplée du Bénin. Ce qui fait que nous avons une jeunesse désœuvrée, oisive qui ne veut rien apprendre comme métier et c'est cette situation qui justifie la montée des vols, des cambriolages des vols à main armée ». (Agent de FDS, Djougou, 07/06/2018)

« La précarité des conditions de vie des parents poussent les jeunes à la recherche des portes de sortie, de facilités comme en proposent ces mouvements qui offrent des bourses aux jeunes dont on ne maîtrise pas toujours les idéologies. En dehors de la bourse, chaque étudiant a la possibilité de soumettre un projet de construction de mosquée, de forage et d'école qui est entièrement financé. De même un docteur en théologie reçoit un salaire de son partenaire financier » (Un responsable religieux, Djougou, 07/06/2018).

Cette vulnérabilité des jeunes peut être aussi perçue comme une des conséquences des approches de développement décontextualisées et expérimentées jusque-là. Elles ne semblent pas combler les attentes des jeunes. Ces jeunes se sentent exclus du système productif et sont accablés par le



chômage. Les politiques d'emploi privilégient les diplômés, y compris pour les politiques d'insertion dans l'agriculture avec des exigences de conceptions intellectuelles comme conditions préalables pour accéder aux ressources de production (avec l'obligation par exemple de concevoir des *business plans*). Ils se voient imposés un profil culturel « par le haut » accentué par la politique de détermination des zones agricoles diversement appréciée. Dans ces conditions, beaucoup de jeunes se retrouvent limités dans leur désir d'entreprendre. L'immigration vers le Nigéria ou vers les pays du Golfe à travers les bourses d'études arabes offertes par les mécènes (les élites islamiques ayant étudié dans ces pays arabes) reste une des alternatives à portée de mains.

« La précarité des conditions de vie des parents poussent les jeunes à rechercher des portes de sortie par des facilités comme en proposant ces mouvements qui offrent des bourses aux jeunes dont on ne maîtrise pas toujours les idéologies. En dehors de la bourse, chaque étudiant a la possibilité de soumettre un projet de construction de mosquée, de forage et d'école qui est entièrement financé. De même ce docteur en théologie reçoit un salaire de son partenaire financier » (Propos d'un interlocuteur à Djougou, le 07/06/18).

- **Le manque d'emploi des jeunes comme facteur de radicalisation**

Pour nombre de personnes, le chômage et le sous-emploi constituent également des sujets d'inquiétude très souvent évoqués. L'ampleur du chômage des jeunes est fréquemment évoquée comme une source potentielle de tension sociale. Dans toutes les communes, en particulier, les jeunes sans emploi sont souvent désœuvrés et trainent dans les « *Faada* » (à Malanville) ou assemblées (Kandi) de jour comme de nuit. Ils sont exposés à tous les vices et sont susceptibles d'être des proies faciles et des candidats potentiels à l'intégration de groupes criminels. L'analyse suivante d'un interlocuteur à Kandi soutient une telle éventualité :

« Donc si les autorités locales ne mettent pas en place une politique de développement harmonieux qui puisse permettre aux jeunes désœuvrés de s'insérer professionnellement, il y en a assez nombreux à Kandi qui rôdent autour des mosquées, autour des assemblées populaires et s'il n'y a pas d'alternatives d'activités économiques, c'est que, lorsque la perfusion arabo-islamique qui vient des pays du Golf va un jour s'amenuiser et qu'il n'y aura pas des sources de revenus pour les apaiser dans cette oisiveté, toute étincelle qui va les fédérer pour aller contre notre république, c'est la catastrophe ». (Un Analyste des questions religieuses, Kandi, 31/05/2018)

Il ressort d'ailleurs des entretiens sur le terrain que certains jeunes percevaient mensuellement une somme de quarante mille (40 000) FCFA dans une mosquée à Kandi juste parce qu'ils ont été convaincus d'adhérer à une confrérie *salafiste*. Les importantes mannes financières recueillies par les *leaders* des différentes confréries sont aussi utilisées à des fins rentières pour recruter des fidèles à travers les nombreux chantiers (construction de mosquées, de points d'eau, d'écoles coraniques, de centre de santé, etc.) ouverts çà et là dans les différentes communes. Ces chantiers à haute intensité de main d'œuvre sont des moyens pour offrir de l'emploi mais aussi de mobilisation des jeunes désœuvrés. Ils sont aussi des instruments de conquêtes de nouveaux fidèles, notamment dans les rangs des jeunes non musulmans qui finissent par être convertis à l'islam avec la garantie d'un emploi de plus ou moins longue durée.

« C'est sur les chantiers qu'ils recrutent les jeunes surtout chrétiens qui sont d'abord ouvriers, avant de devenir fidèles musulmans après leurs conversions à l'islam ». (Président d'une Association des Jeunes pour le Développement de Kandi, 1er/06/2018)

En définitive, la situation de précarité généralisée caractérisée par une pauvreté ambiante, la marginalisation et l'exclusion de nombreux jeunes, l'absence d'opportunités d'emploi pour les jeunes, constitue un terreau fertile à leur aliénation, leur endoctrinement et à leur radicalisation. Elle constitue un important facteur capable de rendre ce segment de la société réceptif à l'idéologie

de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Face aux importants et irrésistibles flux financiers en circulation dans ces régions pauvres du pays, offrant d'autres alternatives d'insertion sociale et professionnelle aux jeunes, il n'est pas exclu que, si la situation de précarité persiste, les groupes radicaux voire même terroristes puissent connaître des succès dans leur élan de mobilisation de jeunes. Ces mécanismes de cooptation de nouveaux fidèles dans lesquels s'investissent les *leaders* confrériques donnent le sentiment aux jeunes exclus et désespérés d'appartenir à une communauté de solidarité et de valeur humaine où ils ont l'occasion de combattre les formes d'injustices socioéconomiques et politiques dénoncées au sein de la société globale.

### c) Les facteurs politiques et stratégiques

#### La coopération informelle et florissante entre les Organisations de la Société Civile (OSC) islamiques et les Etats du Golfe

La forte disponibilité et l'accessibilité aux fonds provenant des pays arabes et autres pays africains cités plus haut engendrent la prolifération des organisations ou associations islamiques, lesquelles investissent dans le domaine social avec la construction des mosquées, des forages ou puits à grand diamètre, des écoles islamiques ou encore des centres de santé.

Cette importante manne financière est drainée dans les communautés locales par les nouvelles élites islamiques, celles-là même qu'on appelle en fonction des communes les « *Dan Izada* », les « sunnites », ou « *sunnatché* », les « *ahlal suna* », les « *Sankalami* », ou encore « *Alfas nouveau programme* », « *Alfas projet* », etc. Au-delà des rapports culturels (intellectuels), ils entretiennent également des relations financières avec les pays du Golfe. Ces rapports financiers se traduisent par le financement de microprojets dans le domaine social montés par ces nouvelles élites au terme de leur séjour dans ces pays. C'est probablement cela qui leur vaut une sémiologie populaire telle que « *Alfa Projet* ».

« Les sunnites encore appelés les Sankalami à Nikki ici sont encore désignés par "Alfa de Projet". Ce sont les arabes qui leur donnent le financement. Ils rédigent des projets qu'ils soumettent aux PTF arabes. Nous ne sommes pas associés dans la gestion et ils ne nous donnent rien » (Un Haut dignitaire de la Cour Royale de Nikki, 09/06/2018)

Ces mécènes sont responsables de nombreuses ONGs et associations et dont les missions principales se focalisent sur les aides sociales au profit des communautés. D'importantes ressources financières sont ainsi mobilisées par leur biais et redistribuées à travers les œuvres sociales.

« Au total plus de dix (10) milliards sont mobilisés par an par toutes les 9 associations qui composent notre union de Parakou. Nous avons des bureaux et des annexes partout dans le pays » (Un responsable d'association, Spécialiste des études islamiques et des cultes (PhD), Parakou, 07/06/2018)

# Projet de construction de salles de classes à Nikki par l'Association pour la solidarité sociale



La création des ONG d'aide humanitaire semble être la stratégie appropriée et la condition nécessaire pour bénéficier des fonds de la coopération avec les pays du Golfe. Mais le mode de fonctionnement de ces structures est loin des normes de gouvernance auquel l'on peut s'attendre d'une structure de la société civile. Ce sont dans la pratique d'institutions prête-nom puisque les comptes bancaires par lesquels transitent les fonds seraient au nom des individus. Ils ouvrent les comptes des associations en leur nom au titre de personnalité morale.

« Ils ont des comptes personnels, au nom d'un certain nombre d'ONG. Si cela arrive, ils répondent au nom d'une ONG qui fait des puits, qui construit des écoles, qui réalise des centres de santé. Par exemple, L. a un centre de santé qu'il a construit ici à Kandji. Donc ils font des puits et ils parlent de micro-ONG et ils profitent pour faire des œuvres sociales et recruter des fidèles. Et même il y a des montants qui sont distribués à des alfas. De temps en temps ils disent que l'argent est arrivé de Saoudia [Arabie Saoudite]. Les alfa S. viennent de Nikki pour percevoir 60 000 ou 80 000 » (Un analyste des questions religieuses, Kandji, 31/05/2018)

Ces financements ont permis d'offrir aux populations de nombreuses localités des infrastructures sociocommunitaires réalisées par une dizaine d'ONGs islamiques. Dans la réalisation de ces infrastructures, les puits à grand diamètre et les mosquées semblent être privilégiés puisque ce sont les plus répandus dans les communes parcourues. D'ailleurs, un des interlocuteurs évoque des chiffres significativement parlant sans qu'on ait la preuve tangible ou les moyens de vérifier à savoir : 250 mosquées par an, 1 000 à 1 500 puits par an, 300 à 400 tonnes de riz sont distribuées aux populations par an. Les périodes de ramadan sont les plus utilisées pour développer cette assistance sociale au profit des populations. Ainsi, selon le président de l'une des associations faitières de Parakou, plus de 12 000 plats sont prévus pour la rupture du jeûne à Parakou chaque année.

Toutefois quelques difficultés s'érigent notamment dans le circuit de transfert des ressources. Selon quelques responsables d'ONGs, certaines banques bloqueraient quelquefois les ressources et refusent de les positionner dans leurs comptes. Il s'agit probablement là de la mise en application

des instructions des structures de contrôle de transfert de capitaux telles que la CENTIF ou les institutions financières sous-régionales (UEMOA, BCAO).

« Nous avons des difficultés dans la récupération de nos fonds à la banque. Et c'est l'Etat béninois et les Américains qui sont à la base de ce blocage. Car ils estiment que c'est pour alimenter le terrorisme. Nos comptes sont plusieurs fois bloqués dans les banques. Ce qui fait que les fonds retournent parfois lorsque nous ne les récupérons pas » (Dr. A. G. spécialiste des études islamiques et des cultes, Parakou, 07/06/2018)

« La difficulté principale est la Guerre Froide que mène l'Occident contre l'islam. Cela est lié au problème de transfert des ressources. Les fonds qui quittent les pays du Golfe pour les pays en développement ont des problèmes de transfert. Ils estiment que ce sont les fonds destinés aux terroristes » (Directeur Exécutif d'une ONG à Parakou, 08/06/2018)

Pour contourner ces difficultés de transfert par les circuits bancaires, certains acteurs adoptent une stratégie de transfert par d'autres moyens comme Western Union (cas de certaines transactions à Djougou).

« Par exemple pour le Ramadan, il y a beaucoup de financements. Ce sont ces financements qui sont utilisés pour nourrir les fidèles dans les mosquées lors de la rupture du jeûne. Ces financements passent par les services Western, mais ne passent pas par l'Etat ou les circuits bancaires parce que le retrait est souvent compliqué. Il faut justifier l'origine, la destination et l'expéditeur du financement » (Un responsable de radio locale à Djougou, le 07/06/18).

#### La non-reconnaissance des diplômes arabes obtenus par les nouvelles élites

Nombreux sont ces diplômés des universités des pays arabes frustrés et qui nourrissent un certain mépris à l'égard de l'Etat. Cette frustration vient de ce que l'Etat n'a pas su instaurer un système d'équivalence de ces diplômes arabes au niveau national parce qu'ils ne sont pas sous-tendus, pour la plupart, par le Bac en Français. Pourtant, certains ont obtenu des diplômes de haut niveau : Licence, Master, doctorat dans plusieurs spécialités (linguistique, journalisme, agronomie, grammaire, médecine vétérinaire, philosophie, etc.). Mais ces diplômes obtenus à l'étranger, tout comme ceux délivrés par les écoles coraniques à l'intérieur du pays, ne sont pas reconnus par l'Etat<sup>20</sup>.

« Tous mes amis avec qui j'ai étudié et qui sont de Togo, Ghana, Niger, Nigéria sont reversés dans la fonction publique mais nous, au Bénin rien et notre diplôme ne sert que dans les mosquées pour prêcher ou pour devenir Imam » (Propos d'un encadreur dans une école franco-arabe à Djougou, le 08/06/18).

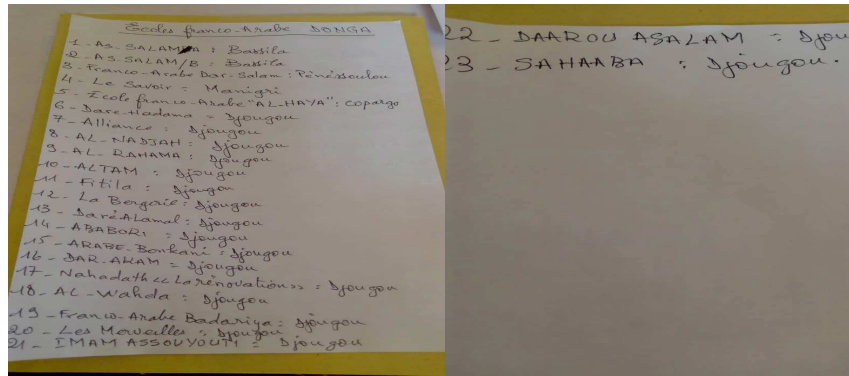
« Ça là, ça a trait au type d'Etat que nous avons. Précisément au Bénin, nous avons ce problème- là. (...) ici nous avons des diplômés en Arabe qui ont fait les autres filières, agronomie ainsi de suite. C'est la langue seulement qui diffère. Mais au Bénin on a le mal que lorsqu'on parle de l'Arabe là, eux ils se disent l'Arabe c'est égal à l'Islam. Et ça a laissé qu'on est marginalisés. Alors que dans les autres pays ce n'est pas comme ça. Le Niger, le Burkina, le Mali, le diplôme ... que vous amenez là, on vous évalue et on vous fait l'équivalence et on vous insère. Mais au Bénin on a ce problème...alors qu'on ne vous demande même pas de nous prendre en tant qu'enseignement islamique. Mais au moins l'Arabe on peut enseigner dans nos collèges comme on enseigne l'Anglais » (Propos d'un Imam et Islamologue à Parakou).

Pourtant, on assiste à une forte reproduction de cette catégorie de diplômés à travers la création des nombreuses écoles islamiques dans la plupart des communes. Pour le moment, elles fonctionnent pour l'essentiel, de façon autonome tant du point de vue de leur organisation calendaire que du point de vue du contenu des curricula. Tout effort d'harmonisation des

<sup>20</sup> Le cas exceptionnel d'un linguiste titulaire du Ph.D arabe recruté à l'Université de Parakou a été toutefois cité, et cela à la surprise de nos interlocuteurs qui se demandent comment a-t-il pu l'être.

programmes avec ceux des écoles laïques publiques ou privées, peut paraître une entreprise périlleuse dans la mesure où l'enseignement se fait dans la plupart de ces écoles, à l'exception des écoles franco-arabes, dans la langue arabe et où les langues locales. C'est justement cela qui pose le problème de reconnaissance et d'équivalence au niveau national des diplômes issus de cette filière de formation.

« Nous avons plusieurs fois rencontré le président de l'Union Islamique en Lybie. Nous lui avons posé le problème de reconnaissance de notre diplôme afin qu'il plaide pour cela, mais rien n'a été fait... » (Un enseignant en langue arabe à Nikki, 10/06/2018)



Liste des écoles Franco-arabes de la Donga, source:  
DDEMP-Atacora –Donga , Djougou 2018

Il est indéniable que ces nouvelles élites islamiques contribuent à la transformation de l'Islam et à la révolution de la vision et de la pratique de nombre de fidèles de cette religion au Bénin. Ils promeuvent certes, un nouvel islam plus puriste et élitiste, mais ils contribuent également à la réalisation des objectifs d'Education Pour Tous et à l'atteinte des ODD. Cependant, ils évoluent dans un système éducatif national sélectif, exclusif à plusieurs égards et faisant preuve d'un manque d'ouverture à leur endroit : non seulement les diplômes obtenus ailleurs par ces nouvelles élites islamiques ne sont pas reconnus, mais l'essentiel des diplômes et autres grades qu'ils délivrent ne sont pas non plus reconnus par l'Etat béninois. Dans ces conditions, ces diplômés des universités arabo-islamiques sont contraints de lutter pour une double légitimité : celle de leur savoir d'une part et celle de leur "droit" en tant que citoyens d'autre part.

« Au Bénin, nous avons le problème d'insertion de nos diplômés. Nous avons plusieurs fois soulevé le problème d'insertion sans avoir gain de cause. Lorsqu'on parle d'Arabe ici, les gens disent que c'est l'islam. Ce qui fait qu'au Bénin on ne veut pas nous insérer dans le circuit professionnel, alors qu'on peut bien enseigner l'Arabe dans les collèges et Lycées » (Un islamologue à Parakou, 06/06/2018)

Un des problèmes auxquels sont confrontés ces établissements d'enseignement arabo-islamiques et même franco-arabes est le manque de données fiables sur la proportion des enfants béninois les fréquentant. Toutefois, de nombreuses études mettent en exergues les difficultés liées à l'éducation coranique et à l'enseignement islamique au Bénin. Ainsi, bien que des réflexions soient engagées au niveau étatique sur la problématique spécifique de ces écoles coraniques, elles demeurent complètement exclues du système éducatif qu'elles soient traditionnelles ou « améliorées ». Ceci fait que les enfants fréquentant ces écoles, tombent dans le domaine de la marginalisation.

Même si l'État reconnaît une place pour les médersas franco-arabes en tant qu'écoles privées confessionnelles au Bénin, force est de constater que de nombreuses médersas (qualifiées d'arabo-islamiques) ne parviennent pas à obtenir une reconnaissance officielle, souvent par manque d'accompagnement dans le processus. De fait, le Bénin se retrouve avec deux types de médersas : celles reconnues par l'État et permettant des passerelles vers les autres établissements d'enseignement (dites franco-arabes) et des médersas non reconnues, dont les diplômes n'ont pas de valeurs aux yeux de l'État et ne permettant pas l'accès à d'autres types d'établissement scolaires (dites arabo-islamiques) (Sagna & Roy, 2017, p. 6).

Dans ce contexte de délégitimation et face à l'absence d'alternative rassurante, les diplômés issus de ces écoles choisissent souvent de poursuivre leurs études dans les pays du Golfe Persique avec l'espoir d'y trouver un moyen d'insertion sociale et professionnelle. Cela contribue peu à améliorer leurs possibilités d'emploi au Bénin. Ceux qui rentrent malgré eux sont soit au chômage, soit ils se convertissent dans d'autres activités informelles, travaillent bénévolement dans leurs anciennes écoles, ou créent leur propre centre de formation. Pour nombre d'acteurs rencontrés, la non-intégration des écoles islamiques dans le système éducatif formel de l'enseignement ainsi que la non-reconnaissance des diplômes qui y sont délivrés relèvent de la discrimination et constituent une violation des droits fondamentaux<sup>21</sup> de la personne humaine (droit à l'éducation, droit à un emploi décent, droit à une vie décente, etc.). Ceci pourrait justifier les interpellations contre l'injustice, les diverses formes de revendication qui dans certains contextes se muent en des actes de radicalisation.

#### d) Les facteurs liés à la défaillance de l'Etat dans ses missions régaliennes

##### La remise en cause de l'Etat et de l'ordre républicain par les citoyens

La longue absence de l'Etat dans les espaces frontaliers contraste avec le profond ancrage des normes religieuses dans les habitudes et les comportements des citoyens. La régulation des rapports sociaux est essentiellement régie par les normes islamiques dans les sites investigués. Ceci génère une désaffection vis-à-vis de l'Etat qui perd toute sa légitimité dans ses fonctions régaliennes de régulation sociale.

« Les écoles islamiques ont été créées bien avant la colonisation et l'Etat. Mais nous ne savons pas pourquoi l'Etat aujourd'hui ne veut pas reconnaître ce que nous faisons dans ces écoles ». (Propos d'un Islamologue à Djougou, le 08/06/18)

« Ici la religion musulmane et le gouvernement s'opposent dans un bras de fer par rapport au mariage de nos filles. Chez nous les musulmans, et suivant les prescriptions du Saint Coran, une fille après trois menstrues doit quitter la maison de ses parents au grand risque de lui apporter malheur. Nous référant à cette prescription islamique, nous marions nos jeunes filles en âge de puberté. Mais, cela n'est pas du goût de l'Etat pour qui, il faut attendre au moins 18 ans pour marier les enfants. Nous n'approuvons pas cette décision parce que nos enfants sont sexuellement actives déjà à la puberté. Quand elles vont à l'école occidentale, elles se retrouvent dans un environnement où elles se donnent aux petits délinquants et c'est pour contracter des grossesses avec tous les corolaires qui s'en suivent. C'est dommage pour l'Etat qui ne comprend pas la logique dans laquelle nous agissons. Nous poursuivons tous le même objectif qui reste le bien-être de l'enfant. C'est l'enfant même qui choisit librement son homme. L'homme ne lui est plus imposé. Au lieu que l'Etat nous accompagne, il se donne même la possibilité de poursuivre et d'enfermer ses parents. Quel monde ! Les gouvernants ne nous donnent pas la possibilité d'en discuter au sein d'un creuset malgré l'interpellation à plusieurs reprises du comité islamique. Les politiques

<sup>21</sup> Il n'est pas superfluous de rappeler que l'article 26 de la Constitution du 11 décembre 1990 interdit toute forme de discrimination entre les citoyens du pays.



veulent à tout prix faire passer leurs lois au détriment des prescriptions coraniques » (Propos d'un Imam à Djougou).

Ces frustrations nourries à l'encontre de l'Etat par les populations engendrent le rejet de celui-ci et de ses symboles dans les localités frontalières : refus d'inscrire les enfants à l'école publique au Bénin et préférence donnée aux écoles coraniques ou franco-arabes ; rejet de la monnaie officielle de l'Etat (FCFA) et préférence pour le Naira ; refus de dédouaner les moyens roulants (motos, véhicules) ou opposition au paiement de toutes taxes douanières au Bénin<sup>22</sup>, etc.

« Dans leur conception, il faut d'abord étudier le coran avant quoi que ce soit. La religion passe avant l'école, et cela s'est matérialisé par le constat amer au CEP 2017 avec plus de 1002 absents parce que cet examen a coïncidé avec la fête de ramadan et les parents ont préféré que leurs enfants fêtent plutôt que d'aller composer ». (Agent de la Direction de l'Enseignement Secondaire et Technique, Djougou ,08/06/2018).

Ces attitudes révèlent la faiblesse du sentiment d'appartenance nationale et pose la problématique de la citoyenneté qui reste à construire entièrement dans les espaces frontaliers. Certains citoyens béninois des frontières préféreraient être régis par le Nigéria, le Niger ou le Burkina –Faso en fonction de leurs positions géographiques respectives. Les raisons principalement évoquées sont l'absence de l'Etat à travers les infrastructures sociocommunitaires ou l'éloignement de celui-ci, le manque d'emplois, les rackets subis de la part des corps de sécurité publique<sup>23</sup>, le laxisme de l'Etat sur certaines questions préoccupantes des frontières qui engendre la perte des terres, des lieux de cultes. Les cas d'Illoua (Malanville), de Kourou/Koalou (Matéri), ou de l'Île de Lété (Karimama) sont rappelés dans les entretiens. Ainsi, à défaut d'un investissement de l'Etat Béninois dans le développement local, des béninois des frontières s'accommodent volontiers de l'action des Etats voisins. Ceci exacerbe les frustrations contre l'Etat au point où certains nourriraient des ambitions d'une autodétermination pour se défendre sans l'Etat.

« Les populations de notre zone frontalière ont l'impression d'être abandonnées à elles-mêmes par l'Etat ; la frustration grandit de jour en jour contre l'Etat et des idées d'entreprendre des actions pour se faire entendre commencent à germer dans certaines parties de la population » (Propos d'un chef de village à Matéri, le 06/06/18).

Dans ces contextes d'Etat faible où les normes religieuses semblent l'emporter sur les règles de la République, la laïcité de l'Etat peut apparaître parfois comme un tremplin pour certains courants religieux pour troubler l'ordre public au sein des communautés. D'ailleurs cette idée alimente les inquiétudes de certains citoyens quant à la capacité de l'Etat à exercer une supervision appropriée des groupes religieux. Parfois, le pouvoir public semble vouloir éviter d'irriter les chefs et fidèles religieux, préférant ne pas agir même lorsque la liberté de pratique religieuse va à l'encontre des droits d'autres citoyens. Le facteur religieux est donc un levier sensible sur lequel les autorités hésitent à agir de peur de s'aliéner les fidèles. Toute intervention de l'Etat dans ce domaine peut entraîner des réactions violentes, notamment lorsqu'elle se traduit par l'usage excessif de la force.

C'est ainsi que certaines initiatives de l'Etat visant à fédérer autour du principe de laïcité, à travers la définition de règles de conduite, suscitent des tensions. La question du port de signes religieux, notamment dans les écoles publiques laïques à Kandi, Parakou, Djougou ou à Malanville en est une

<sup>22</sup> Cette attitude est notée dans toutes les localités ayant une frontière avec le Nigéria ou le Niger. Elle constitue un point d'achoppement fréquent entre les agents de la douane et les populations locales.

<sup>23</sup> Les multiples pratiques de rackets et les postes de contrôle aux frontières où sont rançonnés les usagers sont dénoncés par ces derniers.



parfaite illustration. Quelques acteurs fustigent et dénoncent le renvoi de jeunes filles portant le voile pendant que certaines tenues considérées comme "indécentes" sont tolérées dans les écoles. C'est aussi le cas de la règle qui prescrit la coupe des cheveux pour les jeunes filles des collèges, jugée par certains fidèles comme contraire aux prescriptions de l'Islam. Pour certains musulmans, une fille qui coupe les cheveux est semblable à un homme et cela est proscrit en Islam.

« Il y a une discrimination qui se fait par rapport au port de voile dans les collèges. Les sœurs religieuses catholiques ne sont pas interdites de porter les voiles, mais nos sœurs musulmanes ne doivent pas en porter » (Un ancien responsable d'association de jeunes musulmans, Parakou, le 07/06/2018).

« Alors que le port de voile est une obligation pour la jeune fille musulmane, on essaye de les sensibiliser contre leur gré. Certains enseignants les qualifient de *Boko Haram* ou de *Kamikaze*. Même ma sœur en a été victime » (Un Coordonnateur d'Association Culturelle de jeunes Musulmans à Parakou, le 07/06/2018).

Cette règle perçue comme une discrimination crée un sentiment d'injustice et de frustration susceptible d'être exploité dans des contextes marqués par de fortes capacités d'adhésion et de mobilisations des associations religieuses et de jeunes musulmans. Certains musulmans considèrent que les lois qui régissent l'école n'autorisent pas un chef d'établissement à interdire aux élèves le port de signes religieux.

« Plusieurs fois nous avons échangé avec le recteur sur les uniformes des jeunes filles musulmanes. La loi n'interdit pas le port des voiles dans les universités » (Un spécialiste des études islamiques et des cultes, Parakou, 07/06/2018).

Ces interdits sont vécus comme la manifestation d'une haine et de l'intolérance religieuse et surtout d'une certaine « islamophobie ». Face à la timidité de l'Etat, campé sur le principe de laïcité et s'abstenant d'intervenir dans la régulation des rapports entre le domaine religieux et le domaine public, ces frustrations, si elles persistent, risquent de conduire à l'expression de formes de radicalisation et d'extrémisme. En l'absence d'une définition participative claire et contextualisée des règles vestimentaires dans les établissements publics et d'une orientation précise à l'endroit des chefs d'établissements, il existe un risque que dans ces situations de stigmatisation et d'arbitraire l'on aboutisse à un regain de tensions intercommunautaires entre les musulmans et les fidèles des autres confessions religieuses, les premiers se sentant marginalisés au profit des seconds. Et tout cela peut constituer une source potentielle de radicalisation.

#### La porosité des frontières et l'insuffisance de moyens de surveillance

Les efforts de l'Etat sont portés sur les dynamiques de sécurisation des frontières. La Politique nationale de développement des espaces frontaliers (PNDEF) a fixé les ambitions de l'Etat dans la sécurisation et le développement socio-économique des espaces frontaliers. Dans ce cadre, plusieurs postes de police sont créés parmi lesquels figurent neuf (09) Unités Spéciales de Surveillance des Frontières. Au regard du besoin, de la pression exercée par les pays voisins et des menaces potentielles de filiales criminelles opérant dans les pays voisins, le nombre de ces postes reste toutefois insuffisant. Seulement le quart (1/4) des communes frontalières est doté de cette force spéciale. Par contre, le Niger et le Nigeria disposent de camps militaires à proximité des frontières (à moins de 10 km), en plus des autres unités de la police et de la gendarmerie. La plupart des éléments des FDS béninois que nous avons rencontrés ne semblent pas être satisfaits de leurs conditions de travail. Ils se disent être victimes d'une insuffisance de moyens d'action dans leur fonction quotidienne de surveillance des frontières et de sécurisation des biens et des personnes. Par exemple, ils déplorent l'absence de pirogue, pour la police républicaine et pour la douane,

permettant d'organiser des patrouilles sur le fleuve Niger ou sur la rivière Pendjari. La marine installée autour du fleuve Niger fait face à l'insuffisance de personnel et d'équipement pour le vaste espace à contrôler. Ceci engendre un faible contrôle des frontières fluviales. Pour le moment les différents éléments des FDS sont principalement positionnés sur les frontières terrestres les plus empruntées par les usagers. Plusieurs voies secondaires et les voies fluviales ne sont pas surveillées.

#### L'insuffisance organisationnelle des renseignements

Il se traduit par un retard organisationnel du dispositif de surveillance et de sécurisation des espaces frontaliers, y compris ceux qui renferment des réserves naturelles ou minières. On peut évoquer le cas de la réserve de fer de *Golo Banda* à Madécali (frontière entre le Bénin et le Nigéria). Elle fait objet de tractations et de convoitises de la part du Nigéria avec plusieurs incursions militaires dans la région. La manifestation de l'intérêt de l'Etat béninois pour cet espace est très récente (moins de 10 ans), notamment avec les réalisations de l'ABeGIEF. En effet, grâce à l'ABeGIEF le village d'Illoua (à la frontière avec le Nigéria) a pu bénéficier d'un commissariat de police, d'une unité de gendarmerie, d'une école, d'un centre d'amitié Bénin-Niger-Nigéria et même, exceptionnellement, d'une mosquée au profit des populations. En plus, depuis 2015, un poste autonome de douane est installé à cette frontière.

« Avec la réalisation de ces infrastructures, nos populations se sentent béninoises. Parce que par le passé, chaque année en tout cas, on ne fait pas deux mois sans que les forces de sécurité du Nigéria ne viennent menacer nos populations... » (Propos d'un élu local à Malanville).

Toutefois, la situation de faible contrôle sur les espaces fluviaux béninois et sur le développement du trafic fluvial et les enjeux de protection des ressources fluviales et minières est un constat flagrant aux frontières.

Cette attitude de l'Etat peut être le résultat de l'insuffisance organisationnelle des renseignements. En effet, ceux-ci mettent faiblement l'accent sur les fonctions importantes liées à la préparation et au retour d'informations du terrain sur les perceptions des citoyens sur les décisions publiques. Le faible niveau de capitalisation et d'opérationnalisation des informations issues des renseignements pour promouvoir des actions stratégiques de développement des communautés constitue un handicap dans le maillage des territoires frontaliers par des actions marquant la présence de l'Etat : on observe plus de militarisation que d'offre de services sociaux de base et de création d'emplois. Ceci se traduit par une négligence du rôle du renseignement dans les démarches d'animation du territoire, de responsabilisation de chaque communauté et d'analyse de perception des citoyens sur l'attitude de l'Etat ou sur ces réformes, voire sur des services à divers niveaux. Ainsi, le système de renseignement apparaît comme éloigné des citoyens et de la vie quotidienne des populations. Il souffre d'une insuffisance d'ancrage sociétal et reste attaché aux aspects sécuritaires. Toutefois dans certains cas, il repose sur des relais locaux issus de la communauté. Mais ceux-ci sont facilement identifiables et peu rigoureux sur la confidentialité des informations. Ils sont connus et se positionnent dans certaines communes frontalières comme des agents de police ordinaire avec l'érection de *check-points* le long des axes routiers.

## VI. LES FOYERS DE RADICALISATION : LES PORTEURS ET LES FACTEURS D'AGGRAVATION

Plusieurs communes parmi les sites d'enquêtes présentent des risques de radicalisation et sont exposées aux menaces venant de l'extérieur pour certaines d'entre elles et de l'intérieur pour

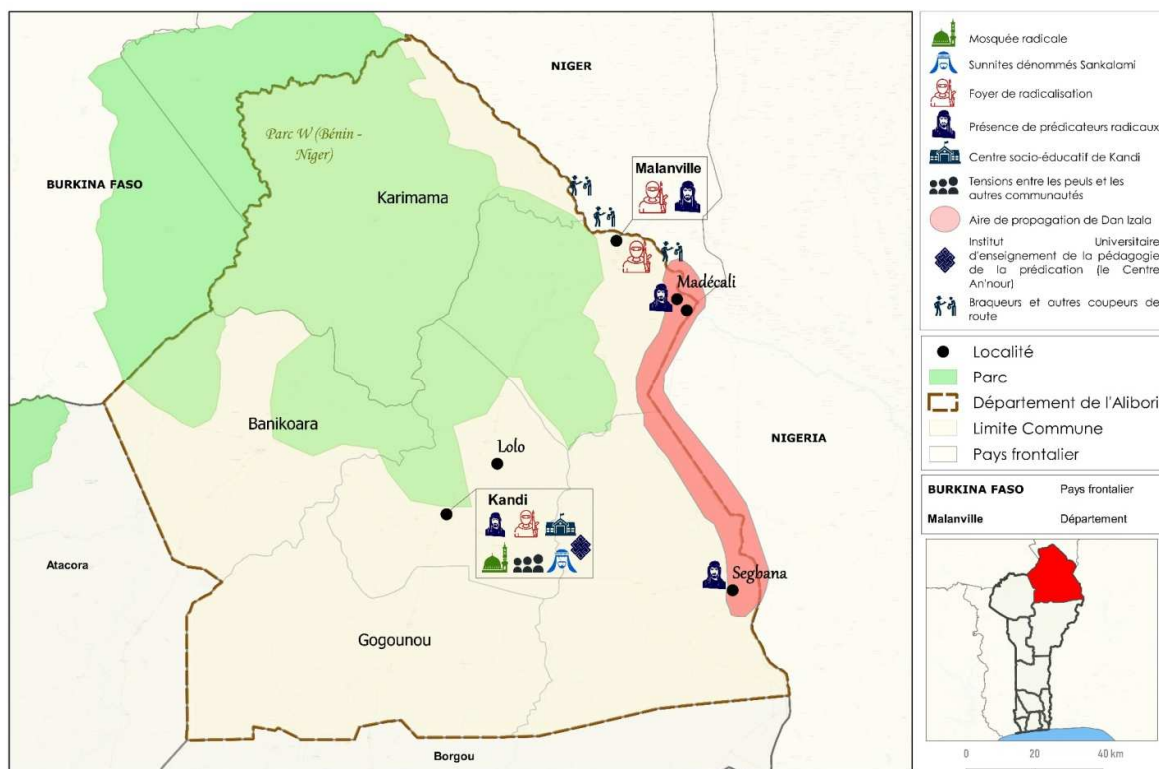
d'autres. Mais toutes ne sont pas logées à la même enseigne en cette matière. Les communes de Djougou, Tanguéta, Malanville, Nikki et Kandi semblent être les plus exposées.

#### a) Les communes sous menaces extérieures

##### Malanville : le développement de la secte *Dan Izala* mérite attention

La commune de Malanville est caractérisée principalement par la coexistence des *Tidjaniyya* et des *Sounantche* appelés localement *Dan Izala* (en Haoussa) ou *Izala Izey* (en Dendi). Même si les *Izala* sont moins nombreux, ils sont une minorité qualitative en ce sens qu'ils regroupent les élites formées dans les universités et instituts modernes des pays Arabes. Ces élites sont promotrices d'ONG et engagées dans des actions humanitaires grâce aux financements obtenus des pays arabes où ils ont étudié. Leur proximité géographique, sociale et idéologique avec le Nigéria et le Niger favorise des interconnexions avec leurs homologues de ces pays. La plupart des *leaders Izala* sont d'origine nigérienne, nigériane ou malienne. L'organisation de prêches communs de part et d'autre des trois pays (Bénin, Niger, Nigéria), les invitations de prêcheurs venant de ces pays sont autant de moyens de diffusion des idéologies et des attitudes de radicalisation. La prolifération du phénomène des enfants talibés constitue un terreau fertile pour l'endoctrinement et la radicalisation. Toutefois, les autorités communales et la police républicaine ont mis en place un système de contrôle et de veille pour minimiser les risques, même si cette mesure comporte des insuffisances et n'empêche pas l'existence ou l'émergence d'acteurs sensibles (cf. cartes ci-jointe).

Bénin - Acteurs sensibles dans l'Alibori



### Nikki : la proximité avec le Nigéria et l'organisation de la *Gaani* appellent à la vigilance

Cette commune est à l'image de Malanville et a des proximités sociales et idéologiques avec le Nigéria. Ici, comme dans les autres communes, ce sont les élites salafistes minoritaires qui se font remarquer. Grâce à leur connexion avec les Etats du Golfe, ils drainent des ressources importantes pour financer les infrastructures sociocommunitaires, les mosquées et les écoles coraniques. La commune dispose d'une grande école régionale franco-arabe qui produit beaucoup de ces nouvelles élites boursières qui partent se former dans les pays du Golfe. C'est une des communes à fort taux de concentration de mosquées dans le Borgou. Au-delà de la radicalisation interne des nouvelles élites autochtones, son exposition au risque tient aussi à l'organisation annuelle de la fête culturelle appelée *Gaani*. Celle-ci regroupe chaque année tous les *baribas*<sup>24</sup> de la sous-région dont une large partie vient du Nigéria.

« Depuis qu'on parle de *Boko Haram* du côté du Nigeria, nous n'avons plus la paix du cœur à Nikki ici. Il y a la fête de la *Gaani* qui rassemble les deux peuples frontaliers chaque année à Nikki. Cela peut être une source d'infiltration des extrémistes dans notre commune » (Un responsable de service à la mairie de Nikki, 08/06/2018)

Les entretiens ont révélé d'ailleurs qu'en 2014, un terroriste aurait séjourné dans la ville à l'occasion de cette manifestation culturelle. Nikki constitue un espace de circulation d'acteurs sensibles provenant du Nigéria pour l'essentiel (voir la carte des acteurs sensibles suivante).



Le « Cours des sciences arabiques et de la culture islamique » à Nikki

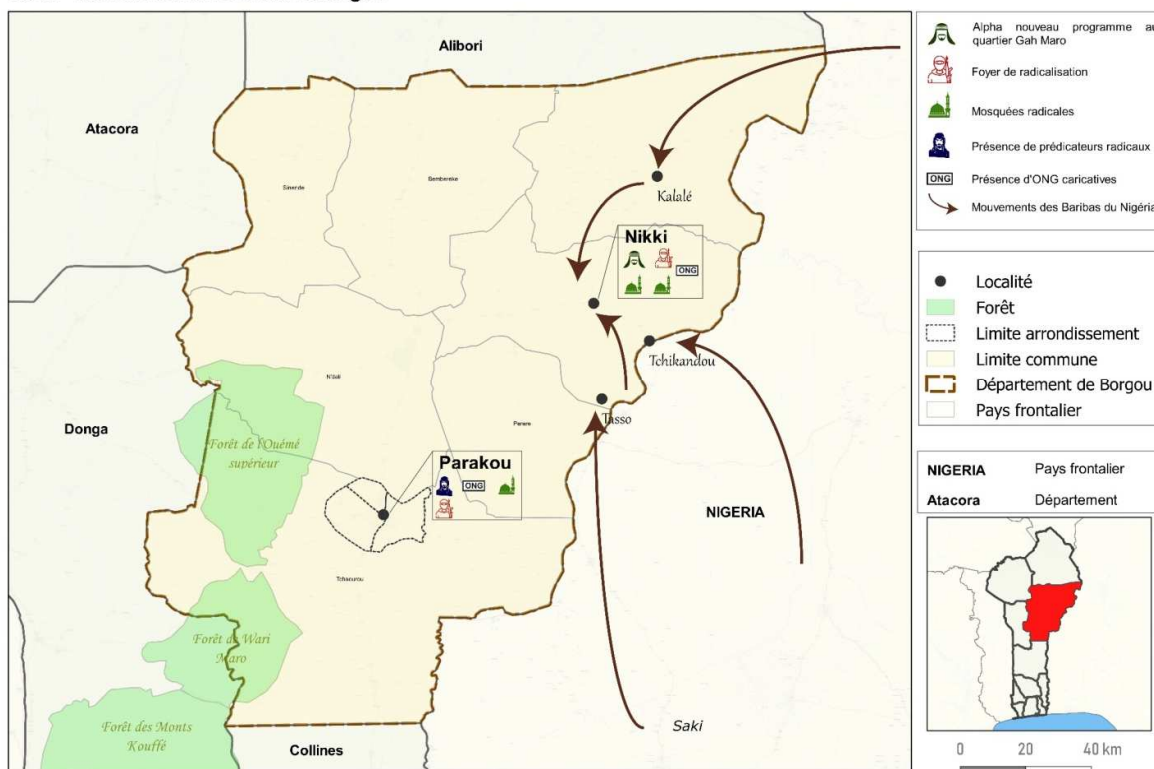
<sup>24</sup> Groupe socioculturel majoritaire du département du Borgou au Nord du Bénin



## Parakou : une tension en apparence maîtrisée mais qui interpelle tout de même

La commune de Parakou est aussi marquée par la diversité des courants islamiques et des prêches radicaux. Certaines mosquées sont souvent citées comme étant des espaces de radicalisation et d'endoctrinement de la jeunesse. Tout comme dans les autres communes, Parakou abrite des ONG et des mécènes qui sont présents dans les champs de l'action sociale et humanitaire, notamment dans le secteur de l'éducation, de la santé et de la protection de l'enfance vulnérable et de la prévention contre la radicalisation. Par contre, les conflits entre les divers courants sont moins accentués et quand ils surviennent les acteurs recourent à des mécanismes de médiation traditionnels pour en atténuer les effets. Globalement, il semble régner une certaine cohésion entre ces divers courants. Mais cette cohésion apparaît précaire dans la mesure où certains *leaders* font preuve d'une radicalisation de plus en plus prononcée se traduisant par des violences verbales et parfois des affrontements. Par ailleurs, la proximité avec le Nigéria et le développement du phénomène des talibés sont autant de facteurs susceptibles d'influencer le contexte local. Enfin, le fait que Parakou abrite la plupart des symboles de l'Etat au niveau départemental constitue un facteur de risque non négligeable. A l'instar de Nikki, cette commune comporte également des acteurs sensibles comme on peut le voir sur la carte ci-après.

Bénin - Acteurs sensibles dans le Borgou



## b) Les communes sous menaces intérieures

### Djougou : entre la multiplicité des confréries et l'hostilité vis-à-vis de l'ordre républicain

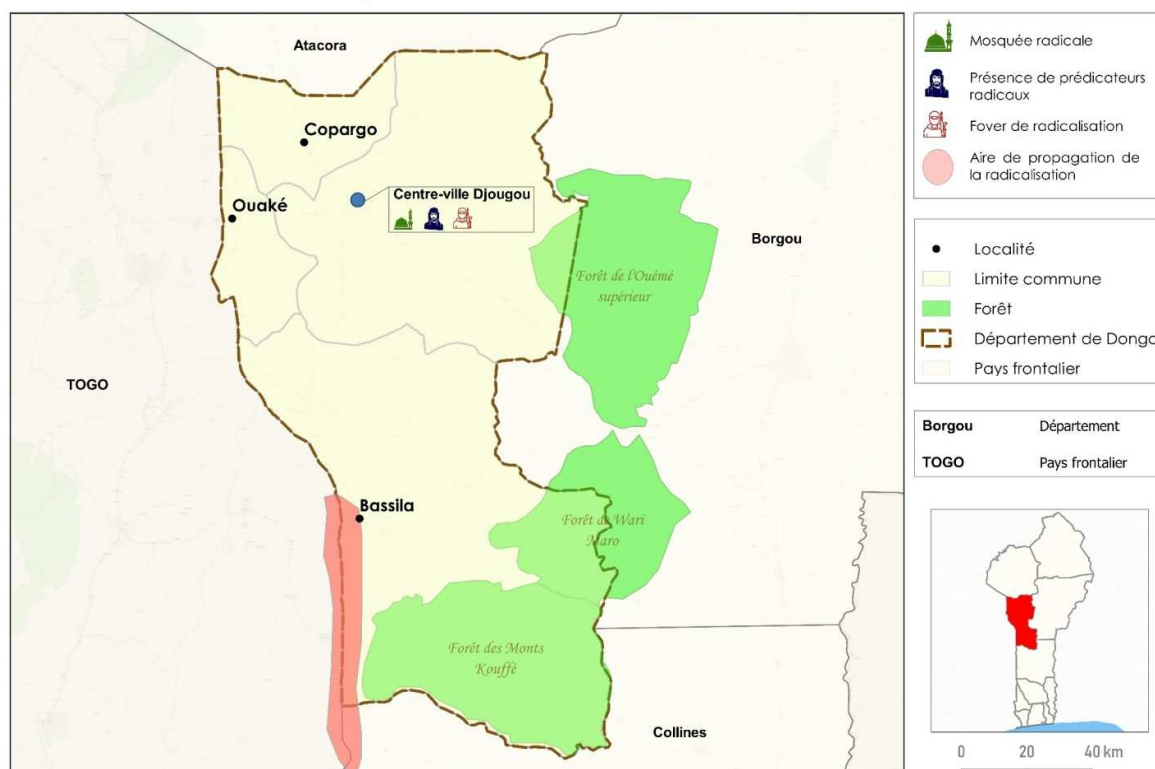
La commune de Djougou est située à environ 461 km de Cotonou (Nord-Ouest). Elle abrite le chef-lieu du département de la Donga et couvre une superficie de 3.966 km<sup>2</sup>. Ancien carrefour caravanier, son appellation traditionnelle est « Zougou » (grande forêt). Il est demeuré jusqu'à nos

jours un grand centre commercial. Deuxième commune plus peuplée du Nord Bénin après Parakou, Djougou est de par sa position un point de rencontre de plusieurs peuples à savoir Yorwa, Dendi, Peulh, Yoroa, Gourmantché, Bètamaribè et Baatombu (ou Bariba).

Cette commune dispose d'une superficie cultivée représentant 35,7 % du territoire. Les religions pratiquées sont les suivantes : l'Islam 72,3% ; le catholicisme 8,1% ; les religions traditionnelles 6,9 % ; le protestantisme 2,8%. Divers autres cultes sont pratiqués par 9,9 % de la population. Il existe entre ces différents cultes une cohabitation tantôt pacifique tantôt tumultueuse. Selon les résultats du quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH4), la population de Djougou en 2018, est estimée à 309 184 habitants (ce qui fait d'elle la commune la plus peuplée du département de la Donga) avec un taux d'accroissement censitaire de 3,48% par rapport à 2002. 30% de la population est alphabétisée toutes langues confondues alors que le niveau de scolarisation est estimé à 58,7%. Djougou est une commune de forte émigration vers les pays limitrophes, les pays arabes et en Europe (Allemagne et Italie) avec plus de 60% de jeunes et un taux de pauvreté humaine avoisinant les 47%.

La commune de Djougou est exposée à un fort risque de radicalisation en raison de la multiplicité des courants religieux et de l'intolérance qui les caractérise. Le risque provient de leur opposition les uns aux autres et du rejet de l'Etat et de ses symboles qui les particularise. Le développement récent du fanatisme et de l'intolérance est préoccupant dans cette commune qui connaît une forte islamisation et une forte émigration des jeunes vers les pays arabes. C'est la commune où le départ pour les pays arabes est le plus structuré, organisé et constitue un projet de vie pour les jeunes. Plusieurs interlocuteurs soulignent le caractère virulent des prêches dans les nouvelles mosquées de Djougou. Ceci aurait amené les autorités locales à interdire des prêches dans deux mosquées reconnues comme prônant la violence et l'intolérance. Plusieurs prédicateurs seraient suivis par les services de renseignements dans cette commune en raison du fait qu'ils constituent des acteurs sensibles (cf. carte ci-après).

## Bénin - Acteurs sensibles dans le Donga



Les statistiques recueillies sur le terrain révèlent que Djougou est aussi caractérisée par une forte concentration d'écoles coraniques (153), de mosquées (312) et d'écoles franco-arabes (entre 15 et 18<sup>25</sup> de niveau primaire et 4 de niveau secondaire). La plupart de ces écoles ne sont pas reconnues par les autorités communales et officient dans l'informel. Ces dernières n'ont d'ailleurs pas une idée de ces chiffres en raison des rapports collaboration difficiles et de la méfiance dont elles font objet vis-à-vis des responsables musulmans. Il se développe également à Djougou un sentiment antichrétien qui devient de plus en plus inquiétant et qui se manifeste par la construction de mosquées à proximité des églises pour marquer le territoire. Les entretiens ont rapporté que par le passé des chrétiens ont été lapidés dans cette ville.

<sup>25</sup> D'après les statistiques disponibles auprès du Commissariat central de Djougou (en date du 18 avril 2018), il existe 15 écoles islamiques reconnues mais dont les sources de financement ne sont pas connues. Ces 15 écoles totalisent 8498 élèves. Par contre les chiffres disponibles auprès de la Direction départementale des enseignants primaire et maternel (DDEMP) font état de 18 écoles islamiques à Djougou. La divergence au niveau de ces chiffres (y compris auprès des structures étatiques) pose la nécessité d'un recensement exhaustif du nombre des écoles et des lieux de cultes dans toutes les communes.



## Références des écoles islamiques de Djougou

UNION DES ASSOCIATIONS  
ET  
DES ORGANISMES ISLAMQUES  
Comité Chargé de l'Education  
et de la Culture

Réf :

Date :

12/04/2018

شركة التعليم

اتحاد الجمعيات والمؤسسات الإسلامية  
لجنة التربية والثقافة  
جوشو - بنين

رقم :

تاريخ :

LES REFERENCES DES ECOLES ISLAMQUES DE DJOUGOU

N°	Noms de l'école	Nom du Fondateur	Nom du propriétaire des lieux	Nombre d'enseignant	Nombre d'élève	Lieu	Source de financement
01	Ecole Islamique de Djougou (AITAM)	EL-HADI ISSA YARI	U.A.O.T	12	1300	ALFA ISSA	Néant
02	Centre d'Etude Islamique (du C1 - 1 <sup>re</sup> )	EL-HADI TAMIMOU ADAM MOUHAMED AWALI	EL-HADI TAMIMOU ADAM	20	1960	Zongo	Néant
03	Ecole AL-DJAMIOU pour les Etudes Islamiques	HAROUNE KPEMA	HAROUNE KPEMA	12	1100	Batoulou	Néant
04	DAR-ARKAM	YARI SALIOU Imrana	BAPARAPÉ/ DJOUGOU	12	960	DJOUGOU 3 /BAPARAPÉ	Néant
05	Institut de cour secondaire pour l'éducation et l'enseignement DJOUGOU	EL-HADI Moudim Djibril Hamidou	ALFA DJIBRIL HAMIDOU	20	600	SANAWI	Néant
06	Ecole Alwahda pour l'étude arabe et islamique	YOUSSEF M. AMINOU	Famille Djiwa	12	550	TAIFA	Néant
07	Centre culturel pour l'éducation	TIDJANI HAROUNE ABDOUL-KARIM	TIDJANI HAROUNE ABDOUL-KARIM	10	200	Soubroukou	Néant
08	Ecole Imame-Mandé	DAOUDA SATAROU	DAOUDA SATAROU	10	420	Imame-Mandé	Néant
09	Centre Mouhamed Ziaïb	ABDOURAOUF IBRAHIM	ALFA MAMOY	10	200	SANAWI 2	Néant
10	Ecole Ali Ben Abi Talib	ACHIROU ROUFAI	ACHIROU ROUFAI	10	207	TEPABA	Néant
11	Ecole Nouria	AMADOU ZAKARIA	EL-HADI SABAM	10	211	Batoulou	Néant
12	Ecole Sindjou-Dine	BACHIR DJIBRIL SANDA	IDRISSOU BONI	10	400	Lemam-Kofa	Néant
13	Institut Abibakkar-Sidik	Aboubakar Abdoul Karim	Association du Saint coran	06	160	Gah	Néant
14	Institut supérieur et principes religieuses	Aboubakar Abdoul Karim	Aboubakar Abdoul Karim	06	50	Gah	Association du Saint coran
15	Ecole Arabeque Islamique de Djougou	ISSA CISSE	ISSA CISSE	07	180	Sassirou	Néant

### Kandi : les tensions et oppositions inter-confrériques deviennent préoccupantes

Cette commune est caractérisée par la coexistence de plusieurs courants religieux à savoir les *Tidjaniyya*, les *Sounantche*, les *Chiyya*, les *Ahmadiyya*, les *Tab'lik*, les *Gaoussou*. En dehors des *Tidjaniyya*, des *Gaoussou* et des *Ahmadiyya* qui prônent le pardon et la non-violence, toutes les autres tendances sont considérées localement comme prônant un Islam rigoriste, intransigeant, radical. Ces dernières sont généralement à la base des conflits inter-confrériques qui contribuent non pas à la cohésion de l'Islam mais à son éclatement en plusieurs sous-groupes antagonistes. Les oppositions fortes sont souvent observées entre l'ordre soufi de la *Tidjaniyya* et les sunnites de tendance *wahhabite*.

« A Kandi, contrairement au passé où les tensions étaient interreligieuses, aujourd'hui nous avons des tensions intra religieuses. De nos jours, au niveau de Kandi qui est une société fortement islamisée, c'est des guerres entre des courants qui aboutissent aujourd'hui à des radicalisations voire à des tensions » (Un analyste des questions religieuses, Kandi, 31/05/2018)

Généralement, les responsables religieux promeuvent la tolérance dans les discours et les sermons. Cependant, quelques situations sont évoquées où certains *leaders* religieux avaient dénigré d'autres confessions religieuses ou d'autres chefs au sein de la même confession musulmane. Par exemple, des chefs religieux ou des lieux de cultes sont pointés comme s'illustrant par une certaine arrogance et une intolérance radicale et prononçant parfois des sermons incitant à la haine vis-à-vis des autres non musulmans ou appartenant à d'autres confréries musulmanes.

« Il y a une mosquée à Kandi ici où l'imam a une certaine radicalité dans ses prêches, contre l'islam classique » (M. O. G. responsable administratif à Kandi, 30/05/2018)

Ainsi, dans cette commune plusieurs conflits ont été déjà enregistrés, y compris des agressions physiques entre différentes tendances religieuses. Certains *leaders* et leurs lieux de cultes seraient déjà fichés et suivis par les services de renseignements béninois comme de potentiels vecteurs de violence. Certains parmi eux sont même interdits d'accès aux médias locaux en raison de la violence

de leurs prêches. Par ailleurs, la multitude d'ONGs et de mécènes entretenant des rapports intellectuels et financiers avec les pays du Golfe constitue un facteur de risque potentiel. Ces acteurs drainent d'importantes ressources financières dont une partie est investie dans la construction d'écoles coraniques et franco-arabes et dans la réalisation des infrastructures sociocommunautaires au profit des populations. La plupart y gagnent leur rétribution et s'assurent une vie matérielle extraordinairement élevée.

Centre socio-éducatif de Kandi



Dans la commune de Kandi, il y a un fort risque d'élévation du niveau d'endoctrinement de la jeunesse désœuvrée mais opportuniste sous en raison de l'influence grandissante des nouvelles élites musulmanes venues des Etats du Golf nanties d'un capital culturel, financier et relationnel important. L'impact de ces mécènes est d'autant plus important sur les jeunes qu'ils investissent même dans leur vie privée si les jeunes acceptent de se conformer à leur idéologie religieuse. Ceci désorganise les rapports familiaux entre les jeunes et leurs proches : certains jeunes se verraient octroyer d'importantes sommes d'argent gratuitement, se verraient acheter des motos et même construire des maisons modernes avec la seule condition qu'ils acceptent d'embrasser le nouvel islam promu. Kandi abrite aussi un Institut sous-régional d'enseignement de la pédagogie de la prédication. Il est financé par des pays Arabes et l'organisation des Frères Musulmans. Il reçoit des étudiants venant de tous les pays de la sous-région de l'Afrique Noire (Niger, Tchad, Burkina (Faso, Côte-d'Ivoire, etc.).

[Les communes de Natitingou, Tanguiéta et Matéri : entre conflits interethniques et frustrations vis-à-vis de l'Etat et de ses réformes](#)

Ces communes sont moins exposées aux conflits d'origine religieuse. Elles sont caractérisées par une uniformité de courant islamique (le courant *Tidjaniyya*, plus tolérant). L'islamisation y est récente et de ce fait, elles ont peu de contact avec les pays musulmans, notamment les pays où l'on

pratique l'islam radical. Par contre, ce sont des communes où les conflits entre groupes socioculturels, les conflits fonciers et les exclusions basées sur les statuts sociaux d'autochtones versus allochtones ou encore les frustrations liées à la privatisation jugée exclusive du Parc Pendjari sont fréquentes et violentes. La multiplicité des groupes socioculturels, la délimitation du Parc et des autres espaces touristiques qui couvrent l'essentiel de la superficie cultivable de ces communes, les diverses formes d'exclusion des populations dans l'accès et la jouissance des ressources générées par le parc, la montée des sentiments d'abandon par l'Etat, les empiètements des pays voisins sur leurs terres sont autant de facteurs de frustrations vécus par les communautés locales. Ces facteurs sont susceptibles de conduire à des formes de radicalisation et de rébellion contre les autorités publiques responsables des réformes de privatisation du parc ayant engendré leur exclusion.

La (...) situation de frustration est relative aux conséquences sociales de la concession du parc à une gestion privée. Selon les acteurs locaux rencontrés sur ce dossier, en plus de l'incertitude sur leur rôle dans le nouveau dispositif de gestion, les pratiques de sécurisation des nouveaux gardes chasses (*Rangers*) envers les populations riveraines apparaissent très violentes et excessives (Extrait du rapport de Matéri produit dans le cadre de cette recherche).

La commune de Tanguéta est particulièrement touchée par ces types de conflits : l'arrondissement de Taiacou est marqué par la récurrence de l'insécurité et des conflits (vols à main armée, conflits fonciers, conflits entre éleveurs et agriculteurs, enlèvements de personnes, etc.). Il en est de même de l'arrondissement de Tanougou situé dans la zone cynégétique du Parc Pendjari. Le conflit de février 2018 et l'affaire du Capitaine Tréko sont des signes de cette radicalisation et de la non-adhésion des acteurs locaux aux réformes engagées par l'Etat dans le domaine touristique. Il y a aussi dans la commune de Tanguéta des conflits interreligieux, notamment entre les chrétiens évangéliques et les adeptes des religions endogènes. En effet, les pratiquant des religions traditionnelles sont majoritaires et se remarquent à travers plusieurs cérémonies d'initiation organisées périodiquement. Ces cérémonies durent entre 1 à 2 mois et sont assorties d'interdits comme : interdiction du tam-tam, interdiction de sorties nocturnes de peur de rencontrer les néophytes. Les évangélistes respectant peu ces tabous, il se solde par des soulèvements de population tendant à expulser les chrétiens évangélistes peu nombreux dans le village en question.

### Étude de cas : Conflits autour de la gestion du parc Pendjari à Tanguéta, origines et faits

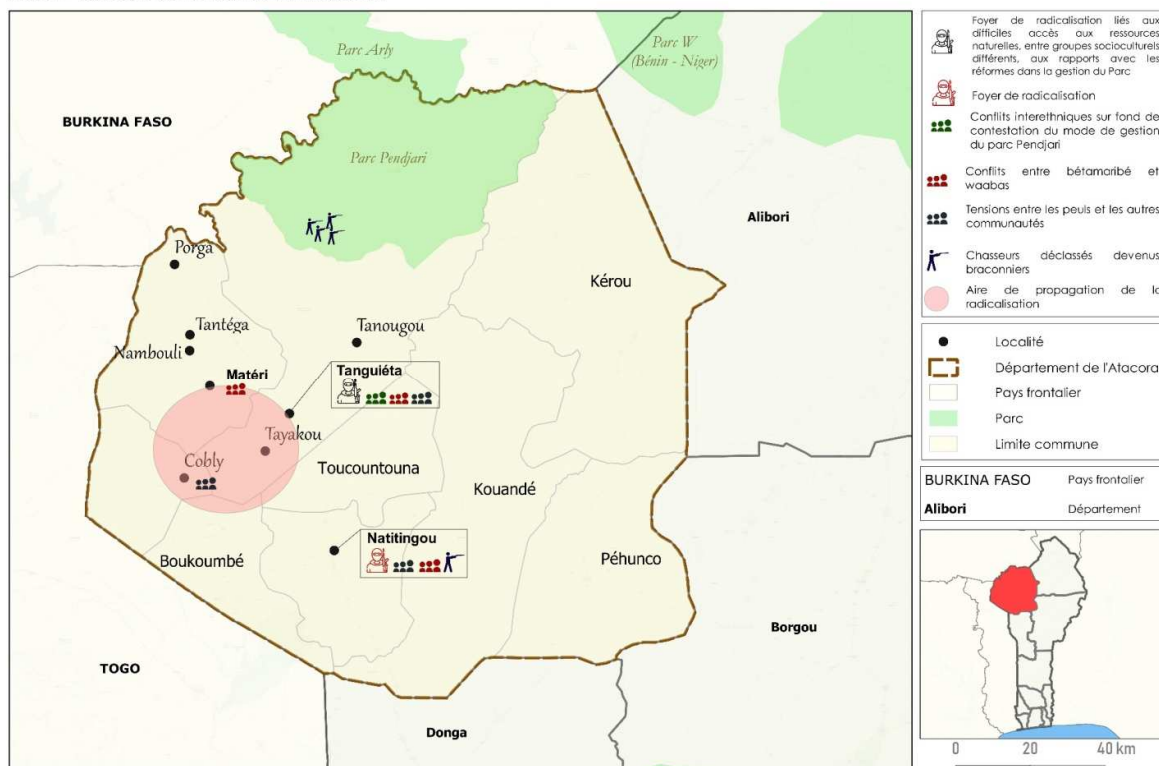
African Parks Network (APN) est le nouveau gestionnaire du Parc Pendjari. Il a mis en place des règles restrictives : interdictions formelles de la pratique de chasse à la battue, autres activités d'exploitation des ressources dans la zone cynégétique sans autorisation. Ces règles sont mal perçues par les riverains, notamment le clan des chasseurs, qui les vivent comme une forme d'injustice à leur égard alors même que la chasse est autorisée à certaines personnes expatriées privilégiées. Ceux-ci recrutent même des locaux pour les accompagner à la chasse. Ainsi, en février 2018, les chasseurs traditionnels de Tanguéta, bravent les interdictions fixées par l'APN. Ils y organisent une partie de chasse à la battue. Ils sont surpris dans le Parc par les rangers d'APN qui saisissent leurs motos et les envoient en fourrière au commissariat. Informés de la situation et sans attendre le retour des chasseurs, les parents de ces derniers se mobilisent pour bloquer la voie inter- Etat en y brûlant des pneus. La tension monte à la sortie des chasseurs du Parc. Les membres de la communauté se rendent dans les bureaux de l'APN et saccagent les biens et matériels : le résultat se traduit en des dégâts matériels importants avec plusieurs véhicules brûlés à la clef. Malgré la médiation entreprise par les autorités communales, les manifestants étaient incontrôlables et se sont livrés à des actes de vandalisme. L'accalmie a pu être obtenue grâce à l'intervention des FDS et la médiation des autorités départementales soutenues par les acteurs politiques natifs de la localité. Certains élus locaux abordés par rapport à la situation estiment que les communautés riveraines étaient sur place avant la création du Parc par le colon et que ce dernier n'a jamais exhibé un acte de propriété du Parc. Par contre, les responsables de l'APN expliquent les règles de restrictions par la volonté

d'instauration d'une gestion rigoureuse de l'entreprise. Ce qui est d'ailleurs apprécié par certains acteurs locaux qui décrivent du même coup le mode de gestion du CENAGREF qui met au centre de la gestion une inclusion trompe l'œil de la communauté :

« La gestion du parc par une ONG internationale est une très bonne chose. Je m'explique : Quand le CENAGREF prenait la gestion, nous étions là. Nous les avons vus gérer, nous savons comment ils ont travaillé, nous avons vu comment le personnel a été recruté et à la fin, on sait comment ils ont fini. Ils ont commencé avec environ 12 milliards, mais rien n'a été fait pour sécuriser le parc et promouvoir le développement de la commune. Ce pour quoi l'argent était destiné n'a pas été respecté. La belle preuve est que les employés qui y travaillaient étaient les meilleurs amis des populations. Ils commanditaient le braconnage. A travers leur train de vie dans la Commune, vous voyez qu'il y a quelque chose qui n'était pas clair. Les agents étaient en complicité avec les braconniers ». (Un élu local de Tanguiéta, 31/05/2018)

La manifestation des conflits autour de la gestion du Parc appelle la nécessité d'instaurer un mécanisme d'accompagnement et de réinsertion socioprofessionnelle des communautés riveraines qui se sentent dépossédées de leur droit aux ressources. En effet, la superficie du parc Pendjari s'étend sur les 2/3 de la superficie de la Commune. La population estimée à 86 211 habitants est installée sur environ 25km<sup>2</sup> où elle mène également ses activités (agriculture, élevage, pêche et commerce, construction des logements et autres infrastructures). Cette situation suscite des frustrations et des mécontentements au sein des populations et génère des acteurs sensibles dans les communes proches du parc (voir carte ci-après). D'autres frustrations sont également notées dans le rang des agents du Centre National de Gestion des Réserves de Faune (CENAGREF). Ceux-ci reprochent aux autorités la mise en œuvre des réformes non inclusives et ont organisé des marches de protestation contre lesdites réformes sur fond de discours de leur rejet.

#### Benin - Acteurs sensibles dans l'Atacora



## VII. PROPOSITIONS DE PISTES D' ACTIONS POSSIBLES

### a) Proposition de communes d'intervention prioritaires

Dans la perspective des actions envisagées à l'issue de la présente étude, nous suggérons une démarche graduée d'intervention. Nous estimons qu'une phase pilote est nécessaire. Elle peut être d'une durée de trois à quatre<sup>26</sup> ans qui permettront d'en identifier et évaluer les effets. Il est important, pour des raisons d'efficience, mais aussi en tenant compte du niveau de tension et des oppositions notées dans les communes, de démarrer la phase pilote en priorité dans les communes de Djougou, de Tanguiéta, de Malanville et de Nikki.

Le choix de Djougou tient à plusieurs facteurs. On peut évoquer, entre autres, la multiplicité des courants confrériques avec un niveau de radicalité plus prononcé que dans n'importe quelle autre commune. En outre, les rapports avec les pays arabes y sont très développés, notamment grâce à un mouvement fortement dense de migration des jeunes en direction de ces pays. Mais Djougou est également caractérisé par une sorte de violence comportementale qui semble même relever de la culture locale. Dans les perceptions populaires au Nord Bénin, les ressortissants de cette localité sont identifiés comme un peuple belliqueux. Cela se note d'ailleurs dans leur langage quotidien. Il est aussi important d'évoquer à propos de Djougou la désaffection vis-à-vis de l'Etat se traduisant par le rejet de ses règles qu'il tente « d'imposer » aux citoyens. La référence aux règles islamiques et le respect qu'on y voue tendent à les mettre au-dessus des lois de la République. Djougou est un condensé d'éléments de divers ordres qui positionnent cette commune comme un territoire à haut risque en termes de radicalisation.

À quelques exceptions près, Tanguiéta est moins exposé à une radicalité ayant pour support la religion. Par contre, c'est une commune où le risque de radicalisation est élevé principalement pour des raisons d'accessibilité aux ressources naturelles très limitée. En effet, la délimitation du Parc Pendjari et son classement au rang de patrimoine de l'UNESCO privent les populations locales d'une bonne partie des terres cultivables et des ressources forestières, alors même qu'elles sont constituées d'agriculteurs, d'éleveurs et de chasseurs. Le Parc occupe 2/3 de la superficie de la commune et les nombreuses contraintes maintiennent les populations sur de petits lopins de terre devenus moins fertiles au fil du temps. Liés à cette insuffisance de terres, les conflits entre agriculteurs et éleveurs dont beaucoup sont devenus sédentaires, éclatent. L'enjeu principal de ces conflits est l'accès à la terre. Il y a aussi la réforme de mise en affermage du Parc confié désormais à un opérateur privé. Ce dernier est délégitimé par la population qui considère ses actions comme non inclusives. Ces situations produisent des frustrations au sein des communautés locales. Mais il faut aussi ajouter que l'existence du Parc et d'autres lieux touristiques font de Tanguiéta une zone fortement attractive pour les occidentaux. Or, si on considère que l'essentiel des attaques terroristes ou des enlèvements sont dirigés contre les ressortissants ou les intérêts des pays occidentaux, on peut craindre que les prémisses de radicalisation constatée dans cette commune puissent constituer le terreau des enlèvements et des attaques terroristes. Les données de terrain collectées dans la région font déjà état des actes d'enlèvement perpétrés contre certaines catégories de personnes (des Peuhls, des personnes nanties, etc.). Des mesures préventives visant à réduire les frustrations sont donc nécessaires dans cette zone : faciliter les processus d'inclusion de la communauté dans la cogestion du Parc, promouvoir de nouvelles approches agricoles ayant pour but d'améliorer les rendements à partir des terres disponibles.

<sup>26</sup> Compte est tenu de l'enveloppe financière disponible pour la phase pilote (environ six millions d'Euros).



Malanville est une zone à risque en raison de sa trop grande proximité géographique et sociologique avec les peuples du Nigéria et du Niger. Cette commune abrite des populations partageant une communauté linguistique, culturelle et philosophique avec celles du Niger et du Nigéria vivant dans la zone frontalière. La multiplicité des courants religieux dans la commune, notamment au chef-lieu est très semblable à celles du Nigéria et du Niger. Le partage des mêmes langues et les rapports de parenté qui unissent les peuples des trois pays vivant dans ces zones frontalières favorisent des brassages, des échanges de prêcheurs ou l'organisation tournante de prêches de part et d'autre des frontières. En outre, cette commune est caractérisée par un très faible taux de scolarisation (dans le système formel) qui se traduit par une désaffection vis-à-vis de l'école formelle de type occidental au profit des écoles coraniques et des *Médersas*. Ceci traduit d'une certaine façon le rejet de l'Etat et l'engouement pour les *Médersas* et leur multiplicité<sup>27</sup> sont une illustration parfaite de cette attitude. En outre, le partage de frontières avec des pays déjà soumis aux attaques terroristes de type islamiste et l'existence de confréries homologues de celles existantes dans ces deux autres pays frontaliers constituent des facteurs d'aggravation des risques. Les prêches tournants et la facile mobilité des populations entre les pays frontaliers dans un contexte de porosité des frontières apparaissent aussi comme des terreaux qui faciliteraient l'infiltration des groupes radicaux sur le territoire béninois.

Nikki est aussi une autre commune à risque où il est important de mener des actions pilotes. Cette commune, présente à quelques exceptions près, le même profil que Malanville. Elle est située à la frontière avec le Nigéria et abrite des populations partageant une même aire culturelle et linguistique avec une partie du Nigéria. En outre, cette commune est caractérisée par l'organisation de la fête culturelle annuelle de la *Gaani* à Nikki. Celle-ci regroupe annuellement tous les *baribas* à Nikki, y compris ceux du Nigéria<sup>28</sup>. Elle draine plusieurs milliers de personnes et constitue, à l'instar des prêches tournants à Malanville, un potentiel vecteur de risque. Par ailleurs, la particularité de Nikki réside aussi dans l'existence d'un islam radical au centre-ville avec l'émergence des nouvelles élites musulmanes et la forte concentration des mosquées. Plusieurs fois, les autorités traditionnelles sont intervenues pour ramener certains responsables du culte musulman à l'ordre et les mettre en garde contre les troubles de quelque nature que ce soit. On peut ajouter aussi l'existence dans cette ville de la *Medersa* régionale appelée « Cours de Sciences Arabiques et de la Culture Islamique ». Créée en 1991, elle comporte 1520<sup>29</sup> apprenants filles et garçons et on n'y enseigne que l'Arabe.

Au regard de tous ces éléments sus-évoqués, nous proposons de démarrer les actions pilotes ci-après dans les quatre communes ci-dessus suggérées. Ces suggestions sont faites dans la perspective d'une approche multi-acteurs inclusive (autorités publiques, organisations non-gouvernementales, *leaders* religieux, autorités locale coutumières, administration locale, responsables d'institutions musulmanes, communauté locale, etc.).

<sup>27</sup> Un recensement effectué en 2015 par le centre de promotion sociale de Malanville fait état de vingt (20) écoles coraniques (*Médersas* où on enseigne exclusivement l'arabe aux apprenants) dans la commune.

<sup>28</sup> Cette fête est à la fois culturelle et cultuelle. Elle commémore entre autres la victoire des animistes sur les musulmans et pourrait par ce fait être un élément attractif des actes terroristes.

<sup>29</sup> Cet effectif est au-dessus du nombre d'apprenants du premier Collège d'Enseignement Général (CEG1) public de Nikki qui compte 1483 apprenants (sources : données de terrain recueillies en juin 2018).

## b) Proposition de pistes d'action dans le domaine de la religion

### A l'endroit de l'Etat et de la société civile

- **Recenser l'ensemble des lieux de cultes et des écoles confessionnelles sur le territoire national et réaliser une cartographie communale géo-référencée des lieux de culte et écoles confessionnelles avec l'identification de leurs responsables**

Cette base de données doit être mise à jour régulièrement avec l'aide des autorités communales et locales. La réactualisation des informations au niveau village ou quartier de ville peut-être une des missions à assigner aux membres du conseil de village ou de quartier de ville. Ces conseils seront responsabilisés pour acheminer périodiquement la liste des nouveaux lieux de cultes au niveau arrondissement puis le Chef d'Arrondissement (CA) à son tour achemine les différentes listes de son entité territoriale vers le niveau communal.

- **Instituer une carte professionnelle des prêcheurs de l'Islam** que l'Union Islamique du Bénin sera chargée de délivrer après une enquête de moralité de concert avec les services préfectoraux. Cette carte doit donner droit à des bourses de perfectionnement au Bénin ou à l'étranger. Le processus doit être inclusif et fondé sur une participation active des responsables religieux des différentes confréries présentes dans les communes.

### À l'endroit de la société civile

- **Instituer un dialogue intra-religieux au plan national, départemental et communal (tout en poursuivant les dialogues interreligieux déjà existants).**

Il apparaît indispensable de mettre en place des plateformes de dialogue intra religieux entre les différentes confréries islamiques dans les communes. Car les divergences et les conflits qui en découlent opposent principalement les différentes confréries entre elles au sein de l'islam. Le défi du futur programme à mettre en place est de rendre permanent et constant le dialogue entre les différents courants islamiques. Ce dialogue doit être inclusif et intégral (prendre en compte tous les courants). Sans ce dialogue, il semble bien que la radicalisation risque de s'accroître et conduise vers l'extrémisme violent. Le dialogue pourrait se faire à travers des séminaires (en face à face), à travers les radios locales par des émissions conduites par des responsables identifiées dans chaque camp.

Il serait aussi important de mettre en place et de soutenir un programme de formation des imams sur la constitution du Bénin, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, les textes régissant la décentralisation et le développement local au Bénin. Des séminaires départementaux peuvent être organisés par an et pendant trois ans. Certains prédicateurs engagés dans l'éducation à la citoyenneté feront des prêches à valeur d'éducation citoyenne sur les radios locales afin qu'en dehors des lieux de culte, ces émissions puissent profiter à tous les courants religieux et aux populations locales en général.

Par ailleurs, le dialogue peut aussi s'instaurer entre les différents groupes socioculturels protagonistes dans certaines communes (par exemple entre les autres groupes et les Peuhls). Il



s'agira d'assurer une veille citoyenne à travers les actions d'échanges périodiques entre acteurs, d'informations, de sensibilisations à l'endroit de la jeunesse, des sages pour prévenir la radicalisation et les conflits interethniques. Les radios locales peuvent servir de canal pour véhiculer des messages de sensibilisation et d'incitation à la coexistence pacifique.

c) Proposition d'actions dans le domaine du développement socioéconomique et l'appui à l'autonomisation des communautés

À l'endroit de l'État

- **Faire du développement communal une stratégie d'inclusion sociale et de coproduction de la paix fondée sur la réorganisation et le développement de filières économiques porteuse où les jeunes exercent déjà (Ministère du Plan, Ministère en charge de l'emploi des jeunes et Ministère de l'agriculture).**

Il s'agira de promouvoir et d'organiser des filières agricoles tenant compte des spécificités de chaque commune. L'idée est d'encourager les jeunes à tirer profit de ce qu'ils font déjà en termes de cultures au niveau local plutôt que de leur imposer des cultures à travers une stratégie de zonage agricole qui tend vers une certaine homogénéisation des espaces de culture. Les approches de développement expérimentées jusque-là ne semblent pas combler les attentes des jeunes. Ceux-ci se sentent exclus du système productif en raison du manque d'emploi, du chômage qui les accable. Les politiques d'emploi semblent privilégier les diplômés, y compris pour les politiques d'insertion dans l'agriculture. Les non diplômés sont abandonnés à eux-mêmes. Lorsque les politiques agricoles les prennent en compte c'est pour se voir privés de la liberté d'entreprendre. Ils se voient imposer un profil culturel « par le haut ». Par exemple, nous avons remarqué un fort attachement des jeunes aux cultures ci-après en fonction de leurs localités de résidence : principalement l'oignon et accessoirement le riz (à Malanville) ; la culture du soja (à Pèrèrè) ou à la culture du maïs (à Nikki), l'Etat semble les orienter vers la culture dite de « l'or blanc » (le coton).

Une inclusion des jeunes et des femmes dans les processus de développement implique une approche du développement « par le bas ». Celle-ci tient compte des spécificités et des opportunités locales pour développer le sens des affaires et réhabiliter l'esprit d'entrepreneuriat. Cela appelle à la réalisation d'une cartographie des filières d'emplois qui connaissent une forte implication des jeunes.

- **Soutenir des initiatives économiques locales dans les zones frontalières (Ministères du développement et Ministère du commerce, Ministères de la décentralisation et communes)**

La liberté économique suppose une liberté d'entreprise qui passe par des politiques locales avec moins d'injonctions de l'Etat central : les interventions de l'Etat dans le contrôle des marchés et la définition de politiques agricoles *top-down* et non participatives ne sont pas favorables aux jeunes. Il est important de promouvoir des politiques d'emploi « par le bas » en impliquant les communes. A ce propos, on pourrait par exemple doter chacune des 77 communes d'un fonds annuel pour la

promotion de l'entrepreneuriat local des jeunes et leur autonomisation en tenant compte des profils économiques de chaque localité afin de limiter les frustrations par rapport au problème d'emploi. Ceci pourrait être intégré dans les politiques de transfert compétences et de ressources aux communes et favoriserait l'ouverture des échanges et l'égalité des chances entre jeunes d'une même entité territoriale. Les politiques qui consistent à organiser certaines filières au détriment d'autres sans tenir compte des profils agricoles des communes frontalières ne sont pas favorables à la promotion de l'égalité des chances économiques dans les communes frontalières. Il sera question par exemple de prendre les mesures de facilitation de l'environnement de l'économie locale : ces mesures visent à réduire les tracasseries administratives, le contrôle des importations concurrentes aux produits locaux, les renforcements des capacités et l'appui-conseil ;

- **Mettre en place des radios locales dans les communes de Malanville et de Matéri (Ministères en charge de la communication)**

Les radios locales sont d'importants vecteurs de connaissance, d'éducation à la citoyenneté. Jusqu'à ces deux communes restent sans radios locales alors même que leurs citoyens sont soumis aux influences des médias des pays voisins. L'implantation de radios locales dans ces deux régions permettrait de développer le sentiment d'appartenance et de lutter contre les diverses formes d'endoctrinement. Elles peuvent aider à l'information et à la formation des jeunes citoyens sur le Bénin. Ceci permettra de réduire l'influence des pays voisins à travers leurs médias respectifs.

- **Recenser les ONGs et associations officiant dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent** puis recadrer leurs interventions en les plaçant sous la coupole une agence d'Etat comme l'ABeGIEF qui se chargera de coordonner leurs interventions, d'y mettre de la cohérence puis de les inscrire dans une stratégie globale de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent. Ceci favoriserait la mutualisation des ressources, l'efficacité des interventions, le suivi et le contrôle des modes de financements de ces organisations et l'efficacité du système de renseignement.

À l'endroit des communes et de la société civile

- **Mettre en place un mécanisme de réorientation des financements reçus des pays arabes par les ONGs d'obédience confessionnelle (les communes et la société civile)**

Les ONGs et associations islamiques intervenant dans les communes participent au développement local à travers des actions d'ordre humanitaire (secours alimentaires, constructions de points d'eaux, organisation missions sanitaires ou construction de centres de santé). Mais elles s'illustrent aussi abondamment dans la construction tous azimuts de lieux de cultes qui semble constituer leur principal domaine d'investissement. Dans une perspective de développement intégré ou pour accompagner la mise en œuvre des Plans de développement communaux (PDC), il n'est pas irrationnel d'œuvrer à organiser les structures et associations religieuses à orienter les fonds recueillis des pays arabes afin de soutenir le bon fonctionnement des écoles existantes, des centres de santé fonctionnant sans ressources humaines en quantité et en qualité ou à réhabiliter les pistes

rurales ou soutenir les programmes d'électrification rurale plutôt que d'investir principalement dans la construction de mosquées.

#### d) Proposition d'actions dans le domaine politique et stratégique

##### À l'endroit de l'État et des communes

- **Restructurer le système de renseignement territorial (Ministère de l'intérieur, Ministère de la décentralisation, Ministère de la communication, ministères de l'économie et des finances, Associations des Communes Frontalières du Bénin)**

Etendre l'expérience de mise en place de plans locaux de sécurité en cours à Nikki et à Kétou comme système inclusif et intégré de coproduction de la sécurité et de la paix à toutes les communes du pays. L'avantage est de décloisonner les relations entre les forces de défense et de sécurité, les autorités administratives locales, les autorités morales traditionnelles et religieuses, et toutes les composantes du secteur privé et de la société civile locale dans le but de promouvoir le renseignement territorial et de faire face au mieux aux menaces sécuritaires. Il pourra s'agir aussi de renforcer les capacités des chefs de villages et quartiers de villes et leurs conseils pour la tenue régulière des conseils de villages et de quartiers avec la question sécuritaire comme un des points d'ordre du jour prioritaires.

Cette action passera aussi par le renforcement des effectifs et des équipements ainsi que des capacités des Unités Spéciales de Surveillance des Frontières. Ceci permettra d'assurer un maillage intégral des territoires frontaliers et d'assurer une collecte des renseignements notamment dans les communes à risques. En effet, les USSF mises en place sont globalement sous équipées notamment en moyen de riposte, en cas d'attaque terroriste ou d'épisodes de violence de masse.

Il s'agira également d'assurer une couverture intégrale des communes frontalières par les réseaux de communication GSM

Enfin, il est indispensable d'améliorer le cadre bancaire dans les espaces frontaliers pour faciliter les échanges et éviter aux populations de devoir transporter par-dessus-elles d'importantes sommes d'argent qui les exposent aux actes de braquages.

##### A l'endroit de l'Etat

- **Elaborer une stratégie nationale de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent** dont la mise en œuvre sera placée sous l'autorité de la Commission Nationale de Lutte contre la Radicalisation et le Terrorisme.
- **Appuyer la Commission Nationale de Lutte contre la Radicalisation et le Terrorisme par une plateforme comprenant les comités ci-après :**
  - i) un comité de recherche-action et de prévention dont la mission sera d'assurer une veille socio-anthropologique et stratégique permanente par la collecte des informations régulières sur le phénomène de la radicalisation. Il sera constitué d'une équipe pluridisciplinaire (sociologues, éléments des FDS, géographes, juristes, etc.) ;

- ii) un comité d'intervention rapide en cas de survenance pour la prise en charge des victimes. Il sera également constitué d'une équipe pluridisciplinaire (militaires, Police Républicaine, psychologues, agents de santé, secouristes, sapeurs- pompiers, etc.) ;
- iii) un comité d'éducation à la non-violence et à la sécurité dont la mission sera de prévenir à travers le développement de programme de formation et d'information.

#### e) Proposition d'actions pour réduire la défaillance de l'État

##### À l'endroit de l'État

- **Procéder à la réinsertion socioprofessionnelle des diplômés des écoles et instituts islamiques qu'ils soient produits au Bénin ou dans les pays arabes** à travers un programme spécial national d'intégration économique local (PSNIEL) des diplômés des écoles islamiques et écoles professionnelles arabes. Il s'agit par exemple de prendre les mesures de financement de l'économie locale avec une discrimination positive en faveur de ces diplômés. Il sera question d'accorder des financements directs des activités de production de biens et de services locaux à leur profit ou de les insérer dans le domaine de l'enseignement de la langue arabe dans les écoles de formation. Ceci permettra d'une part de reconnaître les efforts et la contribution des écoles islamiques dans l'atteinte des objectifs d'Education pour Tous (EPT) et d'autre part de permettre à ces citoyens de jouir de leurs droits constitutionnels tels que les prescrivent les articles 8, 9, 10, 14, 23, 26 et 30 de la constitution du 11 décembre 1990. Les communes doivent être fortement impliquées dans ce processus pour assurer le suivi rapproché des initiatives à mettre en place.
- **Réorganiser et accompagner les écoles franco-arabes en développement** pour leur permettre d'assurer une éducation de qualité articulant enseignement islamique, enseignement moderne et apprentissage technique. Ceci permettra de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes formés dans ces écoles en vue de freiner les départs vers les pays du Golfe, le Nigéria ou le Ghana. En effet, au regard de l'engouement et de la forte adhésion des parents aux écoles islamiques qui répondent à des besoins populaires, il est préférable de réorganiser le système et de mettre en place un mécanisme de contrôle des curricula en faisant une place à l'enseignement du coran et à l'apprentissage de l'arabe comme langue vivante secondaire. En effet, nous pensons à l'instar de Sagna et Roy dans leur étude sur les écoles islamiques, que « dans l'ensemble, il est important de répéter que dans le cas du Bénin, l'éducation coranique et l'enseignement islamique peuvent coexister avec l'éducation formelle laïque. En outre, les écoles coraniques et les médersas peuvent servir d'alternatives aux écoles formelles publiques dans les régions où l'État n'a que peu de présence dans le secteur de l'éducation. Il peut s'agir d'une approche holistique intégrant à la fois les curricula islamiques et formels, utilisant les fonds de l'État et supervisée par les inspecteurs d'État<sup>30</sup>. Là où les médersas (arabo-islamiques et franco-arabes) existent déjà, le Ministère de l'Éducation Préscolaire et Primaire peut renforcer les relations en désignant une unité particulière qui les assiste en facilitant leur accréditation, en les intégrant dans les examens formels nationaux et/ou en leur fournissant d'autres outils pour mesurer les résultats » (Sagna & Roy, 2017, p. 18). Ce soutien pourrait passer par :

<sup>30</sup> L'accent doit être mis, à notre avis, sur l'application du programme national d'éducation dans ces écoles et un dosage rationnel du français et de l'arabe pouvant permettre aux apprenants de prendre part aux examens nationaux.

- l'inspection des programmes pédagogiques et des curricula par les inspecteurs de l'enseignement déployés par l'Etat sur le terrain ou le recours à d'autres spécialistes de la pédagogie arabe. Le Ministères des affaires étrangères, les *leaders* religieux, les responsables d'institutions musulmanes et les nouvelles élites islamiques ayant étudié dans les pays arabes peuvent contribuer à l'identification de ces personnes ressources ;
- la création et le soutien d'une entité administrative au sein des ministères en charge de l'éducation qui s'occupera des enseignements privés confessionnels et qui analysera et travaillera spécifiquement à une meilleure compréhension de l'éducation coranique et à la conception d'activités ciblées, guidées par des directives politiques appropriées et des programmations contextualisées ;
- l'acceptation et l'inclusion des écoles coraniques dans les données statistiques sur l'éducation;
- les modifications du programme d'enseignement des écoles coraniques qui s'articulent avec l'héritage et les valeurs musulmanes [mais qui prennent aussi en compte le programme national d'éducation] ;
- l'amélioration des compétences des enseignants et du personnel de soutien à l'éducation coranique<sup>31</sup>.

#### À l'endroit de la société civile et des communes

- **Engager des actions d'éducation à la citoyenneté dans les espaces frontaliers**

Il s'agit de développer un programme national et local d'éducation à la citoyenneté avec une composante communale : promouvoir les droits, devoirs et obligations du citoyen dans les langues des communautés locales. En attendant que l'Etat central et les collectivités territoriales réussissent le maillage territorial en matière d'investissement dans l'offre des services publics de base sur l'ensemble des territoires frontaliers, la société civile qui occupe déjà les espaces abandonnés par l'Etat, peut être porteuse d'une action d'éducation à la citoyenneté en vue de faire naître ce sentiment d'appartenance à la nation. Cela passe nécessairement par la prise en compte des besoins de ces populations en matière de services sociaux de bases (appui au bon fonctionnement des écoles, centres de santé, routes, création d'activités génératrices de revenus selon les besoins des jeunes et des femmes et en fonction des spécificités de chaque région, etc.). Cette action pourrait viser en priorité les milieux ruraux situés aux frontières.

En outre, la société civile religieuse locale peut négocier et organiser avec les Imams le développement de sermons de vendredis et des grandes fêtes musulmanes sur les thématiques de la citoyenneté. En effet, ces sermons sont des occasions de grandes audiences qui mobilisent les populations musulmanes. Cela peut se faire par exemple durant deux vendredis sur quatre par mois.

Il pourra aussi s'agir de produire des émissions sur la citoyenneté en collaboration avec les radios locales en direction de la jeunesse.

La société civile peut également organiser des causeries publiques autour des questions de la citoyenneté dans les régions frontalières et dans les langues locales.

---

<sup>31</sup> Cf. Sagna & Roy, op. cit. P18.

Elle pourrait aussi élaborer des plaquettes informatives sur les personnalités du Bénin s'étant illustrées dans le développement du Bénin et remarquable en termes de patriotisme à l'intention des élèves : faire des portraits détaillés des personnalités politiques, religieuses, militaires, civiles passées et actuelles, sur l'équipe nationale de football, etc., dans un langage accessible accompagné d'images. Des vidéos peuvent également être produites sur ces personnages.

- **Développer un climat de confiance entre l'Etat et les populations**

La société civile, en collaboration avec les communes, peut promouvoir des espaces de dialogue périodiques entre les représentants locaux de l'Etat (Douane, Police Républicaine, USSF, ABeGIEF, etc.) et les populations. Il s'agira d'organiser des moments d'échanges entre agents locaux de l'Etat et populations pour dissiper les malentendus et favoriser la collaboration. Ces séances périodiques seront des moments de reddition publique de comptes mais aussi de collecte des perceptions et des besoins des citoyens sur les politiques publiques initiées par l'Etat en faveur des populations.

**f) Proposition d'acteurs potentiels susceptibles d'assurer les formes locales de résilience**

La résilience ou du moins les formes locales de prévention de la radicalisation et de règlement des conflits sont portées par plusieurs acteurs que nous avons rencontrés dans les territoires investigués. Ces acteurs connaissent des plus ou moins des succès en fonction des terrains, des enjeux et des protagonistes. Leurs statuts varient en fonction des communes. De façon globale, on identifie les acteurs ci-après :

- **Les autorités communales** : elles interviennent dans la régulation des pratiques en fixant des normes et des procédures. Elles sensibilisent aussi les acteurs contre les phénomènes de radicalisation. Parfois, elles paraissent plus rigoureuses et leurs interventions sont assorties de menaces d'interdiction ou d'emprisonnement qui semblent dissuader les protagonistes.
- **Les acteurs relevant de la chefferie traditionnelle ou coutumière (Rois, Ministres du Roi, Imams centraux, etc.)** : la plupart d'entre eux bénéficient d'une légitimité traditionnelle et sont écoutés par les protagonistes. Ils réussissent mieux que les autorités communales dans les démarches de médiation et constituent de véritables dispositifs communautaires de résilience dans les communes. Mais aussi ce sont des dignitaires qui couvrent plusieurs aires culturelles, au-delà des frontières et qui sont dotés d'une forte capacité de mobilisation. Leurs actions sont susceptibles de porter au-delà des frontières. Toutefois, certains d'entre eux sont délégitimés par les protagonistes des conflits, en raison de leur collision avec les acteurs politiques et de leur implication dans les successions aux postes de l'imamat au sein de la communauté musulmane où il leur arrive de prendre position pour un camp.
- **Les chasseurs traditionnels** : ils ont une parfaite connaissance des espaces forestiers et peuvent contribuer au côté des agents de renseignement et de la Police Républicaine à apporter une valeur ajoutée dans le système de renseignement. Ils assurent une veille permanente aussi bien le long des axes routiers qu'à l'intérieur des parcs. Mais ils vivent

dans des conditions de précarité qui méritent d'être corrigées par un système de gratifications régulières pour en faire des alliés crédibles.

- **Les agents des eaux, forêts et chasse** : sont aussi présents dans les zones forestières. Ils contribuent pour beaucoup à la surveillance du territoire et à la production des informations. Ils doivent être renforcés en matière de renseignement et équipés en conséquence pour constituer des acteurs d'appoints aux forces militaires et aux agents de renseignements.
- **Les OSC parties prenantes des Cellules de participation citoyenne** jouent également un rôle de médiation entre les citoyens et les autorités communales dans les processus de délivrance des services publics de base. Elles attirent l'attention des autorités locales sur les insuffisances notées dans l'offre des services publics dans toutes les régions de leurs communes respectives. Leurs actions permettent d'atténuer certaines tensions entre les citoyens et leurs élus. Elles peuvent donc porter des actions liées à l'offre des services publics de base et à la gouvernance des biens et services en général.

De façon spécifique, certains acteurs de la société civile peuvent aussi porter des actions efficaces en raison de leur ancrage et de leur légitimité au niveau local. Ceux-ci sont regroupés dans le tableau N°II ci-après.

**Tableau N°V : Liste d'OSC susceptibles d'être impliquées dans l'action au niveau local**

Sigles	Nom	Domaine d'intervention	Siège Social	Raisons ou Arguments
<b>Organisations de la société civile nationales relevant du domaine de la gouvernance locale</b>				
AVIGREF	Association Villageoise de Gestion des Réserves de Faune	Gestion des réserves de faunes, appui au développement communautaire	Toutes les communes frontalières aux parcs	Elles ont une + / - longue tradition de collaboration avec les communautés locales dans la gestion des parcs. Elles sont inclusives
CPC	Cellules de Participation Citoyenne	Amélioration de la gouvernance locale, de la qualité des services publics, promotion de la redevabilité, contrôle citoyen de l'action publique, etc.	Dans toutes les communes du pays sauf Cotonou	Elles sont de véritables instruments de veille citoyenne et participent pour beaucoup à l'amélioration de la gouvernance dans les communes. Elles jouent aussi le rôle d'interface entre citoyens et autorités locales
ONG EPADEL	Organisation Non-gouvernementale pour l'Education, l'Environnement, la paix et le Développement	Gouvernance inclusive, promotion de la redevabilité, sensibilisation des jeunes contre les comportements à risques, renforcement des capacités des jeunes, etc.	Malanville	A une forte audience auprès des jeunes dans les communes de Karimama, Malanville et Kandi. Elle travaille avec les Faadas et les Assemblées de jeunes dans les communes et développent avec eux des actions communautaires et

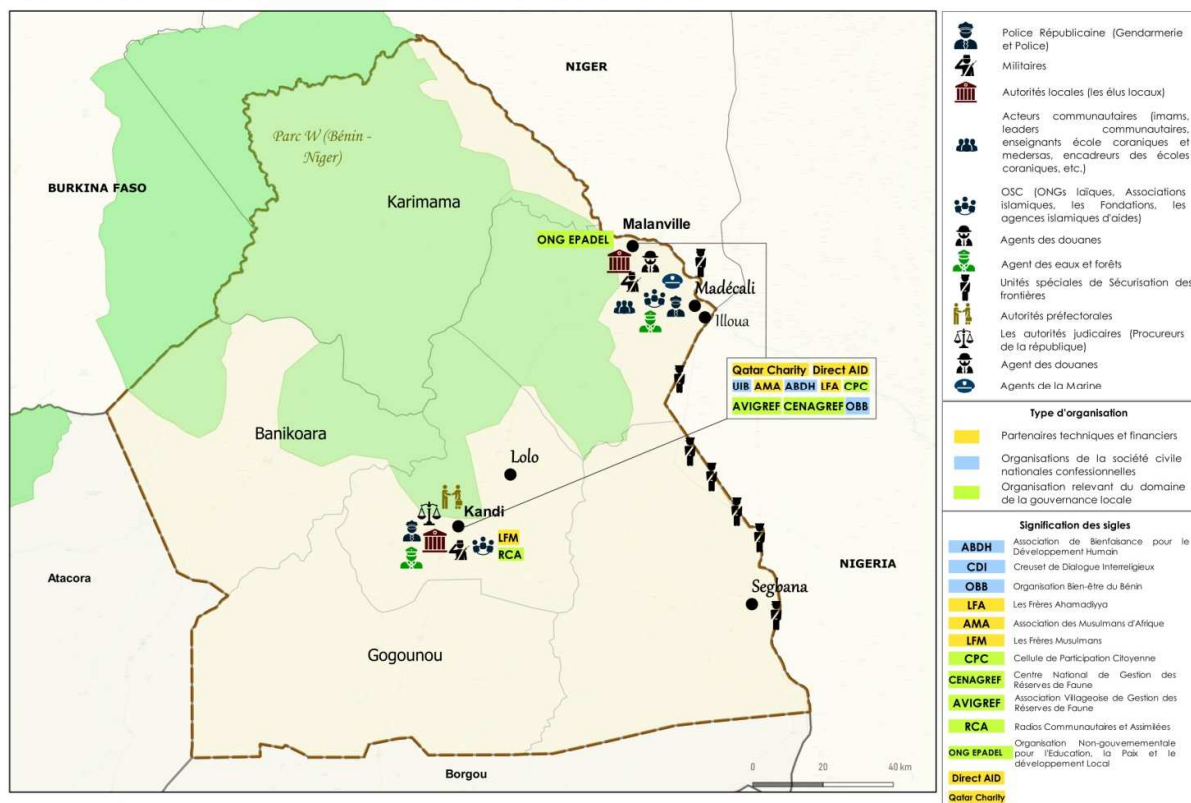


Sigles	Nom	Domaine d'intervention	Siège Social	Raisons ou Arguments
	Local			citoyennes
ONG <i>Potalmen</i>	<i>Potalmen</i>	Prévention des conflits agriculteurs éleveurs, alphabétisation fonctionnelle des communautés peules	Natitingou	Bénéficie d'une forte audience au sein de la communauté peule et travaille pour une coexistence pacifique entre agriculteurs et éleveurs transhumants
RCL	Radios communautaires laïques	Information des citoyens sur divers sujets de la vie sociale, politique, économique, promotion de la culture locale	Dans une quarantaine de communes	Porteuses de messages de paix et constituent des interfaces de dialogues entre acteurs
<b>Organisations de la société civile nationales confessionnelles</b>				
ABDH	Association de Bienfaisance pour le Développement Humain	Missions de prédication, formation de la jeunesse, construction d'écoles, de points d'eau, prise en charge des OEV, recrutement d'enseignants pour les écoles confessionnelles	Parakou	Elle a son actif plusieurs réalisations d'infrastructures sociocommunautaires au plan national et a une très bonne représentativité dans le Nord et le centre du Bénin
ACED	Association Charitable pour l'Education et le Développement Social	Formation de la jeunesse, construction d'écoles, de points d'eau, prise en charge des OEV, recrutement d'enseignants pour les écoles confessionnelles, prise en charge des familles démunies, etc.	Parakou	Elle est remarquable dans la sensibilisation, la prédication et l'enseignement. Elle a un réseau de plus de 250 prédicateurs volontaires qui véhiculent des messages de paix à travers tout le pays.
UAOID	Union des Associations et des Organisations Islamiques de la Donga	Construction des mosquées, rôle de représentation des musulmans et de coordination des actions liées à l'islam dans la Donga	Djougou	Elle œuvre pour un islam de paix et une cohésion pacifique dans la Donga. Elle constitue aussi un creuset représentatif des musulmans dans le département de la Donga
ASS	Association pour la Solidarité Sociale	Aide Humanitaire, construction de mosquées et de salles de classes	Nikki	Elle a à son actif plusieurs réalisations au profit des communautés et bénéficie d'une bonne audience au niveau local
CDI	Creuset de Dialogue Interreligieux (Catholiques, musulmans, cultes	Dialogue interreligieux, prévention des conflits	Natitingou	C'est un cadre informel qui regroupe les dignitaires des principales confessions religieuses de l'Atacora (Musulmans, Catholiques, animistes)

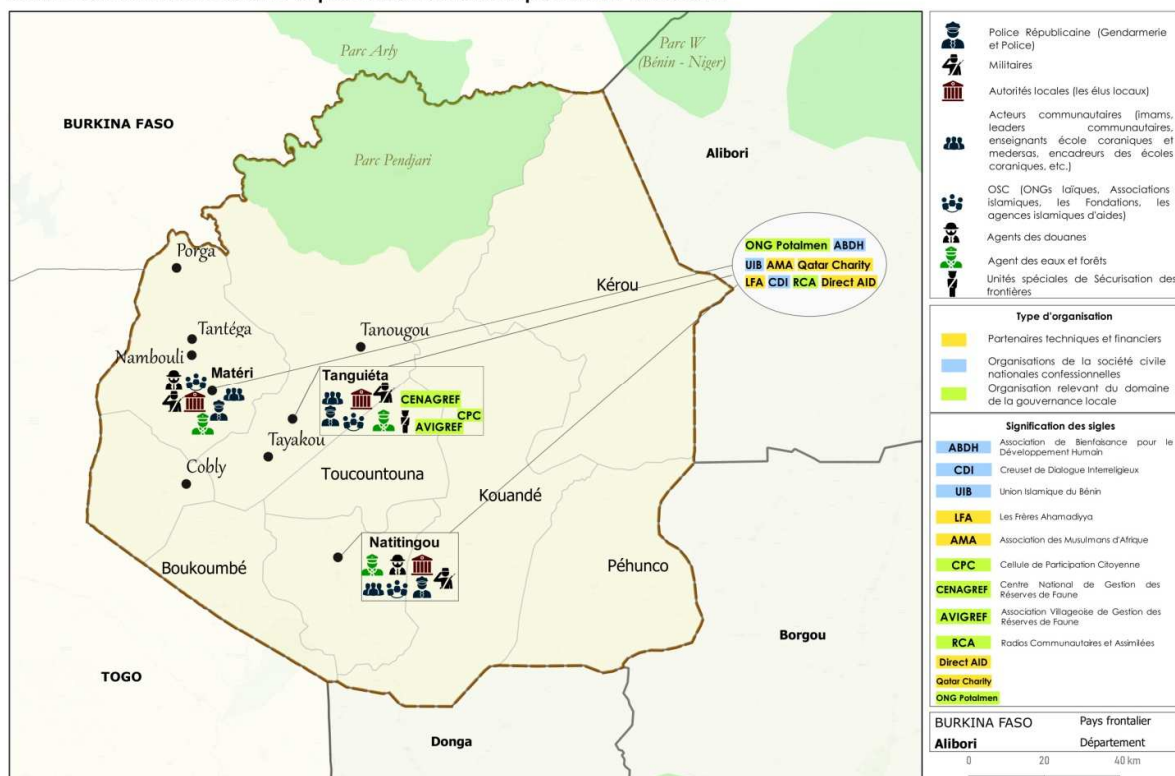
Sigles	Nom	Domaine d'intervention	Siège Social	Raisons ou Arguments
	endogènes)			
OBB	Organisation Bien-être du Bénin	Aides humanitaires, construction des mosquées et infrastructures sociocommunautaires, achat de motos, de pirogues, distribution de vivres, création des écoles coraniques	Malanville	Elle s'illustre dans la réalisation des infrastructures sociocommunautaires dans l'Alibori et dans les actions humanitaires. Elles distribuent aussi des vivres et des équipements de travail pour certains professionnels sinistrés (pêcheurs)
UIB	Union Islamique du Bénin	Représentation de la communauté islamique, dialogue avec l'Etat, médiation en cas de conflits	Cotonou	Elle représente toute la communauté islamique du Bénin et constitue l'interlocuteur officiel de l'Etat avec les musulmans. Elle est en mesure de porter des actions d'envergure nationale
FeRCAB	Fédération des Radios Communautaires et Assimilées du Bénin	Information, sensibilisation, éducation civique, veille citoyenne	Parakou	Elle est une Fédération de 39 radios de proximité émettant dans plus de 50 langues nationales. Elle est représentée par une radio dans toutes les communes étudiées à l'exception de Malanville et Matéri
RC	Radios confessionnelles (Radio Islamique de Djougou)	Elle est autonome et n'est pas affiliée à une fédération. Elle promeut la religion musulmane et organise les prêches. Elle a aussi un rôle important d'information des citoyens, d'éducation civique et de diffusion de message de sensibilisation, etc.	Djougou	Elle milite pour la propagation de l'islam et véhicule aussi des émissions de sensibilisations contre la radicalisation. Elle expérimente déjà un partenariat dans ce sens avec les Etats-Unis. Elle a donc une expérience dans ce domaine.

Ces différents acteurs susceptibles d'assurer la prévention dans les différentes zones parcourues se présentent ainsi qu'il suit dans les cartes suivantes par départements.

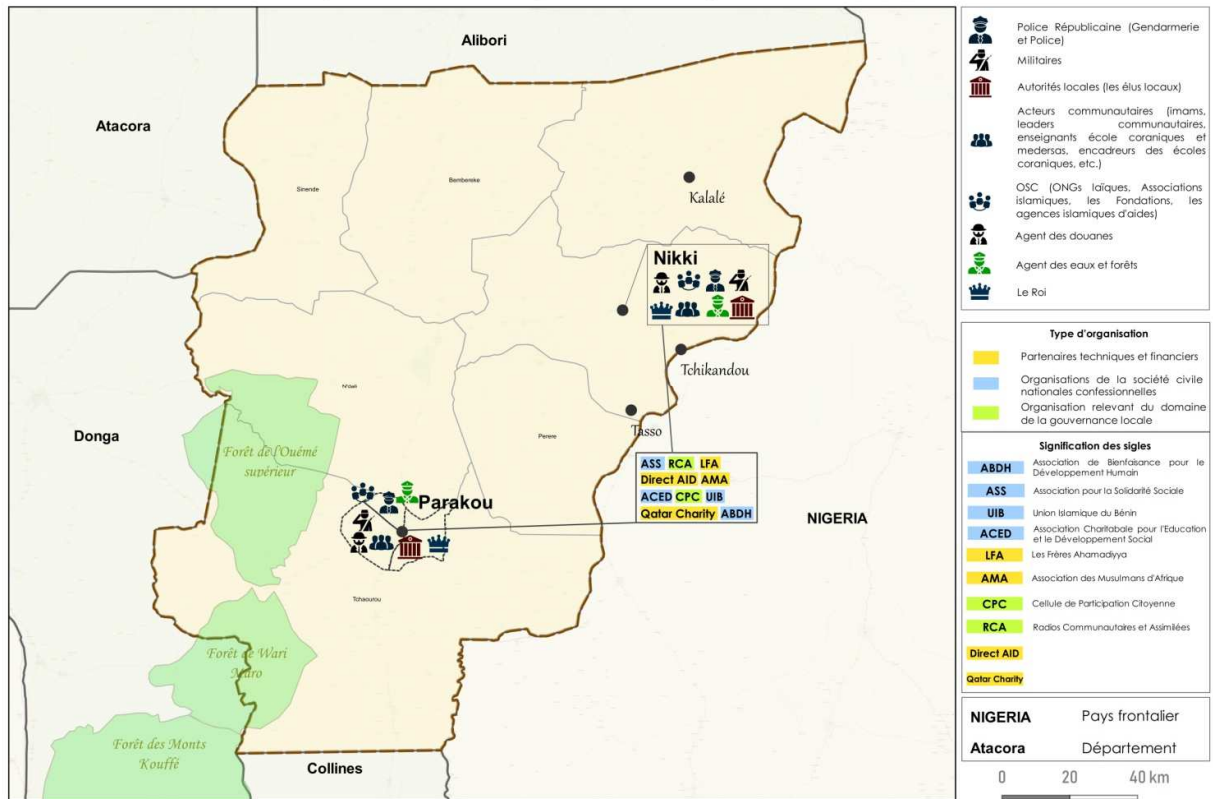
## Bénin - Cartes des acteurs de la prévention dans le département d'Alibori



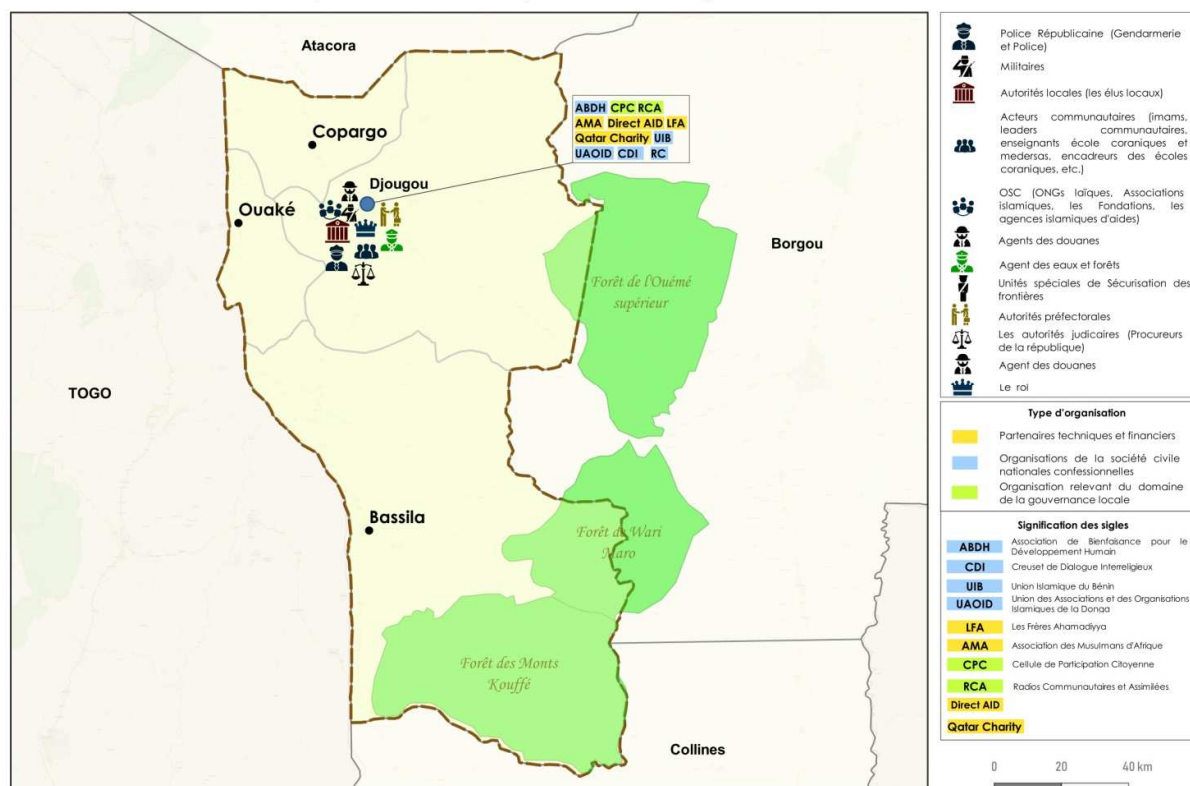
## Bénin - Cartes des acteurs de la prévention dans le département d'Atacora



## Bénin - Cartes des acteurs de la prévention dans le département de Borgou



## Bénin - Carte des acteurs de la prévention dans le département de Donga



## CONCLUSION

La radicalisation telle qu'elle a été appréhendée au Bénin est sous-tendue par plusieurs facteurs quel que soit le milieu considéré. Les discours des acteurs révèlent qu'il s'agit d'un phénomène multifactoriel. Elle a des causes transversales à tous les contextes : le sentiment d'exclusion, d'injustice, la précarité des conditions de vie des citoyens et notamment des jeunes, l'intolérance provenant de l'insuffisance de respect et d'écoute réciproque entre les fidèles des différents courants religieux. Globalement, on retient que la radicalisation émerge des diverses formes d'injustices que les acteurs sociaux ont le sentiment de subir et qui aboutissent à leur marginalisation/exclusion des débats, espaces et services publics, à la discrimination réelle ou ressentie dont ils sont victimes ou vivent par procuration, des conditions de précarité qui constituent leur quotidien, de l'absence de respect mutuel et d'écoute réciproque entre confréries. Mais nous avons aussi noté des causes spécifiques à chaque contexte : la limitation de l'accès aux ressources productives, notamment la terre dans l'Atacora, la multiplicité des confréries, l'inadmissibilité aux emplois publics dans l'Alibori et le Borgou ; la lutte pour le positionnement et le captage des rentes financières en provenance des pays du Golfe et la délégitimation réciproque à Kandi ; la méconnaissance ou le manque de considération pour les lois islamiques par l'Etat à Djougou. Ces différents sentiments des populations font naître en elles de nouveaux cadres d'interprétation de la société globale. Ceux-ci consistent généralement à rejeter le modèle sociétal en cours et à mettre en évidence l'impureté et l'injustice du monde, parfois vécues par procuration en observant la souffrance des autres, et offrent comme seule réponse la violence. Les violences qui constituent la manifestation concrète de la radicalisation s'expriment de diverses manières. Elles sont relatives d'une localité à une autre et s'inscrivent dans les significations

individuelles des acteurs sociaux, les aspirations et les intérêts que chaque groupe tente de défendre. La radicalisation n'a pas pour origine la religion ; elle s'y greffe de façon opportuniste et s'y accommode en raison de l'existence de terreaux fertiles issus du désordre sociétal et/ou du déficit d'ouverture d'esprit des acteurs sociaux.

Elle est issue d'un processus de socialisation dans lequel des acteurs sociaux jouant des rôles particuliers intériorisent les normes associées à ces rôles dans leur comportement. La radicalisation révèle la nature hautement interactive de la relation entre les institutions sociales et l'action individuelle. Dans cette relation, chaque pôle constitue l'autre. L'action des individus considérés comme radicaux est étroitement liée à leur interprétation du monde. Ainsi, la radicalisation est un moyen trouvé par l'individu confronté à une situation de l'identifier aussi bien que de réagir à cette situation. Il s'agit d'une sorte de « raisonnement pratique » par lequel, pour mettre au point une ligne d'action, l'individu radical utilise les modèles institutionnels disponibles en même temps qu'il les façonne (Hall & Rosemary, 1997, pp. 483-484).

Ainsi, toutes initiatives de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent doivent être consacrées à :

- Rendre les processus de développement plus inclusifs des jeunes en vue d'un partage équitable de la prospérité nationale ;
- Rattraper un niveau de développement intellectuel et matériel satisfaisant dans les communes frontalières exposées aux risques de l'extrémisme violent qui frappe les pays voisins ou à ses conséquences. Cela passe par l'amélioration des services publics de base (éducation, santé, électricité, communication, infrastructures de loisirs et de divertissements, etc.) dans ces communes et la promotion d'emplois décents (en mettant l'accent sur des filières localement porteuses et connaissant un investissement des jeunes) pour les jeunes sans discrimination (jeunes diplômés ou non) ;
- Faciliter le respect et l'écoute réciproques entre les différentes confréries islamiques et entre les religions afin d'encourager la cohabitation intra-religieuse et interreligieuse pacifique à travers l'organisation de dialogues intégraux et permanents. Ces dialogues pourraient, entre autres s'attacher à mettre en relief les différences mais aussi des parallèles sur des sujets communs, développer des programmes d'éducation citoyenne mettant en exergue la nécessité d'une coexistence pacifique des religions et des différentes confréries au sein d'une même religion, car une des formes de radicalisation qui menace le vivre ensemble concerne la parole violente lors des prêches enflammés contre d'autres religions ou d'autres confréries.



## BIBLIOGRAPHIE

---

- Agbodandé, M., Dakpo, A., & Diallo, A.-S. (2009). *L'école islamique au Bénin : Quelle contribution aux défis de l'éducation pour tous?* Cotonou: ROCARE.
- Ahouansè, B. (2016, Décembre 22). Promotion de la paix et du dialogue interreligieux: l'église "Bethesda" distingue Gilbert Dakè Djokess. *La Nouvelle Tribune* , pp. 6-6.
- Bierschenk, T., & Olivier de Sardan, J.-P. (1994). « ECRIS : Enquête Collective Rapide d'Identification des conflits et des groupes Stratégiques... ». *Bulletin de l'APAD [En ligne]*, 7 | 1994, mis en ligne le 03 décembre 2007, consulté le 31 juillet 2018 . (APAD, Éd.) Paris.
- Bierschenk, T., & Olivier de Sardan, J.-P. (2003). Powers in the Village: Rural Benin between Democratisation and Decentralisation. *Africa*, vol. 73, (n°2) , 145-173.
- Gayet, D. K. (2018, Juin 18). Insécurité Transfrontalière: le Bénin Prévient l'extrémisme violent. *Le Matinal* , pp. 2-2.
- Hall, A. P., & Rosemary, C. R. (1997). La science politique et les trois néo-institutionnalismes. *Revue Française de Science Politique*, Vol.47, n°3 , 469-496.
- Kounda Bounza, I. (2018). *Le foley à Malanville : Pratique et mode thérapeutique d'une possession rituelle. Mémoire de Licence*. Parakou: FLASH/UP.
- Mahouna, M. (2017, Janvier 06). Rencontre prochaine sur le dialogue interreligieux au Bénin: Doussou Aworet pour la consolidation de la paix. *Matin Libre* , pp. 2-2.
- MISPC. (2012). *Politique Nationale de Développement des Espaces Frontaliers*. Cotonou: Assistance Technique UE.
- Nations Unies. (2015). *La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent*. New-York: Assemblée Générale des Nations Unies.
- Ragazzi, F. (2014). Vers un "multiculturalisme" policier? La lutte contre la radicalisation en France, au Pays-Bas et au Royaume-Uni. *Sciences Po, "Les études du CERI"*, n°206 , 1-39.
- S., A. (2017, Janvier 30). Rencontre Bénin-Suisse sur le dialogue interreligieux : Palidoyer pour le vivre ensemble des religions. *Matin Libre* , pp. 6-6.
- Sagna, M., & Roy, E. (2017). *État des lieux sur l'offre et les mécanismes institutionnels relatifs à l'éducation coranique et à l'enseignement islamique (Bénin)*. Cotonou: Qualé / UNICEF.
- Scott, W. R. (1983). Institutions and Organizations : Towards a Theoretical Synthesis. Dans W. R. Scott, J. W. Meyer, & al, *Organizational Environments. Ritual and rationality* (pp. 55-80). Berverly Hills: Sage.
- Unesco. (2017). *La prévention de l'extrémisme violent par l'éducation. Guide à l'intention des décideurs politiques*. Paris: UNESCO.

## ANNEXE 1 – RÉALISATIONS DE L'ABeGIEF

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE									
AGENCE BÉNINOISE DE GESTION INTÉGRÉE DES ESPACES FRONTALIERS									
RÉALISATIONS DES INFRASTRUCTURES PAR COMMUNES FRONTALIÈRES									
COMMUNE	ARRONDISSEMENT	VILLAGE/ QUARTIER DE VILLE	TYPE D'INFRASTRUCTURE	NOMBRE	ÉTAT DE RÉALISATION	NOMBRE DE COMMISSARIAT OU POSTE DE POLICE	NOMBRE DE BRIGADE OU POSTE D'AVANCE DE BRIGADE	INFRASTRUCTURES AU PROFIT DES EPP	EQUIPEMENTS MARCHANDS
MATERI	Dassari	Porga	Construction de la résidence du commissaire	1	Travaux achevés	1			
	Dassari		Réhabilitation du Commissariat	1	Travaux achevés	1			
	Dassari		Construction de la brigade de gendarmerie	1	Travaux achevés		1		
	Dassari		Construction d'un module de quatre salles de classe au CEG + batterie de latrines + aire de jeux (Foot et Hand-ball)	1	Travaux achevés			1	
	Dassari		Construction d'un bâtiment au profit de la DSLD	1	Travaux achevés		1		
	Dassari		Construction du bloc administratif au CEG	1	Travaux achevés			1	
<b>TOTAL MATERI</b>				<b>6</b>					
COBLY	Cobly	Cobly	Construction et équipement de la brigade de gendarmerie	1	Travaux achevés		1		
	Datori	Datori	Construction et équipement d'un poste d'avancé de gendarmerie	1	Travaux achevés		1		
<b>TOTAL COBLY</b>				<b>2</b>					
BOUKOUM BE	Dipoli	Dipoli	Construction et équipement d'un module de quatre salles de classe au CEG + une batterie de latrines à quatre	1	Travaux achevés			1	

			cabines + aire de jeux (Foot et Handball)						
			Construction et équipement d'un bloc administratif au CEG	1	Travaux achevés			1	
BOUKOUMBE	Boukoubé	Boukoubé	Construction et équipement de la Brigade gendarmerie	1	Travaux achevés		1		
<b>TOTAL BOUKOUMBE</b>				<b>3</b>					
KEROU	Kérou	Kérou	Construction et équipement du commissariat localité	1	Travaux achevés	1			
<b>Total KEROU</b>				<b>1</b>					
NATITINGO U	Tchoumi-Tchoumi	Tchoumi-Tchoumi	Construction et équipement d'un module de quatre salles de classe + batterie de latrines + bloc administratif au CEG + batterie de latrine à quatre cabines	3	Travaux en cours				
<b>TOTAL NATITINGO U</b>				<b>3</b>					
COPARGO	Anandana	Anandana	Construction de la brigade gendarmerie d'Anandana (Copargo)	1	Travaux en cours				
<b>TOTAL COPARGO</b>				<b>1</b>					
<b>TOTAL ATACORA</b>				<b>15</b>					
BASSILA	Kprèkètè	Kprèkètè	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + bureau et magasin à EPP équipé	1	Travaux achevés			1	
	Alédjo	Alédjo	Construction et équipement de poste avancé de gendarmerie	1	Travaux achevés		1		
		Wolo	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe au à l'EPP + une batterie de latrines à quatre cabines	2	Travaux achevés				
<b>TOTAL BASSILA</b>				<b>4</b>					

OUAKE	Ouaké	Sonaholou	Construction d'un poste de contrôle frontalier de Police type 1 à Sonaholou (Ouaké)	1	Travaux achevés	1			
	Madjatoum	Madjatoum	Construction et équipement d'un poste avancé de police	1	Travaux achevés	1			
			Réalisation d'un forage	1	Travaux achevés				
<b>TOTAL OUAKE</b>				<b>3</b>					
				<b>7</b>					
MALANVILLE	Madécali	Madécali	Construction à Madécali (Malanville) d'un foyer, d'un dortoir, d'une dépendance (douches-WC) et d'un logement au commandant des USSF et son adjoint et des visiteurs de marque	4	Travaux en cours				
	Madécali	Iloua	Construction et équipement du Poste d'avancé de Police	1	Travaux achevés	1			
			Construction et équipement du logement des agents de Police	1	Travaux achevés	1			
			Extension poste avancé de police	1	Travaux achevés				
			Construction et équipement d'un centre de loisir	1	Travaux achevés				
			Construction et équipement d'un module de 3 salles de classe + une batterie de latrines à quatre cabines	1	Travaux achevés		1		
			Construction d'un centre de prière	1	Travaux achevés				
	Garou	Djindé Gabi Tounga	Construction de fours chockors améliorés + hangar	1	Travaux achevés				
<b>TOTAL MALANVILLE</b>				<b>11</b>					
KARIMAMA	KARIMAMA	Boizéa	Construction d'un module de 3 salles de classe	1	Travaux achevés		1		
			Construction de logement des enseignants	1	Travaux achevés		1		
		Karimama	Réhabilitation de la base des forces navales	1	Travaux achevés		1		

		Béllou Tounga	Construction de fours chockors améliorés + hangar	1					
<b>TOTAL KARIMAMA</b>				<b>4</b>					
SEGBANA	Lougou	Kamana	Construction et équipement d'un poste de sécurité	1	Travaux achevés				
	Ségbana	Ségbana	Construction et équipement du commissariat de localité	1	Travaux achevés				
		Mafouta et Wassaré	Travaux de construction d'un module de trois salles de classe + bureau et magasin + latrines à quatre cabines à l'EPP Mafouta et Wassaré, d'un poste avancé de sécurité type 2 à Wassaré (Ségbana)	3	Travaux en cours				
		Mafouta	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + bureau et magasin + batterie de latrine à quatre cabines	3					
		Mafouta, Tounga-Messadjé, Wassaré	Réalisation de quatre forages	4	Travaux achevés				
<b>TOTAL SEGBANA</b>				<b>6</b>					
TCHAOUROU	Tchaourou	Kassouala	Construction et équipement d'un poste avancé de Police	1	Travaux achevés	1			
		Kassouala	Construction et équipement d'un module de classe à EPP	2	Travaux achevés		2		
	Kika	Kabo	Construction du Commissariat frontalier	1	Travaux achevés	1			
		Kabo	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe à EPP	1	Travaux achevés		1		
		Monan-Wonkourou	Construction d'un poste de contrôle	1	Travaux achevés	1			
		Yambouan	Construction d'un poste mixte de sécurité	1	Travaux achevés	2			
TCHAOUROU	Kika	Tandou	Construction d'un poste de contrôle	1	Travaux achevés				

		Yanrougui-Gando	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + bureau et magasin à l'EPP	1	Travaux achevés			1	
TCHAOUROU	Kika	Kabo	Construction à Kabo (Tchaourou) d'un foyer, d'un dortoir, d'une dépendance (douches-WC) et d'un logement au commandant des USSF et son adjoint et des visiteurs de marque	4	Travaux en cours				
TOTAL TCHAOUROU				13					
KALALE	Kalalé	KALALE	Construction et équipement de la Brigade gendarmerie	1	Travaux achevés		1		
	Basso	BASSO	Construction et équipement d'un poste avancé	1	Travaux achevés		1		
			Construction d'équipements marchands +batterie de six latrines plus quatre douches	7	Travaux achevés				6
TOTAL KALALE				9					
PERERE	Gnynsi	Gnynsi	Construction et équipement d'un poste avancé	1	Travaux achevés		1		
		Monsi	Construction et équipement d'un poste avancé de type 2 à Monsi (Pèrèrè).	1	Travaux achevés		1	1	
PERERE	Guinangourou	Swanworosou	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + batterie de latrines à 4 cabines à l'EPP à Swansourou	1	Travaux achevés			1	
		Ogamoin	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + bureau et magasin	1	Travaux achevés				
		Bouin	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + bureau et magasin	1	Travaux achevés				
		Worou-Ouré-Kparou	Construction d'un poste de sécurité au profit du mobile USSF de Kabo	1	Travaux achevés	1			
TOTAL PERERE				6					



BANIKOARA	Banikoara	Banikoara	Construction du commissariat de localité	1	Travaux achevés	1			
<b>Toatal Banikoara</b>				<b>1</b>					
<b>TOTAL BORGOU/ ALIBORI</b>				<b>45</b>					
	Savalou	Savalou	Construction d'un foyer, d'une dépendance (douches-WC) et d'un logement au commandant des USSF et son adjoint et des visiteurs de marque	3	Travaux en cours				
<b>SAVALOU</b>	Doumè	Doumè	Construction et équipement du Commissariat frontalier	1	Travaux achevés	1			
	Dénou	Dénou	Construction et équipement d'un module de quatre salles de classe CEG	1	Travaux achevés			1	
	Monkpa	Monkpa	Construction et équipement d'un module de quatre salles de classe CEG	1	Travaux achevés			1	
	Savalou	Savalou	Construction et équipement d'un module de quatre salles de classe CEG	1	Travaux achevés				
	Tchetti	Tchetti	Construction et équipement de la brigade gendarmerie	1	Travaux achevés		1		
			Construction et équipement d'un module de quatre salles de classe CEG	1	Travaux achevés			1	
	Ottola	Ottola	Construction et équipement d'un module de quatre salles de classe CEG	2	Travaux achevés			1	
			Construction d'un logement des enseignants	1	Travaux achevés			1	
	Savalou	Savalou	Construction et équipement de la caserne des Sapeurs-Pompiers	1	Travaux achevés		1		
	Savalou	Savalou	Réhabilitation et extension du commissariat	1	Travaux achevés				
<b>TOTAL SAVALOU</b>				<b>11</b>					
<b>SAVE</b>	Monka	Monka	Commissariat et équipement frontalier	1	Travaux achevés	1			
	Monka	Monka	Construction et équipement d'un module de classe à EPP	1	Travaux achevés			1	

	Dani	Dani	Construction et équipement Module de classe à EPP	1	Travaux achevés			1	
<b>TOTAL SAVE</b>				<b>3</b>					
OUESSE	Kilibo	Kilibo	Construction et équipement d'un commissariat frontalier	1	Travaux achevés	1			
	Ouèssè	Ouèssè	Construction et équipement d'un module de quatre salles de classe au CEG	1	Travaux achevés			1	
	Toui	Ayétoro	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + bureau et magasin + batterie de latrine à quatre cabines	2	Travaux en cours				
<b>TOTAL OUESSE</b>				<b>4</b>					
BANTE	Pira	Pira	Construction commissariat frontalier	1	Travaux achevés	1			
	Pira	Elaminta	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe à l'EPP + une batterie de latrine à quatre cabines	2	Travaux achevés			1	
<b>TOTAL BANTE</b>				<b>3</b>					
DJIDJA	Agouna	Agouna	Construction et équipement d'une brigade de gendarmerie	1	Travaux achevés		1		
	Agouna	Agouna	Construction et équipement d'un module de quatre salles de classe au CEG	1	Travaux achevés				
<b>TOTAL DJIDJA</b>				<b>2</b>					
<b>TOTAL ZOU/COLLINES</b>				<b>23</b>					
APLAHOUÉ	Hounsahoué	Hounsahoué	Construction et équipement du Commissariat frontalier	1	Travaux achevés	1			
	Hounsahoué	Hounsahoué	Assainissement et aménagement de la cour du commissariat frontalier de Hounsahoué	1	Travaux achevés				
	Atomey	Atomey	Construction d'un Hangars marché + une batterie de	5	Travaux achevés				5

			latrines et douches						
	Lonkly	Lonkly	Construction et équipement d'un module de 4 salles de classe au CEG	1	Travaux achevés				
TOTAL APLAHOUÉ				8					
ATHIEME	Athiémé	Athiémé	Construction de la brigade de la police fluviale	1	Travaux achevés	1			
ATHIEME	Athiémé	Athiémé	Construction de cinq (05) hangars de marché + d'une batterie de latrines + douches	5	Travaux achevés				5
	Akonana	Akonana	Construction et équipement d'un module de 4 salles de classe au CEG	1	Travaux achevés				
TOTAL ATHIEME				7					
DJAKOTOME	Djakotomé	Djakotomè	Construction et équipement de la brigade de gendarmerie	1	Travaux achevés		1		
		Houégangbé	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe à l'EPP	1	Travaux achevés			1	
		Ségbéhoué	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe à l'EPP	1	Travaux en cours				
TOTAL DJAKOTOME				2					
GRAND-POPO	Grand-popo	Grand-popo	Construction et équipement du commissariat de localité	1	Travaux achevés	1			
	Hilla-Condji	Hilla-Condji	Construction et équipement d'un bâtiment au profit de la DSLD	1	Travaux achevés		1		
	Agoué	Agoué	Construction et équipement d'un poste avancé de police	1	Travaux achevés	1			
	Ayi-guinou	Ayi-guinou	Construction et équipement de deux modules de 4 salles de classe au CEG + batterie de latrines + urinoires	3	Travaux achevés				
TOTAL GRAND-POPO				6					
TOTAL MONO/COUFFO				23					

KETOU	Idigni	Iwoyé	Construction et équipement d'un poste avancé de Police	1	Travaux achevés	1			
			Construction et équipement d'une dépendance	1	Travaux achevés	1			
KETOU	Idigni	Iwoyé	Construction (Kétou) d'un foyer, d'une dépendance (douches-WC) et d'un logement au commandant des USSF et son adjoint et des visiteurs de marque	4	Travaux en cours				
			Construction d'un centre de transformation de manioc	1	Travaux achevés				
TOTAL KETOU				7					
IFANGNI	Ifangni	Igolo	Construction et équipement du commissariat frontalier et d'un poste avancé de Police	2	Travaux achevés	1			
		Itassoumba	Construction et équipement d'un poste avancé de Police	1	Travaux achevés	1			
TOTAL IFANGNI				3					
POBE	Towé	Towé	Construction et équipement d'un poste avancés de sécurité (Pobè)	1	Travaux achevés	1			
TOTAL POBE				1					
SAKETE	Sakété	Yoko	Construction de 05 hangars de type M2, 02 modules de latrines, 04 cabines, une guérite et 04 douches dans le marché	16	Travaux achevés				5
	Aguidi	Monogan	Travaux de construction de huit 08 hangars dans le marché						
TOTAL SAKETE				16					
ADJA-OUERE	Oko Akaré	Ita-Egbébi	Construction et équipement d'un poste avancé de gendarmerie	1	Travaux achevés		1		
TOTA ADJA-OUERER				1					
ADJARRA	Aglogbè	Odoh-Hongla HONGLA	Construction et équipement d'un poste avancé de gendarmerie	1	Travaux achevés		1		

			Construction et équipement d'un module de quatre salles de classe au CEG + bloc administratif + batterie de latrines à 6 cabines	3	Travaux achevés				
<b>TOTAL ADJARRA</b>				<b>4</b>					
<b>SEME-KPODJI</b>	<b>SEME-KPODJI</b>	<b>Sèmè-Kraké</b>	Construction et équipement d'un poste de sécurité au profit de la DSLD	1	Travaux achevés		1		
			Construction de la brigade de gendarmerie de Kraké	1	Travaux en cours				
<b>TOTAL SEME-KPODJI</b>				<b>2</b>					
<b>TOTAL OUEME/PLATEAU</b>				<b>32</b>					
<b>TOTAL INFRASTRUCTURES</b>				<b>145</b>		<b>27</b>	<b>19</b>	<b>24</b>	<b>21</b>

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE						
AGENCE BÉNINOISE DE GESTION INTÉGRÉE DES ESPACES FRONTALIERS						
RÉALISATIONS DES INFRASTRUCTURES PAR COMMUNES FRONTALIÈRES : MOBILES DE L'UNITÉ SPÉCIALE DE SURVEILLANCE DES FRONTIÈRES (USSF)						
COMMUNE	ARRONDISSEMENT	VILLAGE/QUARTIER DE VILLE	TYPE D'INFRASTRUCTURES	ANNÉE DE CONSTRUCTION	NOMBRE	ÉTAT ACTUEL DE RÉALISATION
OUAKE	Tchalinga	Madjatom	Construction et équipement d'un poste avancé de police	2015	1	Travaux achevés
<b>TOTAL OUAKE</b>					<b>1</b>	
MALANVILLE	Madécali	Madécali	Construction à Madécali (Malanville) d'un foyer, d'un dortoir, d'une dépendance (douches-WC) et d'un logement au commandant des USSF et son adjoint et des visiteurs de marque	2015	4	Travaux en cours
<b>TOTAL MALANVILLE</b>					<b>4</b>	
TCHAOUROU	Kika	Kabo	Construction à Kabo (Tchaourou) d'un foyer, d'un dortoir, d'une dépendance (douches-WC) et d'un logement au commandant des USSF et son adjoint et des visiteurs de marque	2015	4	Travaux achevés
<b>TOTAL TCHAOUROU</b>					<b>4</b>	
PERERE	Guinancourou	Worou-Ouré-Kparou	Construction d'un poste de sécurité au profit du mobile USSF	2016	1	Travaux achevés
<b>TOTAL PERERE</b>					<b>1</b>	
	Savalou	Savalou	Construction d'un foyer, d'une dépendance (douches-WC) et d'un logement au	2015	3	Travaux en cours



			commandant des USSF et son adjoint et des visiteurs de marque			
KETOU	Idigni	Iwoyé	Construction d'un foyer, d'une dépendance (douches-WC) et d'un logement au commandant des USSF et son adjoint et des visiteurs de marque	2015	4	Travaux en cours
<b>TOTAL KETOU</b>					<b>4</b>	
IFANGNI	Ifangni	Itassoumba	Construction et équipement d'un poste avancé de Police	2013	1	Travaux achevés
			Travaux de construction d'infrastructure au profit du mobile USSF d'Ita-Soumba (Ifangni)	2017	1	Travaux achevés
<b>TOTAL IFANGNI</b>					<b>2</b>	
POBE	Towé	Towé	Construction et équipement d'un poste avancés de sécurité (Pobè) au profit d'un mobile USSF	2011	1	Travaux achevés
<b>TOTAL POBE</b>					<b>1</b>	
<b>TOTAL INFRASTRUCTURES</b>					<b>17</b>	

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE						
AGENCE BÉNINOISE DE GESTION INTÉGRÉE DES ESPACES FRONTALIERS						
RÉALISATIONS DES INFRASTRUCTURES PAR COMMUNES FRONTALIÈRES : POSTE AVANCÉES DE POLICE						
COMMUNE	ARRONDISSEMENT	VILLAGE/QUARTIER DE VILLE	TYPE D'INFRASTRUCTURES	ANNEE DE CONSTRUCTION	NOMBRE	ETAT ACTUEL DE REALISATION

OUAKE	Ouaké	Sonaholou	Construction d'un poste de contrôle frontalier de Police type 1 à Sonaholou (Ouaké)	2016	1	Travaux en cours
<b>TOTAL OUAKE</b>					<b>1</b>	
SEGBANA	Lougou	Kamanan	Construction et équipement d'un poste de sécurité	2016	1	Travaux achevés
<b>TOTAL SEGBANA</b>					<b>1</b>	
TCHAUROU	Tchaourou	Kassouala	Construction et équipement d'un poste avancé de Police	2012	1	Travaux achevés
		Yambouan	Construction d'un poste mixte de sécurité	2015	1	Travaux achevés
TCHAUROU	Kika	Tandou	Construction d'un poste de contrôle	2014	1	Travaux achevés
		Monan-Wonkourou	Construction d'un poste de contrôle	2014	1	Travaux achevés
<b>TOTAL TCHAUROU</b>					<b>4</b>	
IFANGNI	Ifangni	Igolo	Construction et équipement du commissariat frontalier et d'un poste avancé de Police	2014	1	Travaux achevés
<b>TOTAL IFANGNI</b>					<b>1</b>	
<b>TOTAL INFRASTRUCTURES</b>					<b>7</b>	

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

AGENCE BÉNINOISE DE GESTION INTÉGRÉE DES ESPACES FRONTALIERS

RÉALISATIONS DES INFRASTRUCTURES PAR COMMUNES FRONTALIÈRES : BRIGADE DE GENDARMERIE						
COMMUNE	ARRONDISSEMENT	VILLAGE/QUARTIER DE VILLE	TYPE D'INFRASTRUCTURES	ANNÉE DE CONSTRUCTION	NOMBRE	ÉTAT ACTUEL DE RÉALISATION
MATERI	Dassari	PORGA	Construction de la brigade de gendarmerie	2011	1	Travaux achevés
<b>TOTAL MATERI</b>					<b>1</b>	
COBLY	Cobly	Cobly	Construction et équipement de la brigade de gendarmerie	2016	1	Travaux achevés
<b>TOTAL COBLY</b>					<b>1</b>	
BOUKOUMBE	Boukoubé	Boukoubé	Construction de la Brigade de gendarmerie	2011	1	Travaux achevés
<b>TOTAL BOUKOUMBE</b>					<b>1</b>	
KOUANDE	KOUANDE	KOUANDE	Construction de la Brigade de gendarmerie	2016	1	Travaux achevés
<b>TOTAL KOUANDE</b>					<b>1</b>	
COPARGO	Anandana	Anandana	Construction de la brigade de gendarmerie d'Anandana (Copargo)	2017	1	Travaux en cours
<b>TOTAL COPARGO</b>					<b>1</b>	
KALALE	Kalalé	Kalalé	Construction et équipement de la Brigade de gendarmerie	2015	1	Travaux achevés
<b>TOTAL KALALE</b>					<b>1</b>	
SAVALOU	Tchetti	Tchetti	Construction et équipement de la brigade de gendarmerie	2011	1	Travaux achevés
<b>TOTAL SAVALOU</b>					<b>1</b>	
DJIDJA	Agouna	Agouna	Construction et équipement d'une brigade de gendarmerie	2015	1	Travaux achevés
<b>TOTAL DJIDJA</b>					<b>1</b>	
DJAKOTOME	Djakotomè	Djakotomè	Construction et équipement de la brigade de gendarmerie	2015	1	Travaux achevés
<b>TOTAL DJAKOTOME</b>					<b>1</b>	
SEME-KPODJI	Sèmè-Kpodji	Sèmè-Kraké	Construction de la brigade	2016	1	Travaux en cours

			gendarmerie			
<b>TOTAL SEME-KPODJI</b>					<b>1</b>	
<b>TOTAL INFRASTRUCTURES</b>					<b>10</b>	

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

AGENCE BÉNINOISE DE GESTION INTÉGRÉE DES ESPACES FRONTALIERS						
RÉALISATIONS DES INFRASTRUCTURES PAR COMMUNES FRONTALIÈRES (POSTES AVANCÉS DE GENDARMERIE)						
COMMUNE	ARRONDISSEMENT	VILLAGE/QUARTIER DE VILLE	TYPE D'INFRASTRUCTURES	ANNÉE DE CONSTRUCTION	NOMBRE	ÉTAT ACTUEL DE RÉALISATION
COBLY	Datori	Datori	Construction d'un poste avancé de gendarmerie	2016	1	Travaux achevés
<b>TOTAL COBLY</b>					<b>1</b>	
BASSILA	Alédjo	Alédjo	Construction et équipement de poste avancé de gendarmerie	2015	1	Travaux achevés
<b>TOTAL BASSILA</b>					<b>1</b>	
SEGBANA	Lougou	Kamanan	Construction et équipement d'un poste de sécurité	2016	1	Travaux achevés
<b>TOTAL SEGBANA</b>					<b>1</b>	
KALALE	Basso	Basso	Construction et équipement d'un poste avancé	2015	1	Travaux achevés
<b>TOTAL KALALE</b>					<b>1</b>	
PERERE	Gnynsi	Gnynsi	Construction et équipement d'un poste avancé	2015	1	Travaux achevés
		Monsi-Gourou	Construction et équipement d'un poste avancé de type 2 à Monsi (Pèrèrè).	2015	1	Travaux achevés
	Guinangourou	Swanworossou	Construction et équipement d'un poste avancé de gendarmerie	2015	1	Travaux achevés
<b>TOTAL PERERE</b>					<b>3</b>	
ADJA-OUERE	Oko Akaré	Ita-Egbébi	Construction et équipement d'un poste avancé de gendarmerie	2011	1	Travaux achevés
<b>TOTA ADJA-OUERE</b>					<b>1</b>	
ADJARRA	Aglogbè	Odoh-Hongla	Construction et équipement d'un poste avancé de gendarmerie	2011	1	Travaux achevés
<b>TOTAL ADJARRA</b>					<b>1</b>	
<b>TOTAL INFRASTRUCTURES</b>					<b>9</b>	



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE						
AGENCE BÉNINOISE DE GESTION INTÉGRÉE DES ESPACES FRONTALIERS						
RÉALISATIONS DES INFRASTRUCTURES PAR COMMUNES FRONTALIÈRES AU PROFIT DE LA DSLD						
COMMUNE	ARRONDISSEMENT	VILLAGE/QUARTIER DE VILLE	TYPE D'INFRASTRUCTURES	ANNÉE DE CONSTRUCTION	NOMBRE	ÉTAT ACTUEL DE RÉALISATION
MATERI	Dassari	Porga	Construction d'un bâtiment au profit de la DSLD	2015	1	Travaux achevés
<b>TOTAL MATERI</b>					<b>1</b>	
GRAND-POPO	Hilla-Condji	Hilla-Condji	Construction et équipement d'un bâtiment au profit de la DSLD	2014	1	Travaux achevés
<b>TOTAL GRAND-POPO</b>					<b>1</b>	
SEME-KPODJI	SEME-KPODJI	Sèmè-Kraké	Construction et équipement d'un poste de sécurité au profit de la DSLD	2015	1	Travaux achevés
<b>TOTAL SEME-KPODJI</b>					<b>1</b>	
<b>TOTAL INFRASTRUCTURES</b>					<b>3</b>	

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE						
AGENCE BÉNINOISE DE GESTION INTÉGRÉE DES ESPACES FRONTALIERS						
RÉALISATIONS DES INFRASTRUCTURES PAR COMMUNES FRONTALIÈRES (MODULE DE SALLES DE CLASSE AU PROFIT DES ÉCOLES PUBLIQUES ET PRIMAIRES : EPP)						
COMMUNE	ARRONDISSEMENT	VILLAGE/QUARTIER DE VILLE	TYPE D'INFRASTRUCTURES	ANNÉE DE CONSTRUCTION	NOMBRE	ÉTAT ACTUEL DE RÉALISATION
BASSILA	Kprèkètè	Kprèkètè	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + bureau et magasin à EPP équipé	2013	1	Travaux achevés
		Wolo	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe au à l'EPP + une batterie de latrines à quatre cabines	2017	1	Travaux achevés
<b>TOTAL BASSILA</b>					<b>2</b>	
<b>MALANVILLE</b>	Madécali	Iloua	Construction et équipement d'un module de 3 salles de classe + une batterie de latrines à quatre cabines	2012	1	Travaux achevés
<b>TOTAL MALANVILLE</b>					<b>1</b>	
KARIMAMA	Karimama	Boizéa	Construction d'un module de 3 salles de classe	2009	1	Travaux achevés
<b>TOTAL KARIMAMA</b>					<b>1</b>	
SEGBANA	Ségbana	Mafouta et Wassaré	Travaux de construction d'un module de trois salles de classe + bureau et magasin + latrines à quatre cabines à l'EPP Tounga-Issa et Wassaré	2014	2	Travaux en cours
		Mafouta	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + bureau et magasin + batterie de latrine à quatre cabines	2017	1	Travaux achevés
<b>TOTAL SEGBANA</b>					<b>3</b>	

TCHAOUROU		Kassouala	Construction et équipement d'un module de classe à EPP	2012	2	Travaux achevés
	Tchaourou					
		Kabo	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe à EPP	2012	1	Travaux achevés
	Kika	Yanrougui-Gando	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + bureau et magasin au à l'EPP	2013	1	Travaux achevés
<b>TOTAL TCHAOUROU</b>					<b>4</b>	
PERERE						
	Guinangourou	Swanworossou	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + batterie de latrines à 4 cabines	2015	1	Travaux achevés
		Ogamoin	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + bureau et magasin	2016	1	Travaux achevés
		Bouin	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + bureau et magasin		1	Travaux achevés
<b>TOTAL PERERE</b>					<b>3</b>	
SAVE	Monka	Monka	Construction et équipement module de classe de trois salles de classe + bureau et magasin	2013	1	Travaux achevés
	Dani	Dani	Construction et équipement module de classe de trois salles de classe + bureau et magasin	2013	1	Travaux achevés
<b>TOTAL SAVE</b>					<b>2</b>	
OUESSE	Toui	Ayétoro	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + bureau et magasin + batterie de latrine à quatre cabines	2017	1	Travaux en cours
<b>TOTAL OUESSE</b>					<b>1</b>	
BANTE	Pira	Elaminta	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe à l'EPP + une batterie de latrine à	2016	1	Travaux achevés

			quatre cabines			
<b>TOTAL BANTE</b>					<b>1</b>	
DJAKOTOME	Djakotomè	Houégangbé	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe+ bureau et magasin + batterie de latrine à quatre cabines à l'EPP	2016	1	Travaux achevés
		Ségbéhoué	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe+ bureau et magasin + batterie de latrine à quatre cabines à l'EPP		1	Travaux achevés
<b>TOTAL DJAKOTOME</b>					<b>2</b>	
<b>TOTAL INFRASTRUCTURES</b>					<b>20</b>	

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

**AGENCE BÉNINOISE DE GESTION INTÉGRÉE DES ESPACES FRONTALIERS**

**RÉALISATIONS DES INFRASTRUCTURES PAR COMMUNES FRONTALIÈRES (MODULE DE SALLES DE CLASSE AU PROFIT DES ÉCOLES PUBLIQUES ET PRIMAIRES : EPP)**

COMMUNE	ARRONDISSEMENT	VILLAGE/QUARTIER DE VILLE	TYPE D'INFRASTRUCTURES	ANNÉE DE CONSTRUCTION	NOMBRE	ÉTAT ACTUEL DE RÉALISATION
BASSILA	Kprèkètè	Kprèkètè	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + bureau et magasin à EPP équipé	2013	1	Travaux achevés
		Wolo	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe au à l'EPP + une batterie de latrines à quatre cabines	2017	1	Travaux achevés
<b>TOTAL BASSILA</b>					<b>2</b>	
<b>MALANVILLE</b>	Madécali	Iloua	Construction et équipement d'un module de 3 salles de classe + une batterie	2012	1	Travaux achevés

			de latrines à quatre cabines			
<b>TOTAL MALANVILLE</b>					<b>1</b>	
KARIMAMA	Karimama	Boizéa	Construction d'un module de 3 salles de classe + logement pour enseignants	2009	<b>1</b>	Travaux achevés
<b>TOTAL KARIMAMA</b>					<b>1</b>	
SEGBANA		Mafouta	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + bureau et magasin + batterie de latrine à quatre cabines	2017	1	Travaux achevés
<b>TOTAL SEGBANA</b>					<b>1</b>	
TCHAUROU	Tchaourou	Kassouala	Construction et équipement d'un module de classe à EPP	2012	2	Travaux achevés
	Kika	Kabo	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe à EPP	2012	1	Travaux achevés
		Yanrougui-Gando	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + bureau et magasin à l'EPP	2013	1	Travaux achevés
<b>TOTAL TCHAUROU</b>					<b>4</b>	
PERERE	Guinangourou	Swanworossou	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + batterie de latrines à 4 cabines	2015	1	Travaux achevés
		Ogamoin	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + bureau et magasin	2016	1	Travaux achevés
		Bouin	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + bureau et magasin		1	Travaux achevés
<b>TOTAL PERERE</b>					<b>3</b>	
SAVE	Monka	Monka	Construction et équipement module de classe de trois	2013	1	Travaux achevés

			salles de classe + bureau et magasin			
	Dani	Dani	Construction et équipement module de classe de trois salles de classe + bureau et magasin	2013	1	Travaux achevés
<b>TOTAL SAVE</b>					<b>2</b>	
OUESSE	Toui	Ayétoro	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe + bureau et magasin + batterie de latrine à quatre cabines	2017	1	Travaux en cours
<b>TOTAL OUESSE</b>					<b>1</b>	
BANTE	Pira	Elaminta	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe à l'EPP + une batterie de latrine à quatre cabines	2016	1	Travaux achevés
<b>TOTAL BANTE</b>					<b>1</b>	
DJAKOTOME	Djakotomè	Houégangbé	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe+ bureau et magasin + batterie de latrine à quatre cabines à l'EPP	2016	1	Travaux achevés
		Ségbéhoué	Construction et équipement d'un module de trois salles de classe+ bureau et magasin + batterie de latrine à quatre cabines à l'EPP	2018	1	Travaux achevés
<b>TOTAL DJAKOTOME</b>					<b>2</b>	
<b>TOTAL INFRASTRUCTURES</b>					<b>18</b>	



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE						
AGENCE BÉNINOISE DE GESTION INTÉGRÉE DES ESPACES FRONTALIERS						
RÉALISATIONS DES INFRASTRUCTURES PAR COMMUNES FRONTALIÈRES (COLLÈGES D'ENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX : CEG)						
COMMUNE	ARRONDISSEMENT	VILLAGE/QUARTIER DE VILLE	TYPE D'INFRASTRUCTURES	ANNÉE DE CONSTRUCTION	NOMBRE	ÉTAT ACTUEL DE RÉALISATION
MATERI	Dassari	Porga	Construction d'un module de quatre salles de classe au CEG + batterie de latrines + aire de jeux (Foot et Hand-ball)	2016	1	Travaux achevés
			Construction du bloc administratif au CEG	2016	1	Travaux achevés
<b>TOTAL MATERI</b>					<b>2</b>	
BOUKOUMBE	Dipoli	Dipoli	Construction et équipement d'un module de quatre salles de classe au CEG + une batterie de latrines à quatre cabines + aire de jeux (Foot et Hand-ball)	2016	1	Travaux achevés
			Construction et équipement d'un bloc administratif au CEG	2016	1	Travaux achevés
<b>TOTAL BOUKOUMBE</b>					<b>2</b>	
NATITINGOU	Tchoumi-Tchoumi	Tchoumi-Tchoumi	Construction et équipement d'un module de quatre salles de classe + batterie de latrines + bloc administratif au CEG + batterie de latrine à quatre cabines	2017	2	Travaux en cours
			Construction et équipement d'un bloc administratif au CEG	2017	1	
<b>TOTAL NATITINGOU</b>					<b>3</b>	
SAVALOU	Dénou	Dénou	Construction et équipement d'un module de quatre salles de classe CEG + batterie de latrine à six cabines	2015	2	Travaux achevés

	Monkpa	Monkpa	Construction et équipement d'un module de quatre salles de classe CEG	2015	3	Travaux achevés
	Savalou	Savalou	Construction et équipement d'un module de quatre salles de classe CEG	2017	1	Travaux achevés
	Tchetti	Tchetti	Construction et équipement d'un module de quatre salles de classe CEG + batterie de latrine à quatre cabines + urinoirs	2015	3	Travaux achevés
	Ottola	Ottola	Construction et équipement d'un module de quatre salles de classe CEG	2009	2	Travaux achevés
			Construction d'un logement des enseignants	2009	1	Travaux achevés
<b>TOTAL SAVALOU</b>					<b>12</b>	
OUESSE	Ouèssè	Ouèssè	Construction et équipement d'un module de quatre salles de classe au CEG	2013	1	Travaux achevés
<b>TOTAL OUESSE</b>					<b>1</b>	
DJIDJA	Agouna	Agouna	Construction et équipement d'un module de quatre salles de classe au CEG	2017	1	Travaux achevés
<b>TOTAL DJIDJA</b>					<b>1</b>	
APLAHOUE	Lonkly	Lonkly	Construction et équipement d'un module de 4 salles de classe au CEG	2017	1	Travaux achevés
<b>TOTAL APLAHOUE</b>					<b>1</b>	
ATHIEME	Akonana	Akonana	Construction et équipement d'un module de 4 salles de classe au CEG	2017	1	Travaux achevés
<b>TOTAL ATHIEME</b>					<b>1</b>	
GRAND-POPO	Agoué	Ayi-guinou	Construction et équipement de deux modules de 4 salles de classe au CEG + batterie de latrines + urinoires	2016 & 2017	3	Travaux achevés

<b>TOTAL GRAND-POPO</b>					<b>3</b>	
NIKKI	Tasso	Tasso	Construction et équipement d'un module de 4 salles de classe au CEG	2016	1	Travaux achevés
			Construction d'un bloc administratif + batterie de latrine à quatre cabines		2	
<b>TOTAL NIKKI</b>					<b>3</b>	
<b>ADJARRA</b>	Aglogbè	Odoh-Hongla	Construction et équipement d'un module de quatre salles de classe au CEG + bloc administratif + batterie de latrines à 6 cabines	2017	2	Travaux achevés
<b>TOTAL ADJARRA</b>					<b>2</b>	
<b>TOTAL INFRASTRUCTURES</b>					<b>31</b>	

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

**AGENCE BÉNINOISE DE GESTION INTÉGRÉE DES ESPACES FRONTALIERS**

RÉALISATIONS DES INFRASTRUCTURES PAR COMMUNES FRONTALIÈRES (HANGARS DE MARCHÉ, FORAGES FOURS CHOCKORS, ETC)						
COMMUNE	ARRONDISSEMENT	VILLAGE/QUARTIER DE VILLE	TYPE D'INFRASTRUCTURES	ANNÉE DE CONSTRUCTION	NOMBRE	ÉTAT ACTUEL DE RÉALISATION
	Madjatom	Madjatom	Réalisation d'un forage 2017	1	Travaux achevés	
<b>TOTAL OUAKE</b>					<b>1</b>	
<b>MALANVILLE</b>	Maécali	Iloua	Construction et équipement d'un centre de loisir	2016	1	Travaux achevés
			Construction d'un centre de prière	2016	1	Travaux achevés
			Réalisation d'un forage à motricité humaine	2018	1	Travaux achevés
	Garou	Djindé Gabi Tounga	Construction de fours chockors améliorés + hangar	2017	1	Travaux achevés
	TOMBOUTOU		Réalisation d'un forage à motricité humaine	2018	1	Travaux achevés
<b>TOTAL MALANVILLE</b>					<b>5</b>	
KARIMAMA	KARIMAMA	Béllou Tounga	Construction de fours chockors améliorés + hangar	2017	1	Travaux achevés
		Fandou	Réalisation d'un forage à motricité humaine	2018	1	Travaux achevés
<b>TOTAL KARIMAMA</b>					<b>1</b>	
SEGBANA	SEGBANA	Mafouta, Tounga-Messadjé, Wassaré	Réalisation de trois forages	2016	3	Travaux achevés
<b>TOTAL SEGBANA</b>					<b>3</b>	
<b>KALALE</b>	BASSO	BASSO	Construction de six équipements marchands + batterie de six latrines plus quatre douches	2012	7	Travaux achevés
<b>TOTAL KALALE</b>					<b>7</b>	
NIKKI	TCHIKANDOU	TCHIKANDOU	Construction d'un centre de loisirs	2017	1	Travaux en cours
<b>TOTAL NIKKI</b>					<b>1</b>	
APLAHOUE	Atomey	Atomey	Construction d'un Hangars marché + une batterie de latrines et douches	2012	5	Travaux achevés
<b>TOTAL APLAHOUE</b>					<b>5</b>	

ATHIEME	Athiémé	Athiémé	Construction de cinq (05) hangars de marché + d'une batterie de latrines + douches	2012	5	Travaux achevés
<b>TOTAL ATHIEME</b>					<b>5</b>	
SAKETE	Sakété	Yoko	Construction de 05 hangars de type M2, 02 modules de latrines, 04 cabines, une guérite et 04 douches dans le marché	2012	16	Travaux achevés
	Aguidi	Monogan	Travaux de construction de huit 08 hangars dans le marché	2010		Travaux achevés
<b>TOTAL SAKETE</b>					<b>16</b>	
<b>TOTAL INFRASTRUCTURES</b>					<b>44</b>	

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE						
AGENCE BÉNINOISE DE GESTION INTÉGRÉE DES ESPACES FRONTALIERS						
RÉALISATIONS DES INFRASTRUCTURES PAR COMMUNES FRONTALIÈRES (FORCES NAVALES ET GROUPEMENT DE SAPEURS POMPIERS)						
COMMUNE	ARRONDISSEMENT	VILLAGE/QUARTIER DE VILLE	TYPE D'INFRASTRUCTURES	ANNÉE DE CONSTRUCTION	NOMBRE	ÉTAT ACTUEL DE RÉALISATION
KARIMAMA	KARIMAMA	Karimama	Réhabilitation de la base des forces navales	2010	1	Travaux achevés
<b>TOTAL KARIMAMA</b>					<b>1</b>	
SAVALOU	Savalou	Savalou	Construction et équipement de la caserne des Sapeurs-Pompiers	2014	1	Travaux achevés
<b>TOTAL SAVALOU</b>					<b>1</b>	
<b>TOTAL INFRASTRUCTURES</b>					<b>2</b>	

### RAPPORT DE ZONE 1

#### **Départements Borgou et Alibori**

Expert non principal junior :  
Adam Loukoumanou

#### NOTE INTRODUCTIVE

Le présent rapport présente les résultats d'une étude commanditée par CIVIPOL en collaboration avec le Ministère béninois de la sécurité publique. Elle est financée par la Délégation de l'Union Européenne, dans son vaste programme intitulé Prévention Régionale contre l'Extrémisme Violent dans le Sahel et le Maghreb.

Il s'agit en effet d'une étude exploratoire sur les risques et facteurs potentiels de radicalisation pouvant conduire à l'extrémisme violent en République du Bénin. Il s'est agi pour nous d'une part, de fournir un éclairage sur des problématiques liées au phénomène de radicalisation avec des analyses approfondies, permettant in fine de mieux cerner l'origine, les vecteurs et les dynamiques de radicalisation et d'extrémisme violent au Bénin, particulièrement dans les zones frontalières. D'autre part, elle a également permis de fournir des éléments d'information, des données et des analyses pouvant permettre d'identifier les besoins en actions de prévention de la radicalisation. Ces données pouvant alimenter l'action à travers les pistes identifiées et les acteurs porteurs de ces actions.

Les quatre zones suivantes sont concernées par cette étude à savoir :

- Zone 1 : département du Borgou, spécifiquement les communes de Parakou, Nikki et Pèrèrè
- Zone 2 : département de l'Alibori, avec pour commune Kandi, Malanville et Ségbana
- Zone 3 : Département de la Donga en particulier la commune de Djougou
- Zone 4 : département de l'Atacora, dans les communes de Matéri, Tanguiéta et Natitingou

Le présent rapport renseigne sur les résultats des zones 1 & 2, c'est-à-dire le Borgou et l'Alibori où nous avons réalisé au total 45 entretiens individuels et de groupes avec les divers groupes stratégiques composés d'acteurs clés concernés par la thématique.

#### - **Méthodologie de conduite de l'étude**

Cette recherche s'est faite à partir d'une démarche socio-anthropologique classique. Il s'agit d'une démarche socio-anthropologique basée sur l'enquête de terrain. Elle a pour avantage de permettre de comprendre les pratiques et attitudes des acteurs sociaux, de décrypter les logiques des acteurs, leurs représentations et perceptions dans un environnement donné. Cette démarche permet d'appréhender les pratiques quotidiennes des acteurs sociaux et nous a semblé plus adaptée pour aborder les questions de stratégies individuelles et collectives des acteurs sociaux.

Elle est faite à partir des techniques de collecte des données telles que la revue documentaire, les entretiens individuels et de groupes, l'observation, et des procédés de recension etc.

#### - **Difficultés rencontrées dans la conduite de l'étude**

Les difficultés que nous avons rencontrées sont relatives à la période choisie pour organiser cette étude. Elle paraît certes une difficulté dans la mesure où elle coïncide avec les carêmes musulmans. En effet, les moments de carêmes sont les mieux indiqués pour les pratiques intenses d'adoration et de dévotions à son seigneur. La plupart de nos interlocuteurs sont musulmans, donc sont très préoccupés soit pour les cultes, soit pour les œuvres caritatives. C'est la période où beaucoup de dons viennent des pays du golfe. Il faut les partager aux plus démunis et rendre compte au



donateur. Cela fait que nos interlocuteurs sont plus dans les mosquées que dans leurs domiciles. La plupart des entretiens ont eu lieu dans les mosquées.

Le retard dans la transmission des recommandations notamment dans les structures de l'Etat a été aussi une difficulté dans la mesure il ne nous a pas permis d'exécuter convenablement notre calendrier. Nous avons dû user de nos contacts personnels pour surmonter cet obstacle.

#### - Perceptions locales sur la radicalisation et l'extrémisme violent

Que ce soit à Parakou, Kandi, Nikki et Malanville, la menace que constituent les groupes extrémistes violents surtout enregistrés au Nigéria revient dans les discours de nos interlocuteurs. Quand bien même le Bénin n'a pas encore enregistré une attaque des mouvements djihadistes sur son territoire. Les populations craignent toutefois que cela n'arrive au Bénin. Les communes frontalières sont sur le qui-vive. Comme le témoignent respectivement ces propos d'un cadre de la mairie de Nikki et un agent de l'Etat en poste à Malanville. Tous deux résidents dans les zones frontalières du Bénin avec le Nigeria :

« Depuis qu'on parle de Boko Haram du côté du Nigeria, nous n'avons plus la paix du cœur à Nikki ici. Il y a la fête de la Gaani qui rassemble les deux peuples frontaliers chaque année à Nikki. Cela peut être une source d'infiltration des extrémistes dans notre commune » (SG de la mairie de Nikki, 08/06/2018)

« Lorsqu'on m'a affecté à Malanville ici moi j'ai eu peur à cause des Boko Haram. Je ne souhaite pas qu'ils viennent ici. De la façon dont ils égorgent les gens là, ça fait peur ». (M. K. L. CB/Douane de Malanville, 05/06/2018)

En effet, rappelons que les départements du Borgou/Alibori se situent au Nord-Bénin ; ils partagent trois frontières avec les pays comme le Nigeria, le Burkina et le Niger. Dans ces pays il a été enregistré des foyers et mouvements extrémistes pour certains, et des actions avérées de ces mouvements terroristes. Les populations du Borgou/Alibori ont des rapports séculaires avec celles de ces pays. La présence d'extrémistes actifs à proximité de ces pays a forcément un impact sur les communes frontalières de ces départements. Il s'agit entre autres des communes de Nikki, Malanville, Ségbana, Kalalé, Pèrèrè, Banikoara, Karimama. Les interlocuteurs ont quasiment toutes identifié une certaine instabilité régionale, en particulier en débordement de la situation au Nord du Nigeria avec la secte Boko Haram, comme un mode possible grâce auquel l'extrémisme violent pourrait toucher les communes frontalières voire les deux départements. Une autorité communale donne son point de vue par rapport à la situation qui prévaut dans sa commune depuis que les menaces des extrémistes ont été déclarées à proximité de leur commune :

« Nous sommes exposés aux attaques des extrémistes par rapport à notre situation géographique et la porosité de notre frontière, et par rapport aux relations séculaires qui unissent nos deux pays. Ces relations sont à double tranchant » (SG de la mairie de Nikki, 08/06/2018)

Une autre analyse fait ressortir dans une certaine mesure la cartographie des foyers d'extrémisme en Afrique. En effet, notre interlocuteur qui est un membre de la société civile fait comprendre que la plupart des mouvements extrémistes sont localisés dans le nord des pays de l'Afrique de l'Ouest. Il estime que ces régions sont généralement habitées par les musulmans.

« C'est dans les Nord des pays de l'Afrique de l'Ouest qu'on rencontre souvent ces extrémistes. Les Nord des pays de la sous-région sont en majorité musulmans. C'est là que se développent les idéologies liées au radicalisme » (M. A. B. membre de l'Association des Faiseurs d'Opinion de Parakou (AFOP), 06/06/2018)

Les discours des acteurs révèlent un apparent défaitisme des autorités publiques quant à la survenue d'une éventuelle radicalisation. Ceci concerne la notamment la prévalence de conditions structurelles, ou « facteurs incitatifs », qui alimentent le risque de radicalisation pouvant conduire à l'extrémisme violent au sein des communautés. On peut énumérer par exemple des facteurs politiques tels que la corruption endémique et l'impunité des élites ; des facteurs sociaux liés aux frustrations face aux attentes non satisfaites par l'Etat, au relatif dénuement et aux besoins sociaux et économiques non satisfaits ; et de facteurs culturels et bien évidemment y compris religieux.

## - Facteurs ou causes potentiels de radicalisation

Les discours révèlent que la radicalisation a des facteurs multiples. Aussi, faut-il souligner que la radicalisation est uniformément décrite comme un processus qui croît graduellement. A la question d'en savoir les facteurs, les réponses des interlocuteurs sont sans équivoques et soutiennent la thèse selon laquelle la radicalisation émerge lorsque de « petits groupes d'amis désireux d'agir » se mobilisent et adoptent un cadre d'interprétation de la société qui met en évidence l'impureté et l'injustice du monde, parfois vécues par procuration en observant la souffrance des autres, et offre comme seule réponse la violence. C'est ce que tente d'expliciter à travers cet extrait un des interlocuteurs rencontrés à Parakou :

« Si par exemple je suis offensé et je me plains, lorsque le droit n'est pas dit, cela peut amener le terrorisme. Il y a trop d'injustices dans le pays. C'est d'ailleurs cela qui est source de frustration et d'extrémisme. Lorsque les lois sont taillées sur mesure et ciblent les intérêts des uns au détriment des autres, cela est source de frustration, de révolte et d'extrémisme » (Dr. A. G. spécialiste des études islamiques et des cultes, Parakou, 07/06/2018)

Ces violences sont nourries par plusieurs facteurs. Elles sont relatives d'une localité à une autre, tenant compte des aspirations et des intérêts que chaque groupe tente de défendre. Sans exhaustivité, nous pouvons citer entre autres, les conflits d'accès aux ressources, les conflits inter et intra religieux, et les conflits interethniques.

- **Radicalisation relevant des conflits liés à l'accès aux ressources (fonciers, emplois, services publics, autres, etc.)**

### L'insuffisant accès aux ressources foncières comme facteurs de radicalisation au Bénin

L'accès à la terre est une question préoccupante qui oppose les communautés les unes aux autres dans les communes. Surtout dans les zones rurales agricoles où la terre reste la principale source de revenu. Il est parfois difficile de déguerpir quelqu'un qui s'installe sur une terre depuis des décennies, alors qu'on a besoin de sa terre soi-même.

« Nikki est une commune rurale où l'agriculture domine. Il est difficile de déguerpir quelqu'un qui travaille sur un domaine depuis longtemps. Car grâce à cette activité, il arrive à nourrir toute une famille » (M. W. T. Rédacteur en Chef Radio Su Tii Dera de Nikki, 10/06/2018)

« Au niveau du foncier, il y a encore beaucoup de problème. Tout un quartier (Kpaolou au centre-ville) n'est toujours pas loti pour des raisons politiques. C'est vrai qu'il y a eu des morcellements » (M. B. Z. Président de la Coordination de la Participation Citoyenne (CPC) de Nikki, 11/06/2018)

Ces problèmes généralement prennent leur source dans la saturation foncière liée à la pression démographique. En effet, ces problèmes se manifestent autour d'une situation de tensions latentes, à des tensions ouvertes voire même des affrontements sanglants. Ils opposent, certes, les autochtones entre eux dans des conflits intrafamiliaux et intergénérationnels à propos de la gestion de la terre, mais aussi et souvent, les autochtones aux étrangers (allochtones et allogènes).

« Deux problèmes majeurs peuvent être sources de tension à Nikki. Le premier est celui lié au foncier. Dans une même famille, la terre divise les frères » (M. W. T. Rédacteur en Chef Radio Su Tii Dera de Nikki, 10/06/2018)

« Il y a un village (*Deeman*) où les présumés propriétaires sont allés déterrer tout un domaine de trois (03) ha de champ d'anacarde, produit par un ressortissant de l'Atacora sous prétexte que le champ ne lui appartient pas après plusieurs décennies d'occupation » (M. B. Z. Président de la Coordination de la Participation Citoyenne (CPC) de Nikki, 11/06/2018)

Ce comportement des présumés propriétaires s'explique par le fait que la question foncière est mal réglée au Bénin. Ce qui fait que les tensions émergent dans un contexte où les migrations inter-régions ont de plus en plus tendance à prendre une direction Sud-Nord (les populations de la méridionale viennent vers le septentrion du pays), et de moins en

moins la direction Nord-Ouest-Nord-est/Centre (où les colons agricoles de l'Atacora/Donga émigrent vers le Borgou/Alibori et aussi vers les Collines à la recherche de terres fertiles).

Dans un contexte de très faible mécanisation de l'agriculture, nombre de ménages ruraux et même semi-urbains au Sud optent pour la migration vers le Centre ou le Nord du pays. Mieux avertis de l'enjeu économique du foncier, contrairement aux populations du Nord, les migrants sudistes, par divers subterfuges ou par le jeu du marché, acquièrent et immatriculent de grandes étendues de terres, au point d'inquiéter les autorités coutumières du Nord et du Centre du pays.

Celles-ci réagissent tantôt par une bureaucratisation des transactions ou par une interdiction pure et simple des ventes de terre à des ressortissants du Sud, en fondant la légitimité de leur attitude sur un principe de responsabilité intergénérationnelle, qui devrait obliger les générations actuelles du Nord à conserver les patrimoines fonciers pour les générations à venir. On note régulièrement une remise en cause des transactions opérées par l'administration communale :

« Même les domaines vendus par la mairie sont remis en cause par les propriétaires terriens. Le foncier est un domaine très sensible à Nikki ici. J'avais inséré la question liée à la gestion foncière dans les thématiques de la reddition de comptes, mais cela n'a pas prospéré » (M. B. Z. Président de la Coordination de la Participation Citoyenne (CPC) de Nikki, 11/06/2018)

Face à une telle situation d'incertitude foncière, l'autorité communale même prend du recul par rapport aux questions liées au foncier. Toutes ces questions sont désormais mises en veilleuse par l'autorité communale qui ne signe aucun acte lié au foncier dans la commune de Nikki

« L'ampleur du phénomène lié au problème foncier que les autorités sont incapables de les régler. Ils font recours aux techniciens. Le maire ne signe jamais les papiers liés au foncier » (M. W. T. Rédacteur en Chef Radio Su Tii Dera de Nikki, 10/06/2018)

A Parakou et à Kandi, les chefs coutumiers luttent pour empêcher à leurs « sujets » de vendre les terres, en invoquant leur autorité coutumière sur le foncier. A Parakou, le roi fit annuler plusieurs transactions foncières entre ses sujets et des ressortissants du Sud. L'enjeu du foncier s'ajoute désormais à l'enjeu du pouvoir politique au sommet de l'Etat comme source potentielle de violence xénophobe.

#### Le manque d'emploi des jeunes comme facteur de radicalisation

Pour nombre de personnes, le chômage et le sous-emploi constituaient également des sujets d'inquiétude très présents. L'ampleur du chômage des jeunes a souvent été évoquée comme une source potentielle de tension sociale. Dans les villes comme Parakou, Kandi et Malanville en particulier, les jeunes sans emploi sont souvent désœuvrés et traînent dans les « *Faada* » ou assemblées, devenant ainsi des proies faciles à recruter pour les groupes criminels. Les analystes de cet interlocuteur vont dans le même sens que ces propos :

« Donc si les autorités locales ne mettent pas en place une politique de développement harmonieuse qui puisse permettre aux jeunes désœuvrés, il y en a assez nombreux à Kandi qui rôdent autour des mosquées, autour des assemblées populaires et s'il n'y a pas d'alternatives d'activités économiques, c'est que, lorsque la perfusion arabo-islamique qui vient des pays du Golf va un jour s'amenuiser et qu'il n'y a pas des sources de revenus pour les apaiser dans cette oisiveté, toute étincelle qui va les fédérer pour aller contre notre république, c'est la catastrophe ». (K. T. analyste des questions religieuses, Kandi, 31/05/2018)

A Kandi par exemple, des discours révèlent que des jeunes vont percevoir de l'argent (40 000 FCFA) chaque fin du mois dans une mosquée alors qu'ils ne mènent aucune activité. La seule condition c'est d'être régulier à la prière. Un autre moyen d'attirer ces jeunes toujours dans la même ville est le recrutement massif qui se fait dans les nombreux chantiers de construction de mosquées, de puits, etc. Rappelons que le courant sunnite détient d'importants moyens financiers qui leur permettent de faire du social à travers la réalisation d'infrastructures sociocommunautaires dans toutes les localités du Bénin. Ces chantiers constituent donc des moyens d'attraction des jeunes désœuvrés à qui des conditions

alléchantes sont proposées pour les recruter d'abord en tant qu'ouvriers, mais par la suite deviennent des fidèles musulmans engagés dans leur courant après leur conversion à l'Islam.

« C'est sur les chantiers qu'ils recrutent les jeunes surtout chrétiens qui sont d'abord ouvriers, avant de devenir fidèles musulmans après leurs conversions à l'Islam ». (M. B. G. Président de l'Association des Jeunes pour le Développement de Kandi, 1<sup>er</sup>/06/2018)

En somme, les situations généralisées de pauvreté, de marginalisation, l'absence d'opportunités d'emploi pour les jeunes créent un terreau fertile à l'aliénation et à la radicalisation et, surtout, rendent ces segments de la population réceptifs à l'appel des groupes terroristes et criminels qui leur offrent de l'argent et leur donnent un sentiment d'appartenance à une communauté.

#### *Le problème d'insertion des diplômés arabes dans le circuit professionnel*

Le principal problème se situe au niveau des curricula de formation qui sont enseignés dans les écoles confessionnelles, surtout dans les écoles franco-arabes. On en rencontre à Parakou, à Kandi, à Malanville et Nikki. Ces écoles semblent avoir une totale autonomie concernant le contenu de leur enseignement. Les efforts visant à harmoniser les programmes de ces écoles avec ceux des écoles laïques officielles, publiques ou privées, ne sont pas réalisables. Car l'enseignement même se fait beaucoup plus en Arabe. Cela pose aussi le problème d'équivalence de leurs diplômes qui ne sont pas reconnus au niveau national.

« Nous avons plusieurs fois rencontré le président de l'Union Islamique en Lybie. Nous lui avons posé le problème de reconnaissance de notre diplôme afin qu'il plaide pour cela, mais rien n'a été fait... » (Alfa A. S. enseignant en langue arabe à Nikki, 10/06/2018)

A partir de leur vision de l'Islam, les discours qu'ils tiennent et les activités qu'ils mènent, les diplômés arabisant envisagent une nouvelle ère dans l'histoire islamique du Bénin. Cependant, ils sont moulés dans une société qui ne privilégie que les compétences acquises dans les centres de formation de type occidental. Du coup, ces diplômés des universités arabo-islamiques œuvrant pour leur réinsertion sociale, notamment dans le tissu professionnel sont astreints d'abord à lutter pour une double légitimité : celle de leur savoir d'une part, et celle de leur "droit" d'être des guides légitimes des communautés islamiques, de l'autre. Par conséquent, de nombreux diplômés des écoles religieuses ont des difficultés à s'insérer dans la vie professionnelle.

« Au Bénin, nous avons le problème d'insertion de nos diplômés. Nous avons plusieurs fois soulevé le problème d'insertion sans avoir gain de cause. Lorsqu'on parle d'Arabe ici, les gens disent que c'est l'Islam. Ce qui fait qu'au Bénin on ne veut pas nous insérer dans le circuit professionnel, alors qu'on peut bien enseigner l'Arabe dans les collèges et Lycées » (El Hadj I. T. islamologue à Parakou, 06/06/2018)

Face aux options limitées d'emploi, ces diplômés des écoles islamiques choisissent souvent de poursuivre leurs études dans la région du golfe Persique, ce qui contribue peu à améliorer leurs possibilités d'emploi au Bénin. Pour nombre d'acteurs rencontrés, la non-intégration des écoles islamiques dans le système formel de l'enseignement est une source potentielle de séparation, qui favorise les revendications liées à l'identité, à savoir, des revendications que les musulmans perçoivent en tant que musulmans. Ainsi, pour les diplômés arabes qui sont revenus des pays du golfe et sont au chômage, ils se convertissent dans d'autres activités informelles, travaillent bénévolement dans leurs anciennes écoles, ou créent la leur. Il en est de même pour ceux qui sont en attente d'une bourse.

#### **- Radicalisation relevant des conflits religieux**

Il y a une grande tolérance entre les différentes religions existantes dans le Borgou/Alibori. Il s'agit de l'Islam, du christianisme et des religions endogènes, etc.

« La cohabitation est pacifique entre toutes les religions à Kandi. Aucune altercation n'a jamais été enregistrée à ma connaissance. Lorsqu'il y a une manifestation, les autres religions sont invitées où se fréquentent » (M. O. G. cadre à la tutelle de l'Alibori, 30/05/2018).

Toutefois, la laïcité de l'Etat apparaît parfois comme un tremplin aux différents courants religieux surtout celles islamiques pour troubler l'ordre public au sein des communautés. Il ressort de ce fait l'inquiétude des citoyens quant à la capacité de l'Etat à exercer une supervision appropriée des groupes religieux. Parfois, le pouvoir public semble vouloir éviter d'irriter les chefs et fidèles religieux, préférant ne pas agir lorsque la liberté de pratique religieuse va à l'encontre des droits d'autres citoyens. Le facteur religieux est donc un levier sensible sur lequel aucune autorité ne veut tirer pour avoir les fidèles à son dos. Lors d'une intervention, l'usage excessif de la force ou du pouvoir public (par ex., la fermeture d'édifices religieux) peut entraîner des réactions violentes.

Notons toutefois que l'expérience montre que les tensions religieuses sont plus souvent intra-religieuses qu'interconfessionnelles, en particulier au sein de la communauté musulmane. Les pratiques au lieu de favoriser la cohésion sociale, contribuent bien au contraire à la division de l'islam en différents courants dont les plus rencontrés dans ces départements sont les Sunnites, les Tidjaniya, les Chiites, les Frères Musulmans, Ahmadiyya, etc. On note toutefois un clivage majeur entre l'ordre soufi de la Tidjaniya et les sunnites à tendance wahhabite qui sont d'ailleurs majoritaires sur cette aire géographique.

« A Kandi, contrairement au passé, où les tensions étaient inter-religieuses, aujourd'hui nous avons des tensions intra religieuses. De nos jours, c'est qu'au niveau de Kandi qui est une société fortement islamisée, c'est des guerres entre des courants ; qui aboutissent aujourd'hui à des radicalisations voire à des tensions » (K. T. analyste des questions religieuses, Kandi, 31/05/2018)

A Kandi en particulier, des chefs religieux sont apparus ayant des ressources importantes et tenant parfois des sermons incendiaires. Les chefs religieux encouragent en général à la tolérance, mais nous avons entendu parler de situations où certains avaient dénigré d'autres communautés religieuses ou d'autres chefs au sein de la même communauté.

« Il y a une mosquée Kandi ici où l'imam a une certaine radicalisation dans ses prêches, contre l'islam classique » (M. O. G. responsable administratif à Kandi, 30/05/2018)

« A la mosquée de Alfa américain, il n'y a aucun respect des fidèles. L'imam tient des propos très virulents qui incitent à la haine et à la violence. Il en est de même à la markaz, la base des Dan Izada à Parakou » (M. B. A. membre de la société civile à Parakou, 06/06/2018)

« Les discours virulents sont enregistrés dans la mosquée de Ali WAGANA, chez Issiakou à Gourou, à Aladji Kparou. Ils invitent les populations à la révolte contre les traditionnels. Ils invitent les populations à se soulever contre les autorités » (Sa Majesté SINADOUNWIROU, 1<sup>er</sup> ministre à la cour impériale de Nikki, 09/06/2018)

On note l'existence d'un effort de dialogue interreligieux qui n'est rien d'autre que l'initiative du gouvernement ; quand bien même ce dialogue reste au niveau supra. Les fidèles à la base ne sont ni impliqués ni informés des décisions qui s'y prennent. Que ce soit à Parakou, Nikki, Kandi et Malanville, les institutions religieuses se créent de façon exponentielle sans aucun contrôle des autorités publiques. Aucune statistique ni base de données ne renseigne sur les institutions religieuses dans aucune des communes que nous avons parcourues.

« Un peu partout on crée des mosquées. Et ce sont des jeunes qui dirigent les prières dans ces mosquées. Ils ont le sang chaud. Même dans les prêches, on sent une certaine rigueur dans leurs propos » (M. B. A. membre de la société civile à Parakou, 06/06/2018)

Il a été noté, des tensions émergentes au sujet du port de symboles religieux, notamment dans les écoles publiques laïques. Les personnes interrogées ont noté que les femmes qui portent le voile sont sujettes à l'exclusion, alors que certains vêtements que beaucoup considèrent comme indécents (par ex., les mini-jupes) sont tolérés.

« Il y a une discrimination qui se fait par rapport au port de voile dans les collèges. Les sœurs religieuses catholiques ne sont pas interdites de porter les voiles, mais nos sœurs musulmanes ne doivent pas en porter » (S. M. Ancien Coordonnateur Principal de l'Association Culturelle des Elèves Et Etudiants Musulmans du Bénin (ACEEMUB) à Parakou, 07/06/2018)

« Alors que le port de voile est une obligation pour la jeune fille musulmane, on essaye de les sensibiliser contre leur gré. Certains enseignants les qualifient de Boko Haram ou des Kamikazes, même ma sœur en a été victime » (S. M. Nouveau Coordonnateur Principal de l'Association Culturelle des Elèves et Etudiants Musulmans du Bénin (ACEEMUB) à Parakou, 07/06/2018)

Cette disparité apparente crée un sentiment d'injustice et de frustration susceptible d'être exploité. Ainsi, la perception de la discrimination d'une communauté en particulier peut constituer un facteur incitatif à la radicalisation. Certains musulmans considèrent que les lois qui régissent l'école n'autorisent pas un chef d'établissement à interdire aux élèves de porter des symboles religieux.

« Plusieurs fois nous avons échangé avec le recteur sur les uniformes des jeunes filles musulmanes. La loi n'interdit pas le port des voiles dans les universités » (Dr. A. G. spécialiste des études islamiques et des cultes, Parakou, 07/06/2018)

Selon eux, ces interdictions ne sont que le résultat d'un certain zèle religieux et d'une certaine « islamophobie ». Ceci peut porter à conséquence pour les relations intercommunautaires si l'État ne donne pas d'orientation claire aux chefs d'établissements scolaires sur le traitement de ces situations, tout en clarifiant le pouvoir de ceux-ci d'une façon acceptée des parents et respectée de tous.

#### - Radicalisation relevant des conflits interethniques

Les conflits entre paysans et éleveurs sont devenus depuis quelques décennies très fréquents et parfois très meurtriers dans la partie septentrionale du pays. Ce sont des conflits interethniques entretenus par les Boo et les Baatombu contre les Fulfulbe qui sont respectivement agriculteurs et éleveurs. Ces conflits peuvent conduire à la radicalisation dans les départements du Borgou Alibori.

« Le second problème est lié au conflit entre agriculteurs et éleveurs ; et cela a rapport au foncier. Lorsque les transhumants transitent par un couloir en allant, au retour ils trouvent que ces couloirs sont obstrués par les champs. Du coup, ils ne savent pas par où sortir leurs bêtes. Donc leurs bêtes broutent les champs et les producteurs leurs créent des problèmes. C'est vrai que parfois ils sont responsables, car ils laissent délibérément leurs bêtes brouter nuitamment les champs des producteurs » (M. W. T. Rédacteur en Chef Radio Su Tii Dera de Nikki, 10/06/2018)

« L'autre violence est liée à la transhumance et les problèmes de terre entre agriculteurs et éleveurs. Les terres deviennent rares, alors que les Peuls aussi ont commencé par se sédentariser » (M. Y.M. Directeur de la radio Kandi Fm, 02/06/2018)

C'est dire que dans la pratique, les conflits entre éleveurs et agriculteurs quelle que soit leur identité ethnique se résument généralement autour des problèmes de divagation des bêtes et l'expropriation foncière. Les Peuls qui quasiment sont des transhumants créent des dégâts dans les champs pendant leur passage. Cela s'explique par le fait que la transhumance conduit les jeunes bouviers ou parfois des groupes de Peuls loin de leurs campements vers d'autres lieux à la recherche du pâturage. Sur leur trajet, ils ne respectent pas toujours les couloirs tracés de commun accord avec les producteurs. Souvent beaucoup ne connaissent même pas les évolutions des règles locales en matière de transhumance. Bien qu'ils exploitent ces espaces ils ne participent généralement pas aux discussions sur la gestion de ces ressources. Les règles qui y sont alors établies ne sont pas leurs problèmes.

A partir de ce moment la concurrence s'exaspère, se transforme rapidement en conflit. De l'autre côté le dialogue entre les parties, qui est indispensable pour la recherche de solutions d'exploitation conjointe et pour la mise en place et le contrôle de règles communes, devient de plus en plus difficile. Tout cela est aggravé par l'absence de canaux de communication et les problèmes de langue qui ne facilitent pas la gestion de ces conflits. Généralement dans la plupart de ces conflits, ce sont les Peuls qui sont mis en cause. Plusieurs tensions entre ces deux peuples ont été régulièrement enregistrées, alors que ce sont mêmes peuples qui sont appelés à cohabiter.

L'autre conflit interethnique est celui qui oppose les Bariba, les Peuls et les Gando. Les Bariba ont toujours dominé les Peuls et les Gando qui sont les deux autres groupes principaux du Borgou.

« Les conflits ethniques entre Gando et Bariba sont une réalité. Les Gando se sont retirés pour créer leur association, car ils sont marginalisés et considérés comme des sous hommes » (M. B. M. Directeur de la radio Su Tii Dera de Nikki, 10/06/2018)

En effet, l'histoire nous renseigne que les Gando étaient les esclaves publics appartenant aux chefs ou aux nobles bariba. Ils étaient rassemblés dans des villages de cultures dans lesquels ils travaillaient pour leur maître. Leur condition d'esclave éliminait rapidement leur différence ethnique et ils prenaient généralement le nom clanique de leur maître après une ou deux générations. Les Gando étaient considérés comme des biens transmissibles par les nobles bariba qui en profitaient pour les utiliser comme monnaie d'échange avec d'autres groupes comme celui des Peuls par exemple.

Bien que détenteurs d'un statut supérieur et d'une certaine liberté, les Peuls de cette région n'avaient pas un sort beaucoup plus enviable que le précédent groupe présenté (Gando). En effet, les nobles bariba ne portant attention qu'aux valeurs guerrières, cette population de pasteurs musulmans était dédaignée et ne pouvait en aucun cas prétendre à une quelconque fonction d'autorité. Ils gardaient toutefois la possibilité de quitter la région et de s'installer ailleurs contrairement aux Gando dont les mouvements étaient surveillés de très près. Ce faisant, il s'établissait un accord tacite entre les Peuls et les représentants de la noblesse bariba. Les uns acceptaient une forme d'exploitation alors que les autres leur fournissaient une protection efficace. C'est ainsi qu'un certain équilibre existait entre les intérêts réciproques des deux groupes en présence. Malgré cette sorte de contrat qui équilibrait les relations entre ces populations, le mariage interposé entre les deux groupes était encore proscrié. Même si les Peuls profitaient d'une forme de liberté par rapport aux Gando, ils restaient enfermés dans un statut que nous pourrions qualifier de servage. Le groupe bariba s'opposait donc par son statut d'homme libre et par ses activités pour la plupart orientées vers la guerre, la chasse, l'artisanat et accessoirement vers l'agriculture, aux deux autres groupes principaux présents dans la région du Borgou. Il se distinguait aussi de ses voisins de par son origine ethnique (LOMBARD J., 1965 : 35-38).

La situation actuelle de ces populations a évidemment considérablement changé. Elles sont aujourd'hui sur un pied d'égalité face aux instances gouvernementales.

« La discrimination entre Bariba et Gando n'est plus tangible de nos jours. Ces derniers jouissent d'une liberté absolue et se réunissent au sein de leur organisation appelée *Idi wadi* qui consiste à sensibiliser leurs pairs » (M. W. T. Rédacteur en Chef Radio Su Tii Dera de Nikki, 10/06/2018)

Toutefois, bien que ces groupes soient libres aujourd'hui, une domination symbolique des Bariba persiste sur les deux autres populations. De plus en plus mélangées dans les communes, ces groupes montrent par exemple encore certaines réticences à accepter des mariages entre leurs membres. Ce type de clivages et de tensions pourrait avoir des influences sur les rapports de ces différentes populations qui se côtoient et serait des plus intéressants à analyser.

#### - **Caractérisation/ manifestation des formes de radicalisation**

Les données sur le radicalisme religieux montrent que la compétition entre les différents courants religieux exprime autant des rivalités locales, endogènes aux communes que des enjeux régionaux et internationaux qui sont souvent mal perçus par les différents protagonistes. Elles montrent également comment un islam local à l'heure des appartenances mondialisées est traversé par les courants les plus contradictoires au moment où se multiplient les inquiétudes quant au risque réel d'attentats. Les acteurs locaux sont dans une compétition, certes locale, où chacun cherche à gagner une légitimité endogène à la communauté.

« ... c'est pour avoir des militants, c'est pour avoir des représentants ... montrer à son partenaire que je suis en train de faire grandir ton courant islamique ici. Voilà le monde que je mobilise. Tout cela se passe d'abord au sein d'un groupe » (K. T. analyste des questions religieuses, Kandi, 31/05/2018)

Ces différents courants islamiques se prêtent à un jeu de surenchère dangereuse, par sermons, par mosquées et par presses interposées, rivalisant, de plus en plus, sur le terrain glissant d'un radicalisme religieux par réaction plus que jamais accentué.



« Aujourd'hui il y a une colonisation religieuse qui ne dit pas son nom ; où par exemple, nous avons des pensées ou des courants liés à des leaders soit qui sont africains ou bien du moyen orient, c'est-à-dire les lobbies financiers qataris, saoudiens iraniens et autres qui ont quand même leur vision de l'islam ; qui veulent les faire passer sur le continent ; s'alignent aujourd'hui sur une élite nouvelle islamique qui vient avec des moyens financiers, avec des dogmes, avec des courants pour quand même endormir le peuple. Et profiter de cette ignorance là pour susciter des haines parce qu'il y a un conflit d'hégémonie-là qui est en train de se faire à l'instar des grandes puissances économiques » (K. T. analyste des questions religieuses, Kandi, 31/05/2018)

En conséquence, on assiste de ce fait à plusieurs tensions entre de jeunes musulmans et des chefs de communauté établis, suggérant un écart entre générations au sein de la communauté musulmane et un cadre émergent de chefs plus jeunes. Étant donné la politisation des anciens chefs religieux dans le cadre de la restauration de l'islam authentique, il n'est pas étonnant que certains jeunes se formalisent de leurs actions. Dans l'ensemble, de nombreux d'enquêtes pensent que, contrairement au passé, l'identité religieuse peut constituer un clivage de plus en plus important plus qu'être source de cohésion.

Toutes ces pratiques sont alimentées par les idéologies importées par les jeunes étudiants bénéficiant des bourses en provenance des pays du Golfe. Il est à souligner que l'université islamique de Médine en Arabie Saoudite est celle qui fournit le plus grand nombre de diplômés. Il fut assigné à celle-ci le rôle de « former des missionnaires qui, imprégnés de l'idéologie de l'Etat saoudien devaient ensuite rentrer dans leur pays d'origine pour prêcher le "vrai islam" » C'est d'ailleurs dans cette université Islamique de Médine que la plupart des arabisants, de Parakou, Kandi et Nikki ont fait leurs études. Les filières pour lesquelles on accorde de bourses sont essentiellement d'ordre religieux. C'est pourquoi les étudiants n'y étudient uniquement que le coran, la *sharia*, le prêche et la propagande, le *hadith* (littéralement « propos » ; les traditions rapportant les actes et paroles du Prophète Muhammad) ou la littérature arabe.

L'enseignement n'est pas que canalisé mais aussi et surtout orienté vers le Wahhabisme, conformément à la charte de l'université. Comme mentionné plus haut, le constat est parti de « la souillure du dogme islamique » par des pratiques dites antéislamiques dont l'élite traditionnelle "largement ignorante" est l'héritière et le gardien sourcilieux. Ces pratiques appelées *bid'* sont nombreuses et variables d'un milieu à l'autre. Mais les pratiques communes existent et ont pour noms notamment, les confréries, les *mawlid an nabiyyu* (commémoration de la naissance du Prophète Mohammed), le culte des saints et des morts, la thaumaturgie et certaines valeurs sociales et rites des prières canoniques. Partant du raisonnement que la grande masse des musulmans s'est laissée entraîner par l'élite traditionnelle ignorante dans des pratiques sataniques du fait de son incapacité à lire et comprendre par elle-même le Coran, il fut donné à la nouvelle élite comme cheval de bataille l'arabisation et la prédication.

Dans cette perspective, des compétences leur furent données en littérature arabe, en pédagogie et en droit islamique ; ce dernier est considéré comme le fondement de la restauration de l'ordre politico-moral. Telle est, au terme de sa formation, la catéchèse du diplômé de l'université de Médine : un licencié soit en littérature arabe, soit en droit islamique ou en prédication.

C'est un intellectuel, « éloquent, compétent, savant ; un *shaykh* (ici, un érudit) fervent, plein de bonnes initiatives et de bonne volonté à œuvrer pour la purification de l'Islam ancien dont les vieux sont le dépositaire ».

Vus sous cet angle il apparaît que les diplômés médinois se préparent à aller en "guerre sainte" (jihad) contre leurs aînés assimilés à des égarés. De ce fait, ils se dressent en contre élite. En réalité, une élite islamique orgueilleuse de son savoir et ayant foi en la réussite de son programme de réforme de l'ordre existant, tels sont les diplômés de l'université de Médine.

## Acteurs concernés par les phénomènes de radicalisation : pratiques et stratégies de prévention / répression

### - Les acteurs étatiques et leurs rôles

Les acteurs étatiques qui interviennent dans la lutte contre la radicalisation sont principalement les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) qui sont les représentants de l'Etat sur le terrain. Les actions sont perceptibles à travers l'Agence Béninoise de Gestion des Espaces Frontaliers (ABeGIEF) qui travaille en étroite collaboration avec les élus locaux des différentes communes concernées par l'étude et les Douanes. En effet, dans le cadre de son programme de contrôle et

de sécurisation des frontières, l'ABeGIEF joue un rôle très prépondérant. A cet effet, elle a construit des infrastructures sociocommunautaires dans les villages et hameaux de la zone frontalière des départements du Borgou/Alibori, notamment les communes de Nikki et de Malanville. On peut affirmer qu'un nombre acceptable d'infrastructures est réalisé. A Malanville par exemple, précisément dans le village de Illoua, arrondissement de Madécali, le commissariat spécialisé de la gestion des frontières est réalisé par l'ABeGIEF. Aussi, le commissariat frontalier d'Illoua est construit. Les habitants de ce village qui autre fois ne se considéraient plus comme Béninois ont bénéficié d'une école grâce à l'ABeGIEF. Cette structure a même aidé la communauté musulmane d'Illoua à construire une mosquée.

Du côté de Nikki, précisément dans l'arrondissement de Tasso où un poste avancé est construit, les mêmes réalisations sociocommunautaires et marchandes sont faites. Le collège de Tasso a aussi bénéficié d'un module de classe entièrement financé par l'ABeGIEF. Sinangourou qui est une localité béninoise est récupérée grâce à l'ABeGIEF. Il faut souligner que ce village avait été annexé par le Nigeria. Il est à environ moins d'un kilomètre du Nigeria. Les capacités des femmes dans ce village ont été renforcées dans la fabrication du gari qui est abondamment consommé tant au Bénin qu'au Nigeria. Elles ont même obtenu du matériel pour commencer la fabrication de cet aliment précieux.

Toutefois, le problème crucial qui est revenu dans les entretiens au niveau de ces frontières est relatif au manque d'énergie électrique. Il en est de même pour la couverture en réseau de téléphonie mobile

« Sindé, Kassa et Koualérou sont des zones non couvertes par le réseau de téléphonie mobile. Il est difficile de communiquer en cas d'attaque » (Commissaire J. A. Chef Poste commissariat spécialisé de Illoua, poste ABeGIEF, 05/06/2018)

Hormis ces cas, on note un sentiment de satisfaction chez les agents de l'Etat déployés dans ces zones frontalières. Le même constat est fait au niveau des populations de ces localités qui entre temps ne se considéraient plus béninoises. Globalement, les diverses actions de l'ABeGIEF ont fait renaître le sentiment d'appartenance à la nation Béninoise à ces populations désespérées des zones frontalières de la partie septentrionale du pays voire même au-delà. Elles ont subi pendant des décennies les atrocités et assauts répétés des forces de l'ordre du Nigeria.

En effet, la coopération transfrontalière est caractérisée par une insécurité transfrontalière qui met en relief les attaques de bandits armés, communément appelés « coupeurs de route », organisés en réseaux et commettant des vols ou des kidnappings. Ces derniers opèrent des deux côtés de la frontière surtout les jours de marché. Cette insécurité implique souvent l'usage des points de passage non officiels de la frontière pour des activités criminelles en ce sens qu'il y arrive des cas de perte en vie humaine lors des attaques des bandits armés. Les localités concernées sont Sindé et Kassa (arrondissement de Madécali dans la commune de Malanville), Tasso, Nikki et Ouénou dans la commune de Nikki.

« A Sindé, nous avons discuté sur la sécurité, car ils estiment qu'il y a des bandits qui viennent du Nigeria les menacer. Ils craignent qu'il y ait des extrémistes parmi eux » (Commissaire J. A. Chef Poste commissariat spécialisé de Illoua, commune de Malanville, poste ABeGIEF, 05/06/2018)

« Toute la commune est exposée aux attaques des bandits. Il y a les trois arrondissements que sont Tasso, Ouénou, Nikki centre qui sont tous exposés dans la bande du Nigeria ; et dans une moindre mesure l'arrondissement de Suya » (SG de la mairie de Nikki, 08/06/2018)

Ces attaques sont perpétrées dans le but de dépouiller les commerçants de leurs recettes et de leurs marchandises. L'insécurité au niveau des frontières entraîne naturellement des efforts de renforcement de la sécurité d'abord à travers les FDS béninoises. La Police Républicaine organise des patrouilles motorisées le long des corridors, mais aussi avec des engins lorsqu'il s'agit des pistes, au large des frontières avec le Niger que celui avec le Nigeria. Cette patrouille est renforcée par une initiative de groupe d'auto-défense communément appelé "Order" ou "Danbanga" ou encore « chasseurs traditionnels ». Ils sont reconnus par les autorités communales des localités concernées

Notons que ces autorités communales en collaboration avec l'ABeGIEF, le Ministère de l'intérieur et celui de la défense œuvrent pour une pacification des relations entre les peuples frontaliers du Bénin. Le chef d'« orchestre » est le président de l'Association Béninoise des Communes Frontalières (ABCF) qui se trouve être le maire de Nikki et qui agit au nom de l'Etat béninois. En termes d'actions, il a négocié la rétrocession de la localité d'Ogamoin située dans la commune de Pèrèrè et Sinangourou à Nikki. Toutes ces localités étaient sous contrôle du Nigeria. Grâce à sa diplomatie,

il y a une parfaite collaboration entre le Nigéria et les communes sœurs du Bénin. Les deux peuples se visitent réciproquement pendant les manifestations. Cette collaboration s'exprime aussi dans le cadre scolaire où on note une facilité chez les élèves qui choisissent étudier soit au Bénin soit au Nigeria.

#### - Les leaders religieux

Le point de vue des leaders religieux notamment les musulmans par rapport à la radicalisation est sans équivoque. D'abord, ils fustigent le fait que l'islam soit assimilé à l'arabe. L'idée selon laquelle l'islam est égal à l'arabe est répandue dans les communautés. Ce qui n'est pas concevable, en ce sens que l'islam et l'arabe sont deux choses distinctes. Ce sont des acteurs qui s'insurgent et s'opposent contre toute pratique visant à nuire à la paix sociale. Ces leaders ne cessent de puiser dans les saintes écritures pour montrer que l'Islam est contre tout acte qui a pour finalité de troubler l'ordre public.

« En relation internationale, il y a des textes du saint coran qui interdisent de combattre quelqu'un qui est en paix avec toi. Sourate 60 verset 8 à 9. Ce texte est valable partout. C'est utile pour la bonne cohabitation dans les pays etc. » (El Hadj I. T. islamologue à Parakou, 06/06/2018)

Et ceux qui s'aventurent dans le domaine du terrorisme ne sont pas des musulmans. Ils se cachent derrière l'islam pour perpétrer leur forfaiture. Les terroristes sont des faits de montage, il n'y a aucun verset du coran qui excite au mal, a clamé l'islamologue :

« Je défie celui qui montrera un passage du coran qui prône la haine et la violence. Ce sont les médias occidentaux qui diffusent des allégations mensongères contre l'islam » (El Hadj I. T. islamologue à Parakou, 06/06/2018)

Car l'islam, en tant que religion de Dieu prône la paix, l'obéissance, le respect de l'autorité et de ses institutions. Il ne saurait être mêlé, d'une quelconque manière au terrorisme. Lorsqu'on parle de terrorisme, on fait allusion aux tueries, aux destructions massives de personnes et de biens. Les discours des leaders musulmans montrent que l'islam et le terrorisme ne font pas bon ménage. Il est difficile de dire exactement les raisons qui poussent les terroristes à agir dans le sens des tueries. La quasi-totalité de leurs victimes sont des personnes innocentes. Il est inconcevable qu'au nom de l'islam, on continue de tuer les gens, que des mosquées soient attaquées, s'indignent-ils. Une analyse d'un spécialiste des questions religieuses à Kandi révèle que les musulmans sont les principales victimes des terroristes.

« Parce que quand vous regardez les manifestations au niveau de Boko haram, Boko haram fait plus de victimes musulmanes que de victimes chrétiennes ou d'autres religions » (K. T. analyste des questions religieuses, Kandi, 31/05/2018)

Quelques questionnements méritent d'être posés. Si nous convenons que ce sont des musulmans qui sont à la base de ces barbaries, comment peut-on comprendre que les musulmans aussi soient attaqués. L'islamologue clarifie et refuse tout amalgame entre islam et terrorisme ou un terrorisme islamique. Selon lui, il faut désormais comprendre que l'islam et le terrorisme sont diamétralement opposés. Il ne suffit pas de prononcer « *Allah Akbar* » pour dire qu'on est musulman. Il y a eu des preuves que ceux qui le font ne sont pas des musulmans.

« Les Boko Haram ne sont pas des musulmans au fait. Certes, il peut avoir aussi des musulmans dedans. Des gens se déguisent en musulman pour commettre leur forfaiture. Il a été appréhendé une jeune demoiselle chrétienne qui s'apprêtait à frapper dans l'Etat de Niger à Kotangora dans une école où ma fille était internée au Nigeria. C'est elle-même qui a témoigné et j'ai aussi lu cela sur les chaines. L'école a été fermée pendant deux mois » (M. R. Y. Chef service affaires Culturelles et Religieuses à la mairie de Nikki, 08/06/2018)

Face à une telle situation, les solutions préconisées par les leaders religieux sont nombreuses. Pour montrer leurs désapprobations face à cette violence galopante, certains leaders religieux montrent leur ferme engagement à lutter contre ce fléau en marge des actions disjointes qui se mènent de part et d'autre des communautés.

« Les gens disent que nous sommes des terroristes, mais pourtant, nous ne disons jamais à nos fidèles de tuer pendant nos prêches ... nous avons plusieurs fois dit à la mairie si elle voit les Boko Haram de nous inviter et nous les montrer. Nous allons les affronter, car ils ternissent notre religion » (Dr. A. G. spécialiste des études islamiques et des cultes, Parakou, 07/06/2018)

Beaucoup d'actions sont entreprises par les leaders religieux afin d'atténuer les effets du radicalisme chez les populations. Par exemple, au sein de la communauté universitaire, des séances de sensibilisation sont tenues à l'endroit des jeunes musulmans réunis autour de leur association appelée Association Culturelle des Elèves et Etudiants Musulmans du Bénin (ACEEMUB).

« Nous organisons des rencontres au cours desquelles sont développés des thèmes qui luttent contre la haine et la violence au sein de la communauté. Car l'islam est contre l'homicide volontaire » (S. M. Ancien Coordonnateur Principal de l'Association Culturelle des Elèves et Etudiants Musulmans du Bénin (ACEEMUB) à Parakou, 07/06/2018)

Ces rencontres s'organisent sous le contrôle des leaders religieux (*Oustaz*) qui prennent part à ses assises. La dernière rencontre est intitulée « Jeunes musulmans face aux nouvelles tendances idéologiques ». C'est un thème qui est animé et présenté au cours du Séminaire National de Formation Islamique (SENAFI) par l'un des aînés membres de l'Association des Intellectuels Musulmans du Bénin (AIMB). Ce creuset qui accueille les jeunes membres de l'ACEEMUB dès qu'ils quittent le niveau scolaire et académique pour rentrer dans la vie active.

Aussi, les leaders religieux organisent des prêches dans les mosquées et les places publiques afin d'éduquer et sensibiliser les fidèles musulmans à une culture de la tolérance religieuse. Cela se fait très souvent à travers les émissions radiophoniques et parfois une caravane qui dure quelques jours.

« Les prêches radiophoniques sont organisés par les dignitaires religieux et financés par les riches commerçants de la place, afin d'éclairer les populations sur un fait d'actualité. Ces prêches collent toujours à l'actualité. Quant aux caravanes de prêches, elles durent quelques jours et sont financées par les arabisants. Ils ont un volet prêche dans leur budget, comme les volets de construction de mosquées et d'infrastructures sociocommunautaires » (M. D. M. Prédicateur-Islamologue à Parakou, 07/06/2018)

Des mesures préventives sont également préconisées par ces leaders religieux au cours des grandes manifestations qui réunissent les populations. Il s'agit entre autres de l'interdiction de garer les engins à deux roues auprès des fidèles pendant les séances de prêches ou de la grande prière de vendredi, une méfiance vis-à-vis des fidèles étrangers qui sont assis auprès des autochtones, etc. le renvoi voire la persécution de certains nouveaux courants dont les pratiques sont en contraction voire frisent à la violence, l'exemple les Gaouss à Kandi, des Ahmadiyya à Banikoara.

« La caravane de prêche est allée combattre les Ahmadiyya à Banikoara, car ils disent des contre-vérités sur l'islam » (M. D. M. Islamologue à Parakou, 07/06/2018)

« Les Gaouss en 2014 ont voulu organiser un congrès régional ici à Kandi, mais nous avons reçu un message de la Préfecture de Parakou qui a interdit la manifestation parce que les autres courants religieux ont signalé à l'autorité qu'il y a au sein de ce nouveau courant des extrémistes » (M. M. B. Chef service contentieux à la tutelle de Kandi, 31/05/2018)

Des rencontres entrant dans le cadre du dialogue interreligieux sont aussi organisées à l'endroit des différents courants et confessions religieuses. Les plus marquantes sont celles avec l'Ambassadeur de la France au Bénin, la rencontre entre les musulmans et les dignitaires catholiques à N'dali. La création d'une structure dénommée USESCO à l'image de l'UNESCO et qui est basée à Maroc s'inscrit dans ce même cadre de dialogue interreligieux.

La société civile : (par composantes : société civile dans la gouvernance, religieuse, médias, autorités coutumières, mouvements, etc.)

Le phénomène de radicalisation tire sa source dans les difficiles rapports des populations et l'accumulation des frustrations au sein de la société. Pour les surmonter, les organisations de la société civile sont d'ores et déjà mieux placées pour enrainer le dialogue social, interculturel et interreligieux.

#### - **Société civile et la gouvernance**

La gouvernance dans les communes visitées est caractérisée par l'absence de la participation et de la transparence, le manque de responsabilité dans les prises de décisions, l'inefficacité et le manque d'équité. Cela a été relevé comme caractéristiques de la mauvaise gouvernance et un problème majeur du développement. Les populations aspirent à une gestion participative du pouvoir où la société civile joue un rôle de moteur de développement, à la bonne gouvernance qui assure une meilleure répartition des ressources, une meilleure gestion des solidarités et la prise en charge des minorités. Dans cette perspective, le rôle de la société civile dans la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre l'extrémisme violent, son appui s'avèrent indispensable dans la promotion de l'Etat de droit et des droits humains, l'appui à la participation des citoyens dans le processus de prise de décision, le renforcement du contrôle citoyen de l'action publique et la lutte contre la corruption. C'est d'ailleurs ce à quoi Social Watch s'investit à travers ses démembrements qu'il a créé dans toutes les communes visitées. On note la présence d'un Président de Coordination de la Participation Citoyenne (CPC) dans chaque localité et qui assure la veille citoyenne. Leur rôle est d'éveiller les consciences, comme le définit un membre de la société civile :

« Nous attirons l'attention des populations et des autorités sur ce qui ne va pas. Les autorités ne sont pas sensées connaître tout ce qui se passe dans la commune » (M. A. B. membre de l'Association des Faiseurs d'Opinion de Parakou (AFOP), 06/06/2018)

« Les populations pensent que les actions de la mairie ne les concernent pas. La majorité ne sait pas, mais la minorité qui sait n'accompagne pas, en raison de la politique qui s'y mène. C'est nous qui forçons les populations à participer aux sessions » (Mme M. Z. membre de Social Watch à Nikki, 10/06/2018)

Les associations de la société civile jouent un rôle de recadrement des jeunes afin d'éviter à ces derniers d'être un terrain fertile aux terroristes. Les émissions radiophoniques de sensibilisation des organisations de la société civile permettent d'éviter les risques de basculement des jeunes, au regard de leur vulnérabilité mais aussi de la capacité de mobilisation du discours religieux par rapport aux phénomènes d'extrémisme violent et de radicalisation. Dans la même veine, des actions de plaidoyer sont faites à l'endroit des structures de la place pour que ces jeunes trouvent de l'emploi.

« De plus en plus, les jeunes ne font plus rien ; et ils passent leur journée dans les assemblées. Ils sont souvent financés par les religions. Cela est un terrain fertile pour les embarquer dans l'extrémisme. Car le désœuvrement est un facteur qui pousse les jeunes dans la radicalisation » (M. A. B. membre de l'Association des Faiseurs d'Opinion de Parakou (AFOP), 06/06/2018)

Aussi la question de l'accessibilité aux services essentiels de base est-elle une des préoccupations que soulève la société civile. En effet, en dépit des différences au niveau des formes de participation à la réalisation des actions socio communautaires, les populations ont réussi à acquérir des infrastructures scolaires, des latrines, des points d'eau, des hangars et boutiques de marché, etc. Ces services sociaux sont acquis avec ou sans l'appui des autorités de la commune. Car l'Etat et les PTF, grâce aux plaidoyers de la société civile ont financé ainsi la construction des infrastructures sociocommunautaires sans la moindre information des élus locaux.

#### *Autorités religieuses et leurs rapports avec les mouvements*

Les autorités religieuses apparaissent bien comme des références en matière de comportement chez les fidèles. De ce fait, ces acteurs religieux arrivent à transformer les mosquées en tribunes pour influencer sur l'évolution des valeurs et surtout tenter d'imposer un modèle de société à forte connotation religieuse. Cela est d'autant plus remarquable chez les sunnites qui détiennent beaucoup de moyens financiers et font beaucoup d'œuvres sociales. Malgré les critiques relatives à l'instrumentalisation politique des leaders de ce courant religieux, ces derniers gardent leur respectabilité et leur influence aussi bien au niveau religieux, que social.

« Il est entouré de jeunes, et c'est lui qui achète le thé vert (Ataye) et le sucre pour alimenter les assemblées, il supporte, il est un leader. Il a un titan qu'il confie à tel. Tous ceux-là sont à sa solde. Donc c'est des armées qu'ils sont en train de constituer sans dire leurs noms. Il est vrai pour le moment il n'y a pas d'étincelle au niveau de la poudre, mais c'est des terreaux fertiles » (K. T. analyste des questions religieuses, Kandi, 31/05/2018)

En effet, il est reproché à certains leaders de faire des sermons incendiaires à travers leurs prêches qui remettaient en cause l'organisation sociale existante, dénonçaient les tares de l'Etat dans la distribution des services sociaux de base (éducation, eau, santé) et inciter les fidèles à s'affranchir du joug de l'oppression de la chefferie traditionnelle.

« Dans les mosquées de A. W. et chez I. à Gourou à A. Kparou, ils incitent les populations à la révolte contre les traditionnels. Ils amènent les populations à se soulever contre les autorités » (Sa Majesté SINADOUNWIROU, 1er ministre à la cour impériale de Nikki, 09/06/2018)

L'objectif étant de substituer à l'ordre républicain un autre d'inspiration religieuse par le procédé de la violence physique. Il est apparu à Kandi que ces leaders sont très nombreux et aussi ne s'entendent pas sur un certain nombre de point de vue. Certains prônent la pacification, et contribuent à la prévention, la gestion et la résolution du conflit à travers leurs discours d'apaisement. Par contre, d'autres sont pour la « loi du tout ou rien ». Cela veut dire qu'ils ont la même philosophie, mais la démarche n'est pas la même. Ainsi, on note un discours d'apaisement chez les plus modérés qui cherchent à convaincre par les arguments ; contrairement aux autres qui procèdent par la violence verbale.

Pour éviter les dérives liées à une incompréhension voire une altercation entre différentes confessions et différents mouvements religieux, on note dans toutes les communes, la création de plateformes de dialogue au sein des organisations de la société civile. L'objectif étant de promouvoir une culture du dialogue à différents niveaux : d'abord entre les cultures et les religions, en suite au sein même de l'Islam c'est-à-dire entre ses différents courants, et enfin entre l'Etat et le religieux. Les promoteurs de cette initiative l'expliquent par la mise en place des mesures pouvant permettre d'éviter l'instrumentalisation du religieux qui porte en son sein des conséquences néfastes sur les relations intra-communautaires et intercommunautaires.

#### Médias dans la lutte contre l'extrémisme violent

L'information et la communication jouent un rôle fondamental dans la construction d'une culture de la paix. Les médias apparaissent donc comme des canaux incontournables pour parvenir à cette fin. Plus précisément, la radio est citée comme le moyen de communication le plus proche des populations en termes d'accès et de diffusion de l'information.

« Les mairies rendent compte aux communautés à travers la radio. Elle sert donc d'interface entre les autorités et les populations » (M. B. M. Directeur de la radio Su Tii Dera de Nikki, 10/06/2018)

Cependant, ce canal sert de tremplin à certains courants islamiques pour se livrer la guerre à travers des messages virulents. Cette pratique a plusieurs fois été remarquée à Kandi où une tranche hebdomadaire de 30 mn est réservée à chaque confession religieuse pour les séances de prêches. Mais lorsque le courant dispose des moyens financiers, il sollicite des tranches davantage et qui sont généralement payées par des mécènes et de riches commerçants.

Revenant à ces conflits, les sunnites et les tidjaniya se livrent la guerre par presse interposée à Kandi à l'occasion des prêches. Cette mésentente remonte depuis environ deux ans et demi. Cela se manifeste par le fait qu'après le passage d'un courant, la partie adverse vient déconstruire tout ce qui a été dit par le précédent. Donc cette tranche constitue l'occasion d'affrontement entre les deux parties.

« Les critiques continuent toujours ; chaque prêche est critiqué. Et ce que nous avons constaté, lorsqu'un courant finit son prêche, l'autre vient déconstruire tout ». (M. Y.M. Directeur de la radio Kandi Fm, 02/06/2018)

La radio Kandi fm quant à elle essaie de se mettre au-dessus de la mêlée et joue autant que faire ce peu à l'apaisement en régulant la crise. Pour contourner ces conflits, la radio procède à des pré enregistrements des messages du mois, les fait écouter par des spécialistes afin d'évaluer leur portée. Lorsque les messages délivrés aux populations ont des connotations qui tendent à troubler l'ordre public ou à inciter à la violence, des mesures de sanction sont prises à



l'endroit des concernés. Elles vont de la suspension de l'émission à l'interdiction d'accès à l'antenne à l'auteur de ces discours tendancieux.

« En dépit des nombreuses mises en garde en rapport avec ses prêches qui se tiennent dans un discours haineux qui tend à troubler l'ordre public et à inciter à la violence dans la commune, Ladan a été interdit d'accès à l'antenne de la radio Kandi fm » (M.A. A. Rédacteur en chef à la radio Kandi fm, 1er /06/2018)

Généralement les prêches constituent des couteaux à double tranchants. D'une part, ils permettent de passer des messages de sensibilisation et de conscientisation des fidèles croyants, surtout par rapport à certaines pratiques en cours et qui peuvent susciter des soulèvements dans la communauté. Et généralement, les sujets qui sont développés au cours des prêches s'inspirent d'une question d'actualité

« On voit ce qui s'est passé dans la semaine, un fait d'actualité pour monter un prêche sur le sujet. Par exemple lorsqu'il y a eu une calomnie au Danemark sur le prophète (paix et bénédiction de Dieu sur lui), nous avons pris trois semaines pour expliquer aux gens ce qu'est l'islam. L'islam fait de l'auto-défense, les prêches collent donc à l'actualité » (M. D. M. Prédicateur-Islamologue à Parakou, 07/06/2018)

Cette manière permet de calmer les fidèles et de les rassurer que les dignitaires religieux veillent pour le respect de la religion, mais aussi jouent leur rôle de défenseur des causes de l'islam. D'autre part par contre, les prêches lorsqu'ils sont déroulés dans le sens d'interdire une pratique sur laquelle une frange de la population se sent indexée, il est souvent difficile de maîtriser et de calmer les ardeurs.

#### Autorités coutumières dans la préservation de la cohésion sociale

Globalement, les autorités coutumières sont détenteurs de valeurs, de connaissances et de pratiques ancestrales en mesure d'assurer la cohésion sociale et la paix sur le long terme dans les communautés visitées. Toutefois, elles sont de plus en plus confrontées aujourd'hui à une crise d'autorité et de légitimité face aux mutations profondes de la société et aux tensions avec le pouvoir central de l'Etat.

Devant cette situation caractérisée par la progression fulgurante des discours et pratiques qui menacent la cohésion sociale dans les communautés investiguées, ces autorités coutumières, garants de la tradition ne restent pas observateurs des événements. Elles initient des actions en vue d'apaiser les tensions au niveau des différentes tendances. Il en est de même pour ce qui concerne la question de l'emploi des jeunes. Les têtes couronnées sont sollicitées pour trouver des issues afin de résorber un tant soit peu ces crises liées au chômage des jeunes.

« Entre temps, avec le soulèvement qu'il y a eu en rapport avec la fermeture de l'usine d'égrenage, les populations sont venues voir le roi, sa majesté l'empereur de Nikki afin qu'il plaide en leur faveur. Car ils craignent que cela ne conduise tous les jeunes qui y travaillaient dans le chômage » (Sa Majesté SINADOUNWIROU, 1er ministre à la cour impériale de Nikki, 09/06/2018)

Ces propos témoignent du rôle indispensable que jouent les autorités coutumières dans la régulation des conflits, notamment ceux liés à l'accès aux ressources naturelles, à la distribution des biens et à la solution des questions familiales et juridiques. Elles jouent également un rôle d'une importance primordiale dans l'éducation, la diffusion des idées et les valeurs de paix et de la réconciliation en vue du changement des comportements au niveau des populations.

« Les chefs traditionnels au niveau des frontières arrivent à régler les différends qui opposent les citoyens. C'est lorsque cela dépasse leur compétence que le maire et le chairman interviennent » (Sa Majesté SINADOUNWIROU, 1er ministre à la cour impériale de Nikki, 09/06/2018)

Cela témoigne le respect que les populations et les autorités à divers niveaux ont à leurs égards. Autrement dit, ces dignitaires préservent leur prestige et leur pouvoir auprès des citoyens à la base, y compris ceux qui occupent des fonctions politiques dans les plus hautes sphères hiérarchiques de l'Etat. Vu leur influence dans le dispositif pouvant améliorer la paix sociale, l'importance de leur participation à la construction de l'Etat n'est plus à démontrer.



- **Les acteurs communautaires (AVIGREF, Dan Bambanga, AGAJI, Associations des éleveurs, Organisations paysannes, etc.)**

La question de la sécurité relève du rôle régalien de l'Etat. C'est dire que l'idée de sécurité et de défense des communautés et des ressources du pays est intimement liée à celle de l'Etat. Toutefois, cette sécurité au niveau des communautés devient de plus en plus fragile et parfois défectueuse. Les comités de vigilance se sont formés afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens dans les communautés. Leur apparition s'explique par le fait que les gouvernements sont incapables ou peu désireux de protéger les ressources naturelles du pays d'une part, et les populations civiles contre des menaces sécuritaires allant de l'insurrection à grande échelle à la violence politique ou ethnique, en passant par le banditisme à petite échelle d'autre part. Cette nouvelle catégorie d'acteurs de surveillance et de sécurité est désignée par plusieurs noms selon les localités où ils sont présents : AVIGREF pour ce qui concerne la protection des ressources naturelles et forestières, "Brigade civile" au Bénin, "Danbanga" ou "Odè" du côté du Nigeria ou "AGAJI" ailleurs pour ce qui est des personnes et des biens. Ce sont des comités composés pour la plupart de jeunes hommes défendant leurs villages et les patrimoines naturels. Ils comblent dans une certaine mesure les lacunes en matière de sécurité et fournissent parfois des informations de sécurité aux FDS au niveau local. C'est dire autrement qu'ils travaillent quelques fois en collaboration avec l'armée régulière. Cette collaboration n'est pas à considérer dans un contexte de collaboration des FDS et de la société civile, en termes de subordonnés ou d'exécutants, mais plutôt en termes de partenaires. Comme en témoigne un officier de la police judiciaire :

« Nous sollicitons les Danbanga par moment. Par exemple, lorsque quelqu'un est interpellé et qu'il fuit dans les campagnes, on leur fait appel, parce qu'il y a des endroits inaccessibles même à moto » (M. N. T. Brigadier de paix à Tchikandou, 09/06/2018)

Il est nécessaire de souligner que ces comités de vigilances n'ont pas une reconnaissance légale ni de la part du pouvoir public ni de celle des autorités communales. Certes ils reconnaissent leurs prouesses sur le terrain, mais il est difficile aux autorités à divers niveaux de leur accorder une légitimité, vu le caractère officieux de leur existence.

« Les Danbanga existent sur le terrain. Ils jouent un grand rôle en matière de sécurité, mais ils ne sont pas officiellement reconnus par l'administration communale. Ces derniers avaient souhaité avoir un budget de fonctionnement à la mairie, mais le conseil communal n'a pas accepté » (M. Y.M. Directeur de la radio Kandi Fm, 02/06/2018)

Comme faiblesse, il est reproché à ces comités de vigilance de faire usage de leur pouvoir pour poursuivre leurs propres intérêts ou commettre des exactions à l'encontre des populations civiles. Cela s'explique aussi par le fait que ces derniers ont parfois tendance à défendre leurs propres intérêts politiques ou ethniques ; lorsqu'ils ne sont pas suffisamment contrôlés soit par les autorités locales ou nationales.

« ... Nous avons aussi les brigades de sécurité civile, les Danbanga qui nous aident beaucoup en matière de sécurité de nos populations. Mais c'est un couteau à double tranchant » (SG de la mairie de Nikki, 08/06/2018)

- **Sources de financement des actions**

Le courant qui détient le plus de richesse parmi tous les autres dans les communes visitées est celui des « *Dan Izada* » encore appelé « sunnites », « *sunnatché* », « *ahlal suna* », « *Sankalami* », « *Alfa nouveau programme* », « *alfa projet* » etc. Cette synonymie dépend des localités où on les rencontre. Leur rapport avec les pays du golf ne se limite pas à la simple lecture et apprentissage du coran et de l'appel à l'islam. Il est également entretenu par le financement de micro-projets montés par ceux-ci au terme de leur séjour dans ces pays. C'est justement cela qui leur a valu le nom de « *Alfa Projet* » dans la commune de Nikki.

« Les sunnites encore appelés les Sankalami à Nikki ici sont encore désignés d'"Alfa de Projet". Ce sont les arabes qui leur donnent le financement. Ils rédigent des projets qu'ils soumettent aux PTF arabes. Nous ne sommes pas associés dans la gestion et ils ne nous donnent rien » (Sa Majesté SINADOUNWIROU, 1er ministre à la cour impériale de Nikki, 09/06/2018)

Ces projets sont globalement financés par les partenaires avec qui ils nouent des contacts pendant leur séjour. Nombres d'ONG créées par les arabisants se focalisent sur les œuvres sociales et la construction des mosquées et infrastructures sociocommunitaires et écoles coraniques. D'importantes ressources sont mobilisées par ce courant qui travaille désormais en association dans la commune de Parakou. Les principaux bailleurs de cette association sont issus de différents pays du golfe. Les plus en vue sont soit le Qatar, soit le Koweït ou l'Arabie Saoudite. Ce qui fait qu'une grosse cagnotte est réservée pour les œuvres sociales dans les villages du septentrion.

« Au total plus de dix (10) milliards sont mobilisés par an par toutes les 9 associations qui composent notre union de Parakou. Nous avons des bureaux et des annexes partout dans le pays »  
(Dr. A. G. spécialiste des études islamiques et des cultes, Parakou, 07/06/2018)

Etant donné que les bailleurs ne peuvent pas directement financer les activités sans un motif convainquant, ils sont obligés de créer des ONG qui interviennent dans le domaine de la bienfaisance. Ainsi, ils y mettent leur nom comme personnalité morale. Les fonds sont donc versés directement dans leurs comptes au nom des ONG qu'ils ont créées.

« Ils ont des comptes personnels, au nom d'un certain nombre d'ONG. Si cela arrive, ils répondent au nom d'une ONG qui fait des puits, qui construit des écoles, qui réalise des centres de santé. Par exemple, Ladan a un centre de santé qu'il a construite ici à Kandi. Donc ils ont des puits et ils parlent de micro-ONG et ils profitent pour faire des œuvres sociales et recruter des militants. Et même il y a des montants qui sont distribués à des alfas. De temps en temps ils disent que l'argent est arrivé de Saoudia (Arabie Saoudite). Les alfa Souaïbou viennent de Nikki pour percevoir 60 000 ou 80 000 » (K. T. analyste des questions religieuses, Kandi, 31/05/2018)

Grâce à ces financements, beaucoup de villages dans toutes les localités du Bénin ont bénéficié d'importantes infrastructures sociocommunitaires réalisées par une dizaine d'ONGs islamiques. Les puits et les mosquées prédominent dans ces réalisations. Quelques statistiques révèlent plus de 250 mosquées par an, 1 000 à 1 500 puits par an, 300 à 400 tonnes de riz sont distribuées aux populations par an. En outre, les périodes de carêmes musulmans constituent les moments les plus indiqués pour ces dons aux populations où plus de 12 000 plats sont prévus pour la rupture du jeûne, selon le président de l'Union des associations Islamiques de Parakou qui est basé à Parakou.

Mais les principales difficultés rencontrées par ces promoteurs d'œuvres sociales sont liées au transfert d'argent qui leurs fait. En effet, ces fonds sont bloqués au niveau des banques

« Nous avons des difficultés dans la récupération de nos fonds à la banque. Et c'est l'Etat béninois et les Américains qui sont à la base de ce blocage. Car ils estiment que c'est pour alimenter le terrorisme. Nos comptes sont plusieurs fois bloqués dans les banques. Ce qui fait que les fonds retournent parfois lorsque nous ne les récupérons pas » (Dr. A. G. spécialiste des études islamiques et des cultes, Parakou, 07/06/2018)

« La difficulté principale est la Guerre Froide que mène l'Occident contre l'islam. Cela est lié au problème de transfert des ressources. Les fonds qui quittent les pays du Golfe pour les pays en développement ont des problèmes de transfert. Ils estiment que ce sont les fonds destinés aux terroristes » (M. Y. I. Directeur Exécutif de l'ONG-ABDH, Association pour la Bienfaisance et le Développement Humain à Parakou, 08/06/2018)

Quant au courant Ahmadiyya, les fidèles sont aussi très actifs sur le terrain. Ils font beaucoup de sociale, mais moins ardents dans la pratique religieuse. Ils bénéficient des cotisations de leurs fidèles :

« Ils font cotiser les fidèles. Ils accompagnent, socialement ils sont bons. Mais au fond du fondamentalisme religieux, ils savent que les piliers de l'islam ne les préoccupent pas au tant ; parce que peu allaient même à la Mecque » (K. T. analyste des questions religieuses, Kandi, 31/05/2018).

## RAPPORT DE ZONE 2

### Départements Atacora et Donga (Natitingou, Tanguéta, Djougou)

Expert non principal junior :  
Annick Kpèdétin DANSOU GBÉKAN

#### NOTE INTRODUCTIVE

Depuis quelques années, la république du Bénin et une large plateforme d'agences se sont engagées dans la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent à travers le renforcement du système sécuritaire et la viabilisation des espaces frontaliers. L'objectif est d'assurer la protection des citoyens et des biens contre ce phénomène auquel sont confrontés certains pays de la sous-région.

Cet engagement du Bénin dans cette lutte fait suite aux résultats d'une étude réalisée par l'UEMOA en 2013 qui montre que le Bénin fait partie du corridor du terrorisme en Afrique de l'Ouest. De même en 2015, un message posté sur YouTube l'expose aux représailles suite à son engagement dans la lutte contre Boko Haram dans le cadre de la FC-G5S et de la MNJTF<sup>32</sup>. Par ailleurs, le Bénin fait frontière avec le Burkina Faso et le Niger qui ont déjà connu plusieurs cas d'attaques terroristes. Enfin il n'est point nécessaire de rappeler le caractère poreux des frontières dans le nord Bénin avec la présence d'importantes richesses telles que le parc Pendjari et le parc W.

La présente étude vise donc à recueillir des données fiables et actualisées sur l'ampleur du phénomène de la radicalisation ou de l'extrémisme violent, les perceptions, les causes, les manifestations, les différents acteurs impliqués et leurs rôles ainsi que quelques pistes d'actions. De façon spécifique il s'agira :

- D'aide à la compréhension des phénomènes d'extrémisme violent et des facteurs qui les sous-tendraient, plus particulièrement dans les départements de l'Atacora- Donga ;
- Ensuite aider à la décision pour appuyer la formulation de stratégies ou programmes de prévention de l'extrémisme violent (PEV), tant au bénéfice des personnels de la Délégation Européenne en république du Bénin qu'aux autorités publiques concernées

Le présent rapport, après avoir rappelé la démarche méthodologique qui a conduit à la réalisation de l'étude, présente les difficultés ainsi que les différentes articulations pouvant permettre de comprendre les dynamiques qui traversent le champ du phénomène de la radicalisation ou de l'extrémisme violent dans les communes de Tanguéta, Natitingou et de Djougou et plus généralement les enjeux de la sécurisation dans les départements de la l'Atacora-Donga

#### I. METHODOLOGIE DE CONDUITE DE L'ETUDE

La collecte des données a privilégié la phase d'enquêtes individuelles approfondies. Il s'agit d'une démarche méthodologique de type socio-anthropologique classique, centrée sur une description ethnographique fine des perceptions/représentations et des comportements des acteurs en rapport avec la radicalisation ou l'extrémisme violent. Elle s'inspire essentiellement de l'approche d'Enquête Collective Rapide d'Identification des conflits et des groupes Stratégiques (ECRIS). De manière pratique, la collecte s'est faite selon les principes de l'enquête socio-anthropologique classique de terrain : entretiens, observations, recension, etc. Elle a porté sur l'ensemble des groupes stratégiques. Essentiellement qualitative, elle a cependant permis de produire quelques données quantitatives telles que l'effectif des écoles islamiques et franco-arabes, le nombre d'espèces animales dans le Parc Pendjari, l'effectif des mosquées, etc.

<sup>32</sup> Force Conjointe – G5 Sahel et Multi-National Joint Task Force.

Cette étude a été l'occasion de comprendre les pratiques et attitudes des acteurs sociaux, de décrypter les discours qui les légitiment ou les délégitiment et qui les conduisent à se radicaliser et au pire des cas à opter pour l'extrémisme violent. Il était aussi question de comprendre leurs logiques, représentations et perceptions par rapport au phénomène. Ainsi dans les communes de Tanguiéta, Natitingou, et Djougou, 43 entretiens avec les différents groupes stratégiques suivi de quelques observations nous ont permis de comprendre la thématique dans sa globalité et dans sa spécificité.

Les interlocuteurs ont été choisis non seulement en fonction de leurs expériences en lien avec la thématique de radicalisation ou d'extrémisme violent, mais également en utilisant la technique boule de neige. En effet, la plupart des autorités religieuses, coutumières, et locales ont été contactées par le biais d'une autorité religieuse, communale ou d'un sage. De même les autorités locales et d'autres acteurs communautaires ont été rencontrés grâce à la médiation des Secrétaires Généraux des mairies ou des préfectures.

Par ailleurs, dans la commune de Tanguiéta, les entretiens avec les différents acteurs se sont déroulés dans les arrondissements de Tanguiéta centre qui est la zone de concentration des administrations, de Taiacou et de Tanougou compte tenu de la récurrence de l'insécurité (vols simple ou vols à main armée), et des conflits liés à l'accès aux ressources (conflits fonciers, conflits autour de la gestion du parc) et autres conflits interethniques et religieux.

Quant aux communes de Natitingou et de Djougou, il s'agit des chefs-lieux des départements de l'Atacora et de la Donga.

## II. DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA CONDUITE DE L'ETUDE

Le caractère sensible du phénomène de radicalisation ou d'extrémisme violent et son lien avec l'islam, les groupes terroristes et la problématique de la sécurité et de la défense au niveau national et local ont produit de la réticence au niveau de certains interlocuteurs. La crainte que les informations données servent à repérer, inquiéter et réprimer certaines personnes est manifeste et constitue la principale cause de réticence des interlocuteurs à nous fournir les informations ou à se rendre disponibles pour nous écouter.

L'éthique de la recherche exige du chercheur qu'il décline très clairement les objectifs de son étude dans la négociation de ses entretiens au niveau des interlocuteurs. Mais la délicatesse de la thématique et l'environnement social peu propice nous a par moment contraint à présenter l'étude comme soit une recherche universitaire, une étude portant "sur la paix et le vivre ensemble entre les religions", ou encore "la paix, la sécurité et le développement"

En effet, nombreuses sont les personnes approchées par rapport à cette thématique et qui nous ont dit qu'elles ne sont pas en posture de discuter de ce qui se passe dans les écoles islamiques (école Franco-arabes ou Coranique).

D'autres interlocuteurs (encadreur des écoles coraniques) malgré leur proximité avec le monde islamique et les systèmes éducatifs arabes ont opté pour la langue de bois parce qu'ils ont l'impression que l'Etat n'a aucune considération pour ce type d'enseignement et donc n'aime pas coopérer avec eux. Enfin certains agents des Forces de Défense et de Sécurité sont restés réticents à nous rencontrer ou à nous donner certaines informations parce qu'ils estiment que nos ordres de missions sont moins crédibles qu'une autorisation directement reçue de leurs Hiérarchies ou qu'ils sont sensés ne pas exister (cas des agents de renseignements).

## III. PERCEPTIONS LOCALES SUR LA RADICALISATION ET L'EXTREMISME VIOLENT

La complexité du phénomène de l'extrémisme violent ou de la radicalisation provient de la divergence des perceptions des acteurs. Pour certains acteurs institutionnels, il s'agit d'un phénomène multiforme, qui échappe à toute définition claire. Bien qu'il ne soit ni nouveau ni propre à une région, une nationalité ou un système de croyance précis<sup>33</sup>. Pour d'autres acteurs communautaires, locaux, et départementaux, étant donné que le Bénin n'a encore connu un cas d'extrémisme violent, il serait préférable de parler de la radicalisation. Ainsi, certains définissent la radicalisation en lien avec le complexe lié à son appartenance raciale et une certaine prise de position face aux dogmes religieux :

"Ceux qui usent de l'extrémisme violent sont des radicaux et des fanatiques. C'est des gens qui ont des idées bornées qui les amènent à penser que lorsque tu meures en défendant une cause religieuse directement tu iras au paradis (...). C'est un complexe de supériorité et d'ignorance que nous retrouvons dans le monde arabe où les gens croient que leur race est supérieure à la race des autres. Ce complexe s'explique par le fait que tous les prophètes soient sortis du monde juif et c'est le tout dernier qui est sorti du monde arabe." (Sage, Tanguiéta, 30/05/2018).

<sup>33</sup> Cf. PPREV-UE, glossaire, 2018,

Pour d'autres acteurs, la radicalisation ou l'extrémisme violent est en rapport avec des stigmatisations d'ordre ethnique. Notamment, les peuls considérés comme des étrangers, interdits de titre de propriété sur la terre, stigmatisés comme radicaux, ou violents. Ils sont désignés comme auteurs de certains crimes comme le braquage à main armée, la destruction de la flore et des ressources agricoles. Ils font objet d'expulsion des territoires locaux.

“ Les peuls sont considérés comme étrangers ici à Tanguiéta qui ne peuvent donc être des propriétaires terriens. Il y a même des dispositions locales officielles entretenues par certains élus locaux qui demandent à ce que les peuls soient chassés de certaines localités de la Commune parce qu'ils sont des voleurs, des braqueurs à main armée, des destructeurs de cultures” (Agent FDS, Tanguiéta, 31/05/2018)

Sur le plan religieux il renvoie à une perception des acteurs par rapport à des pratiques religieuses d'autres acteurs dénués de toute concession ou acceptation de leurs idées.

“ Il s'agit de l'endoctrinement des pratiques religieuses des personnes avec qui on ne partage pas la même idéologie religieuse” (dignitaire religieux, Tanguiéta, 01/06/2018).

“ L'extrémisme violent est l'aptitude des gens qui exagèrent dans leurs pratiques religieuses au point de détruire les biens publics ou de porter atteinte à la dignité humaine” (Djougou, le 06/06/2018).

“ L'extrémisme violent est l'expression d'une position radicale dénuée de toute concession ou acceptation de l'idée venant de l'autre. Cela s'observe dans la religion islamique où les fidèles estiment souvent que c'est ce qu'ils pensent qui est la meilleure et qui doit primer. Ce qui justifie la pluralité de courants au sein de cette religion islamique aujourd'hui” (Un interlocuteur catholique à Djougou, le 06/06/18)

C'est également un moyen d'amélioration des conditions de vie des personnes démunies

“ La catégorie sociale la plus attractive à cet acte est celle des pauvres qui, pour la plupart, n'ayant rien à faire, peinent à survenir à leurs besoins. Du coup lorsqu'ils ne sont pas intègres et qu'on leur fait des propositions allant dans ce sens comme porte de sortie de la précarité, ils s'engagent” (Un responsable religieux, Djougou, 07/06/2018)

Il est aussi un mécanisme de revendication d'un individu ou d'un groupe d'individu qui se sent lésé dans ses droits dans le cadre de l'accès à des ressources ou des avantages.

“Le recours à la force soit à travers la main ou autre instrument ou objet dans le but de provoquer la destruction en profondeur d'une personne, d'un groupe de personne ou d'un bien matériel” (Un responsable religieux, Djougou, 07/06/2018)

**“LA RADICALISATION DE CERTAINS HOMMES EN UNIFORME EST UN DANGER POUR LE PAYS. LE CAS LE PLUS RECENT EST CELUI DU COMMANDANT *AZATASSOU* QUI A PRIS LA FUITE EN AMENANT AVEC LUI 4 DE SES COLLABORATEURS ET L'OBJECTIF ETAIT DE RENTRER DANS LA BROUSSE POUR SE PREPARER ET VENIR DEFIER LES PATRONS DE L'ARMEE PARCE QU'IL LEURS REPROCHE LE NON PAYEMENT DE SES PRIMES DE MISSIONS ET AUTRES AVANTAGES. ” (AGENT DE FDS, TANGUIETA CENTRE, 31/05/2018)**

#### IV. FACTEURS OU CAUSES POTENTIELLES DE RADICALISATION

Radicalisation relevant des conflits liés à l'accès aux ressources (fonciers, emplois, services publics, autres, etc.)

Plusieurs facteurs apparaissent comme incitateurs à la radicalisation dans le cadre de l'accès aux ressources.

##### Conflits liés à l'accès aux ressources foncières

L'accès à la terre oppose les communautés aux institutions étatiques ou non étatiques. En effet dans certaine communauté comme Tanguiéta, la cession des 2/3 du territoire de la commune de Tanguiéta à l'UNESCO par l'Etat dans le cadre de la création du parc suscite des contestations et est considérée aujourd'hui par cette communauté comme une expropriation.

“ Le fait que nos aïeux aient vendu la terre [le parc Pendjari] à l'UNESCO pose de sérieux problèmes dans la mesure où nous ne disposons plus de terre. Parce que lorsque tu veux parler on te dit c'est l'UNESCO. Mais qui est l'UNESCO ? On ne le connaît même pas. Normalement aujourd'hui nous devons demander à l'UNESCO de

nous dédommager parce qu'on a la terre mais nous n'y avons pas accès. Ce qui me fait mal est lorsqu'ils sont venus classer ce parc nos parents étaient dedans mais ils n'ont pas tenu compte de leur développement. Ils sont allés couper en laissant nos parents dedans, une manière de leur dire quitter. C'est ce qui s'est passé (...). Moi je me demande ce que l'Etat est en train de faire pour la population de Tanguéta. La fois passée nous nous sommes retrouvés à Parakou dans le cadre d'un atelier de 3 jours sur le foncier. Au cours des deux premiers jours de l'atelier les participants ont suggéré que tous les occupants des parcs soient déguerpis. Le troisième jour, j'ai pris la parole et je me suis présenté comme un élu local de Tanougou et je leurs ai dit qu'il y a les parcs artificiels que les gens ont créés et qui sont détruits par les communautés. Mais chez nous à Tanougou c'est un parc naturel et nous nous sommes nés dedans et l'UNESCO est venu nous trouver dedans. Mais s'il faut déguerpier les communautés, nous nous sommes d'accord. Mais il faut que l'Etat nous trouve une autre superficie au niveau du Bénin que nous allons habiter et le problème sera réglé. Autrement nous on préfère mourir sur le site du parc et personne ne pourra venir nous déguerpier. Quelques soit la puissance de la munition qui sera utilisée nous on ne bouge pas on va vous affronter c'est moi qui vous le dis. L'Unesco n'a pas tenu compte de la volonté de la communauté avant de faire ce qui l'arrange et aujourd'hui on vient nous dire de quitter pourquoi ? " (Elu local, Tanougou, 03/06/2018).

Une autre cause de radication ou d'extrémisme violent serait l'absence de délimitation des frontières entre pays et entre commune. En effet les communautés de part et d'autre des pays réclament la propriété de certains territoires frontaliers faute de la présence de l'Etat. Ces mêmes problèmes s'observeraient autour des frontières entre communes à l'intérieur du pays et génèrent des conflits et des affrontements violents.

" La Commune de Boukoubé étant frontalière à une commune du Togo, les différents ressortissants de ces pays se disputent les limites entre ces deux pays. C'est le cas de KOUROU -KOUALOU, dans la Commune de Matéri qui fait frontière avec le Burkina-Faso. Les ressortissants béninois et burkinabés réclament réciproquement l'appartenance de cette zone, ce qui fait objet d'un conflit déclaré et pendant à la Cour Internationale de Justice. Ces mêmes conflits s'observent entre les communes de Pehunco-Djougou, de Kèrou-Kouandé, Copargo-Kouandé, Natitingou-Toucountouna, Kèrou-Banikoara et bien d'autres Communes du département de l'Atacora. En effet, les limites territoriales n'existent pas. Le découpage territorial n'est pas matérialisé, et les populations dans la volonté d'extension de leurs productions en arrivent à s'affronter en prétendant que leurs communes s'étendent dans les zones, objet de litiges" (Autorité départementale, Natitingou, 05/06/ 2018).

### Le dysfonctionnement des mécanismes de gestion du parc, un canal d'instauration des normes pratiques

La mise en place du CENAGREF comme dispositif de gestion des réserves de faune n'aurait pas servi à dissuader les communautés face à certaines pratiques d'exploitation. En effet, le CENAGREF dans la mise en œuvre des politiques de protection du parc aurait accepté des compromis d'exploitation des ressources avec la communauté. Lesquels consensus auraient contribué à l'instauration d'autres normes pratiques telles que le braconnage, l'infiltration frauduleuse dans le parc des éleveurs peuls transhumants pour le pâturage.

'...Au niveau du CENAGREF, il y a eu un consensus avec la communauté par rapport à la gestion moderne du parc. Donc le CENAGREF et les communautés se sont entendus pour autoriser la chasse traditionnelle à la battue et autres activités. Mais cette autorisation se limite au niveau de la ZOC (...). Pendant que le CENAGREF était présent les communautés sous le prétexte de travaux champêtres font du braconnage. Ce qui a amené le CENAGREF à restreindre le domaine d'occupation avec la mise en place de l'AVIGREF qui est en cogestion avec le CENAGREF" (Un Sage de Tanguéta, 30/05/2018).

De même les pratiques de détournement des fonds envoyés par les partenaires financiers devant servir à accompagner les communautés pour le développement d'autres activités génératrices de revenus au détriment de l'exploitation du parc seraient à l'origine de nombreuses frustrations.

"Le détournement des aides des partenaires techniques et financiers révolte les communautés. La population a toujours des attentes et lorsque vous lui parlez elle espère. Regardez ! Nous avons commencé cette collaboration pour l'implication de la communauté dans la protection du parc depuis 1986 et nous membre AVIGREF nous sommes en train de les sensibiliser jusqu'aujourd'hui. Il y a eu des promesses de financement aux communautés afin qu'elles se réinvestissent dans d'autres initiatives en vue d'une meilleure protection du parc. Mais ces promesses jusque-là n'ont profité qu'à quelques individus qui ne sont généralement pas les bénéficiaires. Nous sommes dans un système qui fait souvent perdre de l'énergie parce que trop de pratiques



corruptives sinon que c'est des milliards qui sont envoyés par les bailleurs" (Agent AVIGREF, Tanguiéta 01/06/2018).

### Les enjeux liés à l'accès aux ressources du parc suscitent des contestations

Au-delà des causes structurelles et sous-jacentes qui pourraient justifier la radicalisation des communautés dans le cadre de la gestion du parc, l'interdiction stricte de la chasse à la battue aux chasseurs traditionnels par APN pendant que d'autres en sont autorisés à travers des contrats d'amodiateurs avec l'Etat béninois en est une autre.

"... la chasse en elle-même est une activité sportive et la chasse à la battue est une activité traditionnelle. Et les textes forestiers ont prévus au niveau de la ZOC les besoins des riverains pour la pharmacopée, la toiture de maison, l'agriculture, la pêche, l'alimentation du bétail, la chasse (...). Mais lorsque APN est venu automatiquement tout est coupé ce n'est pas possible ! On ne peut pas couper ces activités agricoles, l'exploitation des ressources et la chasse aux populations. Ils vont vivre comment et c'est l'une des raisons du soulèvement des chasseurs traditionnels en février 2018(...). L'APN a respecté la ZOC à certains endroits mais à d'autres endroits ils ont pris les 2/3 laissant les 1/3 aux populations ". (Sage, tanguiéta, 31/05/2016)

Vingt un an après la création et la gestion des réserves de faune par le CENAGREF, l'Etat dans sa vision de faire du parc pendjari un lieu touristique a procédé à un changement d'opérateur du parc. Mais ce changement aurait suscité des contestations dans le rang des agents du CENAGREF qui reprochent à l'Etat le non-respect de la procédure de passation du marché de gestion du parc entre APN et l'Etat béninois.

"Il faut dire que le changement de gestionnaire a suscité des conflits tant au niveau central avec le CENAGREF qu'au niveau local avec les chasseurs et les communautés. Avec le CENAGREF, la crise est née du fait que les travailleurs du CENAGREF pensaient que l'arrivée d'APN fera disparaître le CENAGREF ; ce qui n'en est pas le cas. Ces mécontentements se sont matérialisés par des marches de protestations et des mouvements de grève qui ont conduit à la radiation du Capitaine TREKPO, secrétaire du syndicat des Forestiers. Dans ce cadre toutes les sollicitations et possibilités de collaboration avec le CENAGREF au départ sont restées sans succès. Les responsables du CENAGREF ont refusé de passer la charge aux autorités d'APN et les données liées au parc ont même été confisquées par les responsables du CENAGREF qui ont laissé les ordinateurs vides. Les responsables du CENAGREF dans le cadre de cette lutte reprochaient aux autorités centrales la procédure de positionnement d'African Parks Network une société Sud-Africaine comme gestionnaire du parc qui selon eux n'a jamais fait objet d'un appel d'offre mais plutôt d'un marché de gré-à gré ". (Agent du parc, tanguiéta, 31/05/2018).

Selon les articles 43 et 44 du décret 2011-394 du 28 mai 2011, la chasse traditionnelle est autorisée dans les zones de chasse relevant du lieu de résidence des chasseurs traditionnels, à l'exclusion des aires protégées et des zones villageoises de chasse. Mais malgré cette interdiction certains groupes sociaux bravent l'autorité compte tenu de leurs besoins qui sont d'ordre alimentaire, distractif, sportif, thérapeutiques, culturels ...) ou compte tenu de leur appartenance culturelle.

" Si vous venez dans un milieu où les gens ne vivaient que de la chasse il faut savoir les aborder par rapport à ça sinon vous n'allez jamais pouvoir arrêter le braconnage. Autrement ils vont se radicaliser et ils ne vont jamais vous écouter. Ils trouveront que vous êtes les méchants et que vous êtes venus leur faire perdre leurs cultures. (...). Au niveau de l'ethnie biali c'est les femmes qui vont au champ et l'homme est par tradition un braconnier. Il va chasser pour tuer les animaux et avec la viande il complète ce que la femme a ramené du champ. Pour le reste, il est dans ses cabarets pour faire du "tchoukoutou (bière de mil) "et dès que ça finit-il dit à la dame écrase moi la farine je vais retourner à la chasse. Si aujourd'hui on leur demande de devenir des agriculteurs ou autres choses il y aura quelques gens qui vont toujours penser que ce que vous leur faites faire n'est pas conforme à leur tradition et ils vont toujours se radicaliser" Agent AVIGREF, tanguiéta 01/06/2018

### L'insuffisant accès aux ressources publics

Dans le cadre de l'accès aux ressources, le faible niveau d'alphabétisation apparaît comme une potentielle cause indirecte de radicalisation. En effet le bas niveau d'instruction pousse certains acteurs à remettre en cause l'Etat et l'ordre républicain. Cette attitude se traduit dans certaines communautés par la préférence de l'enseignement



coranique à l'enseignement occidental qu'elles qualifient de débauche. Or il est très facile de manipuler une personne qui a un niveau intellectuel bas.

“Djougou a souvent battu le record pour les faibles taux d'admissions aux différents examens. La population majoritairement analphabète préfère envoyer les enfants à l'école coranique que dans les écoles occidentales. Cette situation fait qu'aujourd'hui la plupart des jeunes et des vieux dans la ville n'ont pas un niveau supérieur au CEP. Or il est très facile de manipuler une personne qui a un niveau intellectuel faible. Les cadres à Djougou ici, on en trouve très peu” (Agent de FDS, Djougou, 07/06/2018).

“ Dans leur conception, il faut d'abord étudier le coran avant quoi que ce soit. La religion passe avant l'école, et cela s'est matérialisé par le constat amer au CEP 2017 avec plus de 1002 absents parce que cet examen a coïncidé avec la fête de ramadan et les parents ont préféré que leurs enfants fêtent plutôt que d'aller composer ». (Agent de la Direction de l'Enseignement Secondaire et Technique, Djougou ,08/06/2018)

De même, le manque d'opportunité d'emploi pour les jeunes et leur exclusion du système d'accès aux ressources locales serait à l'origine de la situation de précarité dans laquelle ils vivent. Alors pour faire face à la situation, ils recherchent d'autres alternatives comme la migration vers les pays du golfe (le Koweït, le Liban, l'Arabie Saoudite, le Qatar), de l'Afrique du Nord comme l'Algérie, la Lybie, ou de l'Afrique de l'ouest (le Nigeria). Cette migration massive des jeunes se justifie du fait de l'absence d'opportunité de formation socioprofessionnelle pour les jeunes déscolarisés ou non scolarisés, du manque d'opportunités d'insertion socioprofessionnelle dans ces milieux avec comme conséquence la montée des vices.

“...Il est aisé de constater que Djougou est une ville carrefour où l'activité principale est le transport et les quelques riches ont des camions qui vont dans les pays de l'hinterland. C'est également une ville agricole. Mais le paradoxe est qu'il n'existe aucune industrie de transformation et les administrations sont naissantes. Or il s'agit de la 3ème ville la plus peuplée du Bénin. Ce qui fait que nous avons une jeunesse désœuvrée oisive qui ne veut rien apprendre comme métier et c'est cette situation qui justifie la montée des vols, des cambriolages des vols à main armée. “ (Agent de FDS, Djougou, 07/06/2018)

“ La précarité des conditions de vie des parents poussent les jeunes à la recherche des portes de sortie, de facilités comme en proposent ces mouvements qui offrent des bourses aux jeunes dont on ne maîtrise pas toujours les idéologies. En dehors de la bourse, chaque étudiant a la possibilité de soumettre un projet de construction de mosquée, de forage et d'école qui est entièrement financé. De même un docteur en théologie reçoit un salaire de son partenaire financier” (Un responsable religieux, Djougou, 07/06/2018).

Outre les jeunes, la problématique de l'insertion socioprofessionnelle concerne aussi bien les nouvelles élites islamiques nanties de diplômes universitaires parfois de 3<sup>ème</sup> cycle mais que l'Etat ne reconnaît pas. Ceux-ci ne peuvent bénéficier d'une équivalence de diplôme et ne peuvent donc pas prendre part aux compétitions aux emplois publics.

“Moi Imam de la mosquée de Natitingou, j'ai étudié en Egypte où j'ai obtenu un diplôme en Journalisme. Ensuite j'ai obtenu une autre bourse d'étude des arabes, qui m'a permis d'aller au Maroc pour poursuivre mes études où j'ai obtenu le MAGISTER (BAC +7). Pendant que nous étions en formation, les étudiants ghanéens, les burkinabais et d'autres pays de la sous-région percevaient également la bourse de leurs états indépendamment de la bourse arabe. Mais nous rien, on se contentait juste de la bourse arabe. De même, pendant que nous étions en formation, la guerre de l'Algérie a commencé et l'Etat Béninois a décidé de transférer son ambassade au Maroc. Ayant appris l'arrivée de cette délégation, les étudiants des écoles arabes ont décidé de soumettre les difficultés de renouvellement du passeport au chef de mission afin que l'Etat nous facilite la procédure. Mais savez-vous ce que ce Monsieur nous a dit ? Humm (petit silence de l'interlocuteur) l'Etat béninois ne vous reconnaît pas et n'a pas besoin de vous qui avez les diplômés des écoles arabes. Il a plutôt besoin des médecins, des agronomes. Il n'a pas besoin des théologiens. Et depuis ce temps, nous même nous sommes rangés et l'Etat ne fait plus rien pour nous. Or dans les autres pays comme le Ghana, la Niger, le Nigéria et autres, aussitôt que les étudiants finissent dans les pays arabes, ils vont dans leur ambassade qui procède à une reconnaissance et une équivalence du diplôme arabe et leurs délivrent les diplômes nationaux ce qui facilite leur intégration dans la fonction publique. Depuis ce temps, aucun gouvernement ne s'est intéressé au problème des diplômés des écoles arabes. C'est seulement avec l'arrivée du Président Patrice TALON que nous avons appris qu'il a choisi un diplômé de l'école arabe comme chargé de mission aux affaires commerciales en Arabie Saoudite”. Dignitaire religieux, Natitingou, 05/06/2018

Enfin la quasi inexistence des infrastructures routières, dans certaines communautés comme Tanguiéta malgré la disponibilité des ressources financières comme le parc susciterait des frustrations au sein des communautés. En effet en dehors des fonds FADEC une partie des ressources issues du fonctionnement du parc devrait servir à la réalisation des infrastructures routières. Mais les observations montrent que la plupart des routes restent impraticable et de surcroit celle qui mène au parc pendjari en passant par Tanougou.

“Depuis les indépendances, Tanguiéta a toujours été marginalisé or le Bénin a le meilleur parc en Afrique de l’ouest et la visibilité de la commune par rapport à ce parc est nulle. L’Etat doit veiller à cela. On nous fait des promesses mais on ne voit rien. Regardez la route qui mène au parc c’est une route construite depuis 1980 qui est complètement dégradée qu’on vient gratter sans recharger. Où passe l’argent qui rentre dans la commune grâce au parc ? Moi lorsque je regarde la télé je suis jaloux lorsqu’on parle de la route des pêches. Quelle est sa valeur par rapport à cette route qui mène au parc. Avec la décentralisation et l’arrivée des fonds FADEC il y a eu un petit soulagement. Mais il faut que les ressources propres de la commune appuient les FADEC. Mais où sont passées les ressources propres ? On ne voit pas l’assistance du parc dans la commune de Tanguiéta nous sommes marginalisés dans cette commune depuis les indépendances”. (Un sage de Tanguiéta, 30/05/2018)

### Radicalisation relevant des conflits religieux

Dans le cadre de cette étude, plusieurs causes potentielles de radicalisation relevant du domaine religieux sont identifiées. Il s’agit de :

#### La difficile cohabitation entre courants islamiques

Au sein des courants religieux islamiques, on observe des controverses liées à l’interprétation des uns et des autres des doctrines religieuses après la mort du prophète Mohamed. Dans certaines communautés comme Djougou, un indice de cette controverse est la multiplicité des courants dont les fidèles se radicalisent contre tout ce qui ne cadre pas avec leurs perceptions.

“ L’extrémisme violent est né des controverses entre les différents courants Islamiques qui se sont créés après la mort du Prophète. Partant de cette définition, à Djougou certes nous n’avons pas encore connu un cas d’extrémisme violent mais comme indice de sa présence nous avons les tidjanias, les salafistes, les sophistes qui ne partagent pas les mêmes points de vue en ce qui concerne l’interprétation de certains textes religieux surtout la Sunna” (autorité locale, Djougou, 08/06/2018)

#### La forte islamisation des zones de l’étude et la coopération avec les pays du Golfe

Le Bénin dans sa loi fondamentale (Constitution du 11 Décembre) a opté pour la laïcité comme un des principes de gouvernance. Ce principe a donc laissé une certaine marge de manœuvre aux individus et aux communautés par rapport aux options religieuses avec comme conséquence l’expansion des nouvelles religions dont celle musulmane compte tenu des opportunités offertes par certains pays comme les pays du golfe.

“La Coopération avec les pays du golfe fait que dans la commune de Djougou, on note une prolifération des organisations islamiques différentes qui ont pour objectif, la construction des mosquées, des forages, et des écoles. Mais la question est de savoir qu’est ce qui se cache derrière cette générosité parce que par expérience le terrorisme se cache derrière l’humanitaire et c’est bien plus tard qu’on découvre le danger”. (Agent FDS, Djougou, 07/06/2018)

“ Environ 80% de la population de Djougou pratique l’Islam. Or même si les origines du terrorisme se trouvent dans le catholicisme, le terrorisme que nous connaissons aujourd’hui vient de l’islam. ” (Agent FDS, Djougou, 07/06/2018)

“La forte islamisation et l’opposition d’idéologies entre les différents courants islamiques au niveau de la commune est un grand facteur de risque parce que la nouvelle génération d’islamologues formés dans les pays du Golfe ne tolère pas l’ancienne génération dans ses pratiques (...). Cette islamisation se traduit par la prolifération des mosquées dont l’effectif est estimé à 526 environ pour la commune de Djougou et 312 pour l’arrondissement de Djougou centre avec 153 écoles franco-arabes et islamique”. (Responsable de médias, Djougou, 06/06/2018).

#### La non-reconnaissance du système éducatif islamique

Dans le domaine éducatif, L'Etat dans ses obligations élabore les programmes d'enseignements du système éducatif formel et traditionnel. Au-delà de ces systèmes officiellement reconnus, nombreux sont ces enfants dont l'éducation est prise en charge par le système éducatif confessionnel dont celui coranique. Mais malgré cet effectif aussi important, il n'existe aucun dispositif formel de contrôle de ce qui s'y passe. En effet la définition du curricula de formation est laissée aux acteurs privés comme le comité des écoles islamiques qui n'a aucune reconnaissance juridique et officielle.

“Les ressortissants de Djougou vont étudier l'Arabe, puis reviennent s'installer pour devenir des prêcheurs, Alphas, encadreurs d'écoles islamiques ou franco-arabes ou même charlatans étant donné que l'Etat ne reconnaît pas leurs diplômes. A leur retour, ils défendent très souvent les tendances du courant religieux du pays hôte qui les a formés. De même, ils négocient la construction des mosquées, forages et écoles. Malheureusement tout ce qui s'enseigne dans ces écoles n'est pas contrôlés. L'Etat central n'a aucun regard sur ces écoles, du coup, nous ne savons pas si les enfants reçoivent des enseignements à caractère offensifs” (Agent FDS, Djougou 07/06/2018)

“ L'enseignement donné dans les écoles coraniques n'est pas contrôlé par le pouvoir local et départemental parce que nous n'avons aucune autorisation du pouvoir central pour vérifier les contenus. Même pour l'imam central de Djougou il lui sera difficile de le faire” (Un représentant de l'administration départementale, Djougou, 06/06/2018)

“ L'Etat béninois n'apporte aucun soutien et subvention aux écoles coraniques et franco-arabes en dehors de l'agrément d'installation qui est accordé aux écoles franco-arabes. Or c'est des fils du Bénin qui y vont. Mais ce qu'il ne doit pas oublier est ceci : lorsque tu es géniteur d'un enfant et tu ne le nourris pas, c'est celui qui s'en occupe qui va le détourner. Par exemple pour les Ramadans, il y a beaucoup de financement et de dons des pays du Golfe pour les mosquées de Djougou et pour le Bénin en général et ce sont ces nourritures que nous utilisons pour rompre le jeûne et faire la fête” (Un responsable radio islamique, Djougou, 07/06/2018)

De plus nombreux sont ces diplômés des universités des pays arabes qui éprouvent une sorte de mépris pour l'Etat béninois parce que ce dernier n'a pas su instaurer un système d'équivalence de ces diplômes arabes au niveau national. Les diplômes obtenus par ses élites ne seraient utiles que dans les mosquées, dans l'enseignement islamique et dans la pratique du maraboutage.

“ Tous mes amis avec qui j'ai étudié et qui sont au Togo, Ghana, Niger, Nigéria sont reversés dans la fonction publique mais nous, au Bénin rien et notre diplôme ne sert que dans les mosquées pour prêcher ou pour devenir Imam” (Encadreur d'une école franco-arabe, Djougou, 08/06/2018)

## Radicalisation relevant des conflits interethniques

### Le caractère belliqueux des individus

Plusieurs facteurs déterminent la radicalisation dans le contexte ethnique. Il s'agit des facteurs psychologiques qui renvoient au caractère que certains considèrent comme violents des individus de certaines communautés.

“De par l'histoire, l'homme de Djougou est très belliqueux et pour un oui ou un non il est prêt à en découdre avec son adversaire. Les cas les plus fréquents s'observent au cours des matchs de football. Où ils n'acceptent souvent pas la défaite. Ils sont très bornés et lorsqu'ils se mettent en tête une idée il est difficile de le leurs arracher” (Agent FDS, Djougou. 07/06/2018).

### La difficile cohabitation entre les divers groupes ethniques vivant sur un même territoire

Dans certaines zones d'intervention de l'étude, plusieurs groupes socio-ethniques cohabitent sur un même territoire. Mais le climat qui règne entre ces derniers n'est toujours pas de nature à préserver la paix compte tenu de la diversité des pratiques culturelles.

“ Djougou est une société hétéroclite composée de *yom*, *lokpa*, *tanéka*, *dendi*. Les vrais autochtones sont les *yoms*, *tanéka*, *lokpa*. Il s'agit d'une zone cosmopolite. La langue la plus parlée est le dendi, mais tout le monde ne parle pas le dendi. Etant donné que nous ne parlons pas les mêmes langues et que nous n'avons pas les mêmes pratiques, il est plus facile pour le manipulateur de diviser pour régner en recourant à notre histoire. Donc cette division à Djougou peut être utilisée contre elle-même. (Agent FDS, Djougou. 07/06/2018)

De certains groupes socioculturels sont traités de violents, braqueurs, enleveurs de personnes, auteurs des conflits autour du foncier, des conflits agro-pastoraux et des cas d'assassinats. Il s'agit de l'ethnie peule qui serait rejetée dans le département de l'Atacora Dongo. Aussi les *bètamaribè* seraient marginalisés et méprisés lorsqu'il s'agit des avantages politiques dans le département de l'Atacora. Ces conflits interethniques seraient pour la plupart du temps entretenus et aggravés par les acteurs politiques en quête d'électorat.

“ Il y a affrontement entre les *bètamaribè* qui se considèrent comme des autochtones de Natitingou et les waabas qu'ils considèrent comme des étrangers venus de Tanguiéta et autres communes environnantes de Natitingou. Il s'agit d'un conflit ethnique de vieille date aggravé par la politique chaque fois qu'il s'agit d'un positionnement sur la liste électorale de la commune de Natitingou ou d'un intérêt au niveau communal. “  
(Autorité locale, Natitingou, 05/06/2018)

## V- CARACTERISATION/ MANIFESTATION DES FORMES DE RADICALISATION

### Sur le plan religieux

#### Le développement du fanatisme

Au niveau des fidèles de certains courants religieux, on note un rejet systématique des pratiques religieuses en désharmonies avec leurs perceptions des dogmes religieux. De plus ces pratiques feraient objet d'endoctrinement de la part de ces derniers qui recourent à l'usage de la violence pour faire triompher leurs causes.

“Au niveau de certains fidèles de la religion musulmane, il y a un certain fanatisme ou un radicalisme. Soit, vous êtes avec eux ou vous n'êtes pas avec eux. Et ceux qui ne sont pas avec eux sont des païens, ils les considèrent comme ceux qui ne croient pas en Dieu et qui sont appelés à aller en enfer. Dans un tel contexte on comprend qu'on ne puisse hésiter à faire usage de la force dans certaines conditions ! “ responsable religieux, Djougou, 07/06/2018.

Ce fanatisme se manifesterait par la priorisation des dogmes religieux par rapport aux lois nationales, la remise en cause l'autorité de l'Etat ainsi que l'ordre républicain établi. Une attitude qui se justifie par la dévalorisation des institutions étatiques au détriment de celles islamiques.

“Les écoles islamiques ont été créées bien avant la colonisation et l'Etat. Mais nous ne savons pas pourquoi l'Etat aujourd'hui ne veut pas reconnaître ce que nous faisons dans ces écoles“. (Islamologue, Djougou, 08/06/2018)

Un mécanisme de diffusion de ce fanatisme au niveau des mosquées serait les prêches. Dans certaines communautés comme Djougou, certaines mosquées seraient réputées pour la diffusion des messages de nature à perturber la cohésion sociale. Ce qui aurait conduit l'autorité communale à l'interdire les prêches dans ces mosquées.

“ En 2017 nous avons identifié au niveau de certaines mosquées des prêcheurs dont les messages tendent vers le radicalisme et l'extrémisme et l'autorité communale a interdit toutes les pêches au niveau de ces mosquées. “  
(Responsable radio Islamique, Djougou, 07/06/2018)

De l'analyse des données collectées sur les différents sites de l'étude, il ressort que le type de radicalisation relevant du domaine religieux est beaucoup plus intra-religieux qu'interreligieux. Toutefois dans certaines communautés, certains fidèles de la religion musulmanes par le passé auraient fait usage de la violence physique sur des chrétiens qui pour eux ne seraient pas les bienvenues.

“Mes aînés m'ont raconté que par le passé il y avait cette difficulté pour les musulmans à accepter les autres religions dans la commune de Djougou. Et les chrétiens étaient lapidés mais pas à mort. Ils n'étaient pas les bienvenus dans le milieu“ (responsable religieux, Djougou, 07/06/2018).

Partant de la logique selon laquelle le dimanche est institutionnalisé comme un jour de repos et de célébration religieuse pour les chrétiens, certains fidèles musulmans revendiquent l'instauration du vendredi comme jour sabbatique parce qu'il s'agit du jour de culte des musulmans.

“Certains fidèles de certains courants islamiques estiment qu'ils ne doivent pas travailler les vendredis parce que les chrétiens ne travaillent pas les dimanches“. (Responsable religieux, Djougou, 07/06/2018)

Dans les départements de l'Atacora comme de la Donga on note une forte tendance des femmes à porter la burqa qui ne doit laisser entrevoir aucune partie du corps en dehors des yeux. Pour ces courants religieux, l'exposition du corps de la femme provoquerait la convoitise chez l'homme, ce qui constitue un péché.

“ (...) Ici dans la commune de Djougou beaucoup de femmes de certains courants religieux portent la burqua qui ne laisse entrevoir que les yeux et restent à longueur de journée à la maison et la nuit on ne sait ce qui s’y cache. D’autres femmes utilisent cette burqua pour voler au marché. ” (Responsable préfectoral, Djougou, 06/06/2018).

#### La construction tous azimuts des mosquées dans la commune de Djougou comme stratégie de marquage du territoire.

Dans une dynamique d’islamisation de certaines communautés beaucoup de mosquées sont construites symbolisant la conquête du territoire.

“Aujourd’hui dans certains milieux on construit les mosquées en face des églises chrétiennes pour marquer le territoire. Ils ne veulent laisser aucune autre religion se développer. Ils sont présents partout et s’arrangent pour ériger des mosquées dans le périmètre de chaque église” (Autorité Judiciaire Djougou, 07/06/2018)

#### Le mariage forcé et précoce des filles et une stigmatisation de leurs conditions physiologiques

Dans certaines communautés, les filles sont stigmatisées compte tenu de leurs conditions physiologiques. En effet certains dignitaires religieux et sages en se fondant sur des interprétations des doctrines islamiques auraient estimé qu’une fille qui trouve trois fois ses menstrues dans la maison de son père est un malheur pour la famille et une honte si elle tombe enceinte sans se marier. D’où la récurrents des cas de mariages forcés et précoces dans certains milieux.

“ Ici la religion musulmane et le gouvernement s’opposent dans un bras de fer par rapport au mariage des filles. Chez nous les musulmans, et suivant les prescriptions du Saint Coran, une fille, après trois menstrues doit quitter la maison de ses parents au grand risque de lui apporter malheur. Nous référons à cette prescription islamique, nous marions nos jeunes filles en âge de puberté. Mais, cela n’est pas du goût de l’Etat pour qui, il faut attendre au moins 18 ans pour marier les enfants. Nous n’approuvons pas cette décision parce que nos enfants sont sexuellement actifs déjà à la puberté. Quand elles vont à l’école occidentale, elles se retrouvent dans un environnement où elles se donnent aux petits délinquants et c’est pour contracter des grossesses avec tous les corolaires qui s’en suivent. C’est dommage pour l’Etat qui ne comprend pas la logique dans laquelle nous agissons. Nous poursuivons tous, le même objectif qui reste le bien-être de l’enfant. C’est l’enfant même qui choisit librement son homme. L’homme ne lui est plus imposé. Au lieu que l’Etat nous accompagne, il se donne même la possibilité de poursuivre et d’enfermer ses parents ! Quel monde ? Les gouvernants ne nous donnent pas la possibilité d’en discuter au sein d’un creuset malgré l’interpellation à plusieurs reprises du comité islamique. Les politiques veulent à tout prix faire passer leurs lois au détriment des prescriptions coraniques” Dignitaire religieux, Djougou, 10/06/2018

#### Opposition entre courants islamiques

L’interprétation des dogmes religieux amène certains fidèles à créer une ségrégation entre les courants religieux. Cette division se matérialise par la séparation des lieux de cultes et le rejet de certaines pratiques d’autres courants.

“En effet il y a des mosquées pour les sophistes, les salafistes, les tidjania avec des pratiques différentes. Lorsque nous prenons les sunnites ils sont les plus nombreux. Ils interdisent la répétition des prières dites par l’imam principal, donc pas d’intermédiaire entre l’imam et les fidèles, pas de cérémonie funèbre après un décès, pas de fêtes dans les maisons mortuaires, pas d’utilisation des chapelets, ...” Autorité locale, Djougou, 08/06/2018

De plus en plus la nouvelle élite formée dans les pays du golfe remet en cause certaines pratiques de l’ancienne génération qu’elle juge d’anti-orthodoxe à la religion musulmane.

“ L’appartenance à certains courants islamiques fait que certains imams formés dans le pays du golfe ne sont plus en odeur de sainteté avec les autorités traditionnelles parce qu’ils estiment que les autorités traditionnelles ont des pratiques qui riment avec le charlatanisme et donc ne pratiquent pas bien la religion musulmane telle que le prophète Mohamed l’avait pratiqué” Autorité locale, 08/06/2018

Le Bénin dans sa constitution a opté pour la laïcité. Mais ce principe religieux national n’est pas observé au niveau local. Ainsi il n’est pas rare de constater que certains courants soient interdits d’installation parce qu’ils ne partagent pas la

même foi religieuse que ceux existants. Il s'agit des *Ahmadia* qui sont considérés comme des sectes dans la commune de Djougou.

“ Ici à Djougou il est interdit au courant *Djamath* islamique/ *ahmadia* de s'installer pour ne pas perturber la foi des populations parce que ce courant croit en un autre prophète autre que Mohamed qui s'appelle Ahmed BOULALE”. (Autorité locale, Djougou, 08/06/2018)

## Sur le plan de l'accès aux ressources

### Les prises d'otage contre des rançons

De plus en plus les enlèvements seraient la source d'enrichissement de certains groupes ethniques longtemps marginalisés comme les peuhls. Il s'agit des peuhls transhumants venus du Burkina Faso et du Nigéria en quête de pâturage pour leurs bétails. Ces derniers se serviraient des forêts classées comme refuge.

“ Les peuhls transhumants venus du Nigéria, du Burkina Faso se réfugient dans nos forêts classées où ils procèdent à des enlèvements d'autres peuhls issus de famille nantie contre des rançons allant jusqu'à 5.000.000 f. Il y a quelques semaines nous avons appris l'enlèvement d'une dame dans l'arrondissement de Barinou situé dans la commune de Bassila. Face à la situation, nous avons effectué une mission conjointe dans ces forêts pour les renvoyer. Mais le lendemain de la mission ils sont retournés dans ces forêts. Il s'agit du massif forestier de Wari- Maro, de la forêt classée de Penésuru, de Ounklu-wéwé, de Daringa, Kpatago, Klokundé” autorité départementale, djougou, 06/06/2018

“ Dans le département de l'atacora nous avons plusieurs cas d'enlèvements dont 1 à tchoumi-tchoumi pour lequel les parents ont payé 2.000.000f et deux cas à Perma pour lesquels ils ont payé respectivement 3.000.000 et 2.900.000. Pour ces différents cas, les ravisseurs n'ont pas été arrêtés parce que les parents des victimes refusent toute implication des Forces de Défense et de Sécurité sous prétexte que leurs parents sont en dangers et que l'implication des forces de l'ordre pourrait conduire ces malfaiteurs à les tuer. “ Autorité locale, Natitingou, 05/06/2018

### Les meurtres et la vente d'organes humains grâce à la complicité de certains charlatans.

La quête du gain facile et rapide pousse les individus à recourir à des moyens criminels comme les crimes de sang, les rituels humains. La montée de ces pratiques se justifierait par la mobilité des fils de certaines communautés de l'Atacora vers le Nigéria où le phénomène existe et grâce à la complicité de certains marabouts locaux.

“ Cette pratique s'est développée compte tenue de la proximité du département de l'Atacora avec le Nigéria. Ces fils du département en quête d'emploi dans les champs de production d'igname au Nigéria, reviennent avec de mauvaises pratiques. De janvier 2018 à nos jours, la commune a enregistré environ 07 cas de meurtres (enfants et adultes). Autorité locale, Natitingou, 05/06/2018

### La contestation des limites territoriales et des titres de propriété sur le foncier :

L'inexistence des limites territoriales entre communes des départements de l'Atacora -Donga et communes frontalières suscite une remise en cause permanente des étendues des territoires. Ces contestations sont suivies des affrontements sanglants ou non entre les communautés.

“ La Commune de Boukoubé étant frontalière à une commune du Togo, les différents ressortissants de ces pays se disputent les limitent entre ces deux pays. C'est également le cas de KOUROU-KOUALOU, dans la Commune de Matéri qui fait frontière au Burkina-Faso. Les ressortissants béninois et burkinabés se réclament l'appartenance de cette zone, ce qui fait objet d'un conflit déclaré, et pendant à la Cour Internationale de Justice. Ces mêmes conflits s'observent entre les communes Pehunco-Djougou, de Kèrou-Kouandé, Copargo-Kouandé, Natitingou-Toucountouna, Kèrou-Banikoara et bien d'autres Communes du département de l'Atacora. En effet, les limites territoriales n'existent pas. Le découpage territorial n'est pas matérialisé, et les



populations dans la volonté d'extension de leurs productions en arrivent à s'affronter en prétendant que leurs communes s'étendent dans les zones, objet de litiges. (Autorité départementale, Natitingou, 05/06/2018)

De même dans le cadre de la gestion du parc les communautés compte tenu de l'insuffisance de la ressource foncière exploitable remettent en cause le titre de propriété du parc qui est accordé à certaines institutions comme l'UNESCO par l'Etat Béninois.

De même on note des frustrations vis-à-vis de l'Etat et de ses réformes qui se manifestent à travers les conflits autour de la gestion du parc Pendjari de Tanguéta.

African Parks Network (APN) est le nouveau gestionnaire du Parc Pendjari. Il a mis en place des règles restrictives : interdictions formelles de la pratique de chasse à la battue, autres activités d'exploitation des ressources dans la zone cynégétique sans l'autorisation. Ces règles sont mal perçues par les riverains, notamment le clan des chasseurs, qui les vivent comme une forme d'injustice à leur égard alors même que la chasse est autorisée à certaines personnes expatriées privilégiées. Ceux-ci recrutent même des locaux pour les accompagner à la chasse. Ainsi, en février 2018, les chasseurs traditionnels de Tanguéta, bravent les interdictions fixées par l'APN. Ils y organisent une partie de chasse à la battue. Ils sont surpris dans le Parc par les rangers d'APN qui saisissent leurs motos et les envoient en fourrière au commissariat. Informés de la situation et sans attendre le retour des chasseurs, les parents de ces derniers se mobilisent pour bloquer la voie inter- Etat en y brûlant des pneus. La tension monte à la sortie des chasseurs du Parc. Les membres de la communauté se rendent dans les bureaux de l'APN et saccagent les biens et matériels : le résultat se traduit en des dégâts matériels importants avec plusieurs véhicules brûlés à la clef. Malgré la médiation entreprise par les autorités communales, les manifestants étaient incontrôlables et se sont livrés à des actes de vandalisme. L'accalmie a pu être obtenue grâce à l'intervention des FDS et la médiation des autorités départementales soutenues par les acteurs politiques natifs de la localité. Certains élus locaux abordés par rapport à la situation estiment que les communautés riveraines étaient sur place avant la création du Parc par le colon et que ce dernier n'a jamais exhibé un acte de propriété du Parc. Par contre, les responsables de l'APN expliquent les règles de restrictions par la volonté d'instauration d'une gestion rigoureuse de l'entreprise. Ce qui est d'ailleurs apprécié par certains acteurs locaux qui décrient du même coup le mode de gestion du CENAGREF qui met au centre de la gestion une inclusion trompe l'œil de la communauté :

« La gestion du parc par une ONG internationale est une très bonne chose. Je m'explique : Quand le CENAGREF prenait la gestion, nous étions là. Nous les avons vus gérer, nous savons comment ils ont travaillé, nous avons vu comment le personnel a été recruté et à la fin, on sait comment ils ont fini. Ils ont commencé avec environ 12 milliards, mais rien n'a été fait pour sécuriser le parc et promouvoir le développement de la commune. Ce pour quoi l'argent était destiné n'a pas été respecté. La belle preuve est que les employés qui y travaillaient étaient les meilleurs amis des populations. Ils commanditaient le braconnage. A travers leur train de vie dans la Commune, vous voyez qu'il y a quelque chose qui n'était pas clair. Les agents étaient en complicité avec les braconniers ». (Un élu local de Tanguéta, 31/05/2018)

#### Sur le plan ethnique : Forte stigmatisation de certains groupes socioculturelle comme les peulhs

Dans certaines localités les peulhs sont rejetés, menacés de mort et d'expulsion sous prétexte qu'ils seraient auteurs de beaucoup d'actes de violence.

“ Les populations sont fatigués des peulhs. Non seulement ils détruisent les champs des agriculteurs, commettent des vols à mains armées, mais aussi ils procèdent à de enlèvements des gens riches qu'ils vont cacher, torturer et réclament des millions avant de les libérer et ils se servent de nos forêts classées comme refuges où ils vivent avec des milliers de têtes de bœufs” responsable de culte, Natitingou, 06/06/2018.

“Dans l'arrondissement de Tanongou il y a un conflit inter-ethnique très sérieux entre peulhs et waabas. En effet nous avons été saisis, d'une note provenant du village de Tchanwassaka, signée par le chef village et ses conseillers locaux. Cette note fait état de ce qu'il y a un manque de terres cultivables, parce que la zone d'occupation contrôlée du parc ne suffit plus pour les besoins en production et par conséquent les familles ne sont plus nourries comme cela se doit ; de plus, ils se plaignaient du comportement de leurs concitoyens peulhs à qui ils reprochent, la destruction régulière des cultures par les troupeaux de bœufs dont ils ont en charge la garde et dont les waabas sont les propriétaires. Les conseillers de ce village estiment que pendant que les terres cultivables ne leurs suffisent pas, les peulhs en occupent et font venir encore d'autres peulhs. De plus ces peulhs selon eux sont auteurs des vols à



maines armées qui sont commis dans le milieu. Au vu de tout ce qui est reproché aux peulhs ils sont décidés à les faire partir puisqu'ils avaient toléré leur installation. Par conséquent tous les peulhs installés dans le village doivent s'en aller dans les brefs délais, autrement des morts seront enregistrés. Face à la situation, le Maire et le chef d'arrondissement de la localité de la situation ont été saisis. Plusieurs tentatives de rencontres ont été avortées en raison du calendrier chargé du Maire. Etant absent la période de la crise, dès mon retour, j'ai dû prendre mes responsabilités en me rendant dans le village avec une équipe pour rencontrer le chef du village. J'ai été froidement accueilli quand bien même j'ai parlé la langue du milieu pour mieux m'intégrer. Après quelques minutes d'échange, ils m'ont fait comprendre ne pas vouloir parler du problème en l'absence du Maire et des sages du village. Je les ai donc rassurés que le problème sera réglé. Je leur ai donc proposé une rencontre à la Mairie en présence de l'autorité centrale, du Chef d'Arrondissement, des représentants des peulhs, des forces de l'ordre et des sages du village. Ils ont adhéré à cette initiative et ont finalement reconnu que je suis leur fils. Malheureusement, le Chef d'Arrondissement, joint au téléphone a dit que ce n'est pas à la population de venir vers l'autorité centrale, mais plutôt le contraire. L'information remontée à l'autorité, il a accepté à ce que la rencontre puisse se tenir dans le village. Le jour retenu a encore coïncidé avec une mission à laquelle je devais participer. Je me suis donc fait représenter par un collaborateur. La rencontre s'est déroulée en waama, le maire est waama, ainsi que le Chef d'Arrondissement. Or mon représentant ne comprenait pas waama. Mais selon le compte rendu que j'ai reçu, il a été retenu ce qui suit :

Les propriétaires terriens sont autorisés à reprendre leurs terres,

Il est demandé aux propriétaires des bétails de payer aux peulhs les redevances liées à la garde des bétails et de reprendre leurs bétails ;

La date de 14 juin a été ensuite donnée aux peulhs pour quitter le village à compter de la date de prise de décision" (Agent FDS, Tanguiéta, 03/06/2018)

#### La chefferie traditionnelle

Il s'agit des affrontements verbaux et physiques entre les différents protagonistes, des cas d'assassinats et morts et mystiques.

### VI - ACTEURS CONCERNES PAR LES PHENOMENES DE RADICALISATION : PRATIQUES ET STRATEGIES DE PREVENTION / REPRESSION

#### Les acteurs étatiques et leurs rôles

##### Autorité locale

Dans certaines zones de l'étude comme Djougou, l'administration communale a instauré un cadre de concertation communal constitué des sages et notables de la Commune, des forces de l'ordre et de sécurité, des autorités politico-administratives, des dignitaires religieux et têtes couronnées qui se réunissent périodiquement, au besoin pour trancher des questions d'intérêts publics. Ce dernier intervient également dans la canalisation et l'interdiction des pêches de nature radicale.

##### Autorité en charge du système éducatif

L'Etat Béninois assure l'éducation de milliers d'enfants soit à travers la formation professionnelle ou l'enseignement primaire et secondaire. Mais cette prérogative présente des limites dans la mesure où dans les zones couvertes par l'étude, au-delà de ce système formel, l'éducation d'un grand nombre d'enfant est assurée par le système confessionnel de type Islamique. Il s'agit des écoles franco-arabes et des écoles islamiques qui ne sont pas reconnues par l'Etat et ses administrations déconcentrées. Pour ce qui concerne les écoles franco-arabes elles bénéficient d'un agrément d'installation de la part de l'Etat ce qui n'en est pas le cas pour les écoles coraniques. S'agissant du programme d'éducation dans ces écoles, il est élaboré par un comité des écoles Islamiques officieux et non reconnu par l'Etat.

##### Forces de Défense et de Sécurité :

- **La police Républicaine** : Il s'agit d'une force unique de sécurité publique créée par la loi n° 2017-41 du 28 Décembre 2017. Elle a pour mission d'assurer sur toute l'étendue du territoire national l'ordre public et la sécurité publique, la protection des institutions et installations de l'Etat, le respect des lois et règlements, la protection des personnes et des biens.
- **USSF** : face à la recrudescence de la criminalité transfrontalière, du banditisme, et la montée du terrorisme, le Bénin a initié une politique de renforcement de son dispositif sécuritaire en créant une Unité Spécialisée de Surveillance des Frontières. Il s'agit d'une unité d'élite de la Police Nationale (PN), conjointement créée par la Direction Générale de la Police Nationale (DGPn) et la Direction Générale de l'Agence Béninoise Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers. Support paramilitaire pour la mise en œuvre institutionnelle de la Politique Nationale de développement des espaces frontaliers, cette unité est placée sous l'autorité Hiérarchique de la Direction Générale des Renseignements Généraux et de la Surveillance du Territoire (DCRGST). Elle a pour mission la surveillance continue du territoire, des bornes frontalières et une mission de police de proximité dont les populations frontalières ont besoin pour vivre dans la quiétude et développer leurs activités économiques. Comme entre autres activité, elle contribue à dissuader toutes velléités criminelles. Tenant compte de cet objectif, l'Etat béninois a mis en place plusieurs antennes dont celle de Tanguéta. Cette unité de tanguéta a pour rôle de surveiller les potentiels attaques des Djihadistes dont l'Etat a été informé par rapport au parc.

“ Nous avons été déployés dans la Commune de Tanguieta suite à une information faisant état de ce que des djihadistes s'étaient emprises au parc et les touristes ne veulent plus venir, ce qui constitue un grand manque à gagner pour l'Etat. Mais, une fois sur le terrain, nous nous sommes rendu compte que ce n'était pas vrai, mais notre présence ici rassure les touristes qui ont recommencés à venir. Quand on s'en tient aux flux migratoires des touristes au cours de ces six derniers mois à la frontière de Boukoubé, nous avons au moins 900 entrées et sorties de touristes. C'est la principale raison de notre présence dans cette commune qui ne fait frontière à aucun autre pays sinon que nous sommes spécialisés pour servir dans les frontières. Mais je crois qu'il est temps que l'Etat nous redéploye dans notre zone d'intervention qu'est la frontière” (Agent USSF, tanguéta, 01/06/2018)

Il est vrai que l'Etat Béninois sur le plan sécuritaire a fait d'énorme progrès en termes de renforcement de capacité du personnel, de création d'unité spécialisée, de dotation en matériel de travail et d'armement. Mais des efforts restent encore à faire. Par rapport au renforcement de l'effectif du personnel de certaines unités et plus précisément au niveau de certaines unités de la Police Républicaine de l'Atacora, l'effectif est de 14 agents dont 05 inspecteurs alors qu'il en faut 20. Cette insuffisance de personnel a pour conséquence la réduction de l'effectif de patrouille qui est généralement de 02 alors qu'il en faut 04. Quant au matériel de travail, même s'il en existe, il demeure insuffisant. Avec la création de la police républicaine des patrouilles dissuasives sont faites sur le Corridor grâce à un matériel roulant mis à disposition pour la circonstance qui ne doit quitter le corridor avec 10000f de carburation journalière. Pour le reste des patrouilles en dehors du corridor, le personnel des unités met à contribution son propre moyen de déplacement.

S'agissant du nombre d'unités d'interventions, des efforts restent également à faire dans des communes comme Tanguéta. Cette commune de 05 arrondissements ne dispose que de deux unités de la Police Républicaine. Aussi il nous est revenu de constater qu'il est du ressort de l'unité de la police Républicaine de l'arrondissement de Taiacou de couvrir l'arrondissement de Tanougou, deux arrondissements opposés. Une situation qui ne facilite pas toujours la promptitude lors des interventions.

De même, dans les départements de l'Atacora-Donga on note une insuffisance d'unités spécialisés vue l'ampleur des conflits et les potentielles causes de radicalisation.

Pour ce qui concerne les moyens de communication, toutes les unités de l'Atacora- Donga parcourues disposent d'un corporate pour la communication ce qui leur permet de coordonner les missions sur le terrain. Toutefois ce moyen de communication présente des limites dans la mesure où la communication devient difficile voire impossible dans les zones comme Kosso dans la commune de Tanguéta où on note une forte concentration de montagne.

Par ailleurs l'une des missions des Forces de Défense et de Sécurité est le renseignement et la préservation du secret professionnel. A cet effet l'Etat a mis en place la DCRGST comme structure en charge de la coordination les informations. Quelques fois ce dispositif connaît des dysfonctionnements qui se traduiraient par les fuites d'informations aussi délicates.

“De plus en plus aujourd'hui, nous notons des fuites d'informations au niveau des services de police alors qu'ils sont tenus par le secret professionnel. Par exemple 29/05/2018 nous avons reçu un message stipulant la présence d'un individu membre d'une idéologie salafiste qu'il faut pouvoir repérer. Mais malheureusement je retrouve ce message aussi confidentiel sur les réseaux sociaux » C'est un véritable

problème en ce sens où les terroristes sont des gens suffisamment renseignés. Il faut un système de renseignement assez développé pour les détecter. Agent FDS, tanguiéta, 31/05/2018

Enfin concernant l'armement et le ratio personnel/ matériel de protection est faible (manque de gilets par balle et de casques de protection, d'AKM et pistolets automatiques, menottes).

#### La société civile

##### Le creuset de promotion du dialogue interreligieux par les dignitaires religieux

Dans les départements de l'Atacora et de la Donga et sous le lead de l'église catholique, les responsables de différentes religions se rencontrent fréquemment en vue de promouvoir la paix entre les confessions religieuses et au sein des confessions.

"L'église catholique recherche de la collaboration pacifique entre les différentes religions à travers les actes forts de la part de l'évêque comme : visite à l'imam, au roi. L'objectif est de montrer à ces autorités que l'église catholique est toujours à la recherche de la paix, et de l'harmonie au sein de la société" (Responsable religieux, Djougou, 07/06/2018)

##### La chefferie traditionnelle entre médiatrice et protagoniste des conflits et des actes de radicalisation

La chefferie traditionnelle dans les zones de l'étude joue un rôle assez important dans le règlement et la prévention des conflits susceptible de conduire à la radicalisation. Ainsi, dans ce rôle de prévention, certaines autorités coutumières à savoir les rois et les dignitaires religieux recourent à la consultation des divinités, à la prière, aux sacrifices et offrandes aux cérémonies de libation pour conjurer les mauvais sorts et implorer les bénédictions des dieux sur leur territoire et les citoyens.

" Moi en tant que roi de Djougou j'implique les alphas [les marabouts du culte musulman] pour des prières afin que ce qui se passe dans les autres pays qui nous entourent ne nous arrive pas ici" (Roi, djougou, 09/06/2018)

" Dans le cadre de la sécurisation de la commune, nous avons des consultations traditionnelles qui nous permettent d'anticiper sur le futur. En effet, je suis le chef de toutes les religions endogènes du village et j'ai installé dans chaque village des représentants qui ont des fétiches et qu'ils entretiennent à travers des cérémonies périodiques. Tous me rendent compte et nous prions ensemble pour notre pays, nos dirigeants et notre village. Nous offrons des cérémonies pour implorer des bénédictions divines" (Roi, taiacou, 02/05/2018).

Ces responsables de cultes traditionnelles et rois interviennent également dans la résolution des crises sociétales. Les communautés sollicitent leurs médiations pour résoudre des conflits interreligieux, intra-religieux, interethniques ou des conflits liés à l'accès aux ressources de production. Toutefois ces mécanismes de régulation traditionnelle des rapports sociaux connaissent des échecs qui justifient quelques fois l'implication des autorités administratives et judiciaires.

" Nombreux sont ces personnes d'origine Natimba qui viennent chaque fois se plaindre auprès de moi contre les peulhs. Dans certaines zones les deux communautés ne se parlent même plus. Quand les gens viennent se plaindre auprès de moi, je les convoque et j'essaie de les réconcilier. Quand ça marche c'est bon, au cas contraire, je les renvoie à la gendarmerie.

Partout où il y a peulhs, c'est comme ça que les choses se passent. C'est vrai, il y en a parmi eux qui sont conscients, mais la plupart sont des hommes à histoire. Ainsi, nous avons décidé de renvoyer tous les peulhs qui nous créent chaque fois des problèmes. Quand vous ne respectez pas ce qu'on vous dit, on vous renvoie du village et on vous interdit d'y mettre pieds encore dans la nuit. Tu peux revenir en journée faire quelque chose, mais quand on te surprend dans la nuit, tu es considéré comme un voleur et traité comme tel. Quand on t'arrête, tu es présenté au roi qui te livre à la gendarmerie" (Roi, tanguiéta, 02/06/2018.)

Si ces acteurs relevant du champ des traditions jouent un rôle significatif dans la prévention et les différentes médiations ou intercessions, ils peuvent être aussi impliqués dans des conflits de succession engendrant parfois la radicalisation des positions. Ils sont également instrumentalisés quelques fois par les acteurs politiques parties prenantes de certains conflits.

"Dans le département de la Donga, la question de la chefferie traditionnelle pose de sérieux problèmes. Des gens se proclament Rois sans avoir de Royaume ; les différentes composantes ethniques veulent chacune avoir

un roi. Ils intronisent quelqu'un, quelques jours après, des contestations surgissent de part et d'autre. Même pour l'intronisation de l'actuel roi de Djougou, ça n'a pas été facile. Il y a eu assez de contestations liées à la politique, mais la médiation a fini par prendre le dessus. Certains n'attendent pas leur tour de règne mais veulent profiter d'un appui politique pour s'imposer. Ce phénomène s'est accentué sous le gouvernement du Président Boni YAYI où tout le monde veut être bien vu pour entrer dans les bonnes grâces de l'autorité. Par rapport à ce cas, il y a des actes de violences, mais qui sont encadrés grâce à la pro-activité des forces de l'ordre, ce qui a permis d'éviter le pire.

De même la question de l'imamat n'est pas à exclure. Lorsqu'un imam meurt, il y a assez de prétendants au point où les familles en viennent à des affrontements. Le dernier en date est le cas de la succession de l'imam central de Sèmèrè ayant entraîné 5 pertes en vies humaines » (Une responsable de la préfecture de la Donga, Djougou 06/06/2018)

#### Le comité islamique

Il s'agit d'un comité qui intervient dans la canalisation des prêches, dans la médiation autour des conflits qui opposent les fidèles des différents courants islamiques dans les départements de l'atocora -Donga. Ce comité intervient également dans la résolution des conflits qui opposent les communautés à l'Etat comme dans le cas du soulèvement des communautés de tanguiéta contre le gestionnaire du parc APN.

"...le comité islamique a commencé par canaliser les prêches parce que des gens font des prêches qui perturbent la quiétude des populations. Ainsi ce comité a décidé qu'avant qu'un individu ne soit autorisé à faire un prêche le comité doit détenir un minimum d'information sur ce dernier parce que nous avons remarqué qu'après les prières dans les mosquées des inconnus commencent par prêcher au nom du principe de liberté de prédication qui demande le partage de la parole de Dieu avec les autres quelques soit votre degré de connaissance. " (autorité locale, Djougou, 08/06/2018)

#### L'association des écoles islamiques de Djougou

Il s'agit d'une association communautaire qui regroupe toutes les écoles franco-arabes et coraniques de Djougou. Certes il s'agit d'une association non reconnue par les autorités communales mais qui intervient dans la coordination les écoles islamiques et la définir du curricula de formation au niveau de ces écoles.

#### Les journalistes des radios locales, communautaires et confessionnelles :

Ils facilitent aux différents acteurs l'accès aux médias, régulent les interventions religieuses et autres lors des émissions radios, diffusent les prêches et autres messages d'éducation et de prévention de l'extrémisme violent.

#### Les cellules de participation Citoyenne

Il s'agit des cellules mises en place par l'ONG Social Watch dont le rôle est de promouvoir la bonne gouvernance au niveau communautaire et de faire de la veille citoyenne.

#### Les acteurs communautaires (AVIGREF, Dan Bambanga, AGAJI, Associations des éleveurs, Organisations paysannes, etc.)

Cette association a pour objectifs d'accompagner le gestionnaire du parc dans la conservation et la restauration de la biodiversité et la mobilisation sociale économique au sein des populations autour du parc pendjari. Lorsque nous parlons de la mobilisation c'est d'abord amener les populations autour du parc à comprendre les enjeux de la conservation du parc, les intérêts qu'ils ont à contribuer fortement à la conservation du parc. Mais en même temps trouver les voies et moyens pour que celles-ci tirent le profit économique pour l'amélioration de leurs conditions de vie parce que les communautés ne peuvent pas être à côté d'une ressource qu'on leur demande de protéger sans que de leur vivant ils ne voient pourquoi ils doivent changer de comportement. Cette association a pu intégrer tous les acteurs qui ont un intérêt au niveau du parc dans la préservation des ressources en commençant par les chasseurs qui sont les braconniers et progressivement aux autres catégories sociales. AVIGREF n'intervenant qu'au niveau du parc Pendjari couvrant de Porga à Batia.

### Les autres acteurs (les gestionnaires des Parcs)

- **APN** : *African Parks Network* est une structure sud-africaine intervenant dans la préservation des parcs. Elle intervient dans d'autres pays de l'Afrique. Elle s'est officiellement installée en août 2017 au Bénin. Ses missions sont entre autre de lutter contre braconnage qui regroupe l'application des textes qui régissent le parc, la surveillance de la faune, et la préservation du territoire du parc, d'appuyer le développement du tourisme à travers des actions de renforcement des capacités des acteurs qui animent ce volet orienté vers le parc à savoir les opérateurs touristiques, les guides touristiques pour qu'ils soient en mesure de capter les opportunités d'appuyer le développement communautaire et promouvoir la recherche et le suivi écologique.
- **CENAGREF** : il s'agit de la structure publique de gestion du parc en étroite collaboration avec AVIGREF au niveau du parc Pendjari. Créée en 1996, elle s'est retirée en 2017 laissant la gestion opérationnelle du parc à APN.

## VII- SOURCES DE FINANCEMENT DES ACTIONS

Deux potentielles sources de financement ont été identifiées. Il s'agit de :

### - Pays du golfe

Ces pays financeraient les bourses d'études des étudiants qui ont obtenu un BAC Arabe en vue de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur arabe (Licence, master, doctorat). De même ils interviendraient dans la réalisation des œuvres sociales telles que la construction de mosquée, de forage, d'école et dans l'accompagnement nutritionnel au cours de la période de jeûne et lors la célébration des fêtes de ramadan et de Tabaski.

“ Les pays du golfe ont des représentants ici à Djougou. Qui ne sont rien d'autre que des fils de la localité qui ont été dans ces pays et qui ont eu des contacts avec les donateurs. Une fois à Djougou ils créent des ONG à travers lesquelles ils reçoivent les financements pour des actes humanitaires comme la construction de mosquées, forages, écoles. Ces représentants qui sont pour la plupart des diplômés de ces pays perçoivent un salaire. De même en dehors des actions humanitaires, ces ONG locales représentant les pays du golfe, obtiennent de la part de ces derniers des bourses en islamologie, journalisme, architecture pour des étudiants qui ont un BAC arabes. Par rapport à ces bourses il s'agit d'une prise en charge complète. (Allocation et billet d'avion) ” (Autorité locale, Djougou, 08/06/2018).

### - Circuit d'obtention des fonds :

La mise à disposition des fonds par le donateur serait faite suite à la présentation d'un projet par l'étudiant de Djougou en migration dans les pays du golfe. En guise d'exemple ce dernier en présentant un projet de 2.000.000 f à son donateur pourrait obtenir de ce dernier un montant 5.000.000f. Une fois de retour au pays lorsqu'il finit de réaliser le projet, le reste des 3.000.000 constitue son bénéfice. En dehors du financement de la construction des écoles, forages et mosquées, les arabes en période de Tabaski et de Ramadan financeraient la prise en charge nutritionnelle des musulmans.

Ces fonds transitent généralement par les services de Western et sont au nom des demandeurs.

### - Les pays de l'Afrique du Nord

Outre ces financements des pays du golfe, les jeunes de certaines communautés comme celle de Djougou ont la possibilité de réaliser leurs projets de vie grâce à leur immigration vers les pays de l'Afrique du Nord. Il s'agirait des jeunes de 15 à 30 ans non diplômés et sans qualification professionnelle qui partiraient en aventure en Libye et en Algérie. Cette immigration est suscitée soit par des figures d'ainées qui sont des jeunes qui auraient déjà fait l'expérience de la mobilité, par les parents ou provient d'une décision personnelle. Dans l'un ou l'autre des cas, cette aventure rime aussi bien avec risques et opportunités compte tenu des difficultés rencontrées. Il s'agit des cas de décès lors de la traversée du fleuve Niger en pirogue, des cas d'agression, de vol, ou d'assassinat lors de la traversée du désert, de maltraitance et de tortures dans les pays de l'Afrique du nord.

“ j’ai l’enfant d’un frère qu’on a arrêté dans le désert en Algérie le mois passé avec d’autres migrants qu’on a transféré au Mali. C’est du Mali qu’il a appelé pour nous informer de sa situation. Actuellement nous sommes en train de mobiliser de l’argent pour organiser son retour au pays (...). Lui ses parents sont informés de son départ. Mais il arrive que les parents ne soient au courant de rien ou c’est la maman seule qui est informée et le papa non (...). (Elu local, Djougou, 10/06/2018)

Bien que le flux vers les pays du nord soit majoritairement masculin, on y retrouve quelques femmes qui, aujourd’hui sont découragées compte tenu de la violence et de la maltraitance dont elles sont victimes dans ces pays de la part des arabes.

“Parfois elles travaillent tout le temps sans repos et on ne les paie même pas. Les femmes arabes peuvent les tuer ou les agresser si jamais elles constatent que leurs maris les convoitent ce qui fait qu’elles sont découragées” (Elu local, Djougou, 10/06/2018).

Par ailleurs ces jeunes en migration au-delà du risque ont la possibilité de réaliser certains projets comme se marier, construire des maisons, envoyer leurs parents à la Mecque, s’acheter des véhicules et des motos.

### Itinéraire de migration vers les pays de l’Afrique du Nord :

Les jeunes en mobilité lorsqu’ils quittent Djougou arrivent à Malanville rentrent dans Gaya, traversent le fleuve Niger en pirogue pour tomber dans le désert du Niger ensuite avec un total de 150.000 f environ ils sont en Algérie par le bus en passant dans le désert avec plusieurs escales. D’autres ne se limitent pas aux pays de l’Afrique du nord ils continuent vers l’Europe.

**Djougou → Malanville (Bénin) → Gaya (Niger) Fleuve Niger → Désert du Niger → Algérie (par le bus) → Europe si possible**

### Les Facteurs qui militent en faveur de la mobilité des jeunes de Djougou vers les pays de l’Afrique du nord

Dans cette localité, on note le désengagement des parents, l’absence d’autorité parentale, l’analphabétisme, la quête du gain facile, l’absence d’opportunité d’emploi pour les jeunes, la déscolarisation, leur perception du mode d’enrichissement des parents qui est le commerce et le transport et non l’éducation formelle, leur perception du mieux être

“ Le mieux-être pour l’homme de Djougou se trouve à l’extérieur raison pour laquelle ils vont dans les pays de l’Afrique du nord et dans les pays du golfe da” (Autorité judiciaire, Djougou, 07/06/2018).

## VIII- PISTES D’ACTIONS

### Domaine de l’accès aux ressources

#### Rôle de l’Etat

- Mettre en place un dispositif de sécurisation des forêts classées pour éviter les enlèvements des citoyens et les prises d’otages : certaines forêts classées du Nord Bénin serviraient de refuge pour les peulhs transhumants qui procèderaient à des enlèvements d’autres peulhs issus de famille nanties contre des rançons.
- Le parc pendjari appartient au complexe WAP (parc W, parc Pendjari, Parc Arly) et le dysfonctionnement du dispositif sécuritaire du côté du parc Arly et du parc W offre des possibilités de braconnage et d’infiltration des peulhs transhumants dans le parc Pendjari. Ainsi pour limiter le phénomène de braconnage et éviter l’infiltration des groupes terroristes il faudrait élargir le dispositif d’AVIGREF autour du parc, renforcer l’effectif des Rangers qui est déjà à plus d’une centaine, systématiser les patrouilles aériennes qui servent à repérer les éléments étrangers où à les dissuader.
- Au niveau du parc Pendjari, il faut mettre en place un dispositif permanent de reconversion professionnelle des chasseurs traditionnels et des autres acteurs en tenant compte de leurs cultures.
- Développer le renseignement territorial en encourageant la communauté à signaler aux agents de sécurité toute présence suspecte ;
- Mettre en place un plan de sécurisation communal multi-acteurs : chaque unité de sécurité dispose d’un plan de sécurisation qui lui permet d’agir mais au niveau communal, il n’existe pas encore un plan de sécurisation réunissant tous les acteurs intervenant dans le domaine de la sécurité et de la promotion de la paix.

- Contraindre les promoteurs des hôtels et assimilés à installer des dispositifs de sécurisation comme les caméras.
- Implanter les unités spécialisées de la police dans l'Atacora-Donga (BAC, USSF, CRS, RAID), des services de renseignement.
- Veiller à la fonctionnalité des conseils de village
- Voter et promulguer la loi sur la chefferie traditionnelle afin de mieux impliquer des chefs traditionnels dans la prévention et la résolution des conflits et des cas de radicalisation.
  - o Assurer une éducation de qualité aux jeunes (insertion professionnelle/scolaire) en vue de freiner les aventures vers Libye et en Algérie, le Nigéria.
  - o Procéder à la réinsertion socioprofessionnelle des diplômés des écoles arabes
  - o Déconcentrer certaines industries et les installer dans les zones frontalières ou autres zones à risques afin de créer de l'emploi
  - o Créer des écoles de métier dans certaine zone comme Djougou pour une insertion socioprofessionnelle des jeunes (menuiserie, maçonnerie, soudure)
  - o Procéder au découpage territorial avec le marquage des limites dans les zones frontalières et entre les communes du Bénin
  - o Création d'une agence de contrôle des sources de financement des œuvres sociales en provenance des pays du Golfe.

#### Dans le domaine Ethnique

##### Rôle de la Société Civile

- Institutionnaliser et promouvoir le dialogue interethnique notamment entre la communauté peulh et les autres ethnies du nord Bénin
- Faire la veille citoyenne à travers les actions d'informations, de sensibilisations dans les communautés et sur les stations radios sur le vivre ensemble entre les ethnies.

##### Rôle de l'Etat

- Lutter contre les pratiques et propos anti-ethniques

#### Domaine religieux

##### Rôle de l'Etat

- Mettre en place un mécanisme local de suivi des prêches par les imams centraux
- Réglementer la diffusion des messages religieux et sanctionner les radios qui diffusent les mauvais prêches ;
- L'Etat doit s'impliquer dans la réalisation des mosquées et autres lieux de cultes à travers les financements ou autres soutiens ce qui lui permettra d'avoir un droit de regard sur le contenu des prêches.
- Procéder à un recensement systématique de toutes les écoles franco-arabes et écoles coraniques parce que dans certaine ville comme Djougou chaque maison crée une école coranique. En 2018 une étude partielle sur le recensement des lieux de culte (coraniques et franco-arabes, chrétien...) officiellement installées a été faite grâce au soutien de l'association islamique.
- Mettre en place un mécanisme de contrôle des curricula de formation des écoles islamiques et franco-arabes.

##### Rôle de la société civile

- Faire la veille citoyenne à travers les actions d'informations, de sensibilisations à l'endroit de la jeunesse, organiser des prêches radios contre l'extrémisme violent et la radicalisation sur les stations de radios.
- Institutionnaliser et promouvoir le dialogue interreligieux au niveau local.
- Organiser des rencontres locales avec les prêcheurs des différentes mosquées en leur délivrant des autorisations de prêcher.



## RAPPORT DE ZONE 3

### Départements Parakou, Matéri, Porga, Tantéga et Nambouli

Expert non-principal junior :  
Abdou Ibrahima

#### Éléments de description des localités de collecte parcourues

La commune de Matéri bien qu'étant à sa première génération d'islamisation, apparaît aujourd'hui comme ayant le plus grand nombre de musulmans pratiquants d'ethnie autochtone de l'Atacora. Sur 8 Mosquées communautaires dénombrées dans les quatre localités frontalières enquêtées, seulement deux sont tenues par des Imams peulh. Les six autres sont tenues par des Imams Berba.

Les pays fréquentés par les étudiants islamiques de la zone sont : Arabie Saoudite, l'Égypte, Doubaï, Turquie, Niger, Burkina et Bénin (à Djougou). Mais ce sont les écoles primaires et secondaires de Djougou qui accueillent le maximum d'élèves arabisant des quatre localités frontalières.

On note une certaine uniformité de courant islamique : seul les *Tidjaniyya* sont présents dans la commune. Cela est probablement dû à l'hégémonie et à la très grande et forte influence exercée par le défunt Imam central de Natitingou Sanni Mohamed (ex-Président National de l'Union Islamique du Bénin). Ce dernier, originaire de Djougou fut le pionnier de l'islamisation de cette zone de l'Atacora. D'ailleurs, son modèle religieux est apprécié par les dignitaires musulmans des quatre localités étudiées dans la commune de Matéri. Ces derniers souhaitent voir son fils héritier (désigné Président départemental de l'Union Islamique du Bénin) continuer l'œuvre religieuse exemplaire qu'il a initiée et fondée sur la tolérance et l'unité.

En effet, toutes les communautés musulmanes de la commune ne sont affiliées qu'à la seule Union Islamique du Bénin sans aucune défection. On peut dire sans se tromper que le modèle islamique de l'Imam Sanni a profondément inspiré la pratique locale. Mais l'islam de Djougou façonnera durablement la zone en raison de son rôle de formateur des futures élites religieuses de Matéri.

Les résultats obtenus sont restitués dans les paragraphes suivants en commençant par un point situationnel de chaque localité d'enquête, suivis d'un tableau récapitulatif des facteurs potentiels de radicalisation et les acteurs concernés, ainsi que les pistes de maîtrise durable d'éventuels velléités de radicalisation et d'extrémisme violent. Enfin un point estimatif est fait des ressources humaines et infrastructurelles à disposition de la communauté musulmane des (4) localités frontalières fortement islamisées ces vingt dernières années dans la commune de Matéri.

#### I. MATERI CENTRE (CHEF-LIEU DE COMMUNE)

##### 1.1. Des services sociaux fonctionnels dans Matéri

Bien que ne couvrant pas tous les quartiers, il y a un réseau d'eau potable et de forage, d'électricité conventionnelle, un centre de santé de commune, des écoles primaires et secondaires, un Commissariat de Police, un marché partiellement construit, les voies urbaines non aménagées et une route d'accès en très mauvais état de praticabilité. Enfin il existe une retenue d'eau dans la ville.

##### 1.2. Les perceptions des acteurs sur la radicalisation à Matéri

Pour les acteurs communautaires rencontrés, il n'y a pas de raison valable pour croire en l'éventualité d'une situation d'extrémisme violent à Matéri, qu'il soit religieux islamique ou non tel que connu dans les pays de la sous-région. Car, selon eux, c'est la discrimination et l'intolérance religieuses, ainsi que les sentiments de frustration exacerbée qui peuvent être des facteurs déclencheurs d'extrémisme violents. Alors pour le moment il n'existe pas de ses facteurs identifiés qui soient non maîtrisés localement. Le plus récent conflit cité en exemple comme bien maîtrisé par la communauté musulmane est relatif à la crise ayant conduit à l'érection de la nouvelle mosquée en lieu de culte de

vendredi et des fêtes musulmanes (place *Idi*). Dans la foulée, les autonomistes essentiellement Berba se seraient réclamés du courant « Wahabite » en opposition à la première mosquée relevant de la « Tidjaniyya ». Il faut rappeler que cette nouvelle mosquée a été obtenue grâce par l'intermédiaire de l'Imam de Natitingou, fils du défunt Imam Sanni qui, lui, a construit plutôt la première mosquée. Cette nouvelle mosquée, à l'instar de là, l'ancienne, est construite grâce au financement de l'Arabie Saoudite. La construction des deux mosquées par le père et le fils respectivement a certainement joué dans le règlement de la crise.

Pour soutenir la dynamique d'islamisation de la commune de Matéri, des bourses d'études sont offertes aux fils de cette commune pour être inscrits dans les écoles franco-arabes de Djougou. Nous en avons compté une dizaine actuellement en formation. Il s'agit de complexes scolaires franco-arabes ayant le niveau primaire et le niveau secondaire. En plus étudiants arabophones seraient en Arabie Saoudite.

La construction de la première école franco-arabe (Madarsa) de Matéri est en gestation avec le soutien de l'Imam de Natitingou. Cette école est attendue pour assurer la formation au niveau local des fils et filles de la commune. Cette Médersa en cours de construction est de type moderne (franco-arabe) puisqu'il paraît que la communauté islamique locale ait décidé de la suspension des écoles islamiques de type traditionnel avec le système des enfants talibés.

### 1.3. Les facteurs d'une potentielle radicalisation dans la commune de Matéri : l'accumulation de situations frustrantes

Les pratiques d'emprisonnement hâtives et les abus de pouvoir

Les fidèles musulmans sont mécontents des arrestations et emprisonnement systématiques et abusifs des parents qui donnent leurs jeunes filles déscolarisées en mariage, sans être écoutés par la police elle-même. Selon eux, ce n'est qu'en prison qu'ils apprennent la plainte de leur propre fille avec l'assistance du Centre de Promotion Sociale (CPS).

L'incompréhension des attitudes des éléments de la Police Républicaine est d'autant plus grande que les populations constatent que les policiers ne font jamais rien contre les jeunes et instituteurs auteurs de grossesses qui sont parfois la cause de déscolarisation.

Deux cas pathétiques sont décelés comme cas écoles. Toutefois, dans les deux cas marquants, même si les deux filles n'ont pas atteint 18 ans, elles sont toutes sexuellement actives à la vue de tout le monde. Et c'est pour éviter des grossesses sans mariage que les parents sont obligés de marier leurs filles dès qu'elles sont déscolarisées. Ceci c'est pour éviter d'avoir des petits-fils à la charge. Mais malgré la frustration latente, aucune action de contestation ni de demande de clarification auprès de la Police n'a été entreprise par la communauté musulmane.

La seconde situation de frustration est relative aux conséquences sociales de la concession du parc à une gestion privée. Selon les acteurs de ce dossier, en plus de l'incertitude sur leur rôle dans le nouveau dispositif de gestion, les pratiques de sécurisation des nouveaux gardes chasses (rangers) envers les populations riveraines sont jugées très violentes et excessives.

La sensibilité du sujet est remarquable du fait qu'aucun interlocuteur n'a voulu en dire plus sur un conflit très violent qui avait opposé les populations riveraines au nouvel opérateur du Parc.

Mais chaque interlocuteur préfère rappeler que depuis le malheureux événement violent une concertation est en cours entre les anciens acteurs du parc et le nouvel opérateur en vue d'asseoir un cadre de collaboration inclusif apaisé. Ces anciens Co-gestionnaires publics du Parc sont les : AVIGREF et gardiens de pratiques coutumières, les Communes et les Guides de chasse.

## II. TANTEGA (CHEF-LIEU D'ARRONDISSEMENT)

### 2.1. Les symboles de l'Etat à Tantéga

Situé à une vingtaine de Km de pistes de Matéri Centre, le village dispose d'une connexion électrique conventionnelle ainsi que des points d'eaux de type pompe-forage et adduction d'eau villageoise. Mais les deux réseaux de distribution (Electricité – Eau) à l'intérieur du village sont assez limités. Les voies d'accès à Tantéga sont plus ou moins praticables en toute saison tandis que les rues urbaines restent à ouvrir dans tout le village.

Tantéga ne dispose que d'une mosquée et d'un *Madarsa* en construction. La mosquée a été construite il y a plus de 15 ans sous le parrainage du feu Imam Sanni grâce au financement de l'Arabie Saoudite. Le *Madarsa* devrait être construite par le fils d'Imam Sanni avec les fonds de l'Arabie Saoudite.

Le nombre de jeunes de Tantéga en formation dans les écoles islamiques n'est pas précisément connu. Néanmoins le fils du délégué serait en formation en Turquie et quelques élèves seraient dans les écoles franco-arabes de Djougou (Donga).

L'unique mosquée centrale de Tantéga est animée par l'actuel Imam, peulh de courant *Tidjaniyya* depuis sa création. Mais il prône l'unité de tous les Alfa/prédicateurs et fidèles musulmans de Tantéga quelques soit leur courant islamique (témoignage du jeune professeur Arabe natif de Tantéga et formé en Egypte). Ce dernier poursuit son témoignage en précisant que « l'Imam et lui participent à tous les événements heureux et malheureux du village, comme les mariages, les baptêmes et les funérailles qu'il s'agit ou non de familles musulmanes ». Ils participeraient à toutes les manifestations desdites cérémonies sauf aux aspects cultuelles en cas de pratiques non musulmanes.

Les deux groupes rencontrés pensent qu'il n'existe aucune menace d'extrémisme religieux islamique dans leur localité. Néanmoins selon le groupe du délégué, le risque sécuritaire lié au banditisme est bien réel et plus inquiétant encore depuis une dernière fusillade nocturne dans le village en janvier 2018, menée par des bandits armés et ayant blessé légèrement deux habitants. Lesdits bandits ont réussi à s'échapper sans être appréhendés. Les forces de police de Dassari appelées à la rescousse ne seraient venues que pour constater l'étendue des douilles de balles utilisées. Le fait plus inquiétant est qu'à ce jour rien n'est connu des assaillants ni même des indices d'identités. Il règne une peur totale dans le village qui se sent abandonné par la Police de sécurité alors qu'il est trop risqué d'organiser des patrouilles civiles. « Aussi bien dans nos champs, sur nos routes et dans Tantéga même, de jour et surtout de nuit, nous vivons une peur généralisée car nous sommes dans l'insécurité totale à Tantéga » ; ainsi s'exprimait le Chef-village tout en déplorant n'avoir aucun contact avec la Police en vue de rassurer les populations.

Les entretiens contradictoires auprès de la Police de Dassari au sujet de cette insécurité et de cette peur ambiante que nourrit la communauté ont permis de relever les informations ci-après :

## 2.2 Les communautés participent aux charges de la sécurité publique

L'absence remarquée du Chef d'Arrondissement de Tantéga serait liée à son arrestation pour séquestration de citoyen. Suite à des dénonciations à lui parvenu désignant un peulh comme suspect d'actes de banditisme, le chef d'Arrondissement aurait fait ligoter le mis-en-cause dans les locaux de l'Arrondissement pendant 24 h, le temps de chercher les moyens de le conduire au poste de Police de Dassari voire même auprès du procureur à Natitingou. En effet, il est apparu qu'actuellement avec la réforme des forces de sécurité, c'est le plaignant qui doit payer les coûts de transfèrement du mis-en-cause vers les structures de justice étatiques (Poste de Police et Tribunal). Et cette nouvelle exigence est une incompréhension totale pour les populations et selon les enquêtés elle risque malheureusement de promouvoir des réactions extrajudiciaires arbitraires et graves des plaignants. Ce qui n'est pas favorable à la paix sociale.

## 2.3. La police locale entre rigueur gestionnaire et insuffisance des moyens : la sécurité en péril

Pour ce qui est de la suite donnée par la Police à l'affaire de la fusillade nocturne des bandits, il s'avère que la nouvelle équipe des forces de police est majoritairement venue après ladite fusillade, y compris le Commissaire en chef qui n'est à ce poste que depuis mars 2018, soit il y a seulement trois mois. Ainsi, il a été impossible d'avoir plus de précisions sur cette fusillade auprès de la police locale. Pour ce qui est de l'inquiétude des populations au sujet de l'inexistence des patrouilles nocturnes dans leur localité, le nouveau Commissaire de police se dit conscient de la situation et donne raison aux populations de Tantéga. Il promet une solution sous peu. Mais, les informations reçues ne concordent pas avec l'optimisme du Commissaire qui rassure en réduisant la solution à la redéfinition des aires de couverture entre les deux postes de police de la Commune. En effet cette situation est surtout due à l'inadéquation entre les ressources allouées et les missions des unités de polices ainsi que la rigidité extrême dans la gestion des ressources mises à disposition ; laquelle rigidité fait planer le risque de détournement de deniers publics en cas de réallocation des dépenses. La majorité des agents victimes de radiations opérées ces derniers temps dans les rangs des forces de sécurité publiques auraient fait les frais de cette rigidité dans la gestion des ressources.

Même si des aires de couvertures sont définies et réparties entre les deux commissariats de police existants dans la commune, il restera posé le fondamental problème d'allocation suffisante des ressources matérielles et financières afin d'éviter que les faux frais ne repoussent les populations de la justice publique.

### III. NAMBOULI (HAMEAUX)

#### 3.1. Les services sociaux de base

Situé à 7 km au sud de Tantéga, Nambouli est connecté au réseau électrique conventionnel et dispose de points d'eau de type Pompes-forages et de fontaines d'adduction d'eau. Il existe une école primaire par quartier et un marché non aménagé. L'agglomération est constituée de trois quartiers éloignés les uns des autres de plus d'un kilomètre. Il s'agit de Nambouli, Douaka et Danfaga.

#### 3.2. L'islam à Nambouli

Le village dispose d'une mosquée par quartier, soit trois mosquées au total. La mosquée centrale est la plus ancienne (+20 ans). Elle est bâtie dans la plus grosse agglomération appelé Douaka. Elle a été construite par des intermédiaires béninois avec le financement de Doubaï. Les deux autres nouvelles mosquées de quartiers sont construites par des intermédiaires basés au Togo avec des fonds d'un pays Arabe non précisé.

Aussi, tout comme chez le délégué situé à près d'un ½ Km au sud du village, il existe des mosquées de maison construites par les chefs de familles eux-mêmes.

Il y a près d'une dizaine (10) d'enfants natifs de Nambouli qui étudie en Egypte, Arabie Saoudite, Niger et à Djougou au Bénin. Les plus jeunes qui étudient à Djougou sont plus nombreux.

Mais les premiers étudiants en fin de formation se trouveraient présentement à Djougou au Bénin et à Niamey au Niger. Un des fils du "*Ladan*" (le *Muezzin*) lui-même se trouverait au Niger faute de travail au pays.

#### 3.3. Les perceptions sur la radicalisation

Selon "*Ladan*" de la mosquée centrale de Douaka « l'extrémisme religieux comme il se manifeste dans les pays limitrophes n'est pas encore arrivé à Nambouli, et il n'arrivera peut-être jamais ». Il pense que l'éducation et la tolérance religieuses qui caractérisent cette première génération de fidèles musulmans convertis ne permettra pas de verser dans l'extrémisme. Chaque musulman pratiquant se retrouve au milieu de beaucoup de parents non pratiquants. « Et dans l'impossibilité de remplacer sa famille biologique par une famille artificielle religieuse chacun de nous a le devoir de tolérance tel que l'a recommandé le St Coran. C'est l'intolérance et la discrimination qui conduisent à l'extrémisme violent en général et religieux en particulier » disait-il.

L'interlocuteur cite le drame de Douaka qui a permis à l'islam de Matéri de construire une coutume religieuse locale compatible avec l'esprit du St Coran au sujet de la célébration de funérailles.

En effet, en 1997 un fidèle musulman converti de Douaka perd sa mère musulmane pratiquante de son vivant. Le fils refuse de laisser le corps de la défunte aux oncles maternels et certains de ses propres frères qui exigent des funérailles coutumières. Le fils converti organise à sa mère un enterrement conforme au rite musulman et affronte ses oncles venus avec des flèches pour exhumer le corps par la force. L'intransigeance et les provocations des deux parties les ont conduits à faire usage de leurs flèches touchant ainsi mortellement une personne dans chaque camp dont le fils converti lui-même. Les oncles ont ainsi fini par exhumer le corps et organisé les funérailles coutumières à leur défunte sœur.

C'est suite à ce drame que la communauté musulmane de Matéri (et sur l'éclairage de l'ex-Imam Sanni Mohamed, alors président de l'Union Islamique du Bénin) ne discute plus le corps des défunts avec nos parents non convertis qui restent attachés aux pratiques coutumières. Ayant désormais compris l'élément le plus important dans les funérailles du culte musulman est le fait de faire des invocations aux morts à partir des versets coraniques, plus personnes ne disputent les corps dans le village. L'inhumation du corps est secondaire et sans grande importance en Islam].

La seule frustration ruminée au sein de la communauté musulmane de Nambouli est celle évoquée déjà à Matéri Centre par les responsables religieux assez remontés. Elle concerne l'incompréhension des emprisonnements systématiques

des pères musulmans qui donne en mariage leurs jeunes filles déscolarisées. Vue la généralité du problème à travers la communauté musulmane de la commune de Matéri, on peut conclure que des explications entre les acteurs de justice et des affaires sociale et la communauté musulmane permettront de dissiper les tensions.

#### IV. PORGA (PORTE D'ENTREE OFFICIELLE AU NORD-OUEST DU BENIN)

##### 4.1. Les symboles de l'État à Porga

Situé à 50 km de Tanguéta, Porga est l'avant dernière localité administrative du Bénin sur la RN3 menant au Burkina voisin. Il abrite les postes des services étatiques concernés par les contrôles frontaliers des échanges inter pays. Il existe ainsi à Porga : Commissariat frontalier de Police – Poste de Surveillance Sanitaire – Recettes de Douanes – Services de protection de végétaux et de conditionnement.

Porga est connecté au réseau électrique conventionnel et dispose des points d'eau de type Pompe-Forage et fontaines d'adduction d'eau villageoise très limité. Il existe une école primaire et un centre de santé confessionnel St Jean de Dieu.

##### 4.2. Les musulmans locaux et les sources de frustrations

Pour les deux Imams Berba de Porga et de Dassari, l'extrémisme religieux violent n'est pas encore dans leur arrondissement et rien ne laisse y penser. Selon eux la diversité de courants islamiques n'est qu'un prétexte pour les contestataires se réclamant de la religion musulmane. Il n'existerait pas la discrimination religieuse basée sur les courants islamiques dans Matéri.

Cependant les sujets de frustration ne manquent pas au sein même de la communauté musulmane de Matéri, et avec les élus locaux de la Commune.

L'Imam de Dassari pense qu'ils sont marginalisés par les responsables du Bureau Communal de l'Union Islamique du Bénin, et des élus locaux respectifs (CA et Chef de Village). Ils pensent que les responsables des deux entités ne les considèrent pas comme associée ou des personnalités morales capables de nouer une collaboration satisfaisante dans l'intérêt de chacune des parties.

A ce sujet, les élus locaux de leur côté déplorent le repli sur soi des Imams. Ils leurs reprochent de ne jamais les informer sur les manifestations religieuses qu'ils organisent parfois avec leurs amis venus d'autres communes béninoises et/ou du Burkina. Je n'ai pas manqué de faire savoir à chaque partie (Imam et élus locaux) la nécessité de rapprochement mutuel.

L'Imam de Porga résume sa frustration avec ce proverbe : « Quand on est responsable de soi-même, on maîtrise mieux les choses, et la considération de l'étranger plus que l'autochtone conduit aux conflits ; même s'il est vrai que sans étranger il n'y a pas de prospérité dans un milieu ». A son collègue frère d'ajouter que « le pouvoir de l'argent déforme les choses. Et les autorités politico-administratives devraient unir les Imams, les reconnaître en tant qu'autorités morales et les aider à s'organiser pour une unité d'action ». A travers les échanges on comprend le besoin d'organisation et de reconnaissance des imams par leurs autorités locales respectives. On perçoit aussi les propos ethnocentristes envers la minorité peulh (premiers Imams) qui Préside le Bureau convoité de l'Union Islamique du Bénin.

Visiblement les acteurs religieux et les élus locaux manifestent le besoin de collaboration plus active, mais manquent d'un cadre approprié depuis le niveau communal jusqu'au village en passant par l'Arrondissement. Il faut rappeler cependant que chaque Imam central d'une localité administrative est Président du Bureau local de l'Union Islamique du Bénin. Ainsi nos deux interlocuteurs Imams sont respectivement Président dans leur circonscription territoriale de résidence Porga et Dassari. Et malgré cela, ils ne se sentent pas impliqués dans la vie quotidienne de leur association.

##### 4.3. Les facteurs d'un potentiel risque de radicalisation et d'extrémisme violent

Pour tous les interlocuteurs des services étatiques et les élus locaux, même si aucun indice d'extrémisme violent en général et religieux en particulier n'est perçu à ce jour, il n'en demeure pas moins que le risque est bien réel et donc nécessite une vigilance permanente. Particulièrement pour la police frontalière « trois facteurs (constats) sociologiques expliquent les risques potentiels d'extrémisme violent à Porga :

- La jeunesse de Porga est désœuvrée pendant la saison sèche. Ainsi elle se livre à la facilité et à la fraude en transportant des trafiquants et leurs produits/marchandises à travers des pistes de contournement des postes de contrôle. C'est à ce moment qu'apparaissent les motos-Taxi et les conflits permanents entre les forces de Police et la population/jeunes de Porga qui voient de mauvais œil les actions de maîtrise de ce trafic très dangereux pour la sécurité publique, mais qui procure un gain immédiat aux jeunes concernés.

- Ce contexte conflictuel avec la population jeune se trouve compliqué avec le sentiment de trahison qu'ont les forces de police envers des élus locaux dont la collaboration est jugée ambiguë. Selon la police des frontières, les représentants des populations élus locaux semblent prendre faits et causes pour les jeunes trafiquants dans ce conflit assez dommageable pour la sécurité du Pays.
- Le troisième constat est relatif à l'attribution des terres de culture du territoire du Bénin par les cultivateurs béninois aux ressortissants burkinabè. Et il n'est pas superflu de penser que parmi ces cultivateurs burkinabè il y a des informateurs qui renseignent leur pays et/ou développent parfois des trafics prohibés pour leur intérêt personnel.

Rappelons ici que cette même partie de la frontière fait l'objet de conflit avec le Burkina, et a nécessité la délimitation d'une zone neutre devenue de fait une zone de non droit pour la partie béninoise.

Cette faiblesse de maîtrise de la frontière de Porga est aussi notée par les agents du contrôle sanitaire en poste. Ils reconnaissent enregistrer très souvent des usagers qui se présentent à eux après avoir passé le contrôle sans avoir été inquiétés. Ce qui montre que les usagers peuvent passer sans aucun contrôle. Par ailleurs, beaucoup de fausses cartes de vaccination sont détectées avec des signatures des pays comme le Sénégal, la Gambie et le Mali. La douane qui reconnaît aussi l'ambiguïté dans la collaboration avec les populations pense que cela influence peu leur travail, car pour l'interlocuteur le gros de marchandises qui passent est essentiellement des camions citernes. On rencontre à Porga très peu de marchandises fractionnables pouvant faire objet de douane.

En matière de collaboration entre services frontaliers, elle est jugée harmonieuse par tous les acteurs rencontrés. La douane et la police coopèrent dans la fouille des véhicules par exemple et les policiers renvoient les usagers sans carnets de vaccination ou cartes d'identifiés lors des contrôles de sécurité. Néanmoins le Service de Surveillance Sanitaire se dit exclu du contrôle de qualité des produits alimentaires déclarés à la douane et/ou à l'agent du poste de protection des végétaux/SPV. Ces agents en poste pensent qu'il y a usurpation de compétence due à l'absence de clarté dans les attributions des services concernés qui relèvent des trois ministères que sont : Economie et Finances, Agriculture et pêche et Santé Publique.

Selon la Police et le poste de Surveillance Sanitaire, la mise aux normes des infrastructures de contrôle frontalier prenant en compte les besoins nouveaux de sécurité publique du pays est nécessaire à Porga. Et pour cela le préalable qui s'impose est la résolution définitive du conflit frontalier avec le Burkina. Ce qui permettra de mieux positionner les postes de contrôle pour une maîtrise totale de cette frontière.

Tout en saluant les efforts du gouvernement pour la sécurité du corridor qui ne connaît plus de braquages, les élus locaux rencontrés regrettent l'abandon des zones intérieures de la commune en proie au banditisme armé. « Les populations de notre zone frontalière ont l'impression d'être abandonnées à elles-mêmes par l'Etat ; la frustration grandit de jour en jour contre l'Etat et des idées d'entreprendre des actions pour se faire entendre commencent à germer dans certaines parties de la population » (Propos du chef de village avec un ton élevé).

#### 4.4. Les sujets objets de grande frustration au sein de la communauté

- L'inexistence de la Police de sécurité à l'intérieur des communes en proie aux braquages des bandits souvent armés qui terrorisent les populations dans leurs activités quotidiennes de survie.
- Aussi la pratique nouvelle qui fait payer au plaignant les coûts de convocation et de de transfèrement vers la justice de son mis-en-cause, nourrit une forte frustration latente au sein des populations. Elle risque d'éloigner encore plus les populations de la justice républicaine voire même conduire les plaignants à se faire justice. C'est dangereux lorsqu' « On demande de payer pour livrer son présumé coupable à la justice » rappelle le CA Dassari.
- L'abandon du territoire frontalier de Coualou et ses populations à l'Etat du Burkina. Ce pays est seul à administrer Coualou en fournissant des services sociaux de base totalement subventionnés aux populations du village. Selon le chef village, le Burkina aurait électrifié Coualou et fourni les compteurs électriques à 6 000 FCFA. Il construit gratuitement des boutiques de marché pour tout béninois qui accepte devenir Burkinabè. Les ressortissants Burkinabè ont même commencé à collecter des taxes de marché et dont les preuves (Tickets) ont été déposées à la Mairie de Matéri depuis longtemps sans suite. Plus grave actuellement des ressortissants Burkinabè s'attribuent les terres cultivables dans la zone neutre et ne l'accorde aux béninois qu'à condition qu'ils se déclarent burkinabè. Ce problème foncier risque d'être ce qui fera éclater un conflit violent entre les deux communautés Béninoise et Burkinabè, car selon les élus locaux « il y a des réflexions de certaines populations très frustrées en vue d'une

action violente appropriée. Et ils n'excluent pas de faire sauter un pont sur le corridor afin de se faire entendre des deux Etats et surtout des autorités du Bénin ». Le Chef village de Porga très résigné rappelle : « ne pas savoir jusqu'à quand ils (CA et Chef village) pourront encore empêcher l'éclatement d'une réaction violente des populations de Porga en vue de retrouver leurs terres et leurs divinités ancestrales dans la zone neutre »

## V. CONCLUSION

Pour finir les deux élus locaux insistent à ce que soit écrit leur interpellation adressée au Président de la république en personne : « On termine en appelant vivement l'Etat béninois et surtout à son Chef Président Patrice Talon dont l'efficacité de la diplomatie est prouvée, à se faire sentir par les populations frontalières de Porga et de Koualou le plus tôt possible avant que se déclenchent des actions de violence et/ou de défection de la justice républicaine à laquelle elles sont pourtant attachées ».

### 1. Point des ressources mise en œuvre pour la communauté musulmane des quatre localités frontalières

Types ressources	Quantité	Promoteurs	Financement	Observations
Mosquées	08	- ex-Imam Sanni et son Fils Héritier - ONG du Togo et de Djougou	- Arabie Saoudite - Doubaï - Filière togolaise	2 mosquées sur les 8 ont été parrainées par une filière togolaise
Madrassa	01	- Imam Sanni fils - ONG-Djougou	- Arabie Saoudite	Prof Arabe formé en Egypte aura la charge du Madrassa
Etudiants expatriés	06	- Imam Sanni fils - ONG-Djougou	- Pays d'études	Le nombre d'étudiants en formation semble sous-estimé
Elèves franco-arabe	≥ 20	- Ecoles franco-arabes de Djougou	- Promoteurs d'écoles - Partenaires Arabes	

### 2. Tableau récapitulatif des résultats d'enquête exploratoire menée dans quatre localités frontalières de Matéri

Localité	Personnes rencontrées	Perception du risque de radicalisation et d'extrémisme violent	Facteurs potentiels de frustration/radicalisation et l'extrémisme violent	Acteurs potentiels de la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent	Pistes de maîtrise durable de frustrations/ radicalisation pouvant conduire à l'extrémisme violent
Matéri	SG- Mairie de Matéri	Aucun risque réel	- Sentiment de marginalisation d'une catégorie d'acteurs locaux au sein de leur groupe d'appartenance, et par l'Etat. C'est le cas des anciens partenaires de gestion du parc Pendjari suspendus.	- Dirigeants des mosquées centrales : Imams et notables religieux majoritairement natifs de Matéri de nos jours	- installation effective des postes de Police de Sécurité fonctionnels de tous les Arrondissements de Matéri.
2 mosquées	Agent Comptable de la Mairie et fidèle musulman	d'extrémisme violent n'est perçu par les acteurs rencontrés qui pensent que les actes isolés sources de frustrations ont été toujours pris au sérieux et réglé de façon satisfaisante au sein de la	- Le sentiment des musulmans pratiquants d'être abusé par la police et la justice publique qui les « emprisonnent systématiquement pour avoir marié leurs filles déscolarisées selon les	-l'Union Islamique du Bénin représentée par le Bureau communal de Matéri et son Président Imam central Matéri	- Restructuration de l'UIB en vue de renforcer ses capacités de coordination des actions de la communauté ainsi que le contrôle de qualité des prêches et enseignements religieuses à tous les
2 étudiants en Arabie Saoudite	Collège de huit (8) dignitaires religieux musulmans des deux mosquées dont l'Imam central président de l'union Islamique du Bénin, Bureau de Matéri.				
10 élèves franco-arabes à Djougou					



Localité	Personnes rencontrées	Perception du risque de radicalisation et d'extrémisme violent	Facteurs potentiels de frustration/radicalisation et l'extrémisme violent	Acteurs potentiels de la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent	Pistes de maîtrise durable de frustrations/ radicalisation pouvant conduire à l'extrémisme violent
		communauté musulmane.  NB : C'est la recherche du pouvoir qui est la base de l'extrémisme religieux connu de nos jours. Le jihad n'est qu'un alibi pour les acteurs.	recommandations de l'islam de ne pas laisser les filles faire des enfants sans mariage »	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La Police de sécurité et la Justice</li> <li>- La Mairie</li> <li>- Les élus locaux (conseillers, les CA et les délégués/chefs village)</li> <li>- Responsable du CPS</li> <li>- Les jeunes musulmans et non musulmans</li> </ul>	<p>niveaux : on pourrait avoir un collège d'islamologues de tous les courants islamiques au sein de toutes les instances de l'UIB.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir des Madrassa de formation aux métiers pour les jeunes filles et garçons musulmans.</li> <li>- Formation et éducation continues des responsables religieux et des jeunes sur les textes de base et la citoyenneté</li> <li>- Enregistrement systématique et suivi des projets d'implantation de tous édifices religieux sur le territoire communal.</li> <li>- Institution d'un cadre de concertation formelle avec la communauté islamique par la Mairie.</li> </ul>
<p>Tantéga</p> <p>1 mosquée</p> <p>1 Madrassa en chantier</p> <p>1 Etudiant en Turquie</p> <p>(≈ ?) élèves franco-arabe à Djougou</p>	<p>Groupe1 (Chef village, Ancien maire, SA/Arrondissement, Commerçant fidèle musulman pratiquant)</p> <p>Groupe 2 : (Imam et Prof Arabe formé en Egypte)</p>	Aucun risque réel d'extrémisme violent n'est perçu par aucune des personnalités rencontrées à Tantéga.	- Sentiment d'abandon de la part de La police de sécurité malgré les menaces réelles de bandits armés.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dirigeants de la mosquée centrale : (Imams et jeune professeur Arabe)</li> <li>- La police de sécurité et la Justice républicaine</li> <li>- La Mairie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- installation effective des postes de police de tous les Arrondissements de Matéri</li> <li>- Restructuration de l'UIB en vue de renforcer ses capacités de coordination des actions de la communauté ainsi</li> </ul>

Localité	Personnes rencontrées	Perception du risque de radicalisation et d'extrémisme violent	Facteurs potentiels de frustration/radicalisation et l'extrémisme violent	Acteurs potentiels de la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent	Pistes de maîtrise durable de frustrations/ radicalisation pouvant conduire à l'extrémisme violent
				- Les élus locaux (conseillers, les CA et les chefs de village)	<p>que le contrôle de qualité des prêches et enseignements religieuses à tous les niveaux</p> <p>- Formation continue des responsables religieux sur les textes de base et la citoyenneté</p>
Nambouli 3 Mosquées 3 étudiants en Arabie Saoudite, Egypte, Niger 7 élèves franco-arabes à Djougou 2 étudiants diplômés vivent à Djougou et Niger	Ladani de la mosquée Central de Douaka/Nambouli	L'extrémisme religieux violent comme il est connu dans les pays de la sous-région n'est pas encore perçu à Nambouli et rien ne fait penser qu'il arrivera car c'est l'islam tolérant qui est pratiqué ici.	<p>- Conflits intra familiaux entre fidèles musulmans et non-convertis au sujet de l'interprétation de règles islamiques face aux pratiques coutumières en matière des événements de la vie : funérailles de morts, baptêmes, mariages, fêtes communautaires, etc. Ex : Leçon du drame de Douaka. Il est privilégié le "Outuba mortuaire" à la sépulture du musulman.</p> <p>- Incompréhension de l'emprisonnement systématique des pères musulmans qui marient leurs filles déscolarisées selon les prescriptions de l'islam</p>	<p>- Dirigeants de mosquées centrales : Imams, Ladani et autres notables religieux.</p> <p>- La Police de sécurité et la Justice</p> <p>- La Mairie de Matéri</p> <p>- Les élus locaux : CA, conseillers, délégués/ chefs de village.</p> <p>- Les jeunes musulmans pratiquants et non convertis</p>	<p>- installation effective du poste de police de l'Arrondissement</p> <p>- Restructuration de l'UIB en vue de renforcer ses capacités de coordination des actions de la communauté ainsi que le contrôle de qualité des prêches et enseignements religieuses à tous les niveaux : Avoir un collège d'islamologues de tous les courants islamiques au sein de toutes les instances de l'UIB)</p> <p>- Formation et éducation continue des responsables religieux et des jeunes sur les textes de base et la citoyenneté</p> <p>- Promouvoir des Madrassa de formation aux métiers pour les jeunes filles et garçons musulmans déscolarisés.</p>

Localité	Personnes rencontrées	Perception du risque de radicalisation et d'extrémisme violent	Facteurs potentiels de frustration/radicalisation et l'extrémisme violent	Acteurs potentiels de la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent	Pistes de maîtrise durable de frustrations/ radicalisation pouvant conduire à l'extrémisme violent
<p>Porga</p> <p>2 Mosquées dont une privée</p> <p>Pas d'étudiants connus mais, l'y aurait d'élèves à Djougou</p>	<p>- Groupe1 : Inspecteur de police principal intérimaire, Inspecteur de police de 1ère Classe</p> <p>- Groupe2 : Infirmiers (2) et (2) Agents d'hygiène et d'Assainissement</p> <p>- AC/Douanes</p> <p>- Groupe3 : Elus locaux (CA Dassari et Chef Village Porga)</p> <p>Groupe4 : Imam de Porga et Imam de Dassari</p> <p>- Commissaire de police principal de Dassari</p>	<p>L'extrémisme religieux violent comme connu dans les pays de la sous-région, objet de grande vigilance de tous les frontaliers, n'est pas encore perçu à Porga. Pas d'indices faisant penser à cet extrémisme religieux violent.</p> <p>- Néanmoins des facteurs sociologiques potentiels sources de frustrations et de radicalisation existent dans le milieu.</p>	<p>- Sentiment exacerbé des populations d'être d'abandonné par l'Etat trop absent à la frontière de Porga malgré le conflit frontalier avec le Burkina Faso, et l'insécurité dû au banditisme armé.</p> <p>- incompréhension totale des populations de faire payer aux plaignants les faux frais de convocation et de transfèrement au tribunal des mis-en-causes. C'est perçu comme une escroquerie policière qui va favoriser la justice populaire.</p> <p>- conflit permanent entre la police des frontières et les populations jeunes de Porga A/S l'interdiction de facilitation d passages clandestins de personnes par des pistes de contournement de postes de contrôle. Surtout que les élus locaux prennent cause pour leurs jeunes.</p> <p>- Sentiment des Imams d'être marginalisé par leur association religieuse islamique et aussi par les élus locaux respectifs.</p>	<p>- L'Etat central et ses Ministères sectoriels compétents.</p> <p>- Les agents des services étatiques frontaliers</p> <p>- La police de Sécurité et la Justice</p> <p>- La Mairie de Matéri</p> <p>- Les élus locaux : CA, conseillers, délégués/ chefs de village</p> <p>- Les populations frontalières de Porga et Koualou.</p> <p>- l'Union Islamique du Bénin et ses démembrements départementaux, communaux, et locaux (Village)</p>	<p>- Participer activement à la commission mixte d'administration de la zone neutre objet de litige et renforcer l'emprise du Bénin sur le village Koualou à l'image du Burkina.</p> <p>- Réaliser une étude socio-anthropologique sur le régime foncier de la zone frontalière de Porga et Koualou et partager les résultats qui seront obtenus.</p> <p>- Offrir aux populations frontalières un paquet minimum de services sociaux de base subventionnés à l'image de la partie Burkinabè.</p> <p>- Régler le litige foncier avec le Burkina</p> <p>- réaliser des infrastructures frontalières aux normes adaptées aux enjeux actuels de cet espace pour le Bénin.</p> <p>- créer un cadre de concertation avec les religieux (musulman) au niveau de toutes les instances communales.</p> <p>- Restructurer l'UIB en vue de renforcer ses capacités de</p>

Localité	Personnes rencontrées	Perception du risque de radicalisation et d'extrémisme violent	Facteurs potentiels de frustration/radicalisation et l'extrémisme violent	Acteurs potentiels de la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent	Pistes de maîtrise durable de frustrations/ radicalisation pouvant conduire à l'extrémisme violent
					<p>coordination des actions de la communauté ainsi que le contrôle de qualité des prêches et enseignements religieux à tous les niveaux : on pourrait avoir un collège d'islamologues de tous les courants islamiques au sein de toutes les instances de l'UIB.</p> <p>- Formation et éducation continue des responsables religieux et des jeunes sur les textes de base et la citoyenneté</p>